Guide Arts et Spectacles

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — Nº 14007 — 4,50 F — JEUDI 8 FÉVRIER 1990 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY — DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'unification allemande en accéléré

LA réunification en cours des deux Etats allemands — difficile de ne pas appeler ainsi le film en accéléré qui se déroule depuis l'ouverture du mur de Berlin, le 9 novembre dernier — se nourrit d'abord de symboles. Toute initiative allant dans le sens de *l'unité — ainsi l'idée d'une* équipe olympique commune — est reprise avec fougue par la population, ne laissant guère de choix aux responsables, de l'Est ou de l'Ouest. Plus c'est audacieux, plus ça passe.

Le thème de l'union économique et monétaire, qui était dans l'air depuis quelques semaines, a pris, mardi 6 février, un tour spectaculaire. Le chancelier Helmut Kohl, abandonnant l'approche progressive qui était de mise dans les discours officiels, a proposé d'ouvrir immédiatement des négociations avec la RDA sur l'unification monétaire. Il n'a pas craint, ce faisant, de contredire le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, qui estimait pratiquement au même moment, à Berlin-Est, qu'une telle union serait « prématurée », en plein accord avec son homologue est-allemand, M. Horst Kaminski.

EN RFA, où la banque centrale jouit d'une indépendance totale, les arguments des experts monétaires sont rarement pris à la légère. Mais le président de l'austère Bundesbank risque cette fois d'être débordé par la revendication populaire qu'ont faite leur les hommes politiques, gouvernement et opposition confondus. S'il ne parvient pas à imposer chez lui, y compris aux ministres des finances et de l'économie, MM. Théo Waigel et Helmut Haussmam qui se sont répandus dans la presse en déclarations maximalistes, une démarche un tant soit peu prudente, il va devoir gérer une expérience monétaire à haut risque.

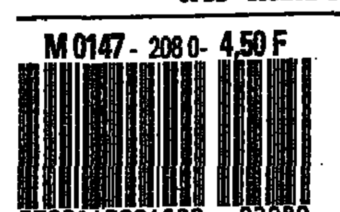
FAIRE du deutschemark la monnaie officielle de la RDA ne résoudrait aucun des problèmes économiques du pays, a averti M. Poehl. Mais on peut poser autrement la question : puisque, de toute façon, la RFA va devoir résoudre les problèmes économiques de la RDA, il serait plus franc et plus simple de se doter des instruments existants, parmi lesquels le deutschemark.

L'Allemagne de l'Ouest n'a jamais été aussi riche. En faisant l'union monétaire avec sa voisine, elle prendrait à sa charge certaines difficultés intérieures — la reconstruction d'une économie en état de faillite — et extérieures de la RDA, comme l'équilibre commercial et la dette. Elle engloberait aussi un foyer d'inflation considérable, puisqu'en convertissant même une partie des marks-est en deutschemarks elle distribuerait à l'Est un pouvoir d'achat sans commune mesure ni avec la productivité du pays ni avec les biens et services disponibles là-bas.

Ce sera coûteux, et pour le contribuable ouest-allemand, et pour l'épargnant est-allemand (on a vu à Leipzig des banderoles réclamant déjà une protection des « bas de laine » en cas d'unification par le deutschemark). C'est aussi un défi majeur pour les partenaires européens de l'Allemagne au sein du système monétaire européen.

Lire nos informations page 3 et 33 - section C

M 0147 - 208 0 - 4,50 F



L'offensive des conservateurs soviétiques

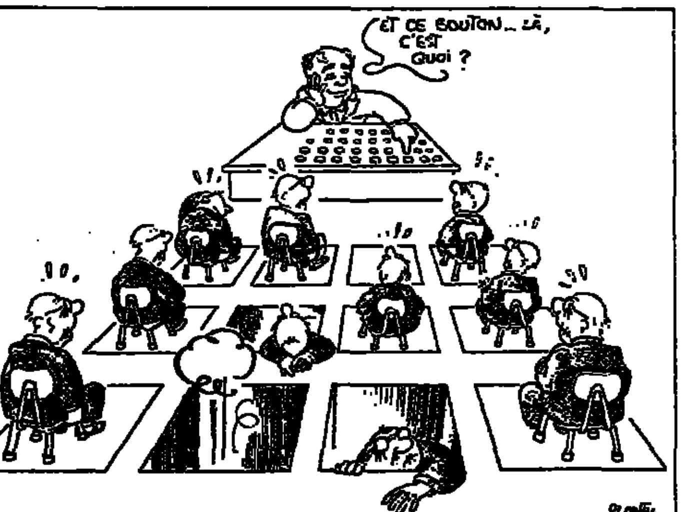
Devant le comité central, M. Ligatchev a dénoncé la privatisation des terres et critiqué la politique étrangère de M. Gorbatchev

Le plénum du comité central du PC soviétique, qui ne devait initialement durer que deux jours, a décidé de prolonger d'une journée ses travaux et s'est à nouveau réuni, mercredi matin 7 février. Les délégués devaient se prononcer sur le projet de plate-forme politique présenté, lundi, par M. Mikhaïl Gorbatchev, en vue du prochain congrès de parti. Ce texte a été vivement critiqué lors des débats de mardi par les conservateurs, notamment par leur chef de file, M. Egor Ligatchev, qui a dénoncé la privatisation des terres et critiqué la politique étrangère de M. Mikhaïl Gorbatchev.

Une stratégie concertée face au programme de réforme

- Le comité central : l'institution soviétique la moins légitime
- M. George Bush fasciné
- Pékin garde un silence embarrassé

page 2



Le succès du général Aoun

Le chef de l'armée prend l'avantage dans les combats entre chrétiens

L'occupation, mardi 6 février, du verrou de Dbayié par l'armée du général Aoun, qui prend l'avantage sur ses adversaires, n'a pas mis fin aux combats entre chrétiens au Liban. Pour le huitième jour consécutif, de violents affrontements opposaient, mercredi matin, les troupes régulières à la milice des Forces libanaises. Le bilan ne cesse de s'alourdir : 311 tués et 1 217 blessés, selon la dernière estimation.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

1 500 victimes, dont plus de 300 morts. Le bilan ne cesse de s'alourdir dans le « pays chrétien » du Liban, sans qu'aucune perspective de solution ne pointe à l'horizon, les combats engagés entre les deux forces militaires paraissant ne devoir se terminer pour le vaincu que *« par le cercueil ou la mer, c'est-à-dire la fuite »*.

Aucun des appels au cessez-le-feu n'a eu le moindre début d'exécution, et la *« victoire »*, remportée mardi par l'armée a Dbayié sur la milice *(nos dernières éditions du 8 février)*, semble avoir galvanisé encore plus les soldats pressés d'en finir et sûrs de leur bon droit.

Si le général Aoun se déclare prêt à une trêve, il ne veut le cessez-le-feu qu'à une condition : la reddition totale des Fores libanaises (FL). M. Geagea, le chef des FL, lui, refuse la trêve et veut au contraire, un vrai cessez-le-feu.

La défaite subie par ses troupes, mardi, est sans doute à l'origine de l'appel pressant qu'il a lancé dans la nuit au président François Mitterrand, pour lui demander *« de faire cesser les massacres »*.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 5

CAMPUS

Les étudiants 90

Marqués par la crainte du chômage, les étudiants placent tous leurs espoirs dans la formation et le diplôme. Mais ils ne sont pas prêts à tout sacrifier à la vie professionnelle. Très ouverts sur le monde, ils rejettent les formes institutionnelles de la vie publique. Ces indications, qui ressortent d'un sondage auprès de 3 000 étudiants, réalisé par SCP Communication pour « le Monde Campus » et la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France), peuvent avoir des conséquences sur plusieurs plans :

- *Universitaire.* — La demande d'études longues à caractère professionnel est très forte. De trop grandes déceptions sur ce point entraîneraient des réactions très vives.
- *Social.* — Le besoin d'autonomie professionnelle est très prononcé. L'organisation du travail dans les entreprises et les administrations devra en tenir compte, pour éviter de trop grandes tensions.
- *Politique.* — L'intérêt pour la vie collective est réel, mais le rejet des partis et des idéologies est massif. Le crédit qu'ils accordent pour l'avenir aux Verts — et, pour certains, au Front national — montre qu'un espace existe pour des courants atypiques, en rupture avec « l'establishment » politique.

F.G.

Lire pages 13 à 15 l'analyse détaillée du sondage

En Roumanie, le difficile réveil

« Rien n'a changé, tout a changé » : Six semaines après la chute de Ceausescu, l'ambiguïté est générale

BUCAREST

de notre envoyé spécial

« Rien n'a changé : nous faisons toujours la queue pour acheter la moindre chose. Mais tout a changé, car, aujourd'hui, nous faisons aussi la queue pour acheter des journaux et nous informer. » Cette réflexion d'une étudiante de Bucarest résume bien l'étrange climat qui règne aujourd'hui en Roumanie, six semaines après la chute de Ceausescu. *« Vous avez, bien sûr, toutes les autorisations nécessaires ? »* s'inquiète la concierge d'une entreprise auprès des journalistes étrangers venus enquêter sur place. Rien n'a changé, tout a changé : elle ne demande même pas à voir le moindre papier. Comme si le véritable débat, le véritable combat qui se déroule en ce moment en Roumanie comme sans doute dans les autres pays d'Europe de l'Est « libérés » était celui qui, à l'intérieur de chaque citoyen, oppose certains réflexes acquis aux possibilités ouvertes par la liberté retrouvée.

L'ambiguïté de la situation politique n'est pas pour simplifier ce débat. Certes, le Front de salut nationale (FSN), issu de la révolte du 22 décembre, a accepté de partager les responsabilités avec d'autres partis. Mais dès que l'on quitte les cercles restreints de Bucarest, il est clair que, *pour le moment, le Front* occupe la totalité du pouvoir, *« mettant ses pieds,* ironise un architecte, *dans les pantoufles encore chaudes du Parti communiste »*.

A Mihailesti, un village de neuf mille habitants, le maire, M. Dumitru Sima, a été élu par acclamations au cours d'une assemblée du Front. Qu'est devenu son prédécesseur ? *« Il était mécanicien,* dit M. Sima. *Il avait une fonction politique. On va le payer encore trois mois. Après, il redeviendra mécanicien. »* Pas de procès ? Pas de vengeances ? *« C'était un simple exécutant. Il obéissait aux ordres. »*

Allons voir un échelon plus haut. Le maire (préfet) du département, M. Adrian Rantes, quarante-sept ans, élégant dans son manteau de fourrure, ingénieur en chef, a été appelé lui aussi par le Front.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite page 3

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

ÉTRANGER

URSS : conduits par M. Ligatchev

Les conservateurs ont développé une stratégie concertée face au programme de réformes de M. Gorbatchev

MOSCOU

de notre correspondant

On attendait M. Ligatchev, chef de file des conservateurs au bureau politique, et il n'a pas déçu. Enonçant, mardi 6 février, devant le plénum du comité central, la stratégie adoptée par ses amis de l'appareil, il a en effet affiché du même coup ses propres ambitions et laissé voir la violence du débat qui va déchirer le parti soviétique d'ici à son prochain congrès, au début de l'été.

Car l'heure n'est plus, pour les conservateurs, aux combats d'arrière-garde. Ils n'en sont plus à dénoncer l'abandon des dogmes et plus même à tenter de s'opposer à ce passage de la démocratisation à la démocratie dont M. Gorbatchev s'est fait, lundi, l'avocat. Quelques enragés mis à part, ils acceptent, implicitement ou explicitement, l'abandon de la garantie constitutionnelle du rôle dirigeant du parti, l'avancement de la date du congrès et l'élection directe de ses délégués par la base.

Les conservateurs acceptent tout cela parce que le pays et le parti, après cinq ans de perestroïka, le veulent et que tout homme politique qui ferait mine de s'y opposer se condamnerait. Parce qu'ils n'ont pas le choix donc, mais aussi parce qu'ils considèrent que la démocratie ne leur sera pas à tout coup fatale.

Lundi déjà (*le Monde* du 7 février), les premiers conservateurs à intervenir après que M. Gorbatchev eut présenté son rapport avaient concentré leurs attaques sur la réduction du rôle du parti, le manque d'initiative de sa direction et les difficultés économiques et sociales. On n'était pas contre la démocratie, mais contre le manque de combativité face aux adversaires politiques, pas contre la perestroïka, mais contre les erreurs de conception et d'application des réformes, non pas contre M. Gorbatchev, mais contre les faiblesses du pouvoir exécutif.

Dit par un quelconque premier secrétaire, ce n'était qu'une indication sur la réduction de la marge de manœuvre de l'appareil. Repris par dix bureaucrates d'affilée, cela devenait un programme, et, synthétisé par M. Ligatchev, c'est apparu pour ce que c'est : une stratégie concertée.

Interrompu à trois reprises par des applaudissements enthousiastes, le chef de file des conservateurs n'a ainsi pas une seule fois attaqué le secrétaire général ni même sa proposition de plate-forme. Seul manquement à la solidarité qui doit en principe lier les membres du bureau politique, M. Ligatchev a indiqué qu'il soutenait *« avec toute la force nécessaire la proposition de beaucoup de communistes d'inscrire dans le projet une disposition sur l'unité du parti »*.

« Une exigence indiscutable »

« La question des questions, a-t-il en effet expliqué, *c'est le renforcement idéologique et organisationnel des rangs du parti* [car] *il doit y avoir une exigence indiscutable : une personne liée à une organisation antisocialiste ou nationaliste ne peut pas demeurer dans les rangs du PCUS. »* Autrement dit, il faut exclure les militants les plus radicaux qui ont adhéré à des organisations informelles, un Front national ou un comité de grève – tous ces hommes sur lesquels M. Gorbatchev compte bien s'appuyer dans la préparation du congrès.

La bataille des mandats commence déjà là, et, pour ce qui est de la bataille politiques M. Ligatchev ouvre quatre grands fronts d'un coup. Premièrement, dit-il, ce *« trait particulier du socialisme qu'a toujours été la confiance des Soviétiques en leur avenir est en train de se perdre »*. Il en voit la cause dans les *« fautes »* dans la réalisation de la perestroïka – à laquelle *« il n'y a pas d'alternative »*, – dans la violence des conflits nationalistes, *« le double pouvoir »* qui se développe dans certaines régions, *« l'affaiblissement de la discipline d'État sans laquelle la démocratie est inimaginable »*, l'accroissement de la masse monétaire, le manque de préparation technique des réformes économiques et la réduction des ressources matérielles allouées à l'agriculture.

L'agriculture, c'est le secteur confié à M. Ligatchev et celui-ci n'a cessé, depuis deux ans qu'il en est en charge, de s'opposer à la privatisation des terres. Il faut au contraire, répète-t-il chaque semaine, augmenter les ressources des fermes collectives et tout ira bien. Là, pourtant, il ne se contente pas de réaffirmer un credo, mais ouvre son deuxième front en demandant l'organisation d'un *« référendum populaire »* sur l'introduction de la propriété privée.

Concernant les terres, l'opinion y est favorable, mais elle est, en revanche, violemment opposée aux coopératives – les embryons d'entreprises privées – et les conservateurs pensent pouvoir mettre ainsi M. Gorbatchev en minorité ou l'amener à se prononcer contre l'industrie privée. En fait, le débat n'a jamais été vraiment ouvert, et ce qui frappe avant tout ici, c'est l'accélération prodigieuse de la formation d'une véritable vie politique en URSS.

« Stopper ce nouveau Munich »

Car, ayant dit cela, M. Ligatchev passe, troisième front, à la politique étrangère en réclamant que *« notre Parlement discute »* de la question de la réunification de l'Allemagne, de ce *« danger qui s'approche »*. *« Il serait impardonnable de ne pas voir qu'apparaît à l'horizon une Allemagne dotée d'un potentiel économique et militaire immense »*, dit-il avant de conclure : *« Il faut des efforts réels de la communauté mondiale, de toutes les forces démocratiques, pour arrêter à temps la réouverture du débat sur la révision des frontières, pour stopper ce nouveau Munich. »*

Là aussi, l'idée reçue est que la population soviétique ne voudrait à aucun prix de la réunification considérée comme une défaite posthume des soldats tombés pendant la seconde guerre mondiale. Peut-être – et encore – est-ce vrai d'une génération, mais l'ouverture du mur de Berlin a fait rêver plus d'un jeune Soviétique. Le basculement de l'Europe centrale a été observé avec envie à Moscou et, dimanche dernier, dans la grande manifestation des réformateurs de Moscou, on scandait : *« Vive la réunification de l'Allemagne ! »* Pour la simple raison qu'elle symboliserait la fin d'un ordre de l'après-guerre désormais lié au stalinisme.

A priori, les thèmes choisis par M. Ligatchev sont habiles. Dans la réalité, ils pourraient bien se révéler inopérants, beaucoup moins payants, en tout cas, que l'exigence, quatrième front, de mettre le « holà » aux *« tentatives de faire du PCUS une organisation amorphe, un club politique »*. Car élections directes ou pas, le patriotisme de parti peut jouer, et même la base pourrait ne pas vouloir laisser le PCUS ne virtuellement devenir qu'une organisation politique parmi d'autres.

Ce thème peut servir de drapeau aux conservateurs que M. Ligatchev a appelés à se réunir sous sa bannière en concluant ainsi son intervention : *« Je veux le dire en toute franchise : j'ai terriblement envie de commencer un travail constructif, de m'occuper concrètement de la perestroïka, afin que chaque famille en ressente plus vite les résultats. Je crois que nous y arriverons, car le parti change et va à son congrès avec une plate-forme démocratique et constructive. »*

Rendez-vous, en d'autres termes, au congrès, mais cette offensive n'a apparemment pas du tout inquiété M. Ryjkov, le très populaire premier ministre, qui n'a pas craint de heurter les sentiments de la base en posant quelques questions que M. Gorbatchev ne s'autorise pas encore en public. *« Le PCUS,* s'est-il demandé, *restera-t-il au pouvoir l'avant-garde politique du peuple ? Restera-t-il toujours solidement campé sur les positions de l'idéal communiste ou s'orientera-t-il vers la social-démocratie ? Prévoit-il complètement les conséquences économiques et sociales de l'économie de marché ? La société de justice sociale que le peuple avait choisie en octobre 1917 sera-t-elle créée sur cette base ou prendra-t-elle une autre forme ? »*

Le destin de la fédération

Réponse du premier ministre : c'est aux membres du parti d'en décider, mais il est *« bien tard pour discuter de la nécessité du multipartisme. En fait, il existe* [et] *le parti doit définir sa position sur cette question qui peut changer le cours de l'histoire de notre société. »* Le parti, a encore dit M. Ryjkov, doit *« de sa propre initiative se débarrasser des phénomènes du passé (...), appeler la terreur par son nom, qualifier la dékoulakisation d'action illégale menée contre la société, et la lutte contre de faux ennemis de crimes contre des camarades »*.

Le premier secrétaire de Moldavie, l'homme qui s'apprête à ouvrir une « table ronde » avec les diverses forces politiques de sa République, a expliqué (et il n'a pas été le seul) qu'il ne *« faudrait pas ignorer l'expérience des pays à système bipartite »*. Quant au *« destin de la Fédération soviétique*, a-t-il tranquillement ajouté, *il n'y a qu'un moyen de s'en sortir : l'union d'Etats souverains sur la base d'un nouveau traité »*. Comparé aux éructions de M. Brovikov, l'ambassadeur à Varsovie qui aimerait que M. Gorbatchev montre autant de poigne que M. Bush au Panama, c'était le jour et la nuit.

Des ouvriers ont mis en cause, nommément, des membres du bureau politique. Le premier secrétaire d'Azerbaïdjan a parlé de *« guerre civile »* dans le Caucase sans laissez la moindre illusion sur les possibilités d'y mettre rapidement un terme. Les journalistes, étrangers et soviétiques, font les cent pas devant le Kremlin pour interroger à leur sortie les membres du comité central. Télévisions et radios martellent jour et nuit le désir de changement du pays et diffusent des interviews d'hommes de la rue prônant la dissolution du PCUS.

Si ce n'est pas la démocratie, on y va avec deux camps face à face : une extrême droite nationalo-communiste et une vaste mouvance, plus ou moins incarnée par M. Gorbatchev, de sociaux-démocrates, thatchériens anarchistes et humanistes divers. Le Parti communiste soviétique est en train d'éclater, et chacun voulant maintenant aller trancher dans le vif au congrès, les propositions de M. Gorbatchev devaient être acceptées ce mercredi – après une journée de prolongation des débats et vraisemblablement aussi des amendements conservateurs qui seront remis sur le tapis au début de l'été. D'ici là, les pouvoirs présidentiels de M. Gorbatchev devraient avoir été notablement renforcés.

BERNARD GUETTA

Le président Bush fasciné

Le président George Bush s'est déclaré mardi 6 février *« fasciné »* par le plénum du comité central du PC soviétique actuellement en cours à Moscou. *« En tant que peuple libre et démocratique, les Américains accueilleront toujours favorablement des mesures qui encouragent le développement de la démocratie »*, a déclaré M. Bush par radio à plusieurs centaines de soldats américains en manœuvres dans le désert Mojave, en Californie.

« Nous sommes satisfaits, a-t-il ajouté, *de voir les mesures qu'a pris M. Gorbatchev pour accélérer la marche vers le pluralisme politique en URSS (...). Il est spécialement encourageant de voir des mesures qui pourraient rapprocher un petit peu plus le peuple soviétique d'une véritable démocratie. »*

Dans le même temps, le président américain a mis en garde contre tout relâchement face aux *« changements politiques et militaires encourageants »* qui se déroulent en Europe de l'Est, affirmant que les Etats-Unis ne devaient pas *« baisser leur garde »* alors que les menaces existent partout dans le monde. – (AFP.)

Le comité central du parti : l'institution soviétique la moins légitime

Ce comité central qui se permet de jouer les prolongations et d'étriller la politique du numéro Un soviétique est, curieusement, l'organisme qui a, d'un strict point de vue démocratique, le moins de raisons de le faire. Des trois grandes institutions qui se partagent aujourd'hui le pouvoir en URSS (congrès des députés, avec son émanation qu'est le Soviet suprême, gouvernement, comité central), il est en effet la moins légitime.

Une première raison en est que le comité central n'a pas été constitué à la suite d'une élection contradictoire, même partiellement démocratique, comme les deux autres l'ont été l'an dernier : ses membres ont été élus selon les méthodes éprouvées du « centralisme démocratique », sur une liste bloquée présentée par la direction du parti aux délégués du dernier congrès, sans aucune possibilité de choix. Une autre est que ce dernier congrès du parti remonte au printemps 1986, il y a bientôt quatre ans, c'est-à-dire bien avant le vrai début de la perestroïka. M. Gorbatchev n'était d'ailleurs secrétaire général que depuis tout juste un an, et il n'avait pas été le seul à mettre la main à la « cuisine » : l'empreinte de M. Ligatchev, alors second secrétaire chargé de l'organisation, avait été au moins aussi forte.

Le résultat en est une composition très déphasée par rapport aux énormes changements qui se sont produits depuis lors. Après avoir échoué dans sa tentative de procéder à de nouvelles élections lors de la conférence du parti de l'été 1988, M. Gorbatchev avait obtenu, en avril 1989, la démission « volontaire » et collective de 122 membres (74 titulaires et 48 suppléants), tous réduits à la condition d'« âmes mortes » pour avoir perdu les fonctions qui leur donnaient droit à un siège . Mais l'on n'avait pu les remplacer autrement qu'en recrutant parmi les suppléants, autrement dit dans la seconde garniture des gens élus en 1986, dont 24 seulement avaient été promus.

Or, aujourd'hui, de nouvelles âmes mortes ont fait leur apparition : sur les 249 membres titulaires réunis cette semaine au Kremlin, 21 n'ont plus aucune fonction connue, 18 autres ont été mis à la retraite et deux militaires ont été réduits à la condition d'inspecteurs des forces armées, l'équivalent de la retraite pour les hauts grades. La pyramide des âges est à la mesure du conservatisme des intervenants : 18 des titulaires ont dépassé les soixante-dix ans, 107 ont entre soixante et soixante-dix ans. Ces deux groupes composent donc plus de la moitié du total (contre 41 % en 1986), tandis que les moins de cinquante ans ne sont que 22 (8,8 %), contre 10 % il y a quatre ans.

40 % de « brejnéviens »

Toujours parmi ces titulaires, 99, soit près de 40 %, occupaient déjà leur siège en 1981, c'est-à-dire qu'ils le doivent à Brejnev. Parmi ceux-ci, plusieurs remontent encore plus haut dans l'ère de la « stagnation », puisque 54 étaient déjà là en 1976 et 26 (dont M. Gorbatchev) en 1971. Les records d'ancienneté sont détenus par cinq membres élus en 1961, il y a bientôt trente ans : citons M. Chtcherbitski, qui a abandonné il y a quelques mois seulement son poste de chef du parti en Ukraine, ou encore M. Efim Slavski, ministre du nucléaire militaire jusqu'à sa mise à la retraite en 1986, mais qui a refusé l'an dernier de se joindre au groupe des démissionnaires, malgré ses quatre-vingt-douze ans.

Les anomalies constatées « par défaut » sont tout aussi flagrantes. Traditionnellement, tous les premiers secrétaires de république ont toujours un siège de titulaire au comité central à Moscou. Aujourd'hui sept d'entre eux, soit la moitié, en sont privés, dont les patrons des trois républiques baltes et des trois républiques de Transcaucasie, les plus troublées... C'est le cas également, après les limogeages en chaîne des dernières semaines, de 123 des 147 premiers secrétaires de région (83 %), contre 50 % seulement il y a quatre ans.

De même, au gouvernement, les deux tiers des soixante ministres actuels n'ont pas de siège de titulaire au comité central (contre 40 % en 1986), de même que sept vice-présidents du conseil sur 13 : les responsables suprêmes de l'agriculture, des relations économiques extérieures, de la réforme économique, de la science et de l'énergie figurent notamment parmi ces absents... Et si les militaires, avec un contingent de seize membres titulaires, sont un peu mieux traités, deux premiers vice-ministres de la défense, dont le chef de l'état-major, n'ont pas de siège non plus.

M. Gorbatchev a compensé ces lacunes en invitant au présent plénum, selon l'agence Tass, tous les responsables du parti dans les républiques, les régions et les villes importantes, les responsables ministériels, les dirigeants des médias et des associations culturelles, sans parler des mineurs qu'il avait rencontrés quelques jours plus tôt à Moscou. Les « dinosaures » du passé sont donc fermement encadrés. Mais si l'on en vient au vote sur les propositions du numéro Un, les statuts du parti sont formels : seuls les 249 titulaires sont habilités à voter.

MICHEL TATU

[Les statistiques de cet article ont été dressées à l'aide des banques de données SOVT du « Monde » sur l'URSS, accessibles en ligne et sur Minitel. Ecrire au « Monde » pour tout renseignement.]

Pékin garde un silence embarrassé

Le ministère chinois des affaires étrangères s'est refusé, mercredi 7 février, à commenter les délibérations du comité central du PC soviétique, se bornant à noter que les relations d'Etat à Etat entre les deux pays devaient obéir au principe de non-ingérence.

PEKIN

de notre correspondant

Lorsque l'homme posa le pied sur la Lune, la presse chinoise, alors en plein mutisme sur tout ce qui pouvait paraître comme une réussite de l'Occident honni, passa la chose sous silence. Cela n'empêcha pas les Chinois d'apprendre la nouvelle par les « petites voies » qu'emprunte l'information quand la grande, que tient le pouvoir, est bouchée.

Aujourd'hui, les Chinois sont informés par « la petite voie » que le multipartisme pointe son nez dans la patrie de Lénine, mais le *Quotidien du peuple* fait mine de n'en rien savoir. Le plénum du PCUS a été délibérément ignoré par l'organe du PC le plus nombreux du monde. La seule information en provenance de Moscou mardi était constituée des images de la marche dans l'espace, la veille, des cosmonautes soviétiques. Le même jour, le *Quotidien du peuple* présentait comme une nouvelle majeure une déclaration du chef du PC d'Equateur selon lequel *« le socialisme n'est pas mort et ne mourra pas »*. Mercredi, il s'intéressait de près aux réformes en Albanie.

Comme pour tous les récents bouleversements dans le monde socialiste, ce silence est la marque d'une réprobation horrifiée. Cette fois, cependant, il y a une nouveauté : le régime a contre-attaqué par la bande en publiant mercredi une circulaire *« sur le maintien et l'amélioration du système de coopération multi-partisane et la consultation politique sous la direction du PC »*. Il s'agit des règles gérant les rapports entre le PCC, seul maître à bord, et les partis nains qui l'entourent, censés lui apporter la critique constructive des héritiers de la défunte bourgeoisie nationale et autres cercles non-communistes qui collaborent avec lui. Huit groupuscules qui, à aucun moment, n'ont eu voix au chapitre dès lors que des décisions importantes devaient être prises.

La circulaire avait été émise par le bureau politique du PCC le 30 décembre, quatre jours après l'exécution de Nicolae et Elena Ceausescu, qui mettait fin aux derniers espoirs de la Chine en Europe de l'Est. Le fait que le pouvoir ait gardé cette carte dans la manche plus de cinq semaines n'est pas inhabituel. Mais sa publication, coïncidant avec le plénum de Moscou, montre que les Chinois avaient prévu, dans une certaine mesure, l'évolution de la situation en URSS.

Le document décrète que la *« coopération multipartisane »* chinoise est *« essentiellement différente du pluripartisme ou du bipartisme pratiqué dans les pays capitalistes occidentaux et diffère également du système à parti unique pratiqué dans certains pays socialistes »*. Il rappelle que les partis non-communistes doivent être tenus en laisse de manière que n'apparaissent *« en aucun cas des organisations politiques (...) mettant en danger le pouvoir de l'Etat »*, lesquelles doivent être *« déclarées hors-la-loi dès qu'elles sont découvertes »*.

PC et partis nains

Dans ce cadre, les formations politiques *« amies »* sont invitées à faire connaître *« une fois tous les deux mois »* leurs vues sur des questions techniques choisies par le pouvoir, et leurs chefs sont même conviés, *« une fois par an »*, à des réunions pour émettre leur avis sur *« les grands principes et les politiques d'ensemble »* du pays. On leur garantit *« une liberté de critique »* complète, voire quelques maroquins au gouvernement ou des strapontins d'observateurs dans des instances-clés, du moment que chacun est conscient qu'il est là pour *« servir la cause du socialisme »*.

Le désaveu aux initiatives de M. Gorbatchev que la Chine apporte ainsi n'est évidemment que partiel. On peut s'attendre à de nouveaux efforts pour mettre en forme la base idéologique du refus de *« l'évolution pacifique »* qu'elle oppose au chef du Kremlin. Depuis la tourmente est-européenne, la Chine misait sur la chute à terme de M. Gorbatchev, à qui M. Deng Xiaoping doit regretter amèrement d'avoir serré la main en mai dernier. L'extrême prudence des Chinois illustre cependant leur crainte que, contrairement à leurs calculs, M. Gorbatchev réussisse à imposer ses vues. L'échec de la Chine n'en apparaîtrait alors que plus criant.

FRANCIS DERON

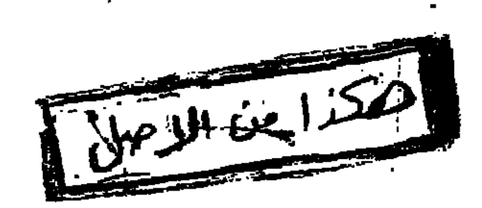
M. Thierry de Beaucé à Bucarest

Les accords de coopération avec la France mettent l'accent sur l'audiovisuel

En voyage en Roumanie les 5 et 6 février, M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, a annoncé, lors d'une conférence de presse à Bucarest, plusieurs accords de coopération en matière culturelle, scientifique et technique.

Très sollicitée dans le domaine de l'audiovisuel, la France a ainsi pris plusieurs initiatives. D'abord la mise en service d'une station de réception de Canal France International, une banque d'images destinée jusqu'à présent essentiellement aux pays africains, mais offrant d'emblée à la télévision roumaine quatre heures de programmes français chaque jour. Ensuite, la mise en place prochaine d'une station de radio FM à Bucarest . Enfin, dans le cadre du « plan parabole », l'équipement d'un certain nombre d'universités, à Bucarest, Iasi, Timsoara et Brasov, d'antennes leur permettant de recevoir la SEPT via TDF 1 et les programmes du satellite Olympus.

Outre la transformation de la bibliothèque française en Institut franco-roumain des hautes études et le voyage à la fin du mois d'une quinzaine d'universitaires français pour animer des séminaires, M. de Beaucé a également annoncé un « Hommage à la liberté » auquel participeront bénévolement, dès le 27 mars, bénévolement, des personnalités françaises du spectacle, qui se produiront dans les grandes villes de Roumanie. Parmi ces artistes figurent notamment Gérard Desarthe, Joël Jouanneau et David Warrilow, Patrice Chéreau et Laurent Malet, Léo Ferré, Antoine Vitez, Hélène Delavaux, Peter Brook et Ariane Mnouchkine.



EUROPE

RDA : à Möblis, au sud de Leipzig

On a envie de changer d'air

Pendant que les chancelleries et les états-majors politiques allemands s'activent fiévreusement à fixer un cadre pour l'avenir des seize millions d'habitants de la RDA, l'homme de la rue, le simple citoyen, tente, lui, d'y voir clair et de se construire un destin dans cette liberté reconquise. Et ce n'est pas si simple.

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

Une fois détruite la chape de plomb imposée par cinquante ans de régime totalitaire, on se retrouve face au difficile usage du libre arbitre et au choix incertain du chemin à prendre. Cela vaut pour les politiciens, qui prétendent, d'ici aux élections du 18 mars, montrer une nouvelle voie au peuple désorienté, mais c'est encore plus vrai pour les individus, les familles, qui avaient pris l'habitude de subir, sans pouvoir s'y opposer, la tutelle d'un parti tout-puissant, nazi d'abord, stalinien ensuite.

L'histoire des gens de Möblis, un petit village situé à 30 kilomètres au sud de Leipzig, pourrait servir de parabole illustrant les malheurs et l'espoir retrouvé des hommes de cette Saxe profonde, durs à la tâche, et que *« l'Etat ouvrier et paysan »* d'Erich Honecker se glorifiait de représenter. On vous regarde avec un drôle d'air lorsque vous demandez le chemin qui mène à Möblis. *« Qu'allez-vous faire là-bas ? L'air y est très mauvais ! »*, prévient une dame, qui montre du doigt une immense bâtisse noirâtre, ponctuée de hautes cheminées d'où sort une fumée rendue horizontale par un vent qui souffle en tempête. Il suffit de suivre la direction de cette fumée pour se retrouver à Möblis, le village qui vient de défrayer la chronique des deux Allemagnes.

Samedi dernier, 232 des 304 électeurs de la commune ont décidé, lors d'un référendum organisé par le maire, M. Dietmar Haym, d'abandonner le village de leurs ancêtres et de le reconstruire ailleurs, un peu à l'ouest de l'usine de lignite d'Espenhain, qui a, au sens propre, empoisonné leur vie pendant plus de cinquante ans. On croit volontiers le maire lorsqu'il affirme : *« Ce n'était plus supportable, et la promesse de fermer cette usine en 1994 ne pouvait pas nous satisfaire. »*

Quelques centaines de mètres avant l'entrée de Möblis, une odeur âcre prend à la gorge. Les murs des maisons sont noircis et lépreux, rongés par une acidité venue de l'usine. Dietmar Haym, un petit homme replet aux yeux malins, poursuit : *« Hitler a construit l'usine d'Espenhain pour fabriquer de l'essence à partir de la lignite. Elle fonctionne toujours aujourd'hui selon les mêmes procédés ! »* Comment les gens de Moblis ont-ils pu supporter cela si longtemps ? *« Que pouvions-nous faire ? Les protestations que nous adressions aux autorités étaient régulièrement mises au fond d'un tiroir. »*

Référendum

De neuf cent habitants dans les années 50, la population est tombée à trois cent quatre-vingts. Des hommes et des femmes si enracinés dans leur terroir qu'ils ne pouvaient se résoudre à partir. *« Ces derniers mois, six personnes seulement ont profité de l'ouverture de la frontière pour émigrer en RFA*, affirme encore Dietmar Haym, avec un brin de fierté. *C'est une proportion bien inférieure à celle des communes voisines. »* Il était, il y a peu encore, membre du Parti communiste. *« J'ai adhéré quand on m'a fait comprendre que c'était nécessaire pour devenir maire de ce village »*, avoue-t-il. Ce poste, il le visait depuis longtemps ; c'était l'apanage de sa famille depuis des générations. Aujourd'hui, il est sans parti et entend bien se représenter aux élections municipales du 6 mai prochain.

Mais voilà : il y a quelques semaines, un *« comité de citoyens »*, en fait une dizaine de personnes rassemblées autour d'une bière au bistrot du village, a lancé l'idée d'un déménagement collectif. Dietmar, finaud, s'est dit qu'il y avait là l'occasion de démontrer qu'il était désormais un bon démocrate. Il a organisé le premier scrutin libre de l'histoire de la RDA, un référendum municipal, sur l'abandon ou le maintien de Möblis. Lui-même était partisan de rester. *« Regardez notre maison de la culture* [en fait, c'est un café flanqué d'un jeu de quilles]. *Nous l'avons construite de nos propres mains, après les heures de travail. Mon idée à moi, c'était plutôt de faire pression sur les autorités pour qu'elles ferment l'usine dès 1991. Mais la démocratie a parlé ; je mettrai toute mon énergie à défendre la décision prise majoritairement par mes concitoyens. »*

Les mères de famille en avaient, elles, plus qu'assez des bronchites chroniques des petits. On fait maintenant honte aux médecins, qui se sont tus, à l'exception d'une pédiatre, qui avait établi la relation entre la mauvaise santé des gens de Möblis : asthme, eczéma, allergies de toutes sortes, avec l'air qu'ils respiraient. Tous ces gens ne veulent pas s'en aller bien loin. Tout ce qui leur faut, c'est un espace un peu à l'ouest de l'usine, hors d'atteinte des fumées qui, trois cent dix jours par an, vont d'ouest en est, et, bien sûr, 40 millions de deutschemarks pour reconstruire leurs maisons, leur église et le café.

Les autorités du district ont donné leur accord de principe au déménagement. Mais elles n'ont rien promis comme soutien financier et matériel : *« Toutes les entreprises du bâtiment sont débordées*, constate encore Dietmar Haym, *elles ont tant à faire à réparer les immeubles de Leipzig. »* Mais il compte bien que la publicité dont lui-même et son village ont bénéficié dans les médias ouest-allemands à l'occasion de ce référendum va attirer les dons venus de RFA et, accessoirement, une réélection de maréchal. Tout le monde à Möblis, comme dans le reste de la RDA, a envie de changer d'air.

LUC ROSENZWEIG

En Roumanie, le difficile réveil

Suite de la première page

Le maire estime que son prédécesseur *« a eu une attitude rationnelle et lucide pendant les journées de la révolution »*. Bref, mis à part certains jeunes qui estiment *« qu'il y a encore trop de terroristes »*, la Roumanie tout entière semble avoir décidé de ne pas se venger. Se venger de qui, d'ailleurs, dans un pays où il y avait plus de trois millions de membres du Parti communiste ? Les dictatures ont au moins cet avantage : une fois le chef tombé, ne restent que les exécutants...

A Mihailesti, l'instituteur dirige le Front de salut national. *« Pour le moment*, dit-il, *il faut dépolitiser l'enseignement. Et c'est terrible, dans les manuels il y a toujours soit un poème de Ceausescu, soit une pensée de Ceausescu, soit un hommage à Ceausescu. Si je demandais aux enfants d'arracher ces pages, il n'y aurait plus de livres. Alors, il faut attendre de nouveaux manuels. »*

Manque d'informations

Pour le moment, ici, le principal débat qui agite les esprits est de savoir si les habitants des « villages rectifiés » resteront dans les « nouvelles » habitations, nées de la folie mégalomaniaque du dictateur, mais construites en dépit du bon sens – toutes les canalisations sont actuellement gelées, – ou s'ils iront habiter ailleurs. Autre débat : le Front a certes pris un décret permettant la vente à un prix minime de certaines terres aux paysans, mais n'a pas donné de précisions sur les conditions de cette « mini-privatisation ». *« notamment quant aux taxes que devront payer les futurs acquéreurs... »*

« Nous devons tout faire », avoue un responsable du Front. *« Même organiser des manifestations de soutien... »*, ajoutent les mauvaises langues, en pensant à la spontanéité suspecte avec laquelle les « travailleurs » sont venus *« défendre la révolution »* lundi 29 janvier, sur la place de la Victoire.

Manque d'informations ou (nouvelle) désinformation : dans les campagnes roumaines, de nombreux paysans craignent qu'un changement de système fasse revenir leur pays à la situation du dix-neuvième siècle, dominée par de grands propriétaires féodaux dont ils ne seraient que les serfs. De même les dirigeants de grands combinats n'ont aucune idée, apparemment, de ce que peut être une entreprise moderne.

Les étudiants, les intellectuels et certains nouveaux partis politiques parviendront-ils à créer une troisième force entre le Front de salut national et les partis traditionnels, dominés par le Parti national paysan, dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils se situent très à droite ? La polarisation et la simplification de la campagne électorale pourraient obliger le Front de salut national, peut-être à son corps défendant, à camper sur une « position de classe » bien plus radicale que son œcuménisme actuel.

Aujourd'hui, pour la majorité des Roumains, le Front, c'est d'abord la révolution, c'est-à-dire la chute du dictateur. Poussés dans leurs retranchements par les responsables des autres partis, ses dirigeants, comme MM. Iliescu ou Roman, devraient, au cours des débats électoraux, sortir de l'ambiguïté dans laquelle ils se trouvent actuellement pour répondre simplement à quelques questions qui vont se poser : faut-il, pour la Roumanie, une démocratie classique à l'occidentale ou une *« démocratie originale »*, comme le disait M. Iliescu, sans qu'on sache d'ailleurs ce que cette formule représente.

En matière économique, veulent-ils explorer les chemins douteux de la « troisième voie », c'est-à-dire, en l'occurrence, donner un petit peu d'oxygène à une économie dirigée, ou engager résolument la Roumanie vers une économie de marché ? Or ce passage serait obligatoirement difficile. *« Bien sûrqu'il y aura du chômage et une poussée d'inflation*, affirme M. Bigdan Deododvru, trente-sept ans, économiste membre du bureau exécutif du FNS et président de la commission de la reconstruction et du développement économique. *Je sais surtout qu'il ne suffira pas de souhaiter la libre initiative, mais qu'il faudra d'abord se demander quels réflexes acquérir pour que cette libreinitiative réussisse. »*

Le cauchemar des faux bilans

« Le grand changement, avoue Elena Tawasescu, quarante-deux ans, directrice de l'usine Tricodana, quatre mille employés, une des grosses entreprises textile de Roumanie, *c'est de ne plus avoir ces cauchemars pour présenter de faux bilans. »* La transition sera donc forcément difficile. Matériellement mais aussi psychologiquement. *« Nous sommes tellement habitués à ne rien réussir. A perdre une journée pour quelques litres d'essence, on finit par s'user vous savez. La différence était telle entre ce que nous voulions faire, ce à quoi nous avions abouti et ce qu'on nous obligeait de dire que nous sommes réellement devenus schizophrènes »*, avoue un médecin.

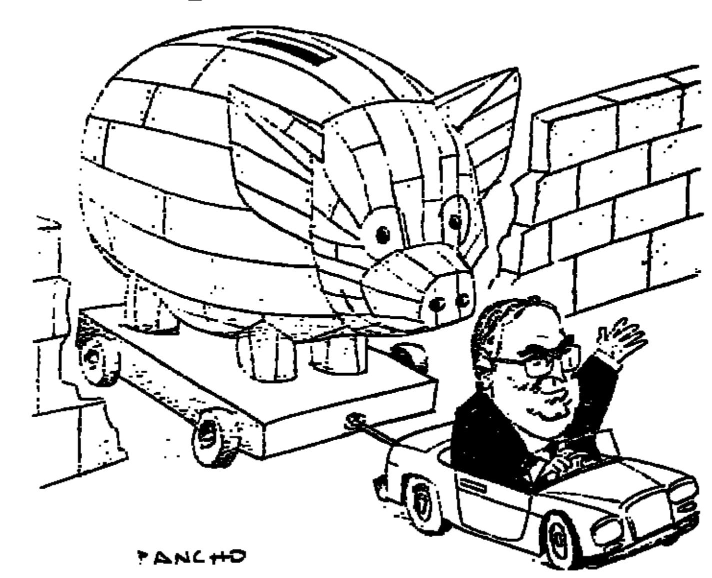
Ce sera donc difficile pour tous les partis au pouvoir – notamment pour le FSN compte tenu des pesanteurs sociologiques mais aussi idéologiques de certains de ses membres – de changer radicalement ces mentalités. *« Le débat*, ironise un diplomate étranger en poste à Bucarest, *est peut-être entre ceux qui veulent en finir avec vingt-cinq ans de dictature et ceux qui veulent en finir avec cinquante ans de communisme. »*

JOSÉ-ALAIN FRALON

Le débat sur l'unité allemande

Le chancelier Kohl propose l'union économique et monétaire

Le chancelier Kohl a annoncé mardi 6 février qu'il allait proposer au premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, d'entamer immédiatement des négociations en vue de l'unité économique et monétaire de la RDA et de la RFA. Il a justifié son attitude en parlant du *« développement dramatique global »* de la situation en Allemagne de l'Est.



BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Cette union économique et monétaire se traduirait essentiellement par l'introduction rapide du deutschemark comme monnaie commune aux deux Etats allemands et par l'abandon, par la RDA, de sa souveraineté monétaire, qui serait transférée à la Bundesbank. Ce projet était, depuis plusieurs semaines, au centre de tous les débats concernant l'unité allemande. Tout le monde s'accordait pour estimer que le remplacement des billets de cent marks-Est, à l'effigie de Karl Marx, par le billet bleu de la Bundesbank n'était pas simplement un fait symbolique, mais devait constituer le pas décisif conduisant à la réunification du pays.

Mais, jusque-là, tous les hommes politiques évoquant cette question, comme le ministre de l'économie, M. Helmut Haussmann, et l'experte social-démocrate pour les questions financières, Mme Ingrid Mattaus-Meyer, avaient insisté sur le caractère progressif et contrôlé que devait prendre ce processus. M. Haussmann avait parlé d'un achèvement de cette union économique et monétaire pour le début de l'année 1993.

Cette marche lente est également prônée par M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, qui était mardi matin en visite à Berlin-Est chez son collègue Horst Kaminsky, président de la Banque centrale est-allemande. M. Pœhl a estimé que l'introduction du deutschemark en RDA était *« prématurée »*, aucune des questions économiques la permettant n'étant pour l'instant réalisée.

Mais le chancelier ne raisonne pas, dans ce domaine, en termes purement économiques. Deux considérations sont, pour lui, prioritaires. Il s'agit tout d'abord de donner un signal décisif capable de stopper le flot de départ des citoyens de la RDA vers la RFA. La conversion de MM. Mikhaïl Gorbatchev et Hans Modrow à l'idée de l'unité allemande n'a pas eu, à cet égard, l'effet escompté.

Les Allemands de l'Est qui partent aujourd'hui vers la RFA à un rythme supérieur à deux mille personnes par jour ne le font plus pour des raisons politiques, mais pour avoir sans tarder accès au bien-être ouest-allemand. Il fallait donc apporter une réponse appropriée à ce type de comportement, qui, s'il se poursuit, risque de déstabiliser aussi bien la RDA que la RFA.

Considérations électorales

L'autre considération est d'ordre électoral : en apparaissant comme le moteur de la réunification à marche forcée, le chancelier veut donner un coup de pouce à ses amis en RDA, les partis associés au sein de l'Alliance pour l'Allemagne. Un sondage organisé par un institut de recherches de Leipzig indique, en effet, que le SPD (social-démocrate) de RDA dispose d'une avance considérable dans l'opinion est-allemande. Si l'on votait aujourd'hui, il obtiendrait 54 % des suffrages, contre 12 % aux communistes du PDS, et seulement 10 % à la CDU. Ce même sondage indique, en outre, que 76 % des Allemands de l'Est sont maintenant acquis à l'idée de la réunification.

M. Helmut Kohl espère, avec son geste, renverser un courant qui, s'il se confirmait le 18 mars, serait un lourd handicap pour sa propre réélection comme chancelier fédéral au mois de décembre prochain. Mais cette union monétaire est largement plus facile à annoncer qu'à réaliser dans les faits. Introduite en force et sans mesure d'adaptation préalable, elle mettrait crûment en lumière les différences de revenus entre la RDA et la RFA.

Mme Christa Luft, ministre de l'économie est-allemande, avait, lundi, devant la table ronde, brossé un tableau réaliste des conséquences de cet « Anschluss monétaire » : celui-ci faciliterait, bien sûr, l'accès aux voyages et aux biens de consommation des citoyens est-allemands, mais il contraindrait les entreprises à procéder à des réductions drastiques d'effectifs pour réduire leurs coûts et occasionnerait la fermeture immédiate d'unités de production non compétitives sur le marché mondial. Cela toucherait de plein fouet les catégories sociales les plus défavorisées, comme les retraités et les petits salariés.

On estime à 200 milliards de deutschemarks le coût d'une « opération Deutschemark » pour la RDA, alors que 15 milliards suffiraient, selon Mme Luft, à amorcer un processus permettant à la RDA de s'adapter progressivement aux normes de l'économie de marché. Pour l'instant, le collectif budgétaire prévu par M. Théo Waigel, ministre ouest-allemand des finances, ne prévoit que 7 milliards de deutschemarks pour l'aide d'urgence à la RDA sur un budget global s'élevant à 300 milliards pour l'année 1990.

Le chancelier devrait préciser ses projets au cours des conversations qu'il aura à Bonn avec M. Modrow les 13 et 14 février prochains. D'ici là, il devrait s'attacher à convaincre M. Karl Otto Pœhl et le conseiller de gestion de la Bundesbank, qui sont très jaloux de leur indépendance, et rassurer ses partenaires européens, qui ont manifesté leur inquiétude quant aux conséquences de cette furia allemande sur l'équilibre au sein du SME et de la Communauté.

L. R.

□ **ROUMANIE : démission du ministre du tourisme.** – Le ministre roumain du tourisme, Mihai Lupoi, a annoncé mardi 6 février, qu'il démissionnait pour protester contre ce qu'il a appelé les pratiques dictatoriales du premier ministre Petre Roman. *« Roman pense qu'il est Dieu ou un autre Ceausescu. Il contredit les ordres donnés par d'autres et entend être obéi »*, a déclaré Lupoi dans une interview accordée à l'agence Reuter.

□ **Rectificatif.** – Un lecteur érudit, M. Pedro Scaron, de Metz, nous fait remarquer, à la suite de l'article d'André Fontaine « Adieu au communisme ? » *(le Monde* du 27 janvier) que Marx ne pouvait connaître le mot célèbre de Lord Acton : *« tout pouvoir tend à corrompre, le pouvoir absolu corrompte absolument...)* pour cette bonne raison que la lettre où il figure est postérieure de quatre ans à la mort de l'auteur du *Capital*. André Fontaine avait confondu Lord Acton, de son vrai nom John, Dalberg, avec sir John Acton (1736-1811) qui fut premier ministre à Naples.



EUROPE

ITALIE

Le faux « scoop du siècle »

ROME

de notre correspondant

« Je l'avoue, nous avons triché. Les résultats du référendum de 1946 ont été truqués, trafiqués. En réalité, c'est la monarchie qui avait vaincu. Sans notre manipulation, la République italienne, aujourd'hui, n'existerait pas. » Sur le petit écran, la voix du vieux magistrat aux yeux tristes s'est brisée d'émotion ; des larmes coulent sur son veston.

Il est environ 22 heures, lundi 5 février, sur la deuxième chaîne de la RAI. Depuis des heures déjà, les présentatrices du service public annoncent : *« Ce soir, dans « Mixer », le magazine hebdomadaire de Gianni Minoli, ne manquez pas les retentissantes révélations à propos de la naissance de notre République ».* A l'heure dite, plus de trois millions de téléspectateurs, chiffre record pour un magazine abandonnent les films des chaînes Berlusconi et zappent sur RAI-Due, la chaîne socialiste. Tonitruant, comme à son habitude, Gianni Minoli, qui fête les dix ans de son excellente émission, fait durer le plaisir. *« Nous n'avons pas encore fini de monter le sujet,* annonce-t-il ; *en attendant, en voici un autre sur les enfants de la mafia à Palerme ».*

Dans les salons tétanisés de l'Italie pensante, la tension est à son comble. Encore vingt minutes d'attente. Finalement, le « scoop du siècle » envahit l'écran. Le vieux juge, *« dernier survivant »* des sept magistrats qui auraient manipulé l'histoire il y a un demi-siècle, offre, en matière de preuve, un film super-8 tourné, selon lui, il y a trente-cinq ans et représentant les sept conjurés en pleine confession. Suit un montage d'archives censé rendre compte du climat survolté de l'époque. On interroge par téléphone un employé anonyme, qui confirme toute l'histoire. Un ancien ministre de la Maison royale de Savoie vient affirmer, des sanglots dans la voix, qu'il a *« toujours su »* que la monarchie avait vaincu. Réaction identique d'un micro-trottoir, filmé quelques heures plus tôt à Rome. Une vieille dame s'emporte et exige que l'on refasse, illico, le référendum de 1946. Bref, ça marche. Dix minutes avant la fin de l'émission, un bandeau apparaît au bas de l'écran, invitant les téléspectateurs à suivre jusqu'à la fin ce reportage, qui comporte *« un ultime coup de théâtre ».* On apprendra le lendemain que c'est le directeur de RAI-Due, un peu effrayé par les proportions de la manipulation, qui a exigé cet avertissement.

« Et voilà, annonce brièvement Gianni Minoli, avant de clore son magazine, *tout est faux. Le juge était un acteur et l'employé anonyme aussi. Voilà, à la manière d'Orson Welles en 1938, comment on peut manipuler l'information télévisée ».* Une allusion au prétendu charnier de Timisoara en Roumanie ; une autre à propos de la course effrénée à l'Audimat en Italie ; un dernier appel à un renforcement de l'éthique journalistique, et Minoli conclut : *« Nous avons voulu vous faire réfléchir sur l'outil audiovisuel. »*

Mardi, la classe politique tout entière condamnait sans appel cette *« utilisation scandaleuse du service public ».* Les « bons » confrères susurraient que RAI-Due est en sérieuse perte de vitesse et que Minoli avait voulu faire un coup de pub pour remonter à l'Audimat. Peut-être. Il n'empêche que ce fut un grand moment de télévision et que, une fois n'est pas coutume, les téléspectateurs italiens sont peut-être allés se coucher en réfléchissant sur ce que « la boîte magique » leur raconte, soir après soir...

PATRICE CLAUDE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : dans l'attente de la libération de M. Nelson Mandela

L'ANC paraît prise de court par les dernières initiatives du gouvernement

Alors que M. Nelson Mandela est sur le point d'être libéré, des divergences semblent agiter les rangs de l'ANC quant aux concessions qu'il convient de faire pour accélérer le processus. Le gouvernement sud-africain, tout en refusant pour le moment de lever l'état d'urgence, a, par la bouche de MM. Pik Botha et Gerrit Viljoen, deux de ses plus importants ministres, rendu un hommage appuyé à l'ancien secrétaire général de l'ANC, M. Walter Sisulu qui, la veille, dans une interview à la télévision américaine, avait annoncé que son organisation avait *« pris des mesures »* pour contrôler la violence dans les cités noires. Les deux ministres ont appelé à une *« attitude coopérative »* de la part de l'ANC.

LE CAP

de notre envoyé spécial

A l'impossible, nul n'est tenu. M. Nelson Mandela a reconnu, devant M. Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées – qui lui rendait visite pour la première fois mardi après-midi 6 février – qu'il ne serait pas en mesure de s'opposer à sa propre libération si le gouvernement décidait de le relâcher. Il n'en continue pas moins de demander que la levée totale de l'état d'urgence et l'élargissement de l'ensemble des prisonniers politiques précèdent ou accompagnent sa sortie de prison.

Ces bonnes raisons n'en cacheraient-elles pas d'autres, moins avouables ? En effet, l'après-libération de M. Nelson Mandela provoque, semble-t-il, de graves dissensions entre le Mouvement démocratique de masse (MDM), qui a mis en place un comité d'accueil, et Winnie, épouse du célèbre prisonnier, qui, avec le concours des jeunes, souhaite prendre le contrôle des opérations.

Si la libération de M. Nelson Mandela traîne ainsi un peu en longueur, le gouvernement ne veut pas en être tenu pour responsable. *« Dans son discours devant le Parlement, le président De Klerk a clairement indiqué que cette libération était inconditionnelle »,* a rappelé M. Pik Botha, ministre des affaires étrangères. Pas question, en tout cas, de lever complètement l'état d'urgence pour faciliter les choses, *« car,* a-t-il ajouter, *nous devons avoir les moyens de faire respecter l'ordre et la loi ».*

« Nous vivons des temps assez difficiles, mais l'état d'urgence sera levé dès que possible », a promis M. Botha. Une période de transition est, à son avis, nécessaire pour y voir clair, et pour *« tester l'eau un moment »,* avant de s'y jeter. *« Nous avons déjà commencé à restructurer et à discipliner le Congrès national africain »* (ANC), a indiqué M. Alfred Nzo, secrétaire général du mouvement nationaliste. M. Gerrit Viljoen, ministre du développement constitutionnel, s'est félicité de *« ce pas dans la bonne direction ».*

Il n'empêche que l'ANC, prise de court par l'initiative de M. De Klerk, ne parle pas encore d'une seule voix et annonce des décisions qui se font attendre. Le mouvement nationaliste a pour lui, il est vrai, l'excuse d'avoir vécu trente ans dans la clandestinité. Il a donc besoin d'un peu de temps pour permettre à ses chefs, venus de divers horizons politiques et dispersés par les circonstances, d' « accorder leurs violons ».

Les craintes de la communauté blanche

« Nous attendons des réponses claires de leur part », a souligné M. Viljoen, à son retour de Stokholm, mardi. M. Walter Sisulu, l'ancien secrétaire général de l'ANC, libéré à la mi-octobre, n'a pas été en mesure de dire grand chose. Quant à M. Nelson Mandela, il n'a pas encore rendu publique sa réponse promise au discours-programme de M. De Klerk. M. Thabo Mbeki, responsable des relations extérieures, a seulement précisé que le comité exécutif national du mouvement nationaliste se réunirait la semaine prochaine à Lusaka, en Zambie, où se trouve son quartier général, pour prendre position sur les changements en cours.

Pendant ce temps, le gouvernement s'emploie à défendre sa politique devant le Parlement. Comme prévu, M. De Klerk a été violemment interpellé par M. Andries Treurnicht, chef du Parti conservateur, qui lui a reproché *« d'avoir réveillé le tigre qui dort dans chaque Afrikaner ».* Il a annoncé un plan de mobilisation des masses (blanches) pour résister aux changements à venir et s'est donné quatre mois pour recruter *« au moins un million d'adhérents ».*

M. Viljoen a admis que le Parti national ne serait probablement plus seul au pouvoir dans dix ans, mais qu'en septembre il avait reçu mandat de conduire le pays pendant cinq ans et d'accorder aux Noirs leurs *« pleins droits politiques ».* Il a évoqué pour plus tard la création *« d'une sorte de coalition »* gouvernementale.

Le moment venu, les électeurs seront appelés aux urnes pour se prononcer sur le nouvel ordre constitutionnel. M. Viljoen n'a pas précisé sous quelle forme aurait lieu cette consultation, ni de quelle manière les voix seraient comptabilisées. *« Le résultat final des négociations à venir devra obtenir le soutien de tous les Sud-Africains,* a cependant affirmé M. Botha. *On ne peut pas être plus démocrate que cela »...*

Le chef de la diplomatie a néanmoins souligné le bien-fondé des craintes de la communauté blanche. *« Ils ne peuvent pas s'empêcher de regarder ce qui se passe au nord de la rivière Limpopo, c'est-à-dire ailleurs sur le continent noir,* a-t-il noté. *Ils redoutent que notre pays se trouve un jour dans une situation typiquement africaine. »* Aussi, M. De Klerk et les siens ne semblent pas prêts à abattre d'un seul coup le mur de l'habitude. *« Nous croyons encore aux droits des groupes »,* a rappelé M. Herenus Kriel, ministre du Plan et des affaires provinciales, tout en admettant que *« l'actuelle classification de la population, fondée sur la couleur, n'était plus acceptable ».* D'où la nécessité, à ses yeux, de trouver d'autres critères – celui de la résidence ou du droit de libre association, par exemple – qui permettront de *« protéger les minorités »* et de leur donner la possibilité de vivre en cercle fermé, si elles le souhaitent, sans pour autant interdire à ceux qui le désirent de vivre dans une *« société ouverte ».*

Le gouvernement n'envisage donc pas pour le moment d'abolir les lois discriminatoires sur l'habitat et l'éducation. *« L'intégration scolaire entre Blancs et Noirs provoquerait aujourd'hui un immense chaos »,* a assuré M. Stoffel Van Der Merwe, le ministre de l'éducation, qui invoque, à cet égard, des *« raisons culturelles et historiques »* et qui n'accepte d'envisager pareille éventualité que *« le jour où l'enseignement dispensé aux uns et aux autres sera d'égale qualité ».*

Malgré tout, le débat est ouvert. Ce sera l'objet des futures négociations de dessiner les contours de cette *« nouvelle Afrique du Sud »,* dont M. De Klerk vient d'annoncer la naissance. *« Après des années d'ignorance mutuelle, il faudra un certain temps pour apprendre à se connaître, pour éliminer la méfiance réciproque »,* convient M. Viljoen. Note d'espoir : il n'y a pas si longtemps, lorsqu'il s'est agi de négocier le retrait de leurs troupes d'Angola, les Sud-Africains se sont frottés avec succès à des interlocuteurs qui, *a priori,* ne pensaient pas du tout comme eux, qu'ils soient angolais, cubains ou Soviétiques...

JACQUES DE BARRIN

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : le scandale de l'« Irangate »

M. Reagan devra témoigner avant le procès d'un de ses anciens collaborateurs

L'ancien président Ronald Reagan devra fournir un témoignage filmé en vue du procès de son ancien conseiller de sécurité nationale, M. John Poindexter, jugé pour son rôle dans le scandale de l' « Irangate ». C'est ce qu'a décidé, lundi 5 février, un juge fédéral de Washington.

Estimant qu' *« il serait inconcevable d'exempter M. Reagan de son devoir de citoyen qui permettra d'aboutir à une juste conclusion de cette procédure criminelle »,* le juge pense que ce type de témoignage, filmé, permet de protéger les droits et privilèges de la présidence ; il a laissé jusqu'à vendredi à MM. Bush et Reagan pour invoquer éventuellement le privilège de l'exécutif, ce qui dispenserait l'ancien président de témoigner.

De toute façon, M. Reagan n'apparaîtra pas devant la cour, mais sera interrogé par l'accusation et la défense en un lieu et à une date qui restent à déterminer, avant le 20 février, jour de l'ouverture du procès.

Le juge fédéral, M. Greene, a par ailleurs confirmé sa décision de demander à M. Reagan de remettre à la justice des extraits de son journal personnel de l'année 1985-1986, dans lequel sont consignés trente-trois entretiens avec M. Poindexter au sujet de l'affaire de l'« Irangate ». – *(AFP)*

Les ennuis d'un franciscain au-dessus de tout soupçon

Figure new-yorkaise bien connue des œuvres de bienfaisance, au point d'être qualifié de *« héros »* par l'ancien président Reagan pour son dévouement envers les marginaux et les jeunes fugueurs, un franciscain est devenu un sujet de scandale en ville, où on l'accuse d'avances sexuelles envers ses protégés. Le Père Bruce Ritter, 62 ans, était considéré jusqu'en décembre dernier comme au-dessus de tout soupçon, pour avoir fondé en 1968 Covenant House, une chaîne de dix-sept abris accueillant des adolescents tourmentés. Implantée également au Canada et en Amérique latine, cette œuvre qui vient en aide à quelque vingt cinq mille jeunes chaque année, a bénéficié en 1989 de 87 millions de dollars, provenant de dons privés, trois fois plus que le budget national américain pour ce programme précis. Le Père Ritter était devenu une vedette, chantre de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et membre d'une commission fédérale sur la pornographie. Son image devait toutefois être sérieusement mise à mal en décembre, lorsqu'un ancien fugueur et prostitué affirme que le franciscain lui avait donné de l'argent, un logement et des cadeaux en échange de relations sexuelles. Affirmations qualifiées d'« *ordures* » par le prêtre, qui, lundi 5 février, s'est vu aussi accusé d'avoir eu de tels rapports par un ancien protégé.

Cette fois, l'ordre des franciscains a décidé de mener son enquête, en parallèle avec celle de la justice, intéressée, elle, par un éventuel détournement de fonds et par une obscure histoire d'identité usurpée, dans le cadre de l'institution, à la suite de la mort d'un enfant de dix ans. – *(AFP.)*

Les dirigeants latino-américains multiplient les contacts en Europe

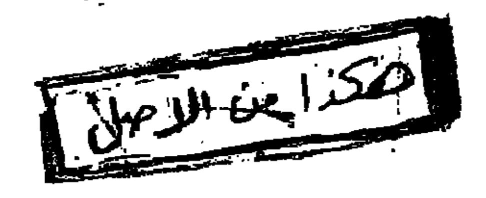
Les dirigeants latino-américains multiplient depuis quelques mois les voyages dans les capitales européennes. Trois d'entre eux, le futur président brésilien Fernando Collor de Mello – qui prendra ses fonctions le 15 mars – le ministre des affaires étrangères du Mexique, son homologue argentine, M. Fernando Solana Morales, et M. Domingo Cavallo se sont ainsi croisés à Paris, mardi 6 février.

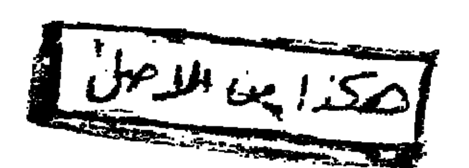
Face aux changements en Europe de l'Est, les gouvernements latino-américains expriment une certaine inquiétude. Ils craignent que les membres de la CEE n'*« oublient »* quelque peu l'Amérique latine, comme vient de le souligner le président mexicain Carlos Salinas de Gortari, qui a effectué, la semaine dernière, une tournée sur le Vieux Continent à l'occasion de la réunion économique de Davos, en Suisse.

Reçu, mardi 6 février, par le président français, le futur chef de l'Etat brésilien, M. Fernando de Collor, a évoqué pour sa part l'endettement des pays en voie de développement ainsi que les conséquences de la dégradation économique sur l'image de la démocratie dans les pays d'Amérique latine. Le président Mitterrand a souligné que si des efforts avaient déjà été faits en faveur des pays les plus pauvres, il fallait désormais aborder le cas des pays dits « intermédiaires ».

M. Cavallo a, lui, signé à Bruxelles un accord avec la CEE qui lie pour la première fois coopération économique et renforcement de la démocratie. Le texte adopté, qui ne contient encore aucun engagement chiffré, devrait également permettre aux deux parties de conclure un accord sur la pêche.

Le ministre des relations extérieures du Mexique, en visite officielle à Paris du 6 au 8 février, après un séjour en Allemagne de l'Est, devait présider avec M. Roland Dumas la réunion de la commission mixte franco-mexicaine. A la tête d'une délégation d'une trentaine de personnes, dont trois secrétaire d'Etat, M. Solana devrait examiner la possibilité d'un renforcement des relations bilatérales en matière économique et sociale, avec le ministre français du commerce extérieur.





PROCHE-ORIENT

LIBAN : la poursuite des affrontements entre chrétiens

Dbaïyé est tombée après quatre jours de combats acharnés

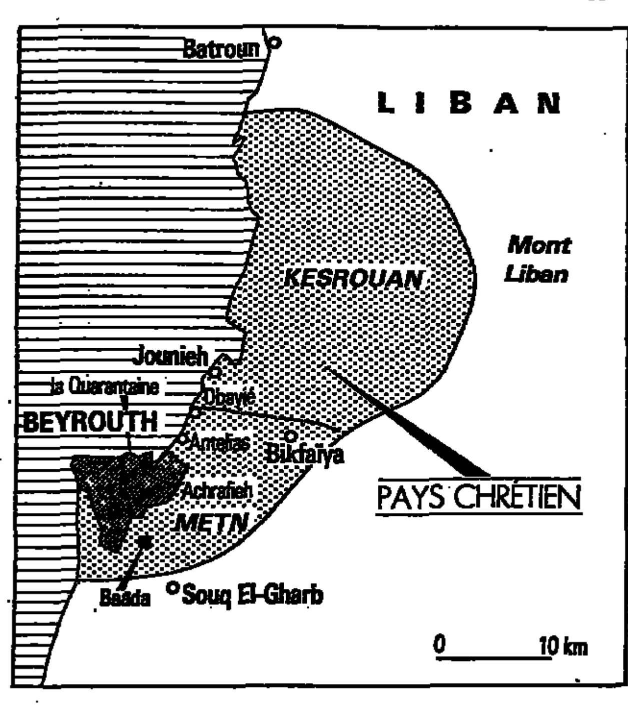
BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Seul, au milieu d'une dizaine de transports de troupes blindés, de soldats qui se congratulent, Michel a le regard lointain. A 200 mètres à peine, derrière la colline qui lui en masque la vue, se trouve sa maison, avec sa femme et sa petite fille de deux ans. Le début des combats entre chrétiens l'a surpris dans son bureau de Sinn-el-Fil, dans la banlieue de Beyrouth, et depuis lors, terré dans son abri, il n'a aucune nouvelle des siens. Dès l'annonce de la prise de Dbaïyé par l'armée, mardi 6 février, il a bravé sa peur et pris la route pour tenter de rejoindre sa maison. Mais *« l'opération de nettoyage »* n'est pas tout à fait terminée à ce carrefour qui débouche sur l'autoroute côtière, et il a du mal à contenir son angoisse. Pour lui, cette *« victoire »* est amère. *« Ce n'est pas une solution,* murmure-t-il, *c'est la route qui mène à la fin. Il* (le général Aoun) *n'avait pas le droit de faire cela. »*

Familles désespérées

L'enthousiasme de Pierrot, volontaire de l'armée qui, comme plusieurs centaines de jeunes, a rejoint les brigades du général Aoun le 14 mars dernier, ne le fait pas sourire. Pierrot, vingt-trois ans, lui, a tout perdu dans cette bataille. Sa maison, en ruine, son magasin de pièces détachées de voitures, et. *« Quand tout cela sera fini,* dit-il, *j'émigre à Paris. Ici je n'ai plus rien, mais il fallait nettoyer la place. Maintenant, nous n'aurons plus qu'une tête chrétienne, ce sera plus difficile pour les Syriens et les Américains. »* Place forte des Forces libanaises qui y avaient quatre casernes et plusieurs bâtiments administratifs, Dbaïyé est tombée en fin de matinée, après quatre jours de combats acharnés dont tout le village et la région portent les traces.



Murs éventrés, voitures réduites en amas de tôle par le passage des chars, embrouillamini de fils téléphoniques ou électriques, arbres arrachés, rien n'a résisté, et la population hébétée sort timidement de ses maisons pour constater les dégâts. Certes, aujourd'hui, tout le monde est pour l'armée. Comment pourrait-il en être autrement alors que les soldats sont déployés partout ? Mais les regards las et abattus traduisent mieux que les paroles le désespoir de familles pour lesquelles cette bataille est avant tout fratricide tant la milice et l'armée sont composées des mêmes éléments. Au centre d'instruction des FL, trois bâtiments que les soldats vident de leurs munitions et vivres. Le désordre témoigne de la rapidité de l'évacuation des miliciens. Celle-ci a eu lieu dans la nuit par la colline pierreuse contiguë, au-delà de laquelle commence le Kesrouan, qui reste aux mains des FL.

« Nous n'avons pas beaucoup de prisonniers », commente un officier qui affirme, contre toute évidence, que la bataille a été facile. Dans la cour, quatre ou cinq jeeps munies de canons sans recul sont abandonnées, et derrière les bâtiments stationnent douze chars T-54 et T-55, dons de l'Irak, qui, ironie de l'Histoire, aura armé les deux belligérants. Au sommet d'un piton qui domine le port de Dbaïyé et la mer, le drapeau libanais a été hissé sur le bunker tenu jusqu'à l'aube par les Forces libanaises.

En début d'après-midi, précautionneusement, tant les francs-tireurs et les mines restent un danger, l'armée déploie ses blindés sur l'autoroute côtière, véritable champ de bataille, jusqu'au tunnel de Nahr-al-Kalb. Frontière entre le Kesrouan et le Metn, celui-ci marque désormais la nouvelle ligne de front du « pays chrétien », aujourd'hui coupé en deux, hormis Aïn-Remmaneh, Achrafiyé, la Quarantaine et le port de Beyrouth, que les FL contrôlent toujours.

Celles-ci ont toutefois commencé à évacuer leurs archives de leur QG de la Quarantaine, qui ne peut plus être ravitaillé que la nuit, par mer. Que va faire dorénavant le général Aoun ? Pour ces soldats, pas de doute, ils vont libérer tout le « pays chrétien ». La violence des bombardements sur la banlieue populaire d'Aïn-Remmaneh, où des immeubles sont en feu, tendrait à prouver que l'armée en a fait pour l'instant sa prochaine cible.

F. C.

Le succès du général Aoun

Suite de la première page

« La France, écrit M. Geagea, *a protégé les chrétiens du Liban à travers les siècles contre toute oppression et contre les dangers d'une domination étrangère. Aujourd'hui, le danger provient du cœur des régions chrétiennes, dont la population est soumise à une guerre d'extermination de la part des bandes d'Aoun. »* Paris, qui avait, dimanche, en appelant au cessez-le-feu immédiat, renvoyé dos à dos *« ceux qui dirigent cette entreprise suicidaire »*, a pour l'instant répondu au seul appel humanitaire du président libanais, M. Elias Hraoui, en dépêchant à Beyrouth M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

Prudent, celui-ci a affirmé, mardi soir, au terme de ses contacts, qu'il n'était *« pas du tout sûr de réussir »* dans sa mission qui devrait consister à évacuer une vingtaine de blessés et apporter des médicaments aux hôpitaux du « pays chrétien », cruellement démunis.

L'appel de M. Hraoui au pape

La victoire de l'armée à Dbayié pourrait, sur le plan politique, faire bouger les choses, et le président Hraoui a demandé mardi l'appui de la communauté internationale à *« toute démarche que je me verrais dans l'obligation d'entreprendre en ma qualité de chef d'une légalité que vous avez reconnue, pour mettre un terme au drame du peuple libanais et sauver le Liban »*.

Dans son message adressé au pape, dont tous les appels sont restés sans effet, aux présidents américain, français, soviétique et syrien, au secrétaire général de l'ONU, aux chefs d'Etat du triumvirat arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc), M. Hraoui écrit encore : *« Je me retrouve à la tête de la légalité et impuissant à répondre aux appels de détresse de mon peuple qui plie sous l'emprise du crime et du terrorisme de ceux qui se rebellent contre la légalité. »*

Repoussée jusqu'alors par Damas, la question de l'intervention de la « légalité », qui ne pourrait se faire militairement qu'avec l'armée syrienne, va sans doute se poser avec d'autant plus d'acuité que le général Aoun marque des points. Cyniquement, dans la perspective de l'application de l'accord de Taëf, l'épuisement des deux forces chrétiennes fait l'affaire de tout le monde.

Mais, si le général remporte une victoire trop éclatante, le problème risque d'être encore plus difficile à résoudre, même si l'argument de Taëf — accord de paix et non de guerre — n'a plus guère de sens aujourd'hui. *« Il faut choisir le bon moment »*, dit-on à Beyrouth-Ouest, et cela ne sera pas facile. La Syrie, elle, ne s'engagera pas dans une telle opération sans un minimum d'appui international ou du moins arabe.

FRANÇOISE CHIPAUX

EGYPTE : après l'attaque contre l'autocar israélien

La police a appréhendé une soixantaine de suspects

LE CAIRE

de notre correspondant

Le Front populaire de libération de la Palestine – commandement général (FPLP-CG) d'Ahmed Jibril – a revendiqué, mardi 6 février, l'attentat d'Ismaïlia contre l'autobus transportant des touristes israéliens. Selon le quotidien cairote *Al Akhbar*, Radio-Tripoli a diffusé un communique du FPLP-CG affirmant qu'une unité combattante baptisée « le Martyr syrien » a réalisé l'attaque. C'est la troisième organisation à revendiquer l'attentat après le Djihad islamique et une organisation inconnue pour *« la défense des opprimés dans les prisons égyptiennes »*.

Des informations contradictoires sont publiées par les journaux égyptiens au sujet de l'enquête et des suspects. Ceux-ci sont d'origine palestinienne. La police égyptienne a appréhendé une soixantaine de personnes, dont des Palestiniens.

Les mesures de sécurité ont été renforcées dans les aéroports, ports et sur les frontières pour empêcher les membres du commando de quitter l'Egypte. Enfin, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid a annoncé que la rencontre tripartite avec ses homologues israélien et américain prévue en fin de semaine avait été reportée. Il a souligné que le report n'était pas lié à l'attentat anti-israélien.

ALEXANDRE BUCCIANTI

A TRAVERS LE MONDE

INDONÉSIE

La répression à Timor-Oriental

L'évêque de Dili (Timor-*Oriental*), Mgr Carlos Ximenes Belo, qui redoute un assassinat, et est toujours l'objet, depuis la visite du pape en Indonésie en octobre dernier, de mesures des autorités de Djakarta destinées à l'isoler du monde, a déclaré, mardi 6 février à la radio portugaise, l'évêque de Setubal, Mgr Manuel Martins a affirmé que le prélat de Dili *« ne reçoit actuellement d'informations de personne »*. Il a ajouté que *« les persécutions par les autorités indonésiennes continuent »* dans l'ancienne colonie portugaise, annexée par l'Indonésie en 1975.

Neuf personnes ont été arrêtées et torturées en octobre dernier par l'armée indonésienne après avoir déployé des banderoles pro-indépendantistes à l'issue d'une messe du Pape à Dili, capitale de Timor-Oriental. Cette nouvelle avait été confirmée par Mgr Carlos Belo, qui a tenu, toutefois, à démentir que la police ait tué plusieurs manifestants. – (*AFP*.)

NOUVELLE-ZÉLANDE

Incidents lors des cérémonies pour le 150e anniversaire du pays

La Nouvelle-Zélande a célébré, mardi 6 février, le 150e anniversaire du traité de Waitangi entre le premier gouverneur britannique, le capitaine William Hobson, et les chefs des tribus maories locales. Une foule de cinq mille personnes s'est rassemblée sur le site de Waitangi, au nord du pays, en présence d'Elizabeth II qui présidait la cérémonie, et du premier ministre néo-zélandais, M. Geoffrey Palmer.

Les cérémonies ont été troublées par plusieurs centaines de manifestants maoris, qui se sont jetés à l'eau en proférant des injures pour protester contre la visite de la reine et pour réclamer la restitution des terres et droits de pêche à leur peuple, qui représente environ 12 % de la population du pays. La veille, la voiture de M. Palmer avait été attaquée à coups de pierres et de bouteilles par des manifestants. La reine, qui a rencontré les descendants des chefs maoris signataires du traité, a admis que ce dernier n'avait jamais été vraiment respecté. – (*AP, AFP*.)

VIETNAM

Importante réunion du bureau politique du PC

Hanoï (*AFP*). – Le bureau politique du Parti communiste va se réunir pour faire le bilan de trois ans de réformes, a rapporté, mardi 6 février, la presse. Lors d'une rencontre dimanche avec trois cent quatre-vingts vétérans de la révolution, rapportée mardi par la presse, le secrétaire général du PC, M. Nguyên Van Linh, a indiqué qu'au cours de cette réunion, *« chaque membre du bureau politique, y compris le secrétaire général, fera son autocritique »*. Selon certaines sources diplomatiques, cette réunion aurait commencé lundi à Ho-Chi-Minh-Ville.

La réunion, a précisé M. Linh, portera également sur *« le projet du programme politique du parti »* ainsi que sur la préparation du huitième plénum du comité central, prévue en mars, et du septième congrès du PC, qui devrait se tenir au plus tard en 1991. Abordant la situation *« complexe »* en Europe de l'Est, il a estimé qu'il ne fallait pas *« se laisser décontenancer et vaciller »* et a appelé à la vigilance contre les *« forces impérialistes »*.

□ **PAKISTAN : onze morts à la suite d'affrontements à Karachi.** – Des affrontements à l'arme à feu entre forces de l'ordre et manifestants ont fait onze morts dont deux policiers, mercredi 7 février à Karachi, paralysée par une grève générale. Des médecins des hôpitaux publics ont déclaré que 11 corps leur avaient été amenés, ainsi qu'une soixantaine de blessés, dont beaucoup par balles. Les grévistes, des musulmans originaires de l'Inde, accusent le gouvernement d'avoir enlevé et brutalisé certains de leurs militants. (*AFP*.)

POLITIQUE

La préparation des assises

A Nancy mercredi 7 février, M. Chirac a insisté pour dire qu'il ne se maintiendra à son poste que si le rapport de synthèse recueille *« beaucoup plus que la majorité »* des suffrages aux assises du 11 février. M. Juppé avait évoqué l'éventuelle transformation du RPR en « confédération » au lendemain des assises. MM. Pasqua et Séguin continuent d'ailleurs d'appeler les délégués à voter pour le maintien de M. Chirac à la présidence, mais à soutenir leur propre motion. M. Philippe Séguin, dans l'entretien qu'il nous a accordé, évoque toutes ces questions.

Un entretien avec M. Philippe Séguin

Le RPR doit devenir «un grand mouvement ouvert pour proposer et pour convaincre»

– « M. Juppé vient de proposer de transformer le RPR en une confédération qui pourrait se doter d'un sigle nouveau et précise qu'il veut un RPR ouvert. Vous-même proposez également une transformation du RPR, un sigle nouveau, le «Rassemblement pour la France». Que pensez-vous de l'initiative de M. Juppé ?

– C'est une proposition intéressante, qui est la démonstration que nos idées font leur chemin. Nous avons effectivement proposé une transformation et un élargissement de notre mouvement, de nouveaux objectifs et une nouvelle organisation adaptés à l'époque que nous vivons. Il semble que la direction du mouvement ait fait un pas non négligeable dans notre sens.

– Si vous n'obtenez pas, aux assises du 11 février, la majorité sur votre motion, comment envisagez-vous désormais de créer ce nouveau rassemblement pour la France pour lequel vous vous battez ?

– Que la majorité soit un objectif difficilement atteignable compte tenu de la situation qui a été créé, c'est moins que douteux. Il va de soi que, dans la mesure où Jacques Chirac a choisi de s'impliquer personnellement dans le débat, et dans la mesure où il a choisi de mettre son mandat en jeu, il est une seule certitude pour les assises, c'est que nos idées seront sous-cotées au moment du vote car il y a des centaines, des milliers de mandataires qui adhèrent à notre analyse, mais qui ne souhaitent pas placer le mouvement en situation de crise.

Pour autant, même si notre motion fait un score modeste, ce qui est maintenant plus que probable le 11, cela ne voudra pas dire, loin de là, que nos idées n'ont pas été reçues et admises. Et je dirais même, à la limite, plus le score sera bas, plus la détermination des militants de faire en sorte que ces idées soient mises en œuvre sera forte.

– Poursuivrez-vous votre action au sein du RPR, ou hors du RPR ?

– Au sein du RPR, c'est l'évidence même. Toute notre démarche serait contredite par une autre attitude. Donc, que personne n'ait de fausse joie, le 11 au soir, le 12 au matin, nous sommes encore, nous sommes plus que jamais au sein du RPR.

« Une organisation quasiment paramilitaire »

– L'idée de M. Juppé d'une « confédération » ne facilite-t-elle pas cette action au sein du mouvement ?

– La confédération est-elle une bonne idée ? Je n'en suis pas sûr, très concrètement. Il ne s'agit pas de regrouper au sein du RPR d'autres organismes amis, frères ou filleuls. Il s'agit de transformer et d'élargir, comme nous l'avons fait à diverses périodes de notre histoire. Nous sommes aujourd'hui sur un mode d'organisation qui est quasiment paramilitaire, mais cela s'explique, et sur des objectifs qui sont ceux de 1976, et c'est ce qui explique notre difficulté à prendre notre part à la construction d'un nouveau débat d'idées. Nous nous sommes constitués, nous nous sommes organisés sur l'idée de faire un barrage à la menace socialo-communiste incarnée par le programme commun marxiste de gouvernement.

Aujourd'hui, s'en tenir à ce message est un peu court. Il faut renouveler nos objectifs et revoir notre organisation parce qu'il ne s'agit plus aujourd'hui d'être une armée pour défendre ou pour conquérir. Il s'agit d'être un grand mouvement ouvert pour proposer et pour convaincre, donc un mouvement qui doit organiser le débat. C'est dire que notre organisation doit subir des transformations radicales placées sous le triple principe de la démocratisation, de la décentralisation, de la participation.

– Vous considérez donc que les réformes entreprises par le secrétaire général, M. Juppé, depuis un an et demi sont nettement insuffisantes ?

– Elles étaient inspirées par les meilleures intentions du monde, mais elles restent notoirement insuffisantes. Les difficultés que nous avons eues au départ à nouer ce débat en sont la démonstration. Nous n'avons pas encore réussi à intégrer une véritable culture de démocratie interne au sein du mouvement, à tous les échelons. Nous devons nous y efforcer. Je crois que cette phase de débat particulièrement intense que nous sommes en train de vivre y aura contribué.

– Comment concevez-vous l'organisation de l'opposition ? M. Noir propose une fusion rapprochée de tous les partis de l'opposition ; solution à laquelle s'oppose M. Chirac, qui est partisan d'une organisation plus souple.

– Je crois que le problème de la motion de synthèse, c'est précisément de ne pas faire un choix réel et de rechercher un compromis au moins en apparence, entre deux options qui sont effectivement contradictoires. Peut-être pas contradictoires au niveau du diagnostic, contradictoires au niveau de l'objectif et contradictoires en terme de moyens et de démarches. La fusion telle qu'elle est proposée par certains, c'est d'abord l'addition de trois partis de droite. Or un parti de droite plus un autre parti de droite plus en autre parti de droite, cela fera un grand parti conservateur.



Ce n'est pas de cela que nous avons besoin pour demain, mais d'un mouvement politique représentant l'ensemble de la société française, l'ensemble des catégories sociales avec leurs diversités, leurs contradictions et un mouvement qui, organisant le débat, soit capable de dégager une ligne pour la France et les Français. D'autre part, cette addition ne ferait jamais que moins de 40 % du corps électoral. Elle ne conduit pas à une majorité. Enfin je la crois plus qu'improbable, et l'obtenir au forceps conduirait, en fait, me semble-t-il, à un éclatement de l'opposition et probablement du RPR, et, à tout le moins, à un délestage significatif de la frange qu'on considère à tort ou à raison comme une frange droitière.

« Autant de clivages qu'il y a de problèmes »

– Au total, sur ce point-là, êtes-vous plus éloigné de M. Chirac que de M. Noir ?

– Je suis probablement plus éloigné de M. Noir quant à la démarche. Ce que je regrette, c'est que la direction du mouvement, je le répète, n'ait pas fait un choix clair. Ne pas faire de choix, c'est privilégier une option qui n'est pas la mienne.

– Serait-il souhaitable que, pour une nouvelle phase de l'action du RPR, M. Chirac, après les assises, change le secrétaire général du mouvement ?

– Ce n'est pas le problème à mes yeux. Le problème est un problème de stratégie politique. J'ajoute que si le RPR est transformé dans le sens que nous souhaitons, il pourra effectivement être le ferment et le catalyseur de cette grande force politique à laquelle nous aspirons, car toutes les préventions qui existent à son égard aujourd'hui, et qui tiennent à la volonté hégémonique qu'on lui prête, à son absence de démocratie interne qui contraste avec la force qu'il affiche, toutes ces préventions tomberont dès lors qu'il sera un mouvement ouvert, un mouvement qui pratiquera le libre débat. Rien ne s'opposera alors à ce que se greffent à lui d'autres organisations.

– Vous proposez, pour l'ensemble de l'organisation politique française, la création de deux forces alternatives, une de culture de gauche, et une autre qui ne serait pas de culture de gauche. Pensez-vous que le gaullisme peut être un élément suffisamment attirant pour créer cette deuxième force, vingt ans après la mort du général de Gaulle et un demi-siècle après l'appel du 18 juin ?

– J'en ai la conviction parce que le gaullisme a toujours signifié pour moi modernité et volonté d'adaptation. Le gaullisme est un comportement, comme le disait Georges Pompidou. Ce comportement s'impose aujourd'hui plus que jamais. Ne négligez pas le fait que nous ne pourrons plus organiser le débat sur les critères idéologiques. J'entends par idéologie des systèmes où la réponse à une question posée entraîne forcément certaines réponses à tous les autres problèmes.

Or que constate-t-on aujourd'hui ? Il y a autant de clivages que de problèmes. Prenez le tchador. Le clivage est à l'intérieur de chaque parti. Prenez l'Europe. Le clivage est à l'intérieur de chaque parti, et le clivage ne correspond pas au clivage du tchador, c'est dire qu'une recomposition sur des bases idéologiques nouvelles est elle-même tout à fait illusoire.

Donc si nous voulons qu'il y ait demain débat d'idées, il faut que nous acceptions que ce débat ait lieu à titre principal à l'intérieur des formations politiques. Il aura lieu à l'intérieur de chaque formation politique, entre les formations politiques en compétition et l'enjeu de la compétition sera, aux yeux des gens, la capacité de telle ou telle formation à mieux identifier les problèmes et à mieux les régler.

– Pensez-vous que Jacques Chirac, après le 11 février, sera toujours capable d'être un fédérateur ?

– Nous aidons à provoquer, à hâter une évolution qui est irréversible, dont Jacques Chirac n'a jamais nié lui-même la nécessité, mais qu'il ne pouvait conduire seul. Je n'oublie pas que c'est Jacques Chirac qui a appelé un jour à la révolution culturelle au sein du mouvement. En quelque sorte, j'applique son mot d'ordre. »

Propos recueillis par
ANDRÉ PASSERON

M. Jacques Chirac demande « beaucoup plus que la majorité »

M. Jacques Chirac, président du RPR, a confirmé mardi soir, 6 février, à Marseille qu'il estprêt à abandonner la présidence du mouvement gaulliste si la motion qu'il soutient n'obtient pas dimanche *« beaucoup plus que la majorité »*, sans toutefois préciser à quel niveau il fixe ce seuil. Il a cependant expliqué : *« Nous sommes un rassemblement. Je ne peux avoir d'autorité que si je bénéficie d'une large confiance »*, tout en assurant *« quel que soit le résultat, le 12 au matin il n'y aura ni vainqueur ni vaincu, ni rancune, ni arrière-pensée, mais des compagnons déterminés à mener le combat main dans la main. Ce qui me préoccupe c'est la définition d'une ligne politique du RPR dans le cadre de l'union de l'opposition. »*

Il a souhaité que les assises débouchent sur un RPR *« uni, avec tous ceux qui doivent y occuper une place imminente »*, en ajoutant : *« Je pense à Charles Pasqua et Philippe Séguin. »* Quant à son sort personnel, il a seulement déclaré : *« Ne vous inquiétez pas, j'assumerai. »*

M. Chirac a de nouveau évoqué sa proposition d'un *« contre-gouvernement »*, en affirmant : *« La France est mal gouvernée, elle est confrontée à des problèmes à l'intérieur comme à l'extérieur. Il faut changer le gouvernement. »*

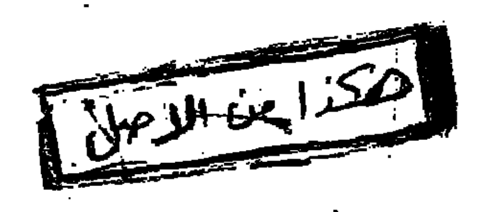
Il s'est enfin expliqué sur son attitude vis-à-vis du Front national *« Je comprends le désarroi, mais je condamne la façon dont certains exploitent la peur des autres pour se créer une clientèle politique. Je comprends certaines réactions épidermiques. Cependant, le rôle d'un responsable politique n'est pas de suivre ses troupes, mais de leur montrer le chemin. »*

A Arras, M. Charles Pasqua, après avoir estimé que *« l'heure est à la clarification de nos idées et de nos objectifs »*, a assuré qu'il *« continuerait à militer au sein du RPR pour faire triompher ses idées, de préférence derrière Jacques Chirac. »*

□ **M. Carignon craint une « dérive droitière ».** – M. Alain Carignon, maire RPR de Grenoble, a mis en garde, mercredi 7 février, contre une *« stratégie droitière qui a souvent été celle du RPR et qui n'a pas conduit à des victoires »*. Il a souhaité que M. Chirac engage le RPR *« dans une stratégie qui consiste à redevenir l'axe de la politique française, c'est-à-dire à rassembler »*, faute de quoi il resterait *« avec son courant Vie dans la minorité »*.

Un pastiche de « la Lettre de la Nation »

MM. Pasqua et Séguin doivent faire diffuser lors des assises du 11 février un pastiche de « la Lettre de la Nation », organe officiel du RPR, sous le titre « Lettre de la Faction » avec comme slogan *« Tous debout pour les Assises »*. Eux-mêmes assurent ne pas être les auteurs de cette initiative mais avoir « seulement » accepté l'offre qui leur avait été faite par une équipe spécialisée dans la facétie et les parodies de journaux. En quelques pages, divers échos et articles mettent en scène MM. Pasquin et Ségua et brocardent surtout Jacques Ricrac et Alain Louppé.







POLITIQUE

et la crise du RPR

Electorat gaulliste et électorat populaire

par Jean Charlot

Mais qu'est devenu le peuple gaulliste d'antan ? Sous l'entreprise des rénovateurs du RPR ou l'initiative Pasqua-Séguin, on sent percer une nostalgie du gaullisme tel qu'André Malraux le voit en 1948, *« une ville en marche (...) aux sorties du métro aux heures d'affluence »*, bref *« des gens de toutes sortes... Ni la droite, ni la gauche : le pays »*. Mais ce paradis-là, comme tous les paradis perdus, procède davantage d'un imaginaire collectif que de réalités historiques.

Il est normal de mesurer la réussite du gaullisme à sa capacité de rassemblement social et politique dans la mesure où il se définit lui-même comme une entreprise d'union nationale au service de l'intérêt supérieur du pays. Encore faut-il voir que le général de Gaulle lui-même n'a que très épisodiquement réussi ce rassemblement idéal : en 1944-1945 à la Libération, en 1958-1962 à la faveur du conflit algérien ; qu'il a dû se contenter, le plus souvent, du rassemblement du gaullisme et des droites modérées – de 1962 à 1969 ; qu'il s'est trouvé contraint, à certaines périodes, de mener son combat politique avec le soutien de son seul parti, comme en juin 1951, voire en octobre 1962, ou de se retirer en sa demeure de Colombey.

Bref, la réussite du rassemblement gaulliste ne dépend pas pour l'essentiel de la volonté de rassemblement du leader gaulliste, mais des circonstances politiques et de la réponse des Français aux appels à l'union.

On sait qu'à cet égard le général de Gaulle était plutôt pessimiste et a exprimé, à maintes reprises, un sentiment d'échec dans son entreprise jamais achevée, toujours à refaire, du rassemblement des Français. M. Jacques Chirac n'est pas le premier leader gaulliste à se sentir à l'étroit dans le gaullisme de parti ou le gaullisme d'alliance avec la droite modérée.

L'analyse sociologique de l'électorat gaulliste permet une autre vue de la qualité ou de l'échec du rassemblement national réalisé à chaque moment de l'histoire du gaullisme. La diversité sociale peut, en effet, compenser dans une certaine mesure la faiblesse numérique relative du vote gaulliste. C'est un fait que les gaullistes tendent à valoriser un électorat interclassiste, aussi représentatif que possible de la variété de la société française.

Une droitisation déjà ancienne

L'examen de la composition sociale de l'électorat gaulliste, du général de Gaulle à M. Jacques Chirac en passant par Georges Pompidou *(voir tableau)* est, de ce point de vue, fort instructif. Il montre clairement que l'assise sociale du vote gaulliste a changé, en se « droitisant », sous le général de Gaulle lui-même – entre 1965 et 1969 – et non pas, comme on l'affirmait il y a quelques années, sous Georges Pompidou ni, comme on le suggère aujourd'hui, sous Jacques Chirac.

C'est le général de Gaulle, notamment, qui perd à la suite de mai 1968 une bonne partie de l'électorat « ouvrier » qui avait voté pour lui, en 1965, comme la moyenne des Français. Il regagne dans le même temps la confiance des agriculteurs, qui lui avait manqué le temps d'une élection, en 1965, à cause des craintes provoquées dans les campagnes par sa politique de la « chaise vide » à Bruxelles. Si bien que l'électorat gaullien de 1969 est un électorat socialement conservateur, contrairement à l'électorat qui avait voté de Gaulle au premier tour de l'élection présidentielle en 1965.

C'est avec Georges Pompidou, par ailleurs, que le gaullisme trouve un point d'appui solide chez les cadres supérieurs et les professions libérales qui boudaient le général de Gaulle.

Il ne faut pas oublier, au moment de prolonger cette analyse sociologique du vote gaulliste jusqu'en 1988, que nous désignons comme « gaulliste », en 1965 et 1969, ce qui est en fait l'électorat d'union des gaullistes, de la droite modérée et d'une partie du centre sur de Gaulle ou Pompidou, tandis qu'en 1988 cet électorat se subdivise en ses deux courants principaux, le courant RPR emmené par M. Jacques Chirac et le courant UDF, alors conduit par M. Raymond Barre. Le fait majeur, cependant, est que ces deux sous-ensembles électoraux, au-delà de quelques nuances, ne font en réalité qu'un ensemble.

Meilleur que M. Raymond Barre chez les agriculteurs, les commerçants et artisans, les inactifs ; moins bon chez les cadres supérieurs et professions libérales ; plus mauvais encore que lui chez les employés et les ouvriers, M. Jacques Chirac, c'est vrai, a un électorat un peu plus leg conservateur, socialement, que M. Raymond Barre.

Des points d'ancrage identiques

Mais les deux champions de l'opposition modérée à la présidence socialiste ont en 1988 les mêmes points d'ancrage sociaux (inactifs, agriculteurs, cadres) et les mêmes points faibles (employés et, surtout, ouvriers). Ce qui explique le yo-yo des intentions de vote, au fil des sondages, entre M. Raymond Barre et M. Jacques Chirac, entre UDF et RPR. Il n'y a pas à proprement parler d'électorat gaulliste différent d'un électorat giscardien – ni du temps de l'union sous la tutelle gaulliste du général, puis de Georges Pompidou, ni depuis que les deux sensibilités gaulliste et giscardienne tentent séparément leur chance aux élections présidentielles. Il n'y a qu'un seul ensemble conservateur modéré, différent de l'extrême droite d'un côté, du socialisme de l'autre.

Dans ces conditions, il est réaliste d'imaginer des possibilités de rééquilibrage électoral au sein de l'ensemble RPR-UDF, en fonction de ce que leurs chefs et leurs organisations ont à offrir aux Français et des attentes politiques de ces derniers. Il est beaucoup plus irréaliste, par contre, d'envisager une reconquête par le RPR de l'électorat populaire perdu en 1968. La percée du Parti socialiste en 1978-1981, puis celle du Front national depuis 1983-1984 constituent de sérieux butoirs pour ce mouvement de reconquête.

► Jean Charlot est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

Le vote gaulliste, par catégorie socioprofessionnelle, 1965-1988

Catégories socio-professionnelles	De Gaulle 1er tour Prés. 1965	De Gaulle OUI Réf. 1969	Pompidou 1er tour Prés. 1969	Chirac 1er tour Prés. 1988	(Barre) (1er tour) (Prés. 1988)
– Inactifs	+ 9	+ 11	+ 3	+ 4	(+ 0,5)
– Agriculteurs	– 5	+ 10	+ 6	+ 15	(+ 2,5)
– Commerçants, artisans	} – 3	} – 2	} + 2	+ 15	(– 1,5)
– Prof. libérales, cadres sup.				+ 3	(+ 6,5)
– Employés, cadres moyens	– 4,5	– 1	– 6	– 7	(+ 2,5)
– Ouvriers	– 0,5	– 10	– 15	– 10	(– 5,5)
Ensemble (1)	(44 %)	(47 %)	(44 %)	(20 %)	(16,5 %)

* Sources : IFOP (1965 et 1969), SOFRES (1988).

(1) Ecarts à la moyenne, en pourcentage.

□ **M. Longuet : un long chemin.** – M. Gérard Longuet a estimé, mardi 6 février, que le contre-gouvernement de l'opposition, proposé dimanche 4 février par M. Jacques Chirac, *« ne peut que consacrer une union reconstruite »*, et que *« si l'opposition a commencé une partie du chemin, il est encore long »*. Le secrétaire général du PR s'est toutefois réjoui du *« témoignage d'union »* donné par M. Chirac, soulignant que *« le PR craignait la tentation de l'isolement, du repli sur soi du RPR »*, en raison de ses débats internes. Sur la forme, M. Longuet a considéré que ce ne sont pas les *« formules chocs »*, ni *« les propositions formulées d'une tribune médiatique »* qui permettent de *« pallier l'insuffisante organisation de l'opposition »*.



L'élection municipale du Luc (Var)

La liste de droite conduite par le RPR s'allie avec le FN

NICE

de notre correspondant régional

Un accord de fusion est intervenu, mardi 6 février, entre la liste d'union de la droite conduite par M. Norbert La Rosa (RPR) et celle du Front national dirigée par Mme Sylviane Ventolini pour le deuxième tour de l'élection municipale partielle du Luc-en-Provence (Var). Au premier tour de scrutin, la liste de M. La Rosa était arrivée en deuxième position, avec 39,96 % des suffrages exprimés, derrière celle de l'union de la gauche dirigée par le maire invalidé (PS) et conseiller général du Luc, M. Jean-Louis Dieux (46,44 %).

La liste du FN avait obtenu 13,59 % des voix et avait posé comme condition à un accord de fusion avec la liste de droite l'obtention de sept sièges, dont deux d'adjoints. Finalement, M. La Rosa, qu'est venu soutenir M. Michel Couve, député RPR de la circonscription, a accueilli sur sa liste cinq candidats lepénistes, tous en position éligible, dont Mme Ventolini, qui figure à la troisième place.

En mars 1989, la liste de M. Dieux l'avait emporté au deuxième tour de scrutin avec 82 voix d'avance sur celle de M. La Rosa, la liste du Front national (16,89 % des voix) s'étant retirée.

L'élection avait été annulée par le Conseil d'Etat, qui a considéré que la participation de M. Dieux, le jour même du deuxième tour, à un apéritif pour le troisième âge constituait *« une manœuvre susceptible de fausser les résultats du scrutin »*.

G. P.

Pour diffamation envers un journaliste du « Monde »

Le quotidien « Présent » et Alain Sanders condamnés à 50 000 F de dommages et intérêts

Dans un jugement rendu le 31 janvier, la première chambre du tribunal civil de Paris, présidée par M. Jean Germain, a condamné pour diffamation publique M. Pierre Durand, directeur du journal *Présent*, M. Alain Potier, dit Alain Sanders, journaliste dans ce quotidien et la société Présent, à verser solidairement la somme de 50 000 F au titre de dommages et intérêts à notre collaborateur Olivier Biffaud.

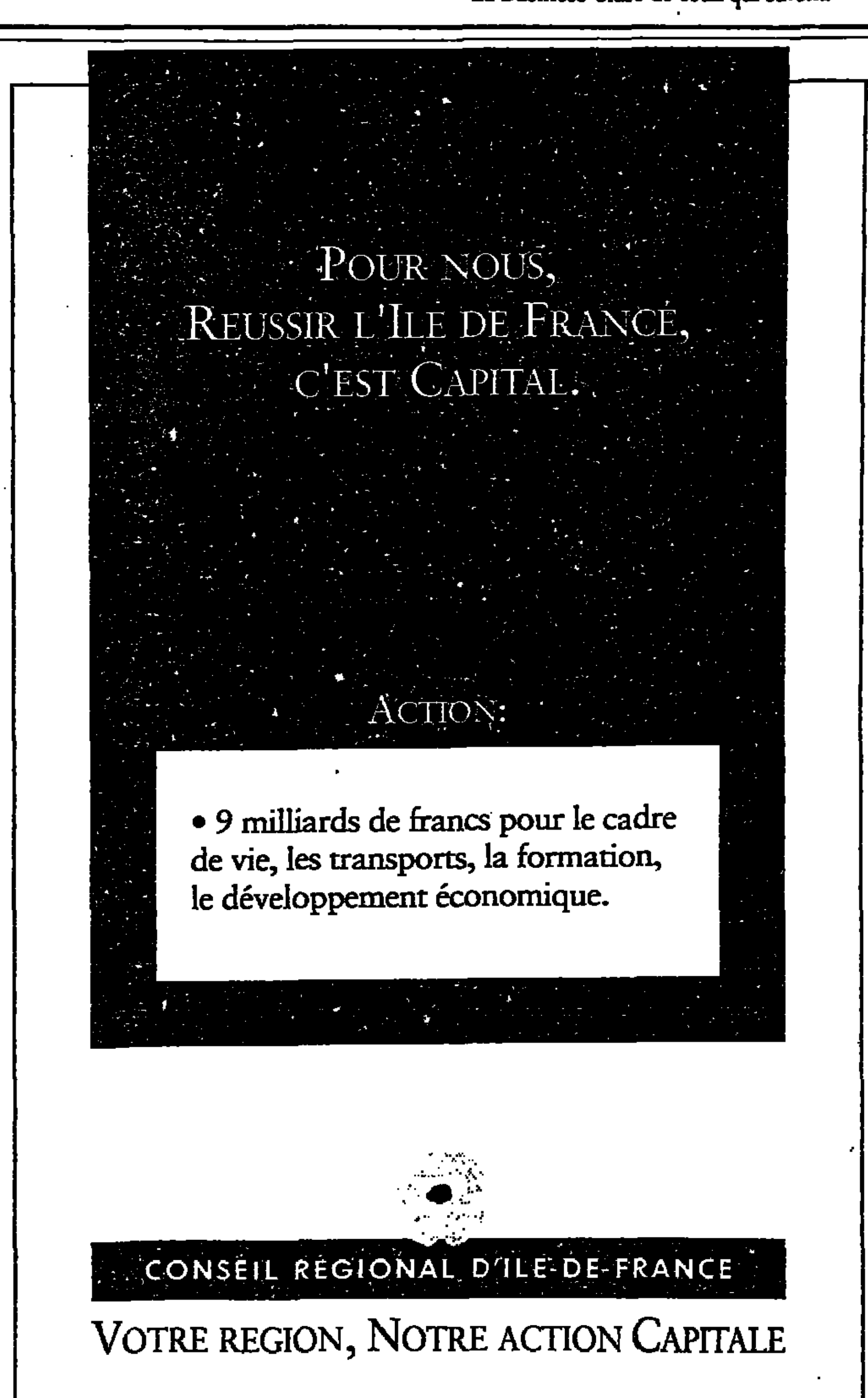
Les poursuites faisaient référence à un article publié par *Présent* dans son numéro du mardi 13 juin 1989, article signé par M. Alain Sanders, et intitulé : « Olivier Biffaud car il ment deux fois ».

L'auteur, faisant lui-même référence au compte rendu fait par Olivier Biffaud (*le Monde* daté 11-12 juin 1989), d'un meeting tenu le samedi 10 juin à Bercy par M. Jean-Marie Le Pen, s'en était pris vivement au signataire de ce compte rendu, le qualifiant notamment *« de sorte de sous-Rollat du pauvre (...), de militant aigri, d'ex-trotskard (ou assimilé), reconverti dans le rapport flicard façon Plenel »*. Alain Sanders avait surtout accusé Olivier Biffaud d'avoir travesti la réalité de ce meeting et de s'être livré à *« des mensonges grossiers »*.

Le tribunal, dans son jugement, a considéré qu'il s'agissait là d'*« accusations graves »* portées contre notre collaborateur *« dont la probité et l'impartialité sont, dans l'article attaqué, sous un titre d'un mauvais goût particulièrement détestable, bassement mis en cause en des termes dont le caractère exempt de prudence et de mesure non seulement est exclusif de bonne foi, mais encore accroît le préjudice subi (...) »*.

Le tribunal a relevé aussi que *« l'article en question laisse entendre que le demandeur, journaliste professionnel, fournit à ses lecteurs des informations grossièrement mensongères »* et *« que ces allégations, qui se présentent sous la forme d'une articulation précise de faits de nature à faire l'objet d'une preuve ou d'un débat contradictoire, portent indiscutablement atteintes à l'honneur et à la considération d'Olivier Biffaud »*.

La cour a donc condamné Présent et son collaborateur à 50 000 francs de dommages et intérêts, aux dépens et à la publication d'un communiqué rapportant le jugement dans ce quotidien.



POLITIQUE

Une note de 1977 sur une rencontre de M. Gremetz avec le PC roumain

Quand le PCF dénonçait les ingérences du PC soviétique

Dans son édition du 4 février, *le Journal du dimanche* a publié des extraits d'une note de quatre pages, du 8 août 1977, rédigée par un membre de la section des relations extérieures du PC roumain à la suite d'une entrevue avec M. Maxime Gremetz (1), qui était alors au bureau politique du PCF responsable notamment des relations avec les chrétiens. Il s'était rendu dans ce pays, ainsi qu'il l'a confirmé à notre confrère, *« pour le travail et quelques jours de repos »*. Cette note précise que M. Gremetz était mandaté pour représenter la direction du PCF à l'occasion de la fête nationale, le 23 août.

Selon le rédacteur roumain, le dirigeant communiste français avait fait part de nombreux reproches à l'encontre du PC d'Union soviétique, accusé de se mêler de *« manière brutale et criminelle »* des affaires intérieures du PCF. Il avait aussi implicitement fixé les limites de l'eurocommunisme prôné par les PC espagnol et italien, et il avait manifesté son enthousiasme pour l'actualisation du programme commun de gouvernement de la gauche qui devait faire l'objet d'une adoption en septembre.

On sait que la rupture de l'union de la gauche est intervenue quelques semaines plus tard, que le réchauffement avec le PCUS a suivi, avec l'affirmation du *« bilan globalement positif »* des pays de l'Est en 1978, avant la justification de l'intervention soviétique en Afghanistan par M. Georges Marchais en direct de Moscou, et que les relations avec le PC italien se sont dégradées jusqu'à devenir aujourd'hui franchement conflictuelles.

Une lettre de vingt-sept pages

Rapportant les propos attribués à M. Gremetz, la note évoque *« les critiques dures et souvent violentes »* du PC soviétique contre le PCF, *« les contacts des ambassades soviétique, tchèque et bulgare »* avec des dirigeants français – *« Jeannette Vermeersch, Thorez et d'autres »*, est-il écrit – par-dessus la tête de la direction, *« l'attitude méprisante et vexatoire à l'égard des représentants du PCF lors des congrès des partis de certains pays socialistes »*.

Le document souligne que *« l'ingérence la plus brutale a été l'envoi par le PCUS d'une longue lettre (27 pages) au comité central du PCF dans laquelle un vrai réquisitoire est dressé contre* « certains camarades du PCF » (expression utilisée plus de vingt-cinq fois) *accusés d'être des révisionnistes, d'avoir abandonné le marxisme-léninisme, d'avoir renoncé à la lutte de classes, aux buts révolutionnaires, à la mise en œuvre du socialisme et du communisme et d'avoir pactisé avec les anticommunistes, les ennemis de l'Union soviétique et du socialisme, etc. »*

Il est indiqué dans la note que cette lettre a été transmise au comité central du PCF, dont les membres ont exprimé une *« indignation unanime face à ce genre de procédé »* et ont réaffirmé leur *« unité inébranlable autour du bureau politique et du secrétaire général, Georges Marchais »*. Une réponse a été envoyée à la direction du PCUS.

« Plusieurs membres du comité central » avaient demandé la publication des deux missives pour que cessent de *« telles pratiques nuisibles et condamnables »*, précise cette note roumaine, mais il avait finalement été décidé de ne les publier que si les Soviétiques faisaient eux-mêmes état publiquement de leur courrier. La direction du PCF ne parla donc jamais de cet échange épistolaire (2).

Après avoir abordé rapidement la question de l'eurocommunisme pour affirmer que le PCF avait *« modéré Carillo »*, secrétaire général du PC espagnol, dans son enthousiasme à créer *« un nouveau centre »* afin de contre-balancer celui de Moscou, la note assure que M. Gremetz *« a montré que l'actualisation du programme commun est pratiquement finie »*. Ce dernier devait faire l'objet d'un texte de soixante pages, ce qui était qualifié de *« succès du PCF, car, au début, le PS avait proposé un texte de trois pages »*.

Le dirigeant français ne cachait pas à son interlocuteur que des divergences demeuraient avec le PS sur la défense nationale, sur l'extension des nationalisations à la sidérurgie, l'automobile et l'industrie pétrolière et sur l'établissement d'un calendrier de mesures sociales dans l'hypothèse d'une victoire aux élections législatives de mars 1978.

(1) Depuis lundi 5 février, *le Monde* a tenté, plusieurs fois par jour, de joindre M. Gremetz, directement et indirectement, sans pouvoir obtenir une confirmation, ou une infirmation, du sens général de cette note.

(2) Cette lettre avait été lue devant le comité central réuni le 31 mai 1977 pour adopter le rapport de Jean Kanapa consacré au ralliement du PCF à la force de frappe nucléaire. Fait assez exceptionnel, Louis Aragon, membre du comité central, assistait à cette réunion du « Parlement communiste ». Dans son ouvrage *le Parti communiste au carrefour* (Editions Albin Michel), M. François Hincker, ancien membre du comité central, évoque en quelques lignes la lettre du PCUS qui met en garde le PCF contre cette orientation en matière de défense.

Trois questions restées sans réponse

La note roumaine sur le voyage de M. Gremetz en 1977 soulève au moins trois questions, restées toujours sans réponse dans l'histoire récente du PCF. Quelle était la nature réelle des liens du parti français avec son homologue roumain ? Il reproche aujourd'hui à la droite et au PS d'avoir choyé le régime de Ceausescu car il tenait tête à l'Union soviétique, mais cette note montre que, à cette époque, l'état d'esprit de la direction du PCF n'était pas différent.

Quelle était la profondeur de l'attachement du PCF à l'eurocommunisme ? La note en montre les limites. La détérioration des rapports du parti français avec ses partenaires européens – les communistes italiens et espagnols ne siègent plus dans le même groupe que les communistes français au Parlement de Strasbourg – témoigne de la rapidité avec laquelle le parti s'est détaché de cette notion. La direction ne s'y était, du reste, ralliée véritablement qu'en fin de course au moment où on allait l'enterrer.

Quel enchaînement d'événements a poussé M. Marchais à provoquer la rupture de l'union de la gauche, qui semblait pourtant promise, un mois avant, à un bel avenir, comme le rappelle la note ? En tout état de cause, cette rupture a entraîné – inévitablement – un rapprochement avec le « centre » de Moscou sur le plan international. La question qui se pose aujourd'hui au PCF est qu'il est isolé, à la fois sur le plan national et sur le plan international. Il est aujourd'hui plus proche de La Havane que de Moscou, est plus attaché au communisme de M. Fidel Castro qu'au « socialisme démocratique » de M. Mikhail Gorbatchev, quoi qu'en disent ses dirigeants.

Les déclarations de M. Gremetz à son interlocuteur roumain confirment ce que diverses sources d'informations « dissidentes », notamment les livres signés « Jean Fabien », permettaient de penser de la situation du PCF à l'été 1977 : engagement dans l'entreprise eurocommuniste, menace soviétique sur la direction du parti et crainte d'une scission provoquée de l'extérieur, conclusion positive des travaux d'actualisation du programme commun de gouvernement avec le PS.

O. B.

Le chantier de l'ouverture

M. Michel Rocard à pas comptés

Un gouvernement peut-il légiférer sans abuser du 49-3 (1) lorsqu'il est en situation de « majorité relative » à l'Assemblée nationale ? En suggérant à son premier ministre, à l'occasion des vœux de Nouvel An, d'explorer toutes les voies du consensus avant d'avoir recours à l'arme suprême prévue par la Constitution, M. François Mitterrand a soulevé un problème sans solution immédiate et mis potentiellement M. Rocard dans la difficulté. Comme, dans ces cas-là, le plus tôt est le mieux, le gouvernement n'a pas attendu la rentrée parlementaire de printemps pour explorer les pistes qui peuvent se dessiner.

L'une de ces pistes est celle d'une condamnation du gouvernement, privé des moyens d'agir, par l'Elysée. Cette hypothèse guillotine est écartée au profit de réflexions moins déprimantes pour le gouvernement. Après tout, M. Michel Rocard n'est pas le plus mal placé des premiers ministres pour explorer les voies du consensus.

Mais, d'un autre côté, le grand retour de l'ouverture n'est pas pour l'immédiat. A Matignon, l'un des conseillers en première ligne sur ce terrain ne démord pas de l'idée qu' *« un élargissement de majorité se fait à l'occasion d'une élection présidentielle, à la rigueur aux législatives, mais pas entre les élections »*.

Le mot d'ordre officiel, pour la prochaine session, reste donc la navigation à la godille : un coup le soutien du centre, un coup le soutien du PCF. Dans ces conditions, quelles pistes nouvelles reste-t-il à explorer pour accéder aux désirs du président?

Première idée mise en avant à Matignon : l'inflation de 49-3 lors de la session d'automne est largement due au fait qu'il s'agissait d'une session *« anormale »*, au sens où cette session était une session de précongrès pour les députés socialistes qui, traditionnellement, dans ces cas-là, sont pris d'une sorte de démangeaison au côté gauche. Matignon persiste à penser que c'est l'attitude volontairement raide du groupe socialiste et de son président, M. Louis Mermaz, qui a contraint le gouvernement à recourir au 49-3 pour trois des quatre textes qui ont été adoptés grâce à cette procédure coercitive. Au printemps, le congrès de Rennes sera passé et Matignon veut croire que les députés socialistes auront retrouvé un comportement « normal ».

« Une réserve motion de censure »

Seconde piste de recherche, en direction, cette fois, du centre. M. Rocard dispose, depuis un moment déjà, de ce que l'on pourrait appeler « une réserve motion de censure ». Entendez une dizaine de députés de diverses obédiences, qui restent discrets, et dont le point commun est qu'ils refuseraient de renverser le gouvernement au cas où le PCF joindrait ses voix à celles de la droite pour voter une motion de censure. Il s'agirait maintenant, à la faveur des frémissements que l'on décèle chez les centristes, de faire passer cette escouade du statut de troupe de réserve à celui de troupe d'active ; de passer d'une éventuelle solidarité passive à une solidarité positive ; de passer du refus de vote d'une motion de censure au vote de projets gouvernementaux.

Oh, certes, il ne s'agit pas de se précipiter. L'heure est aux petits pas. Il n'est même pas certain que cette offensive toute en douceur se concrétise dès cette session. Il faut trouver l'occasion : c'est surtout sur des sujets comme l'Europe, ou la décentralisation, que certains centristes se sentent des envies majoritaires. Mais le dialogue existe à plusieurs niveaux et implique peut-être le premier ministre lui-même.

De toute façon, la priorité reste la recherche, parmi les députés, d'un consensus plus large qui n'imposerait pas d'avoir recours aux voltigeurs de l'ouverture. Ce qui permettrait aussi de sauver ce qui peut l'être du côté du soutien du PCF (encore que les avis divergent sur la question), alors que l'approche du congrès impose la prudence, à un moment où les amis de M. Lionel Jospin parlent de nouveau de l'existence d'une *« majorité de gauche »* à l'Assemblée nationale. En tout cas, personne ne semble envisager, du côté du pouvoir, qu'un bloc de députés se détache bientôt de l'opposition pour rejoindre la majorité. A moins, évidemment, que l'Histoire ne s'emballe et que les débats internes au CDS n'aillent jusqu'à une scission de ce mouvement.

Finalement, M. Rocard, avec des hauts et des bas, et bien plus lentement qu'il ne l'avait prévu, reste, *grosso modo*, fidèle à l'épure qu'il avait lui-même tracée, lorsqu'il avait déclaré sur Europe 1, le 4 mai 1988, entre les deux tours de l'élection présidentielle : *« L'ouverture prendra sa réalité quand on se sera aperçu, à travers sept, ou huit ou neuf débats législatifs, qu'au-delà du bloc socialiste qui propose, mais qui est aujourd'hui minoritaire au Parlement, il y a des gens qui se reconnaissent dans les références choisies, celles de la solidarité (...), de la modernisation de notre économie en préservant l'emploi des plus fragiles, l'urgence absolue de la rénovation de notre système scolaire. »*

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) L'article 49, alinéa 3, de la Constitution permet l'adoption d'un texte sans vote à l'Assemblée nationale si l'opposition ne dépose pas de motion de censure ou si cette motion est rejetée.

M. Chevènement : « La question sociale est à l'ordre du jour »

M. Jean-Pierre Chevènement a déclaré, mardi 6 février, devant les militants de Socialisme et République de Lille que le congrès de Rennes du Parti socialiste *« doit être l'occasion de poser de nouveau clairement la question sociale »*. *« Cette question*, a dit le ministre de la défense, *nous n'avons pas su la maîtriser. Le résultat, c'est que les inégalités continuent de croître en France, alors même que nous sommes au gouvernement depuis plusieurs années. »*

Pour M. Chevènement, *« une politique de progrès social, qui mise sur les hommes, leur qualification, leur expérience, leur mobilisation, est la condition de la réussite économique »*. C'est pourquoi, a-t-il ajouté, *« la question sociale est à l'ordre du jour »*.

M. Roland Carraz, député de la Côte-d'Or, membre de Socialisme et République, a souhaité pour sa part, mardi, au cours d'une conférence de presse à Dijon, qu'il *« n'y ait pas de synthèse »* au congrès de Rennes. Pour M. Carraz, *« dire qu'il y aura synthèse est rendre un mauvais service au Parti socialiste »*, car *« il faut qu'il y ait débat »*. *« Si on veut faire un Parti socialiste à la façon dont M. Delors l'a exposé à la télévision, je dis « non »*, a ajouté l'ancien membre des gouvernements Mauroy et Fabius, qui a dénoncé *« l'accélération du mouvement libéral et centriste du PS. »*

Mise au point

Le jugement du ministre de la défense sur M. Delors

A la suite de notre information sur les déclarations de M. Jean-Pierre Chevènement à Arras (le Monde *du 6 février), le ministre de la défense nous adressé la mise au point suivante :*

« Votre correspondant écrit que j'aurais qualifié Jacques Delors de *« petit marquis socialo-giscardien »*. J'en ai été fort surpris, car je n'ai jamais pensé à qualifier ainsi Jacques Delors, dont je respecte et l'engagement ancien dans le syndicalisme chrétien et les convictions, même si je ne partage pas ces dernières. J'ajoute que je lui reconnais le mérite d'avoir ouvert de vrais débats, sur lesquels j'aurais aimé entendre d'autres leaders socialistes s'exprimer à la veille du congrès de Rennes. »

Mme Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, vient de faire un voyage d'une douzaine de jours dans les territoires du Pacifique sud. *« Je ne suis pas porteuse de révolution mais de réformes »,* a-t-elle expliqué aux femmes qu'elle a rencontrées en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie et dans l'archipel de Wallis-et-Futuna. Elle a reçu partout un accueil chaleureux et pu constater qu'au-delà de leurs soucis liés au sous-développement beaucoup de femmes de ces contrées lointaines, vivant pour la plupart en milieu tribal, expriment leur frustration d'être tenues à l'écart des décisions et de ne pas pouvoir parler à égalité avec les hommes.

La déléguée à l'œuvre

NOUMÉA

de notre envoyée spéciale

Depuis le 1er janvier, la délégué territoriale des droits de la femme nommée par Mme André, Mme Marie-Claire Beccalossi, occupe ses fonctions. Son rôle consiste à aider les femmes à améliorer leur situation dans tous les domaines. Les difficultés en Nouvelle-Calédonie proviennent de la diversité des communautés (1). Or, comme l'a souligné Mme André, il n'est pas question de laisser l'une d'elles sur le bord de la route, même s'il faut reconnaître que les problèmes sont plus aigus chez les Canaques, communauté dont Mme Beccalossi fait partie.

La nouvelle déléguée devra faire en sorte que les filles soient orientées vers un nombre plus important de filières et qu'elles ne soient pas oubliées dans la refonte en cours du code du travail. Plus généralement, qu'elles bénéficient, comme les garçons, des efforts déployés pour combler les retards et les inégalités accumulés par les administrations qui se sont succédé. Elle ne devrait toutefois pas rencontrer, dans ce domaine, de réticences, car les autorités actuelles sont attentives à la présence de femmes, aussi bien parmi les « jeunes stagiaires pour le développement » (JSD : dispositif inspiré des TUC de métropole) que dans la formation de quatre cents cadres prévue par les accords de Matignon.

Mme Beccalossi s'attend en revanche à des difficultés pour mener les actions dans la contraception, l'avortement et toutes les atteintes à la dignité de la femme (violences conjugales, inceste...). Actuellement, faute d'information sur la contraception, les femmes ont recours à l'avortement. Comme celui-ci n'est pas légal, il ne peut se pratiquer dans les hôpitaux. Certaines s'adressent aux faiseuses d'anges, les autres, les plus riches, vont voir un médecin. Comme le code pénal en vigueur ne prévoit pas de poursuites, cela se passe en toute impunité.

Afin de ne pas heurter les esprits, la déléguée a prévu une large consultation des associations féminines sur les objectifs à court terme. Toutes devraient participer à l'organisation de la Journée des femmes le 8 mars. Un centre de planning familial devrait être créé rapidement. Il pourra prendre une part active dans la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles dont le sida. Un centre d'information sur les droits des femmes est également prévu et des chargées de missions vont être bientôt nommées dans chaque province et île.

Ch. Ch.

(1) Mélanésiens : 73 598 habitants, Européens : 55 085, Wallisiens : 14 186, Indonésiens : 5 191, Tahitiens : 4 750, Vietnamiens : 2 461, Ni-Vanuatu : 1 683, Autres : 7 219.

La Nouvelle-Calédonie au féminin

La lutte des indépendantistes et les violences des dernières années ont fait oublier l'inégalité entre les hommes et les femmes

ILE DE MARÉ

(archipel des Loyauté)

de notre envoyée spéciale

Les couleurs vives des manous et des fleurs qui recouvrent la tombe éclatent sous la pluie australe. Yeiwéné Yeiwéné est mort mais ses amis refusent de l'oublier et viennent en pèlerinage déposer, comme le veut la coutume, des colliers de coquillages, des fleurs ou des objets personnels. Ce jour est gris. La mer, qui frappe à quelques pas, projette ses embruns. Mme Michèle André et la veuve du compagnon de Jean-Marie Tjibaou se recueillent quelques instants. Une petite fille se tient blottie dans les bras de Mme Yeiwéné. Il s'agit de Louisa, dix-neuf mois, la dernière de ses six enfants, qui ne connaîtra jamais de son père que ce coin de terre, près de Tadine sur l'île de Maré, à l'ombre d'un bois de cocotiers.

L'émotion persiste lors des cérémonies coutumières de bienvenue. Echanges de cadeaux, paroles d'amitié qui, dans la bouche de la secrétaire d'Etat aux droits des femmes prennent la forme d'une invitation : *« Il faut venir avec nous, et toutes les autres femmes, travailler pour la paix. »*

Mme André a délivré, la veille, un message identique à Marie-Claude Tjibaou, qui a déjà répondu à sa manière, en acceptant d'assurer la présidence de l'Agence de développement culturel canaque, une œuvre à laquelle son mari – assassiné le 5 mai 1989, comme Yeiwéné Yeiwéné – tenait et avait longuement travaillé.

Les plaies n'en finissent plus de se refermer en Nouvelle-Calédonie. La course est engagée pour rattraper le temps perdu avant le référendum d'autodétermination prévu en 1998. Mais le temps ne risque-t-il pas de manquer ?

Dans ce qui se prépare, les femmes ont, quelles que soient leurs origines (mélanésienne, métropolitaine, wallisienne, indonésienne ou tahitienne), leur mot à dire. Encore faut-il qu'elles sachent se faire entendre. La tâche est immense quand on a grandi dans les communautés traditionnelles, comme c'est le cas pour bon nombre d'entre elles, et qu'on a été élevée à ne prendre la parole que lorsque le chef ou l'oncle en donnent l'autorisation.

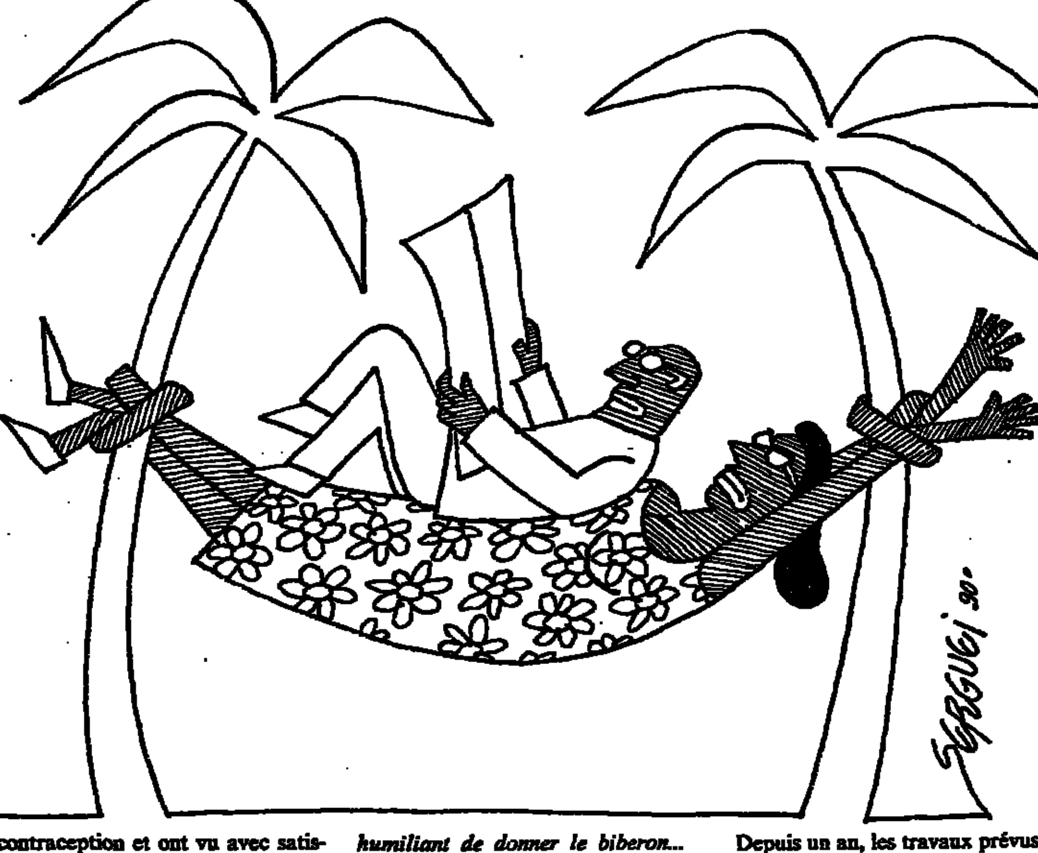
Le rôle contradictoire des Eglises

Dans le système classique de la société mélanésienne, la terre n'appartient pas à l'individu mais au groupe, dont le chef détient les plus larges pouvoirs. Au sein de la famille, l'oncle a autant d'importance, sinon plus, que les parents. *« La femme, c'est le poteau central sans lequel la case ne tiendrait pas solidement »,* explique une vieille femme. Sans nul doute. C'est sur elle que repose, par exemple, l'économie vivrière. Sans elle il n'y aurait pas d'ignames, de taros ou de manioc pour le traditionnel bougna. Mais, bien qu'essentiel, son rôle n'en est pas moins considéré comme second. L'homme, lui, s'est gardé le premier.

Traditionnellement, le Mélanésien s'occupait de la pêche, des troupeaux et des labeurs les plus durs dans les champs. Au fil des ans, de plus en plus d'hommes ont dû aller chercher un emploi (rare et chichement payé) dans les mines de nickel ou au loin, dans le Sud. Le travail de la terre a perdu ses attraits et aux conflits tribaux se sont ajoutées les luttes indépendantistes. Lui, si attentif à l'oppression extérieure, est curieusement resté aveugle sur le sort de sa femme, dont les tâches se sont accumulées avec le temps. Elle assume mais commence à s'interroger. Involontairement, l'Eglise a contribué à cette interrogation.

Les Eglises, qui rivalisent entre elles et doivent se défendre contre l'offensive d'une multitude de sectes, ont joué en effet un rôle contradictoire dans la vie de la société mélanésienne. Elles ont apporté au peuple canaque, profondément mystique, le meilleur comme le pire.

Dans la liste du pire, Geneviève, trente-deux ans, secrétaire, met l'acceptation aveugle des règles coutumières sur la place assignée aux femmes : celle de servante de l'homme mais détentrice, grâce à la maternité, d'un pouvoir occulte déterminant pour le bon fonctionnement de la société... Le manque de structures sanitaires et d'information aidant, les Eglises sont parvenues à freiner l'arrivée de la



contraception et ont vu avec satisfaction le Congrès repousser l'examen d'un projet de loi concernant la légalisation de l'avortement (le loi Veil ne s'applique pas au territoire).

Catholiques et protestants n'ont rien pu faire, cependant, contre la liberté des mœurs, profondément enracinée dans la communauté mélanésienne. Non seulement les Canaques acceptent sans états d'âme le concubinage, mais ils prononcent facilement les divorces (la plupart des mariages se font selon la coutume) lorsque les tentatives de conciliation menées par la familles ou le clan ont échoué...

Au rang du meilleur figurent l'enseignement (dont les Eglises ont eu longtemps le monopole et qu'elles ont dispensé tant auprès des filles que des garçons), l'éducation des mères (aux rudiments de santé, d'équilibre alimentaire et de cuisine) et la formation à l'artisanat. Par commodité, les Eglises ont regroupé les femmes en associations (il existe actuellement en Nouvelle-Calédonie un très grand nombre d'associations féminines) et leur ont procuré des espaces de rencontres dans lesquels elles ont pu discuter, échanger des réflexions sur leur vie quotidienne et leurs aspirations.

Un mode de vie schizophrénique

A Tadine, une visite aux femmes passe inévitablement par le mouvement de l'Eglise évangélique. Une multitude de colliers de fleurs et de coquillages ainsi que des exemplaires de l'artisanat local attendaient Mme André à son arrivée. Le groupe avait même préparé une chanson : *« La liberté, c'est un respect, la soumission n'est pas péché, mais les droits de la femme c'est pour prouver que nous vivons et nous existons. »* Ce n'est toutefois qu'après le départ des officiels masculins que les langues ont commencé à se délier. Il fut immédiatement question de la place de chacun dans la société mélanésienne. Comment, en effet, imaginer l'égalité quand une femme doit, pour parler, demander l'autorisation ?

« Même lors de la cérémonie de mariage, les hommes sont les seuls à pouvoir parler, explique une jeune femme. *Si l'une d'entre nous ouvre la bouche, elle se fait immédiatement réprimander par sa famille... Les hommes ne veulent pas porter leurs enfants et trouvent humiliant de donner le biberon... La tradition nous oblige même à marcher derrière le mari. Ne pas le faire est un manque de respect. »* Tout cela change depuis quelques années, mais trop lentement au goût des femmes. *« Mon métier est de former des instituteurs. Je commande et j'enseigne donc à des hommes. Mais lorsque je retourne dans mon village, je dois changer de peau, redevenir un autre personnage. »*

Ce mode de vie schizophrénique n'est cependant pas réservé aux Mélanésiennes. Comme le souligne M. Octave Togna, directeur de Radio-Djiido, organe du FLNKS, les hommes aussi (et quelles que soient les responsabilités qu'ils assument par ailleurs) doivent se soumettre à la hiérarchie et à l'autorité du chef et des oncles. La tradition est seulement plus pesante pour les femmes.

Conscientes de l'importance de leur rôle dans l'éducation des enfants, les femmes canaques en viennent à se remetre en question. *« D'un côté, le groupe nous oblige à éduquer nos filles et nos garçons différemment mais, de l'autre, nous voyons bien que ce n'est pas juste. Ce sont les femmes qui font tout, et, à présent, nous travaillons comme les hommes. »* Certaines utilisent la bonne vieille méthode de la ruse pour obtenir ce qu'elles veulent : *« Je fais en sorte que mon mari pense que c'est lui qui décide, mais, en fait, c'est moi qui commande... »* D'autres voient le salut dans les études et la formation des filles et n'hésitent pas à envoyer celles-ci au loin, à Nouméa, en Australie, voire en métropole quand la famille en a les moyens ou que l'enfant a obtenu une bourse.

Marie veut présenter Blanche, sa petite-fille, à Mme André. Cette fillette a quatorze ans et demi et travaille très bien au lycée. Elle rêve de passer très vite son bac et de rejoindre sa tante en France pour faire une école de journalisme. Elle a découvert récemment ce métier lors d'un forum à la chambre des métiers de Nouméa. Son père n'y voit pas d'inconvénient. Après tout, il s'agit là d'un investissement pour la petite communauté, qui repose sur la solidarité.

Toutes les femmes n'ont pas les mêmes préoccupations. A Baco, un village proche de Koné dans la province nord de la Grande Terre, les plaintes sont plus fondamentales. Trop longtemps négligée, la province souffre du sous-développement, d'un manque dramatique d'infrastructures. Et les femmes, ouvrières du quotidien, en pâtissent plus que d'autres.

Depuis un an, les travaux prévus dans le cadre des accords de Matignon (électrification, téléphone, eau, structures scolaires et sanitaires) avancent à grands pas. Cela ne va cependant pas assez vite pour certains villageois qui ont la malchance d'habiter à plus de 10 kilomètres de la côte.

« Mon mari ne veut plus l'électricité »

« Quand aurons-nous une route transversale ouest-est ? » « Ne pourrions-nous pas avoir des bus pour nous rendre à la ville ou au dispensaire ? Les taxis coûtent cher et ne sont pas assez nombreux. » Elles voudraient plus d'infirmières qualifiées et de sages-femmes dans les dispensaires, ainsi que des locaux adaptés aux visites médicales et non plus une grande salle ouverte à tous et sans intimité comme c'est actuellement le cas.

Personne n'accepte de rester en marge du progrès. Il existe depuis mai 1988 deux chaînes de télévision. Malheureusement, l'émetteur ne peut pas joindre certains villages situés dans les zones montagneuses au centre de la Grande Terre. Un drame pour leurs habitants, déjà bien isolés. En même temps, tous ces nouveaux services entraînent de nouvelles charges. L'euphorie de la nouveauté passée, il faut payer : *« Mon mari ne veut plus l'électricité car il trouve que cela coûte trop cher. Si seulement on nous construisait un marché à Baco, on pourrait y vendre le produit des champs ou de notre artisanat. »* Pour ces femmes, il devient de plus en plus important de trouver une source de revenus. Cela leur permettrait d'être plus indépendantes, disent-elles, et d'investir pour le foyer, mais aussi de payer l'école des enfants. Ici aussi, le manque de collèges et de lycées dans la province oblige les parents à envoyer leurs enfants fort loin. Heureusement un lycée devrait ouvrir ses portes à la prochaine rentrée scolaire, en mars. L'inquiétude se déplace sur le manque de débouchés et d'emplois. Dans la région, environ 3 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. Or il n'y a que 600 à 700 nouveaux emplois.

Viols et incestes ne sont plus tabous

Globalement, la jeunesse inquiète les anciens. Les jeunes représentent près de 50 % de la population, s'adonnent de plus en plus à la boisson et à la drogue. Attirés par la ville, ils traînent leur désœuvrement et grossissent les rangs des chômeurs. A Nouméa, le nombre des femmes seules avec enfants ne cesse d'augmenter. L'organisation de la vie familiale, qui permet qu'un enfant soit indifféremment élevé par ses parents, ses grands-parents, ses oncles ou ses tantes, a évité, jusqu'à présent, les abandons.

La violence s'incruste sur le Caillou. On ne compte plus les bagarres du samedi soir et les violences dont sont victimes les femmes. Mais s'il y a quelque temps encore celles-ci acceptaient en silence (ou demandaient au clan d'intervenir) lorsque leur mari les battait ou lorsqu'elles était violées, aujourd'hui elles portent ce problème sur la place publique et s'adressent à la justice. Fait sans précédent, les femmes d'une tribu ont arrêté elles-mêmes, récemment, les auteurs d'un viol collectif sur une jeune fille muette et les ont livrés à la police alors que les autres hommes de la tribu voulaient étouffer l'affaire... De même, avec l'ouverture et la connaissance d'autres modes de vie, elles acceptent moins facilement que, sous prétexte de promiscuité (dans l'habitat traditionnel tout le monde dort sur des nattes dans la même pièce), frère, père ou autres hommes de la famille disposent de leur corps.

Frustrée d'une lutte indépendantiste, la jeunesse, qui n'a connu ces dernières années que des affrontements politiques violents, se cherche. Consciente du danger de coupure avec cette nouvelle génération, l'équipe actuellement en place au haut-commissariat a choisi l'ouverture. M. Bernard Grasset, délégué du gouvernement, est un ardent partisan du dialogue. Il cherche à instaurer des rapports de confiance et a ouvert à la jeunesse les portes de ses bureaux. Fait inconcevable il n'y a pas si longtemps, une jeune fille, Anita Mitsico, chef d'une bande de jeunes, a été recrutée pour participer au comité de réflexion sur la jeunesse. L'équipe d'animateurs sociaux du centre récréatif pour la jeunesse a été renforcée ; une autre a été créée par la municipalité de Nouméa. Le but est d'occuper cette jeunesse turbulente.

Des efforts sont faits pour aménager des terrains de sports et des aires de jeux. Deux grands concerts ont été organisés en 1989, et il y en aura d'autres. Enfin, de nouveaux groupes, aidés par les autorités, poussent comme des champignons. Les uns s'occupent d'artisanat, d'autres de musique, d'autres créent un marché ou retapent des maisons... En fait, si les projets foisonnent, la difficulté sera de persister. Le travail dans la durée, voilà bien ce qui manque, d'une façon générale, à la Nouvelle-Calédonie. Actuellement, tout le monde retrousse les manches sur le territoire où, il est vrai, l'argent promis par Paris arrive régulièrement. Mais tout le monde sait que cet équilibre est bien fragile...

CHRISTIANE CHOMBEAU

DÉBATS

« Nous ne voulons pas être séparés »

Moi, immigré maghrébin amoureux de la France

par Jamal-Eddine Bencheikh

MOI, immigré maghrébin, agrégé de l'Université, docteur ès lettres, professeur de littérature arabe médiévale à Paris-VIII, président du jury de l'agrégation d'arabe, me pose depuis quelque temps la question de savoir si je puis être intégrable à la société française.

Je suis d'une maison algérienne à laquelle ne furent mesurés ni la durée ni l'espace. Elle constitua mon être, me donna une mémoire et me fit comprendre un art de vivre . L'islam dont je me réclame est une foi, non un pouvoir, une éthique, non une politique. Je revendique sa spiritualité contre l'ambition hégémonique d'une poignée de ses adeptes. Je me réfère à la passion douloureuse du prophète mecquois, à la pureté de son rêve d'éternité, non à sa conception autocratique de l'État et hiérarchique de la société. Son siècle n'est pas le mien et, que je sache, nul ne saurait s'arroger le droit de venir m'interpréter Dieu. L'islam m'accorde ce privilège insigne de répondre seul de mes actes.

Rester moi-même sans être dupe des miens

La culture française, je n'ai pas attendu que MM. Le Pen et Pasqua m'en définissent les contenus pour en saisir la nature et la nécessité. Adolescent, je compris les leçons de la Révolution de 1789 alors que ni la liberté ni l'égalité ni la fraternité ne s'exportaient vers cette terre maghrébine où je naquis. Mais au fond il importait peu au jeune élève que je fus de ne guère rencontrer autour de moi d'exemples vivants de cette culture, puisque j'en découvrais les leçons dans les livres.

J'appris le français à l'école laïque, où l'on ne m'a forcé à rien d'autre qu'à être moi-même, à penser juste, à raisonner librement. J'y eus cet instituteur français de Casablanca, qui me fit apprendre par cœur la Déclaration des droits de l'homme pour me punir d'avoir bavardé en classe. Je ne fus pas longtemps à comprendre de quelle intelligence fut sa punition.

L'arabe est la langue de mon sang, le français celle de mon désir : c'est voluptueusement que je l'écris. La première m'est consubstantielle, l'autre nécessaire. La nécessité de celle-ci ne combat en rien l'indispensable présence de celle-là. J'utilise avec passion les richesses et les vertus de mes deux langues. Qui prétendrait me retirer l'une ou l'autre oserait à mon encontre une mutilation intolérable.

J'ai appris le maniement de l'intellect chez Ibn Sina (Avicenne) ou Ibn Rushd (Averroes), l'interrogation de la foi auprès d'Al-Hallaj, l'insolence du plaisir en compagnie d'Abu Nuwas. J'ai compris chez les philosophes le sens de la liberté, d'esprit chez Voltaire, de pensée chez Sartre. Les uns et les autres m'enseignèrent à me défier de toute vérité qui ne satisferait que moi-même ou s'ingénierait seulement à dessaisir les autres de leur droit. Je savourais l'inestimable prix d'une pensée certes livrée à la contingence historique, mais vouée pour toujours à l'exigence de vérité, fût-elle relative comme toute chose humaine. L'Occident, en même temps qu'il se découvrait à moi, m'apprenait à n'être pas dupe de ses mirages et à rester moi-même sans être dupe des miens.

Ainsi je découvris la fraternité d'abord et avant tout en cette poésie qui, de Rimbaud à Valéry, d'Eluard à Char, m'enseigna l'honneur d'être poète. L'égalité me fut donnée plus tard à vivre dans d'inoubliables rencontres que j'eus avec François Mauriac, au cœur de la guerre d'Algérie, ou avec Aragon dont j'enseignais à Alger, après cette même guerre, *le Fou d'Elsa*.

Ces livres et ces hommes m'ont accueilli bien avant qu'en 1969 un juge m'accorde cette nationalité dont ne peuvent persuader ni mon nom ni ma langue ni ma culture qui sont tous trois indissociables de moi-même. Les gens de Touraine qui ont bâti un jour ma maison près de la leur ne m'ont rien demandé en échange de leur amitié. Ils n'ont lu ni Camus ni Jean Sénac, et je ne leur lis pas al-Mutanabbi. Nous n'effaçons pas nos différences qui sont inconciliables, mais construisons une amitié qui n'est redevable d'aucun calcul.

Immigré par choix, je suis irréductiblement solidaire de mes frères maghrébins exilés par besoin. Certaines de leurs familles vivent ici depuis trois quarts de siècle. Il n'est pas une rue, un immeuble, une usine qui ne témoigne de leur travail obscur. Leurs grands-pères se sont fait tuer sur tous les champs de bataille européens, de Verdun à Cassino. Des Algériens de la Résistance se sont battus dans les rues de Paris et sur les toits de Lyon. On n'a pourtant pas inscrit leurs noms sur *l'Affiche rouge*. Ces immigrés ont laissé leur vie pour la France sans qu'on applique au nombre de leurs morts un quota de tolérance. Ils sont tombés pour une France libre, pour une France intelligente, qui ressemble enfin à sa culture et refuse le déshonneur du racisme.

Ils ne viennent ni de Pologne ni d'Italie. Ils ne sont ni chrétien ni juifs. Ils sont arabes ou berbères, musulmans s'ils le veulent, français pour ceux qui le voudront. Ils assimileront la culture de ce pays pour peu qu'on les sorte des ghettos où ils habitent, des caves où ils travaillent, des écoles-parkings où ils n'apprennent rien, et des bistrots où ils ne rencontrent qu'eux-mêmes. Ils cesseront ainsi d'aller comme des ombres, exclus par les uns, reniés par les autres . En 1988, le major du concours d'entrée à l'ENS d'Ulm était un fils d'immigrés.

Les enragés de l'expulsion

N'en déplaise aux enragés de l'expulsion ou aux défenseurs d'une authenticité recroquevillée sur ses cactus, je n'ai jamais été déchiré par mes deux cultures, et aucune ne cherche à s'emparer des droits de l'autre. De chacune, je jette vers l'autre un regard amical mais vigilant ; les deux peuplent mon imaginaire et mon âme, Un *Stabat Mater* chanté par Berganza ne me fait pas oublier la sourate *ar-Rahmân* psalmodiée par Menchaoui ; les vers de Darwish ne m'empêchent pas d'être ému par ceux de Jean Grosjean ; un chant d'anarchie de Ferré ne me prive pas de la merveilleuse tendresse d'une chanson andalouse sur les lèvres de Sami al-Maghribi, chanteur juif marocain.

Emerveillé par les contes celtiques comme par ceux des *Mille et Une Nuits*, par la prose de Gracq comme par celle de Taha Hussein, traduisant en français une *qasidâ*, ou en arabe un sonnet, je revendique pour chacune de mes cultures le droit de s'éblouir aux reflets indicibles qu'elle sait prendre dans l'autre. Je ne me déchire ni ne me dissocie. Je suis, dans la totalité de mon être, irréductiblement arabe, irréductiblement français, en ce double mouvement de l'esprit qui choisit sa liberté dans ce qui l'exalte, non dans ce qui le mutile.

▶ **J.-E. Bencheikh est professeur de littérature arabe médiévale à Paris-VIII°.**

Moi, Languedocien d'origine amoureux de l'islam

par André Miquel

LANGUEDOCIEN d'origine (et presque, dirais-je, de fondation), j'appartiens à tous ceux-là qui, élevés dans les écoles de la République, ont reçu comme un principe de bonheur collectif (et doublement dans mon cas, comme élève et fils d'instituteurs) la croyance en une nation. Une nation qui s'ouvrait d'autant mieux aux différences de ses fils que ceux-ci en pratiquaient tous et la langue et les lois.

J'ai rêvé ainsi, depuis longtemps, d'un pays assez fort, assez stable, pour que, ces deux principes admis, l'éclosion des divers talents, individuels et collectifs, y soit plus riche, dans leur expression linguistique ou autre. Ce qui se passe en ce moment, à travers les problèmes de l'immigration et de l'islam en France, peut être, doit être, occasion de richesse. Il le faut, sous peine de vaciller et peut-être de sombrer.

Rien ne me poussait vers l'arabe, absolument rien. Ou seulement le plus banal des folklores revus et diffusés par le tourisme colonial : minarets, palmiers, femmes voilées... L'écriture arabe, pourtant, simplement contemplée, me faisait déjà pressentir quelque chose au-delà. Un jour, en passant, j'achetai une traduction du Coran, la vieille traduction de Savary. J'y découvris, comme une surprise pour l'adolescent que j'étais, que les Arabes se faisaient une très haute idée de Dieu, qu'ils la voulaient, même, la plus haute possible, et que leur langue le disait superbement : même une traduction l'assurait.

Ma longue compagnie avec l'arabe, hésitante d'abord, affirmée, interrompue et reprise enfin après mes trente ans, ne m'a pas livré toutes ses richesses. Elle m'en a pourtant donné assez pour que je ne me demande plus, depuis longtemps, si la Providence a eu raison de me mener là. Dans l'énorme trésor de cette littérature de quatorze siècles, j'ai retenu quelques textes qui me sont aujourd'hui aussi substantiels que ceux que j'aime le plus dans mon trésor d'Européen et de Français.

J'évoquerai ces géographes arabes qui, bien avant les voyages de nos explorateurs et anthropologues, sillonnaient le monde musulman et parfois l'étranger : plume en main, aventure au cœur et argent gagné au passage, par l'exercice d'un métier qui permettait, ensuite, d'aller plus loin, ils nous ont livré, de notre vieux monde qui tournait alors à l'heure arabe, un tableau d'une vie, d'une richesse et d'une humanité prodigieuses. Evoquerai-je aussi les Croisades vues de l'autre côté, sous les traits et dans le livre d'un prince syrien, lettré, guerrier, ambassadeur et poète, qui regardait les Francs, lointains ancêtres peut-être de tel ou tel d'entre nous, d'un œil lucide, sévère quand il le fallait, ou attendri ? Et le livre de Kalila et Dimna, recueil de fables dont s'inspira pour partie notre La Fontaine ? Et la poésie arabe classique qui, sous le ciel de l'islam, entame avant bien d'autres la longue cantilène de l'amour et de la mort ? Plus que d'autres peut-être ai-je aimé les amants maudits, Majnoun et Laylâ, cousins lointains et préfigurateurs de nos Tristan et Iseult, Roméo et Juliette, et Werther, qui ont chanté en vers l'impossible espoir et la réelle gloire de s'aimer envers et contre tout.

Ronsard et Abou L-Atâhiya

Tout cela exprimé en une langue superbe, l'une des plus grandes de ce monde, objet d'amour depuis que le Coran l'avait signée de son empreinte inégalable, objet d'études sans fin de la part de tous ceux qui, au-delà de sa littérature même, voulaient en approcher l'insaisissable et infini secret. Je les ai suivis, tous ces amoureux, tous ces adorateurs. J'ai traduit, commenté, j'ai été tenté et j'ai tenté, pour mon propre compte et en tremblant, l'aventure d'une poésie en cette langue.

Mais, au-delà de ces expériences, le plus important peut-être : j'ai noué des amitiés et j'ai vu ce qui fait rêver. J'ai été accueilli, à l'improviste, par des gens qui m'ouvraient leur porte. J'ai vu tel paysan interrompre son labour pour dérouler, dans un coin de son champ, son tapis de prière et, là, invoquer son Seigneur, sans intermédiaire pour lui faciliter la tâche et pourtant, même du fond de l'abîme où il rêvait à la transcendance de Dieu, rassuré par le plus beau de ses noms, qui est Miséricorde.

Aucun de ceux que j'ai pu connaître de ce monde arabe et musulman, ici ou là-bas, ne m'a demandé de renoncer à être moi-même, à ne plus croire ou vouloir croire à la divinité de Jésus-Christ, de refuser, au nom des joies découvertes hors de chez moi, toutes les autres que peut me donner la civilisation à laquelle j'appartiens : Ronsard et Abou L-Atâhiya, les mosquées ou les petites églises baroques des campagnes de l'Allemagne du Sud, un quatuor de Janacek ou un solo de luth oriental, tout me paraît bon à prendre si je l'aime.

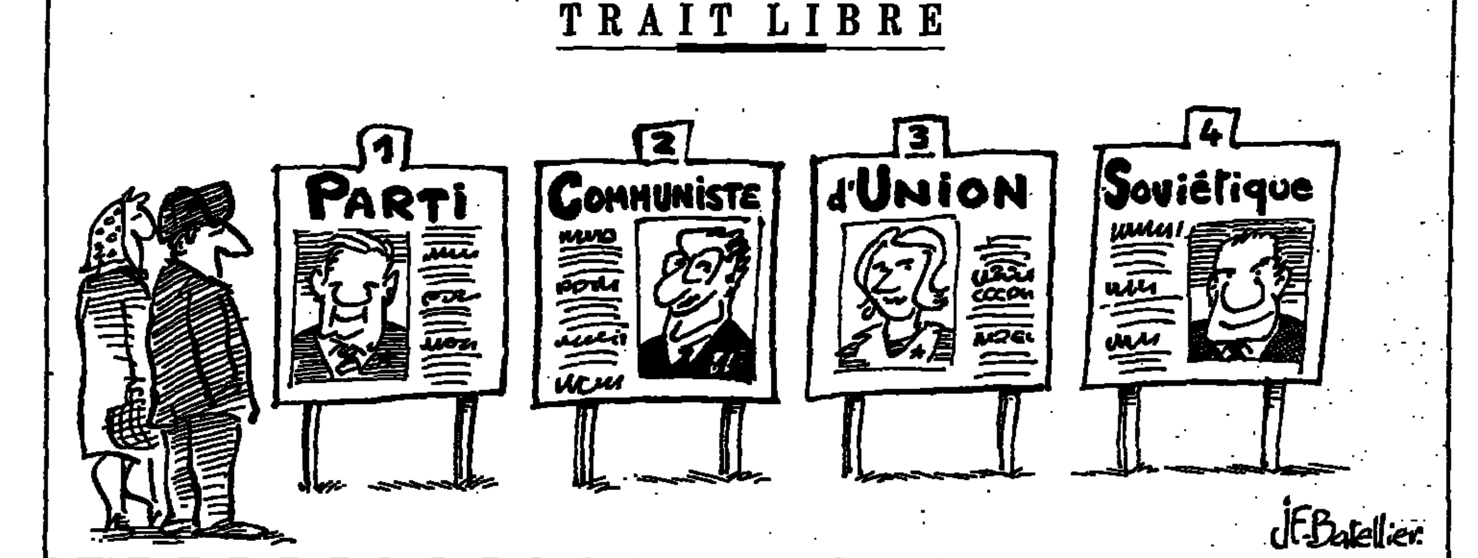
J'ai le droit aussi, me semble-t-il, comme simple citoyen (puisque aussi bien l'islam fait désormais partie intégrante de ma patrie), de me faire de celui-ci une image accordée au bonheur de mes compatriotes et aux principes qui l'ont fondé . Je rêve en l'autre sens, oui, mais il faut rêver, d'une France sans exclusive, où tout soit fait pour que ceux qui ont choisi d'y vivre selon ses lois obtiennent de celles-ci les mêmes conditions de travail, de sécurité et de paix. Nous avons sans doute déjà trop tardé. Raison de plus pour mettre les bouchées doubles.

Qui ne voit que c'est à ce prix, en faisant de ceux qui vivent ici des Français à part entière, que l'on réconciliera tous ceux qui, aujourd'hui, doutent. Qu'ils choisissent l'une ou l'autre voie, celle de l'intégration ou celle de l'attachement à leur civilisation d'origine, peu importe s'ils sont, juridiquement, économiquement et culturellement, libres de leur choix. Et si, bien entendu, avec ses mosquées nouvellement bâties à *côté* des églises, mon pays reste toujours mon pays. France pays d'islam (elle l'est déjà), pourquoi pas, si l'un et l'autre se respectent !

Jamal Eddine, Bencheikh et moi, et tous nos amis arabes, musulmans ou non, pratiquants ou non, ne voulons céder ni aux désespoirs, ni aux rancœurs, ni aux chimères. Nous ne voulons pas être séparés.

▶ **André Miquel est professeur au Collège de France.**

TRAIT LIBRE



« Les enfants gâtés de la démocratie »

Le modèle américain

par Jacques Portes

ALAIN DUHAMEL, dans son article « Les enfants gâtés de la démocratie » (*le Monde*, 21-22 janvier 1990), soulève un problème essentiel. En effet, la montée de l'abstention électorale en France, jointe à un net désengagement politique, risque de miner la démocratie et de donner raison aux antiparlementaires et autres apprentis-sorciers de tout poil.

Pourtant, les solutions qui sont proposées paraissent mal adaptées ou, du moins, laissent sceptiques. En effet, pour l'essentiel, elles ont été mises en œuvre aux Etats-Unis depuis le début du XX[e] siècle et ont été accompagnées d'une abstention galopante et d'un effondrement du débat politique.

Ce dernier atteint souvent un niveau vraiment déplorable, comme l'ont montré les « clips » des candidats lors de la dernière campagne électorale, ou les scandales qui ont secoué le Congrès. Bien que la vie et la pratique politiques de nos deux pays ne se ressemblent guère, cela mérite de s'interroger. On a trop souvent, en France, cherché un modèle aux Etats-Unis, pour ne pas prendre garde de choisir le mauvais...

Si l'on reprend les propositions d'Alain Duhamel, on constate en effet qu'elles existent aux Etats-Unis depuis longtemps.

– Multiplier les structures locales : les Etats-Unis sont le pays des associations diverses, comme l'avait déjà noté Tocqueville.

– Faciliter l'initiative des citoyens, éviter la dispersion des élections : depuis les années 1900, dans de nombreux Etats, le référendum d'initiative locale existe, et, depuis les origines du pays, les élections ont lieu le même jour. Ainsi, le premier mardi de novembre, tous les quatre ans, le citoyen américain qui s'est déplacé pour voter le fait pour son président, son représentant, son sénateur, son gouverneur d'Etat, son shérif et bien d'autres.

– La réduction du mandat présidentiel ; il est de quatre ans aux Etats-Unis depuis 1789...

– Améliorer le fonctionnement du Parlement : le vote personnel existe au Congrès, dont les travaux sont publiés et diffusés, et les sessions sont plus longues qu'en France.

– Organiser des primaires au sein des partis : les premières sont apparues dans le Mississippi en 1902, puis le système s'est généralisé. L'abstention atteint son maximum lors de ces élections, leur multiplication allonge les campagnes et les rend plus coûteuses.

Sans doute, et c'est mieux ainsi, la France n'est pas les Etats-Unis ; le pouvoir de l'Etat central y est plus concentré, le mode de scrutin y est moins brutal et la saisine directe du Conseil constitutionnel y serait possible, alors que c'est impensable dans le cas de la Cour suprême.

Aussi peut-on penser que la France éviterait les écueils américains : toutefois, l'expérience politique des Etats-Unis ne doit pas être négligée.

Les recettes démocratiques, dans lesquelles les progressistes américains croyaient profondément, ont fait long feu ; la participation électorale qui atteignait les 80 % quand les partis étaient menés par des boss en bras de chemise, et à gros cigares dans des arrière-salles de bar, quand la corruption était la règle, a commencé à baisser au début du XX[e] pour arriver aux étiages d'aujourd'hui.

Les travaux du Congrès sont dominés par des questions d'intérêt local et il est bien difficile d'y mener une politique suivie ; quant aux activités des partis, elles attirent bien peu de monde.

Avant d'adopter en France de tels remèdes, il est bon d'examiner ce qu'ils ont pu donner outre-Atlantique. Une démocratie renouvelée ne dépend pas de la mise en œuvre de ces moyens, mais d'une conscience de sa fragilité et de sa force de proposition.

▶ **Jacques Portes est professeur à l'université Charles-de-Gaulle - Lille-III.**

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouts

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex 650572 F MONDPAR

ADMINISTRATION :
11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Pour des motifs essentiellement écologiques

Le gouvernement renonce à deux des quatre barrages prévus sur la Loire

Le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, devait présenter au conseil des ministres, mercredi 7 février, une communication sur l'aménagement du bassin de la Loire qui remet sérieusement en question le programme prévu à l'origine par l'Etablissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents (EPALA) que préside le maire de Tours, M. Jean Royer, député (non inscrit). Le gouvernement renonce, en effet, à deux barrages sur quatre, au moins pour l'instant.

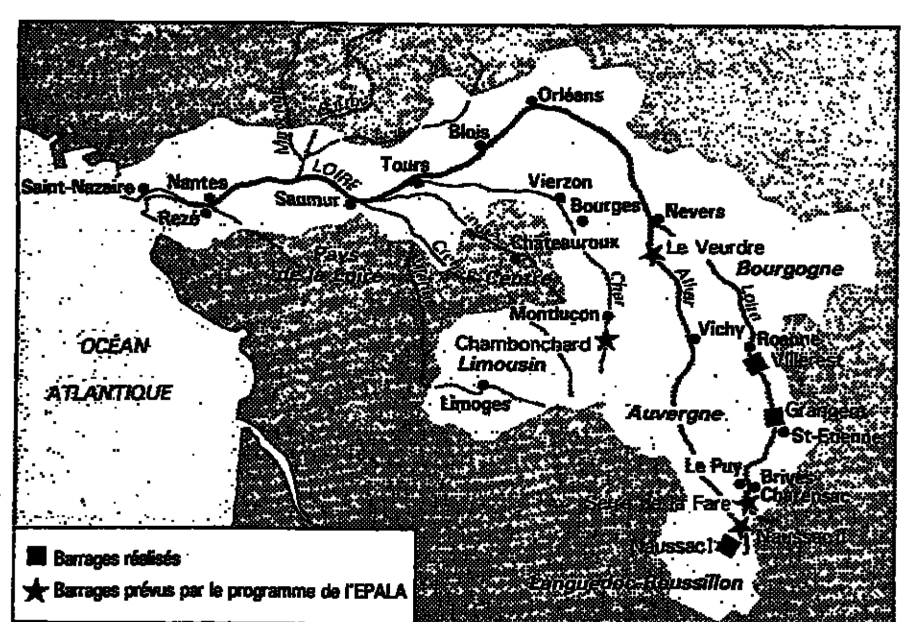
M. Royer avait été reçu, lundi 5 février, par le premier ministre, M. Michel Rocard, qui le lendemain a rencontré les maires socialistes du bassin, MM. Pierre Bérégovoy (Nevers), Jean Auroux (Roanne), Jean-Pierre Sueur (Orléans) et Jack Lang (Blois). M. Rocard a conclu ses entretiens préliminaires en recevant, en compagnie de M. Brice Lalonde, quatre militants du comité Loire vivante, puis MM. Jacques Barrot (CDS), président du conseil général de Haute-Loire, et M. Jean Cluzel (Union centriste), président du conseil général de l'Allier.

Il aura donc fallu un an pour que le *« plan de rectification »* proposé par le secrétaire d'Etat à l'environnement (*le Monde* du 10 février 1989) débouche sur une décision gouvernementale. Décision particulièrement difficile à prendre, si l'on en juge par les innombrables études, entretiens et réunions intervenus entre-temps, et aussi par les négociations de dernière minute qui ont eu lieu mardi soir au ministère de l'environnement.

Mais qu'a donc décidé si laborieusement le gouvernement ? Sur les quatre barrages prévus par l'EPALA pour régulariser le cours de la Loire, deux seulement restent inscrits au programme : celui de Naussac II sur le haut cours de l'Allier, et celui du Veurdre, également sur l'Allier, près du confluent avec la Loire.

Mais le barrage du Veurdre, l'ouvrage prévu le plus important, devrait être « à pertuis ouvert », c'est-à-dire ramené à des proportions plus modestes que ne souhaitait l'EPALA, puisque son ouverture supprime le plan d'eau dont rêvaient certains pour le tourisme et que sa mission sera ramenée exclusivement à l'écrêtement des crues.

Quant aux deux autres ouvrages programmés, celui de Chambonchard, sur le Cher, et celui de Serre de la Fare, sur le haut cours de la Loire, ils sont remis à plus tard, pour ne pas dire abandonnés, au moins tels qu'ils étaient annoncés. Le barrage de Chambonchard, dont le maire de Montluçon, M. Pierre Goldberg (PC), affirme qu'il est indispensable pour l'approvisionnement en eau de sa ville – victime cet été encore de la sécheresse – apparaît aujourd'hui moins nécessaire après un sérieux réexamen de ses missions.



Si l'on estime en effet que les projets d'irrigation de la Champagne berrichonne ne se justifient pas, l'approvisionnement en eau de Montluçon peut être assuré par un autre moyen. Il suffit pour cela de neutraliser le barrage EDF de Rochebut, dont la concession expire en 1993. Dans ces conditions, le barrage de Chambonchard ne s'impose plus. Il est donc mis entre parenthèses.

« Une grande victoire »

Pour le site de Serre de la Fare, où les opposants au projet de barrage campent à demeure depuis plus d'un an pour empêcher physiquement tout commencement de travaux, le gouvernement, très embarrassé, a décidé de lancer des études supplémentaires. On admet aujourd'hui qu'un tel barrage, situé juste en amont du Puy, n'est plus indispensable pour l'irrigation et que son coût, de toute façon, doit être revu à la baisse. Le gouvernement se montre même intéressé par les solutions alternatives proposées dans le rapport de M. Jean Chapon, c'est-à-dire un barrage « sec » écrêteur de crue ou de simples endiguements le long des berges pour éviter le retour d'inondations comme celles subies par Brive-Charensac en 1980.

Au total donc, deux barrages maintenus, avec des modifications, et deux barrages interrompus. *« Pour nous, c'est une grande victoire »*, a déclaré M. Martin Arnould, l'un des animateurs du comité Loire vivante. Même si les adversaires du programme de l'EPALA s'opposent toujours aux quatre barrages, ils se félicitent d'en avoir au moins arrêté deux, avec des soutiens pour eux inattendus, comme celui du Parti socialiste (*« Nous sommes pour l'abandon du projet initialement prévu de Serre de la Fare »*, a déclaré le secrétaire national à l'environnement, M. Pierre Brana) et même de M. Pierre Bérégovoy qui, en sa double qualité de maire de Nevers et de grand argentier, a lancé : *« Il y a des barrages qu'il faut faire et d'autres qui ne sont pas indispensables si l'on veut que la Loire reste un beau fleuve. »*

C'est en tout cas la première fois qu'un projet public, négocié depuis si longtemps avec tous les élus d'une région, est remanié de telle façon pour des motifs essentiellement écologiques.

ROGER CANS

Le programme EPALA

ORLÉANS

de notre correspondant

Dans les années 60, période triomphante de l'aménagement du territoire, on comptait une bonne quinzaine de projets répartie à travers tout le bassin de la Loire. Finalement, la montagne accoucha de deux ouvrages, celui de Naussac, sur le haut Allier, déjà contesté par les écologistes lors de manifestations dignes du Larzac, et celui de Villerest, en amont de Roanne, sur la Loire, inauguré en 1982. Le 13 février 1985 à Orléans, l'Etat scellait ses « retrouvailles » avec le fleuve oublié, Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, et M. Jean Auroux, ministre des transports, apposant leur signature au bas d'un accord avec l'EPALA, que venaient de constituer M. Jean Royer et l'agence de bassin Loire-Bretagne.

Les barrages de la discorde sont issus de ce pacte conclu par les élus riverains de six régions de programme, quinze département dix-neuf villes de plus de 30 000 habitants et dix syndicats intercommunaux. Lors de sa signature, le programme de l'EPALA passait par la réalisation dans les dix ans à venir de quatre grands ouvrages au minimum et d'aménagements intégrés dont le coût, estimé à 2,3 milliards de francs, devait être partagé par les trois parties prenantes, l'EPALA assurant la maîtrise d'ouvrage.

Le barrage de Serre-de-la-Fare (Haute-Loire) était choisi comme ouvrage prioritaire en raison de la grave inondation survenue dans les faubourgs du Puy le 21 octobre 1980, qui faisait huit morts et près de 500 millions de francs de dégâts, c'est-à-dire l'équivalent du coût d'un barrage. Au projet initial fut ajoutée une fonction de soutien d'étiage sur laquelle se greffèrent d'inévitables projets touristiques. Le projet de barrage devint mastodonte avec une capacité de stockage de 129 millions de mètres cubes et un coût approchant 700 millions de francs. La déclaration d'utilité publique, le 11 février 1989, mit le feu aux poudres, provoquant l'occupation du site par les écologistes.

De la même façon, le barrage de Chambonchard, prévu sur le Cher, à 30 kilomètres en amont de Montluçon, se présente comme un « poids lourd » (125 millions de mètres cubes stockés) avec essentiellement un rôle de soutien d'étiage.

RÉGIS GUYOTAT

SCIENCES

Les Japonais mettent en orbite trois satellites avec un seul lanceur

Quelques jours seulement après avoir lancé avec succès une fusée en direction de la Lune, le Japon a réussi, mercredi 7 février, la mise en orbite simultanée de trois satellites à partir d'un lanceur bi-étage de type H-1. Bien que deux des satellites soient de taille modeste (environ 50 kilos chacun) et que seule ait vraiment compté la mise en orbite du plus gros d'entre eux (MOS 1-B), un engin de 740 kilogrammes destiné à l'observation des océans, c'est la capacité des Japonais à lancer en même temps trois charges utiles qui est importante. Car cette première est pour eux une nouvelle étape vers une maîtrise totale des techniques nécessaires à la mise en place d'une véritable autonomie spatiale.

□ **Accord franco-allemand pour un missile amélioré.** – Un accord de principe serait intervenu récemment entre les sociétés françaises Aérospatiale et Matra et la société allemande MBB pour la construction d'une version modernisée du missile sol-air Roland. Selon le directeur de la division Engins tactiques de l'Aérospatiale, M. Jean-Louis Fache, l'amélioration principale apportée au missile porterait sur l'accroissement de sa vitesse qui passerait de 600 mètres à 1 600 mètres par seconde. Pour l'heure les discussions se poursuivent entre les trois partenaires qui pourraient finaliser leur accord dans les prochaines semaines. – *(AFP.)*

RELIGIONS

□ **Etats-Unis : un prêtre noir excommunié.** – Le Père George Stallings, prêtre catholique de Washington, a été excommunié, lundi 5 février, pour avoir fondé une congrégation exclusivement réservés aux Noirs américains. *« En renonçant à l'enseignement de l'Eglise, le Père Stallings s'est excommunié de lui-même »*, a estimé le cardinal James Hickey, archevêque de Washington. Le fondateur de cette Eglise noire autorise l'ordination des femmes, le contrôle des naissances, l'avortement, le remariage religieux des divorcés, etc. – *(AFP.)*

□ **Mort du patriarche arménien de Jérusalem.** – Mgr Yegishe Derderian, quatre-vingts ans, chef de la communauté arménienne apostolique (orthodoxe) de Jérusalem, est décédé, le 2 février, à Jérusalem, d'une crise cardiaque. Sur les 120 000 chrétiens de Terre Sainte, près de 2 000 appartiennent à cette Eglise orthodoxe arménienne – qui compte 6 millions de fidèles dans le monde – présidée par le Patriarche Vasken Ier.

En présentant le Livre blanc

M. Michel Rocard souhaite « un grand débat » sur l'avenir de la région parisienne

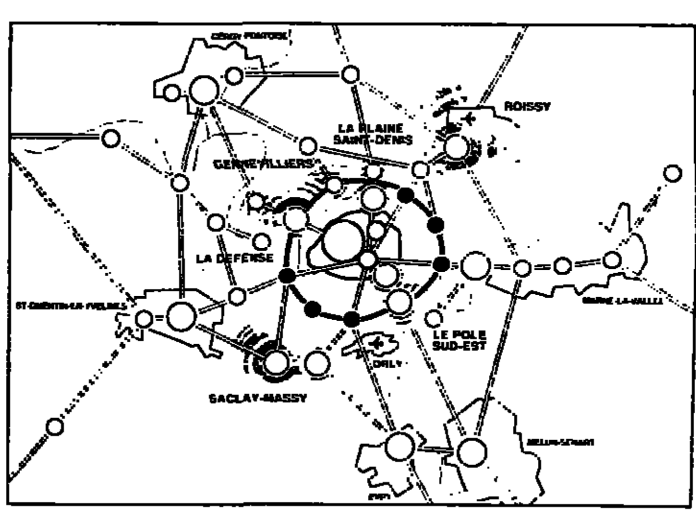
Le premier ministre souhaite que s'engage *« un grand débat »* sur l'avenir de la région parisienne. M. Michel Rocard, qui répondait à l'invitation du préfet de la région, M. Olivier Philip, et du président du conseil régional de l'Ile-de-France, M. Pierre-Charles Krieg (RPR), a présenté mardi 6 février le Livre blanc de l'Ile-de-France (*le Monde* du 1er février).

***« Ce débat, qui devait durer environ trois mois doit être celui de tous les Franciliens »*, a déclaré le premier ministre. Il précédera l'élaboration d'un nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme qui pourrait voir le jour d'ici deux ans. Région ou Etat : qui veillera à son application ? Le débat ne fait que commencer.**

Accompagné de deux de ses ministres, celui de l'équipement et du logement, M. Michel Delebarre, et celui de l'intérieur, M. Pierre Joxe, excusant avec soin l'absence d'un troisième, M. Jacques Chérèque, ministre délégué, chargé de l'aménagement du territoire, M. Michel Rocard tenait à rappeler que le *« grand chantier de l'Ile-de-France »* a été ouvert en juillet dernier à son initiative. Sans doute voulait-il aussi honorer le préfet de région et surtout le conseil régional, majoritairement à droite et principal partenaire du gouvernement dans cette affaire.

Le débat qui va naître sur l'avenir de la « région capitale » n'est pas gagné d'avance. Ce n'est pas le « diagnostic », établi par les experts de l'Etat, de la région et de nourrir d'un « Livre bleu », les choix s'imposeront pour élaborer le nouveau schéma directeur. L'Etat y associera *« la région de manière aussi complète que possible »*, a précisé le chef du gouvernement, insistant : *« Je souhaite que cela se fasse dans le respect de la décentralisation. »*

La décentralisation : elle est au cœur du dossier. M. Pierre-Charles Krieg n'a pas manqué de le rappeler au nom des élus du conseil régional qu'il préside : *« Il serait paradoxal, au seuil de l'Europe unie, que la décentralisation, qui fait la force de nos voisins, régresse en France et, pire, en Ile-de-France. »* Le conseil régional, a-t-il dit, tient à la solidarité *« volontaire »* des collectivités de la région.



Les traits et les points indiquent la rocade ferrée autour de Paris, les cercles concentriques les pôles urbains à développer.

la Ville de Paris (*le Monde* du 1er février) qui sera la pomme de discorde. Le mal-vivre dans la région parisienne, dont les causes et les mécanismes sont minutieusement analysés, est une réalité quotidienne pour un grand nombre des dix millions de Franciliens : ligne A du RER saturée, autoroutes et « voies rapides » congestionnées, immobilier hors de prix au centre de l'agglomération, logements modestes introuvables, communes riches à la fiscalité légère communes pauvres où les impôts pèsent lourd...

La droite défend la décentralisation

Bien que le Livre blanc ne propose pas à proprement parler de solutions, il ouvre des pistes. L'urbanisation de la zone centrale, Paris et petite couronne, serait renforcée. Vingt mille à trente mille logements devraient y être construits chaque année, trois pôles urbains majeurs créés (La Défense-Gennevilliers, Montesson, la Plaine-Saint-Denis, et la Seine-amont) et une grande rocade de transports en commun ferroviaire construite pour relier les banlieues. A la périphérie, deux nouveaux sites seraient urbanisés : Roissy au nord, Saclay-Palaiseau au sud, et les cinq villes nouvelles seraient étendues. Au total, 55 000 à 65 000 logements à construire annuellement et une dizaine d'universités ; dix milliards de francs à consacrer par an aux transports pour faire face aux 25 millions de déplacements quotidiens prévus en 2015.

M. Rocard a pris soin de noter que le Livre Blanc *« ne saurait engager ni le gouvernement ni à son avis, « le conseil régional »*. Lui-même s'abstiendra de toute déclaration sur son contenu alors qu'il est d'accord avec *« beaucoup d'éléments »* et *« en opposition avec un ou deux »*. Mais après trois mois de discussions, que les élus du RPR et de l'UDF au conseil régional ont d'ailleurs l'intention de

Jusqu'à présent, la droite a modéré ses critiques sur le Livre Blanc, mis à part le projet de Livre bleu dont le principal artisan est M. Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine, d'ailleurs absent à la présentation du Livre blanc, comme M. Jacques Chirac, maire de Paris...

M. Krieg a adopté une attitude prudente, M. Jean Tibéri, adjoint au maire de Paris, estime qu'il s'agit *« d'un document technique sans choix politique »*. Il n'est guère que les Verts pour dénoncer la *« mégalomanie qui s'accentue »* au moment *« où la pollution automobile et la densification de l'urbanisme étouffent à petit feu les usagers de Paris »*.

La préparation du schéma directeur demandera près de deux ans. Tout sera donc fait pour qu'il y ait concertation, échanges, incitations aux groupements de communes, aux conventions entre collectivités locales et Etat. Il n'en reste pas moins que des impulsions et des arbitrages seront nécessaires. Le premier ministre ne s'en est pas caché : *« J'espère que l'on saura éviter la forme de blocage qui consiste en l'acceptation des dépenses et le refus des moyens de financement. »* Le schéma directeur *« aura force de loi »*, avait-il déclaré le matin sur Europe 1. Mettra-t-on à sa tête un représentant de l'Etat aux pouvoirs équivalents à ceux qu'avaient M. Paul Delouvrier, père du schéma directeur de 1965 (et présent mardi à la présentation du Livre blanc) ? La question est épineuse. D'autant plus que le nouveau schéma directeur verra le jour fin 1991, début 1992. A quelques mois des prochaines élections régionales...

CHARLES VIAL

★ **Le Livre blanc est en vente au prix de 60 F dans les librairies et à la Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex.**

(Lire page 35 notre rubrique Ile-de-France.)

SOCIÉTÉ

Un projet de loi à l'étude

Le secret bancaire pourrait être levé pour lutter contre le blanchiment de l'argent de la drogue

Le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy, a indiqué qu'il souhaite présenter à la prochaine session parlementaire un projet de loi autorisant la levée du secret bancaire, sous certaines conditions, en matière de lutte contre le blanchiment de l'argent sale (*le Monde* du 3 février).

La lutte contre le trafic de l'argent de la drogue est prioritaire, a déclaré M. Bérégovoy, interrogé mardi 6 février au journal d'Antenne 2. *Dès que les banques ont un soupçon, elles doivent pouvoir en faire part à l'administration fiscale afin de déclencher une enquête,* a précisé le ministre. *Il faut qu'il puisse y avoir coopération étroite entre la banque qui a des doutes et l'administration qui peut enquêter – douane, police ou gendarmerie.* » C'est dans ces conditions que le secret bancaire doit pouvoir être levé, a ajouté M. Bérégovoy.

Le ministre a précisé que les quinze pays occidentaux dont les experts participent aux travaux du Groupe d'action financière internationale (GAFI), depuis septembre 1989, sont d'accord sur une telle mesure. Les négociations semblent toutefois être délicates sur les conditions de la levée du secret bancaire et de l'obligation pour les établissements financiers ou les banques de déclarer les transactions financières suspectes à partir d'un certain seuil.

La France souhaite que le simple déclenchement d'une enquête administrative lève le secret bancaire sur l'ensemble des pays concernés, mais plusieurs Etats participants, notamment le Luxembourg et la Suisse, s'y sont opposés. Un accord assez large serait néanmoins intervenu pour une levée générale du secret en cas d'enquête judiciaire, comme c'est déjà le cas en France.

Un projet de loi sera préparé en France dès que les recommandations du GAFI seront adoptées par les pays qui le composent (ceux du groupe des Sept – Etats-Unis, RFA, Japon, Grande-Bretagne, France, Canada, Italie – ainsi que la Suisse, le Luxembourg, l'Autriche, l'Australie, la Belgique, les Pays-Bas, l'Espagne et la Suède).

Les premières conclusions mises au point par les experts du GAFI sont issues d'un rapport qui sera communiqué aux chefs d'Etat et de gouvernement des pays précités. L'ensemble du rapport sera examiné au début de l'été, lors du prochain sommet des pays riches à Houston (Etats-Unis).

La « coordination » interministérielle

Enfin, M. Bérégovoy a démenti qu'il y ait concurrence dans la lutte contre le blanchiment de l'argent sale entre les services de son ministère et ceux du ministère de l'intérieur. « *La compétence de la police est générale, celle des douanes est spécifique,* précise toutefois le ministre. *C'est notre métier, aux finances, de lutter contre le trafic de l'argent sale.* »

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a lui aussi nié l'existence d'une rivalité entre les deux ministères, dimanche 4 février, lors de l'émission du « Grand Jury RTL-*le Monde* ». Cependant il a souligné que la lutte contre le trafic de drogue et le blanchiment de l'argent n'était pas « *séparable* ». Selon lui, l'action contre les trafiquants de stupéfiants relève « *essentiellement* » de la police, qui mène cette tâche en coordination avec des pays étrangers et aussi avec des fonctionnaires d'autres ministères. La coordination entre les ministères de l'intérieur et des finances reste insuffisante, a reconnu M. Joxe, mais elle progresse.

JUSTICE

Le procès du réseau terroriste à Paris

Vingt ans d'emprisonnement requis contre Fouad Saleh et son « artificier »

Le ministère public a requis vingt ans d'emprisonnement contre Fouad Saleh, mardi 6 février, au tribunal correctionnel de Paris. *« Je vous demande d'être fermes »,* a insisté le substitut Jacques Fourvel, en précisant : *« Ce n'est pas le procès de l'islam. L'islam, c'est autre chose. »*

Hassan Aroua récite des prières muettes, Mohamed Aïssa jette des regards soudain inquiets autour de lui, Abdelhamid Badaoui enfouit son visage dans ses mains et Féthi Bourguiba conserve son masque figé. Fouad Saleh, lui, écoute, attentif. Celui qu'il n'a cessé d'interrompre et d'injurier depuis le début du procès en le traitant de « *fils de porc* » et de « *petit pharaon* » est debout et requiert. Et ses mots, tous ses mots font mal.

Jacques Fourvel, substitut du procureur de la République, s'adresse au tribunal : « *Il n'y a pas, dans ces affaires, de circonstances atténuantes. Je ne peux pas requérir des peines d'emprisonnement avec sursis. Comment pourrais-je vous demander de panacher votre décision et d'ajouter une mention à l'adresse des inculpés : « Ne revenez pas tuer à Paris ? » Ou vous condamnez, ou vous relaxez.* ». Sans surprise, le magistrat ne revient pas sur ce qu'il a annoncé dès le début : « *Je voudrais aujourd'hui qu'on parle du droit des victimes. Moi qui suis un peu leur avocat puisque je représente la société, je vous demande d'être fermes.* »

Durant une heure trente, le substitut n'a donc pas faibli, après avoir souligné qu'au moment de leur arrestation, les membres du réseau de Fouad Saleh stockaient des explosifs liquides dans des caches aménagées dans la forêt de Fontainebleau pour « *préparer des attentats qui auraient été dix fois, cent fois plus terrifiants que les premiers* ». Et Jacques Fourvel cite pour mémoire les 350 kilos d'explosifs saisis à Chypre, les 70 kilos interceptés à Djibouti, les 250 kilos destinés à la France et découverts en Espagne dans des boîtes de conserve il y a quelques mois, dûment expédiés par le Hezbollah, ce « parti de Dieu » libanais dont se réclame Saleh.

« *N'attendez pas de moi des révélations sur leurs commanditaires,* lance le substitut à propos des inculpés. *Il n'y a dans ce dossier aucun élément judiciaire susceptible de mettre en cause l'Iran. Mais il ne faut pourtant pas que l'arbre cache la forêt. Tout le monde sait bien que l'Iran est l'inspirateur du Hezbollah. C'est l'Iran qui lui procure des armes et de l'argent, lui fournit une aide logistique et sociale.* » C'est dire qu'au-delà d'un homme, Fouad Saleh, le tribunal doit juger un réseau terroriste qui fut un pion parmi d'autres dans une stratégie globale décidée à Beyrouth ou à Téhéran.

Là réside la spécificité de ce procès pour « association de malfaiteurs », qui sera suivi d'un procès en cours d'assises. Alors, le représentant du ministère public brasse l'histoire des complices présumés de la vague d'attentats au cours desquels treize personnes ont été tuées et plus de deux cent cinquante blessées en 1985 et 1986 à Paris.

L'intermédiaire du Hezbollah

L'énorme dossier d'instruction, quelque onze mille cotes, lui sert à démêler les liens entre Fouad Saleh et ses acolytes – le réseau maghrebin – et les envoyés « spéciaux libanais » assurant la liaison entre Paris et Beyrouth. Car Jacques Fourvel n'oublie pas le rôle joué par les huit ressortissants libanais jugés par défaut, et notamment Abdelhadi Hamadé, qui aurait donné l'ordre de commettre les attentats, ainsi que Hussein Mazbouh et Haïdar Habib, alias Bassam, les artificiers présumés.

Pour chacun des inculpés présents dans les deux boxes du tribunal, le substitut se montre plus cinglant et incisif. Fouad Saleh, dit-il, « *est celui qui recrute, qui décide, l'intermédiaire privilégié du Hezbollah* » ; sa femme, Karima Ferahi, « *était une militante au courant de tout* » ; Féthi Bourguiba « *était en train de devenir un des chaînons importants de ce réseau* » ; Aïssa « *ment sur les détails et sur le reste* ». « *Il a toujours menti,* ironise-t-il. *Soit il ne sait pas, soit il n'a pas entendu, soit il était en Tunisie, soit il y avait beaucoup de barbus dans son restaurant ! Mais les faits sont têtus. Il a été interpellé alors qu'il transportait des explosifs.* »

A l'heure des réquisitions proprement dites, Jacques Fourvel demande au tribunal une peine de vingt ans d'emprisonnement contre Fouad Saleh et « Bassam », de dix ans contre Mohamed Aïssa, Karima Ferabi, Anouar Jomaa, Hassan El Moussaoui, Atef Alaeddine et tous les autres Libanais jugés par défaut. Contre Hassan Aroua, Omar Agnaou et Féthi Bourguiba, dont les déclarations ont permis à la justice de faire évoluer le dossier, il requiert des peines de huit ans d'emprisonnement.

Reste le cas d'Abdelhamid Badaoui, le repenti. « *Il a provoqué l'arrestation d'Agnaou, c'est vrai,* a indiqué Jacques Fourvel. *Il a aussi permis l'identification de « Bassam » et de Mazbouh. Il faut être pratique si l'on veut qu'à l'avenir d'autres terroristes collaborent ! Le Hezbollah sonne à la porte... Il faut que le statut de repenti lui soit appliqué. Je vous demande cinq ans.* »

Les avocats de Badaoui, Mes Xavier Hutin et Michel Watelet, ne pouvaient qu'approuver. « *Plus la peine sera faible, plus l'exemple que vous donnerez sera fort et parlant* », plaidèrent-ils.

Les plaidoiries devaient continuer mercredi 7 février.

LAURENT GREILSAMER

MÉDECINE

Selon Médecins du monde

La Roumanie est victime d'une épidémie de sida pédiatrique

Le docteur Jacques Lebas, président de l'organisation Médecins du monde, a rendu publiques, mardi 6 février à Paris, les dernières données épidémiologiques concernant la contamination des enfants roumains par le virus du sida (*le Monde* du 3 février). Plus de sept cents enfants sur deux mille cent qui ont déjà été examinés sont contaminés par le virus et, pour Médecins du monde, la situation est inquiétante, à tel point qu'on peut parler d'une véritable *« épidémie de sida pédiatrique »*. L'organisation humanitaire doit acheminer à Bucarest, le 12 février, un million de seringues à usage unique, et l'Organisation mondiale de la santé vient de décider l'envoi en Roumanie d'une mission de spécialistes d'épidémiologie.

Aucun spécialiste ne croyait, jusqu'à ces derniers jours, à l'existence d'une véritable épidémie de sida chez les enfants roumains. « *Au départ*, confie le docteur Jacques Lebas, *j'ai cru que les Roumains refaisaient de la falsification. On peut aujourd'hui véritablement parler de la première épidémie pédiatrique de sida à atteindre une telle ampleur.* »

Selon les derniers chiffres transmis, dans la soirée du mardi 6 février, de Bucarest au siège de Médecins du monde, sur 2 184 prélèvements sanguins effectués sur des enfants placés en orphelinat ou hospitalisés dans différents services de pédiatrie de Bucarest ou de Constanza, on recense actuellement 706 cas de séropisitifs, parmi lesquels cinquante cas de sida avéré et 102 cas de « présida » ou ARC. Une grande partie des cas de séropositivité ont déjà pu être confirmés par la technique quasi infaillible dite du « western blot ». D'autre part, toujours selon Médecins du monde, 138 cas de séropositivité (dont 23 sida et 20 ARC) ont aussi été diagnostiqués en Roumanie chez des adultes.

Et les enfants adoptés

A ces chiffres, il convient d'ajouter le nombre indéterminé de décès dus à la maladie. « *Il ne fait aucun doute que des enfants sont déjà morts et meurent actuellement du sida dans les orphelinats et les hôpitaux roumains,* explique le docteur Lebas. *Pour ma part, j'ai vu, il y a quelques jours, à l'hôpital Victor-Babès de Bucarest des enfants agonisants qui présentaient tous les signes cliniques et biologiques de l'infection.* »

Sans revenir sur les affirmations de Nicola Ceausescu quant à l'absence totale de sida dans son pays, ces révélations soulèvent des questions médicales auxquelles on ne peut aujourd'hui apporter que des éléments parcellaires de réponse. « *En Roumanie, le premier cas de sida a été diagnostiqué en 1985 chez un adulte travaillant sur une ligne de chemin de fer,* explique le docteur Lebas. *Pour le reste, on peut raisonnablement supposer que l'épidémie pédiatrique actuelle est la résultante d'une série de phénomènes, qu'il s'agisse de l'utilisation répétée des mêmes seringues par les infirmières ou du recours systématique à la voie injectable, en intramusculaire, pour l'administration de vitamines ou de gammaglobuline aux enfants. A cela, il faut ajouter la pratique apparemment très fréquente de « microtransfusions sanguines » qui consiste à injecter à des fins « reconstituantes » 15 à 20 millimètres cubes de sang à de nombreux nouveau-nés.* »

La question est posée de la nécessité d'un dépistage de la contamination par virus du sida chez les quatre-vingts enfants roumains adoptés et accueillis depuis quelques semaines dans des familles françaises.

« *La majorité des cas de contamination par le virus concernent des enfants roumains de un à trois ans,* explique le docteur Lebas, *et les enfants adoptés dans des familles françaises, parce qu'ils sont plus âgés, semblent moins exposés au risque. Il est toutefois indispensable, là aussi, d'effectuer au plus vite les tests de dépistage.* »

JEAN-YVES NAU

A Marseille

Greffe bipulmonaire sur une fillette atteinte de mucoviscidose

Une fillette de neuf ans atteinte de mucoviscidose a subi, mardi 6 février, une greffe bipulmonaire à l'hôpital de la Timone à Marseille. Sa sœur, âgée de sept ans et atteinte de la même maladie, était décédée le 25 janvier faute de n'avoir pu subir une telle greffe. Cette intervention nécessite un bloc bipulmonaire provenant d'un enfant cliniquement mort et dont les groupes tissulaires et sanguins sont compatibles avec ceux du receveur.

Les parents des deux enfants avaient multiplié les appels, à la société France-Transplants mais aussi au président de la République et au ministre de la santé, pour qu'un greffon soit trouvé au plus vite.

Soutenant les internes et les chefs de clinique

Les chirurgiens des hôpitaux de Paris déposent un préavis de grève pour le 14 février

Les chirurgiens des hôpitaux de Paris, qui regroupent la totalité des chefs de service et des professeurs agrégés de chirurgie des hôpitaux de Paris, ont décidé, mardi 6 février, lors d'une assemblée générale de « *déposer un préavis de grève des soins d'une durée de vingt-quatre heures pour mercredi 14 février* ». Cette grève, expliquent les chirurgiens dans un communiqué, « *qui sera reconductible dans l'hypothèse où les pouvoirs publics ne répondraient pas aux exigences des internes et des chefs de clinique, ne modifiera pas les activités d'urgence, le suivi et la sécurité des soins, mais supprimera toutes les interventions chirurgicales non programmées et toutes les consultations* ». Les chirurgiens parisiens renouvellent, d'autre part, « *leur soutien sans réserve aux grévistes et à leurs justes revendications : liberté d'installation, liberté d'accès au secteur 2, revalorisation du secteur 1* » et décident « *de manifester massivement aux côtés de leurs collègues dimanche 11 février* ».

Mardi 6 février la grève des soins et des urgences a été suivie à Paris par 70 % des internes et 65 % des chefs de clinique. En province, sauf au CHU de Rouen, les urgences ont été partout assurées. La grève des soins était très vive à Rennes, Tours, Reims et Toulouse. En revanche on notait un essoufflement du mouvement à Caen, Amiens, et Lyon (où 40 % des internes et 36 % des chefs de clinique étaient en grève). Aucun gréviste n'était signalé à Angers et à Nantes, tandis qu'à Marseille était voté le principe d'une nouvelle grève pour les 8 et 9 février.

D'autre part, des généralistes de quatre départements de l'ouest de la France (Sarthe, Maine-et-Loire, Loire-Atlantique et Ille-et-Vilaine), majoritairement affiliés au syndicat MG-France, ont décidé de revaloriser unilatéralement leurs actes médicaux « *de 25 centimes à 15 francs* »

Condamné en 1952 pour crimes de guerre

Un officier allemand est innocenté dix ans après sa mort

La chambre criminelle de la Cour de cassation vient de réviser un procès du tribunal militaire permanent de Metz en annulant un jugement du 28 mai 1952 qui condamnait à mort par contumace un officier allemand, le lieutenant-colonel Kurt Schaefer. Celui-ci avait été jugé coupable de complicité d'assassinats, de pillages et d'incendies volontaires commis en 1944 dans les départements de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle.

Entre le 29 août et le 2 septembre 1944, des militaires allemands du 29e régiment d'infanterie mécanisée s'abritant derrière la notion de « représailles » avaient commis de nombreux crimes sur des populations civiles, notamment en incendiant des habitations occupées. Devant le tribunal militaire permanent de Metz, trois anciens soldats allemands avaient témoigné en indiquant que le lieutenant-colonel Schaefer était à l'époque des faits commandant du régiment tout en donnant une description physique du chef de corps ne correspondant pas à celle de l'accusé.

Condamné à mort par contumace, l'officier avait été poursuivi en Allemagne en application de l'accord franco-allemand du 2 octobre 1971, qui attribuait la compétence aux tribunaux d'outre-Rhin pour la répression de certains crimes. Mais le tribunal de Göttingen avait rendu une décision de non-lieu, et le lieutenant-colonel Schaefer avait saisi le ministre français de la justice d'une requête en révision du jugement de Metz. Après son décès le 31 mai 1979, ses héritiers poursuivirent son action et, le 24 août 1981, la Cour de cassation était saisie par le procureur général de cette juridiction sur ordre exprès du garde des sceaux.

Neuf ans après la Cour, dans un arrêt daté du 29 janvier 1990 rendu public le mardi 6 février, constate que, selon l'enquête menée en Allemagne, Kurt Schaefer avait été détaché de son unité combattante en Italie fin juillet 1944 alors qu'il n'était que commandant pour suivre des cours de perfectionnement à Bergen (Norvège) en vue de sa nomination comme chef de corps.

Il n'avait de ce fait rejoint le vingt-neuvième régiment d'infanterie mécanisée pour en prendre le commandement que le 20 septembre 1944, soit dix-huit jours après les exactions. « *Ces éléments inconnus des premiers juges établissaient l'innocence de Kurt Schaefer* », note la Cour, qui annule l'arrêt de Metz concernant M. Schaefer et « *décharge sa mémoire de cette condamnation* ».

MAURICE PEYROT

EN BREF

□ **Nouvelle grève de la faim des dirigeants d'Action directe.** – Joëlle Aubron, Nathalie Ménigon, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, tous quatre membres d'Action directe et condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, ont engagé lundi 5 février une grève de la faim d'une semaine par solidarité avec « *les prisonniers politiques espagnols* ». Selon leur avocat, Me Bernard Ripert, cette grève de la faim serait, dans l'esprit de ses clients, le moyen de signifier que les revendications de ces prisonniers politiques espagnols, essentiellement des membres des GRAPO (les Groupes révolutionnaires antifascistes du 1er octobre) rejoignent leurs propres revendications « *contre l'isolement, pour le regroupement des prisonniers politiques* ».

□ **L'ex-FLNC dément toute participation aux derniers attentats.** – Dans un communiqué diffusé, mardi 6 février, par le canal habituel, l'ex-FLNC (Front national de libération nationale de la Corse) dément toute participation aux deux attentats qui ont récemment visé les domiciles du premier vice-président (MRG) du conseil général de Haute-Corse, M. Roger Franzoni et du maire (div. d.) de Lumio, également conseiller général, M. Eugène Ceccaldi (*le Monde* du 6 février).

Le Monde

CAMPUS

Les étudiants 90 : des individualistes réalistes

Indépendance, pragmatisme et tolérance. Investissement dans la formation et le diplôme. Rejet des contraintes familiales, politiques et professionnelles... Telles sont les grandes caractéristiques des étudiants de 1990, d'après un sondage réalisé pour « Le Monde Campus » et la MNEF

LES étudiants forment une population massive et changeante. Par leur nombre, ils pèsent de plus en plus lourd dans la société. Mais, du fait de leur constant renouvellement, ils offrent une physionomie mouvante, difficile à fixer. Les images qu'on a d'eux sont des instantanés toujours un peu bougés.

La photographie qui a été prise pour le sondage réalisé par SCP Communication pour *le Monde* et la Mutuelle nationale des étudiants de France doit donc être replacée dans son contexte. Janvier 1990 : le mur de Berlin et le souvenir de la place Tiananmen. L'ouverture à l'Est et le début de la reprise économique. Quinze ans de chômage derrière nous et l'Europe de 1993 devant. L'effondrement du marxisme et l'absentéisme électoral. Le Front national et les Verts. SOS-Racisme et « l'affaire du foulard ». La réélection de François Mitterrand et la crise des partis politiques... Comment toutes ces données viennent-elles s'entrechoquer, pour constituer l'univers mental et intellectuel des étudiants ?

Elevés dans la crise, les étudiants mettent dans la formation et le diplôme la plus grande part de leur énergie et de leurs espoirs. Les trois quarts d'entre eux considèrent le chômage comme une menace, pour eux personnellement. Si cette crainte est évidemment la plus forte chez les étudiants en lettres et en sciences humaines, elle existe aussi, massivement, chez les économistes et les médecins et, de façon non négligeable (pour plus d'un tiers), chez les élèves de grandes écoles.

C'est pourquoi la préparation au métier et l'adaptation aux débouchés professionnels sont considérés comme la mission première des études. Et aussi pourquoi il existe une aspiration généralisée aux études longues. Plus les études sont poussées et spécialisées, plus l'inquiétude face à l'avenir décroît.

C'est bien à l'aune de son efficacité face au marché du travail qu'est jugée la formation supérieure. La mauvaise adaptation aux débouchés est considérée comme son plus grave défaut. Ce réalisme conduit à relativiser le problème – traditionnellement explosif – de la sélection. Si les études sont majoritairement considérées comme un droit pour tous ceux qui en ont la capacité, cette position de principe ne conduit pas à un rejet des filières sélectives. Celles-ci seraient plutôt considérées comme une garantie dans la recherche future d'un emploi.

Cette nécessaire « professionnalisation » ne conduit pas, toutefois, à un utilitarisme forcené, ni à une vision purement « techniciste » des études. La formation de la personnalité et la culture générale sont des dimensions importantes de la formation – ce que confirme la très bonne image des sciences humaines et des disciplines littéraires apparue dans un autre sondage récent (1).

Une vie équilibrée

Ce souci d'équilibre entre formation professionnelle et formation générale recouvre, en fait, une aspiration plus profonde, qui transparaît à la fois dans le déroulement des études et dans la perception de l'avenir. La préparation professionnelle est une nécessité, mais non une fin en soi. Elle donne une assurance sur la vie, qui permet de penser à autre chose. Plus l'étudiant avance dans ses études, plus les préoccupations professionnelles s'estompent, au profit de l'intérêt intellectuel : la confiance face aux débouchés devenant plus grande, il peut se consacrer plus librement à ce qui fait l'intérêt réel des études.

De même, la vision idéale de l'avenir est celle d'un équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle : la première ne doit pas empiéter sur la seconde. Et curieusement, alors que la peur du chômage a l'importance que l'on sait, les étudiants ont beaucoup moins de craintes sur la réussite de leur vie professionnelle que sur celle de leur vie sentimentale.

C'est que la vie d'étudiant est dominée par l'apprentissage de ces deux grandes inconnues : le métier et l'amour. Face à ces deux épreuves, concurrentes et dévoratrices, la vie n'est pas simple... C'est pourquoi on se réfugie avec délices, en attendant, dans le havre de l'amitié, majoritairement considérée comme ce qu'il y a *« de plus important dans la vie »*.

Cette valorisation de l'amitié, dont les racines plongent dans la collectivité adolescente du lycée, est telle que l'absence d'amis est perçue comme nettement plus grave que l'absence de travail, de vie amoureuse ou d'enfants...

Mais l'amitié a une autre vertu : elle permet de concilier la chaleur des relations humaines, qui rompent la solitude, et la liberté individuelle. Alors que la vie amoureuse et la vie professionnelle sont contraignantes, l'amitié préserve l'autonomie personnelle. Or celle-ci est bien la valeur capitale de cette génération qui rejette toutes les formes de contraintes, sociales, professionnelles, familiales ou politiques. Si l'entreprise jouit d'un tel prestige, ce n'est pas par conviction idéologique, mais parce qu'elle apparaît d'abord comme *« une communauté de personnes »*, dans laquelle chacun peut prendre des responsabilités. Si la famille est très appréciée et si l'on souhaite avoir des enfants (2,6 en moyenne...), on ne voudrait pas qu'ils viennent trop tôt (vingt-sept ans et un mois), et plus on progresse dans les études, plus cet âge recule (ce qui annonce que la tendance à la prolongation des études aura des répercussions sur la démographie). Si l'on considère que la politique *« est l'affaire de tous »*, on voit dans le militantisme une perte de libre arbitre et une manifestation d'ambition personnelle plus que d'altruisme. Si la télématique et les nouvelles techniques de communication font partie du paysage, on redoute qu'elles *« empêchent tout véritable contact entre les personnes »*. Le progrès technologique cesse d'être positif s'il nuit aux relations humaines.

On comprend mieux, dans ce contexte, l'importance attachée à la professionnalisation des études. Le métier a, certes, une nécessité économique dans une situation de crise, mais il a aussi une signification psychologique : il donne l'indépendance. Il permet de vivre à sa guise. On est prêt à lui sacrifier beaucoup. Mais sûrement pas tout. On attend de lui l'aisance matérielle et une certaine liberté de mouvement. Il est un moyen et non un absolu.

Le métier est ce qui permet de vivre vraiment. D'être un adulte. Ce passage à l'état adulte se fait progressivement au cours des études – au fur et à mesure que l'avenir professionnel s'éclaircit. Mais c'est avec l'acquisition d'un métier qu'il sera achevé, plutôt que par l'arrivée des enfants ou le mariage.

Rejet de la politique

Cette volonté d'autonomie se traduit de façon particulièrement spectaculaire dans la sphère du politique. Rejet des idéologies et du clivage gauche-droite. Discrédit des hommes politiques... Tout ce qui constitue l'encadrement traditionnel de la pensée et de l'action collectives se trouve remis en cause.

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Lire la suite page 15

(1) Sondage SCP Communication pour *l'Etudiant* et *le Figaro*.



LES ÉTUDES

• Avec laquelle de ces opinions vous sentez-vous le plus d'accord ?

– Les études sont d'abord faites pour permettre de trouver un métier	52
– Le plus important dans les études, c'est la formation de la personnalité	28
– Le plus important, c'est la culture générale	19
– NSP	1

• Avec laquelle de ces opérations vous sentez-vous le plus d'accord ?

– Les études sont un service public. Chacun doit y avoir accès s'il en est capable	65
– Dans les études, c'est comme dans la vie, la sélection est inévitable	33
– NSP	2

L'AVENIR PROFESSIONNEL

• D'après-vous, le métier que vous ferez plus tard

– Sera plus ou moins proche de ce que vous avez étudié	47
– Sera en relation directe avec vos études	42
– A de fortes chances de n'avoir aucun rapport avec vos études	11

• Vous préférez travailler dans

– Une grande entreprise	31
– Une profession libérale	28
– La fonction publique	25
– Une PME	15
– NSP	1

• Qu'est-ce qui est le plus important ?

– Exercer des responsabilités	46
– La sécurité de l'emploi	29
– Gagner beaucoup d'argent	24
– NSP	1

• Pour vous, le chômage c'est

– Une menace réelle	74
– Pour les autres	25
– NSP	1

• Une entreprise c'est avant tout

– Une communauté de personnes	49
– Un lieu de profits	33
– Une organisation où il faut obéir	12
– La garantie de la liberté	4
– NSP	2

Les benjamins et les seniors

La population étudiante est loin d'être homogène. Les idées, les comportements et les sensibilités varient sensiblement selon les types d'études et surtout selon les perspectives qu'elles offrent en matière de débouchés professionnels.

Ce sondage fait apparaître, aux deux extrémités de ce spectre estudiantin, deux catégories aux caractéristiques diamétralement opposées : les élèves de BTS, d'un côté, et ceux des grandes écoles de commerce, de l'autre. Curieusement, alors que le BTS est un diplôme apprécié sur le marché du travail, les élèves qui le préparent sont les plus préoccupés par leur avenir et ceux qui redoutent le plus le chômage. Ils sont parmi ceux qui rejettent le plus la politique et leurs sympathies vont plutôt aux partis de droite : c'est parmi eux qu'on trouve le plus d'adeptes du Front national et de Jean-Marie Le Pen. Se considérant moins que les autres comme des adultes, ils souffrent particulièrement de la solitude.

A l'inverse, les élèves des grandes écoles de commerce sont déjà pratiquement intégrés dans l'univers des adultes. Ayant peu de soucis pour leurs études et leur avenir professionnel, leur principale préoccupation est la réussite de leur vie sentimentale. Plus de la moitié d'entre eux (score qu'ils sont les seuls à atteindre) considèrent que l'amour est aujourd'hui plus important pour eux que l'amitié ou les études. Autre centre d'intérêt : la politique, 67 % d'entre eux s'y intéressent et 7 % se passionnent pour elle. Leurs sympathies se répartissent entre le PS et la droite classique (UDF-RPR), très peu pour les Verts ou le Front national. S'ils sont peu portés sur l'idéologie, ils ont une meilleure opinion que les autres du militantisme. Ils sont les plus nombreux à penser que la politique est *« l'affaire de tous »* et que la société idéale, loin d'être *« une idiotie »*, peut être *« un projet »*. Très favorables à la réunification de l'Allemagne, ils sont aussi les plus nombreux à avoir souhaité assister à la chute du mur de Berlin.

Très individualistes, ils sont pour la sélection et attendent surtout des études qu'elles forment la personnalité. Ils souhaitent travailler dans une grande entreprise pour y exercer des responsabilités, fût-ce au détriment de leur vie de famille.

Ayant parfaitement intégré les valeurs propres à ces établissements, les élèves des grandes écoles de commerce réagissent davantage comme des adultes déjà engagés dans la vie sociale et professionnelle que comme des étudiants. Ils se distinguent en cela des élèves de grandes écoles d'ingénieurs plus proches de la sensibilité de la communauté universitaire.

L'UNIVERSITÉ

• Qu'est-ce qui vous paraît le plus grave dans la situation actuelle ?

– La mauvaise adaptation des études aux débouchés	39
– Les mauvaises conditions matérielles dans les universités	27
– Le nombre important d'échecs en cours d'études	23
– Le nombre de plus en plus grand de filières pratiquant la sélection	10
– NSP	1

• Pour régler un problème à l'université de la façon la plus efficace :

– Vous vous débrouillez par vous-même	65
– Vous soutenez l'action d'un mouvement étudiant	20
– Vous participez à une association	14
– NSP	1

CAMPUS

« Les étudiants 90 » : un sondage réalisé par SCP communication pour

LA FAMILLE

● **Quand vous pensez à votre enfance dans votre famille, vous vous dites :**
- J'aimerais bien que mes enfants vivent la même expérience 60
- Il faudra inventer un nouveau type de relations entre les parents et les enfants 30
- Ça ne me donne pas envie d'avoir des enfants 8
- NSP 2

● **A votre avis, qu'est-ce qui est le plus difficile à réussir ?**
- Sa vie sentimentale 58
- Sa vie professionnelle 39
- NSP 3

● **Dans dix ans, vous partagerez votre temps entre le travail et votre vie de famille :**
- De manière équivalente 71
- Au détriment de la vie de famille 15
- Au détriment de votre travail 12
- NSP 1

● **Vous considérez-vous comme un adulte ?**
- Oui 60
- Non 37
- NSP 3

● **Si vous ne vous considérez pas comme un adulte, quand pensez-vous le devenir ?**
- Quand vous aurez un travail 43
- Quand vous aurez des enfants 28
- Quand vous serez marié 11
- Quand vous obtiendrez vos diplômes 6
- NSP 12

LES AMIS, L'AMOUR

● **Qu'est-ce qui est le plus grave ?**
- Ne pas avoir d'amis 45
- Ne pas avoir de travail 25
- Ne pas avoir de vie amoureuse 17
- Ne pas avoir d'enfants 11
- NSP 2

● **Aujourd'hui, pour vous, quel est le plus important entre**
- L'amitié 35
- Les études 31
- L'amour 31
- NSP 3

● **Vous avez connu vos meilleurs amis**
- A l'école primaire 8
- Au lycée 43
- A l'université 19
- Dans des activités de loisirs 9
- Autrement 19
- NSP 2

● **L'amour est un problème car il faut d'abord penser aux études**
- Tout à fait d'accord 19
- Plutôt d'accord 25
  - TOTAL 44
- Peu d'accord 22
- Pas du tout d'accord 32
  - TOTAL 54
- NSP 2

LES LOISIRS

● **Qu'est-ce qui vous fait le plus plaisir ?**
- Une promenade dans la nature 32
- Faire une bonne bouffe 27
- Ecouter un bon disque 21
- La lecture d'un bon bouquin 19
- NSP 1

● **Pour vous, la télématique et les nouvelles techniques de communication**
- Empêchent tout véritable contact entre les personnes 57
- Développent le contact entre les personnes 42
- NSP 1

Les Verts, le FN et le PC

Y a-t-il encore une activité politique dans les universités ? On peut se poser la question à voir la proportion importante d'étudiants qui affirment que la politique les *« fait rire »* (22 %) ou les *« embête »* (22 %). Et 57 % d'entre eux considèrent que *« les grandes idéologies ne correspondent plus à rien »* et que *« le clivage gauche-droite est dépassé »*.

Toutefois, ce scepticisme ne conduit pas à une dépolitisation complète, puisque 10 % seulement des étudiants refusent de se rattacher à l'un des grands courants du spectre politique. On retrouve, dans la répartition des affinités politiques, les clivages traditionnels de ce milieu : la gauche (PC, PS) recrute plutôt dans les lettres et sciences humaines ; l'UDF, en médecine et dans les grandes écoles de commerce ; le RPR, en droit et dans les grandes écoles d'ingénieurs et de commerce.

Mais il était intéressant de voir quelle était la « base » estudiantine des nouveaux venus dans le paysage politique : les Verts et le Front national. En effet, si ces mouvements n'ont encore qu'une audience relative, ils sont promis, selon les étudiants, à un bel avenir, puisque c'est à eux qu'ils prédisent la plus forte progression électorale.

Les Verts sont surtout implantés en lettres et en médecine, mais ce sont les scientifiques et les élèves des grandes écoles d'ingénieurs qui les voient le plus progresser et qui leur font le plus confiance pour les défendre. Cette alliance de la science et de l'écologie n'est pas sans intérêt... Le Front national est très peu implanté parmi les étudiants, et très rares sont ceux qui lui font confiance pour défendre leur avenir – hormis les BTS et quelques médecins. Ceux qui lui prédisent la plus forte progression sont les juristes... et les étudiants proches du RPR.

Les écologistes proches du PS

Les Verts et le Front national ont en commun le rejet de la politique, mais d'une façon plus radicale chez les seconds. Si les Verts sont les plus nombreux à refuser le clivage gauche-droite, et à se méfier du militantisme, leur sensibilité, sur de nombreux points, est proche de celle des socialistes, alors que le FN est souvent près du RPR (sur le nationalisme ou la sélection, par exemple). Volontiers utopistes, les Verts penseraient plutôt que la société aura changé dans dix ans. Le profil des sympathisants du FN frappe par ses contradictions, qui traduisent une certaine insécurité. Très mécontents des conditions matérielles de travail, ils attachent une grande importance aux études et à la professionnalisation.

Individualistes, ils comptent d'abord sur eux-mêmes pour se tirer d'affaire. Pour l'avenir, ils sont attirés à la fois par l'entreprise et les professions libérales. Ils craignent moins le chômage que les autres, mais recherchent la sécurité de l'emploi. Leur vision de la vie et de l'avenir est plutôt dure et pessimiste. Ils souffrent moins de l'intolérance que de la solitude et de l'égoïsme. Leur sport préféré est le karaté. Ils ont tendance à penser que la société idéale est *« une idiotie »* et que la société n'aura pas changé dans dix ans. La réunification de l'Allemagne leur paraît plutôt dangereuse et ils n'attendent pas grand-chose de la fin du rideau de fer. Français d'abord, ils se sentent fort peu *« européens »* ou *« citoyens du monde »*.

A l'autre extrême de l'échiquier politique, les proches du PC ont avec ceux du FN au moins un point commun : ce sont les seuls à croire encore au clivage gauche-droite. Les sympathisants du PC sont, en fait, les seuls qui conservent intactes les valeurs traditionnelles de la gauche : refus de la sélection ; attrait pour la fonction publique, méfiance à l'égard de l'entreprise, confiance en l'action collective, défense du militantisme. Si les communistes sont les plus sensibles à la menace du chômage, ce sont aussi ceux qui défendent le plus la formation générale et qui sont les plus hostiles à la professionnalisation des études. Pour eux, les maux principaux dont souffre l'Université sont les mauvaises conditions matérielles, l'échec et la sélection, plutôt que sa mauvaise adaptation aux débouchés.

Ayant une vision positive de l'avenir, ils s'attendent à ce que la société ait beaucoup changé dans dix ans. Se définissant comme *« citoyens du monde »* et fort peu *« européens »*, ils n'auraient pas été particulièrement attirés par la chute du mur de Berlin ou par la place Tiananmen. Leurs références favorites sont plutôt liées à la politique française : mai 1968, la place des Invalides en 1986, la Bastille en 1981.

F. G.

LA SOCIÉTÉ

HIER...

● **Où auriez-vous le plus aimé être ?**
- Sur le mur de Berlin, le 10 novembre 1989 35
- A la Sorbonne, en mai 1968 13
- Sur la place Tiananmen à Pékin, le 4 juin 1989 12
- Au concert de Woodstock, en 1970 11
- A la demi-finale France-Allemagne de la Coupe du monde de football, en juin 1982 8
- Au concert à la Concorde de SOS Racisme, le 15 juin 1985 7
- A l'esplanade des Invalides lors du mouvement étudiant, le 4 décembre 1986 6
- A la manifestation pour l'école libre, à Paris, le 24 juin 1984 5
- A la place de la Bastille, le 10 mai 1981 3

... AUJOURD'HUI

● **Qu'est-ce qui est le plus insupportable pour vous ?**
- L'intolérance 38
- La solitude 25
- La pauvreté 19
- L'égoïsme 17
- NSP 1

● **La laïcité, pour vous, c'est :**
- La non-expression des religions à l'université 51
- La tolérance de toutes les religions à l'université 46
- NSP 3

● **Pour vous, l'écologie, c'est plutôt :**
- La défense de la qualité de vie des hommes 46
- La défense de la nature 39
- Une solution pour une croissance économique harmonieuse 13
- NSP 2

... ET DEMAIN

● **Par rapport à aujourd'hui, la société aura-t-elle changé dans dix ans ?**
- Beaucoup 44
- Pas tellement 50
- Pas du tout 5
- NSP 1

● ***La société idéale, c'est :***
- Un rêve 62
- Un projet 19
- Une idiotie 15
- NSP 4

LA POLITIQUE

● **La politique :**
- Ça me fait rire 22
- Ça m'embête 22
  - TOTAL 44
- Ça m'intéresse 47
- Ça me passionne 7
  - TOTAL 54
- NSP 2

● **La politique c'est :**
- L'affaire de tous 74
- Réservé à des professionnels 24
- NSP 2

● **Le clivage gauche/droite, c'est dépassé :**
- Tout à fait d'accord 25
- Plutôt d'accord 32
  - TOTAL 57
- Peu d'accord 21
- Pas du tout d'accord 19
  - TOTAL 40
- NSP 3

● **Les grandes idéologies ne correspondent plus à rien :**
- Tout à fait d'accord 25
- Plutôt d'accord 32
  - TOTAL 57
- Peu d'accord 23
- Pas du tout d'accord 17
  - TOTAL 40
- NSP 3

● **Les hommes politiques tiennent-ils compte de ce que pense la population ?**
- Oui 41
- Non 57
- NSP 2

● **Quel est le parti politique :**

	Dont vous vous sentez le plus proche	Qui connaîtra d'ici l'an 2000 la plus forte progression électorale
PCF	4	2
PS	35	14
Verts	18	45
UDF	12	6
RPR	18	6
FN	3	19
NSP	10	8

ÊTRE MILITANT, C'EST :

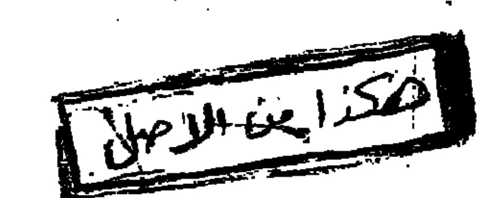
● **perdre son libre-arbitre :**
- Oui 53
- Non 40
- NSP 7

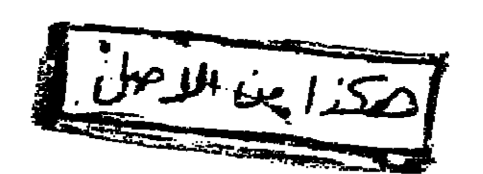
● **Servir un idéal :**
- Oui 70
- Non 24
- NSP 6

● **Satisfaire une ambition personnelle :**
- Oui 57
- Non 38
- NSP 7

● **Rendre service aux gens :**
- Oui 38
- Non 55
- NSP 7

● **Tromper sa solitude :**
- Oui 32
- Non 60
- NSP 8





« Le Monde » Campus et la MNEF

Des individualistes réalistes

Suite de la page 13

Le rejet de la politique touche près de la moitié des étudiants. Mais cette réaction négative vise plus les acteurs (élus ou militants) ou les institutions (partis ou idéologies) que le principe même de la politique. Sans doute aurait-on tort de conclure trop vite de la crise actuelle du système politique à une totale dépolitisation de la jeunesse. L'intérêt pour la vie publique et les évolutions sociales demeure, même s'il se mêle de scepticisme sur les possibilités de changer profondément les choses. L'idée d'une *« société idéale »* ne paraît pas absurde, même s'il s'agit plus d'un rêve que d'un véritable projet et si moins de la moitié des étudiants pensent que la société aura *« beaucoup changé dans dix ans »*.

Une disponibilité pour le changement existe, mais elle ne trouve guère de moyen de se concrétiser dans le cadre politique et institutionnel actuel. Plutôt à gauche, les étudiants se sentent plus proches de la sensibilité sarcastique de Guy Bedos que des héros positifs humanistes (le commandant Cousteau, l'abbé Pierre ou Harlem Désir), managériaux (Tapie), médiatiques (Anne Sinclair) ou publicitaires (Séguéla). Si les étudiants se sentent majoritairement proches du PS, l'avenir ne leur paraît pas appartenir à ce parti, mais massivement aux Verts et accessoirement au Front national – c'est-à-dire aux courants en rupture avec les règles du jeu traditionnel.

Leur sympathie pour les Verts s'explique sans doute par le caractère atypique de ce courant, mais aussi par le fait que, pour les étudiants, l'écologie est bien plus que la défense de la nature et de l'environnement. Elle renvoie à une conception de la vie et des relations humaines qui a indéniablement une dimension sociale et politique et qui rencontre leurs propres aspirations.

Cette forme de politisation unanimiste et non partisane apparaît aussi dans les références spatiales et symboliques auxquelles les étudiants se rattachent spontanément. Lorsqu'on leur demande de se situer dans l'espace, ils se définissent comme *« citoyens du monde »* avant d'être *« français »*, *« européens »*, *« occidentaux »* ou *« citoyens d'une ville ou d'une région »*. De même, invités à choisir parmi une série d'événements récents, ceux auxquels ils auraient aimé participer, ils retiennent ceux qui ont une signification politique « mondialiste » : la chute du mur de Berlin, largement en tête, devant mai 68 et la place Tiananmen. Ni les manifestations à caractère partisan (l'arrivée des socialistes au pouvoir, la manifestation pour l'école libre) ni même les grands rassemblements culturels (les concerts de Woodstock ou de SOS-Racisme à la Concorde) ne constituent des signes assez forts pour servir de mythes fondateurs.

L'impact de la chute du mur de Berlin s'explique sans doute par l'accumulation de symboles qui accompagnent cet événement : la réunion des hommes, artificiellement séparés par le sectarisme idéologique ; l'élargissement de l'Europe (les deux tiers des étudiants sont favorables à la réunification de l'Allemagne, et la RDA est le premier pays qu'ils voient rallier la Communauté) ; la fête de la jeunesse.

Ouverture et tolérance : tels sont bien les maîtres mots d'une génération à la recherche de valeurs universelles, non contraignantes pour les individus et conciliant la justice et le libre arbitre. Une génération réaliste, aussi éloignée du collectivisme que du libéralisme sauvage, cachant ses incertitudes sous l'ironie et son individualisme sous des aspirations unanimistes. Une génération sans agressivité ni grands élans, mais sûrement capable de se mobiliser si se trouve menacé ce à quoi elle tient le plus : le droit pour chacun de vivre sa vie. Ce mélange d'autonomie et de solidarité forme un ingrédient qui, sous ses dehors débonnaires, pourrait, à l'occasion, se révéler détonant. Chacun a droit au bonheur, et donc aux instruments qui le garantissent : une bonne formation, un bon diplôme, un travail intéressant. Que la société ne remplisse pas ses devoirs élémentaires ou qu'elle devienne exagérément coercitive, et la réaction pourrait être vive. Les amis pourraient alors se rassembler pour d'autres bonnes virées qu'une *« promenade à la campagne »* ou une *« bonne bouffe »*... Les deux tiers des étudiants comptent plutôt sur eux-mêmes pour régler leurs problèmes. Mais un tiers font plutôt confiance, pour cela, aux mouvements ou aux associations. L'individualisme ambiant n'exclut pas l'action collective...

FRÉDÉRIC GAUSSEN

L'EUROPE

● **Vous sentez-vous plutôt :**

– Citoyen du monde	31
– Français	27
– Européen	23
– Occidental	10
– Citoyen de votre ville ou de votre région	8
– NSP	1

● **La réunification de l'Allemagne vous paraît-elle**

– Souhaitable	44
– Inévitable	27
– Dangereuse	25
– NSP	4

● **D'ici à l'an 2000, d'après vous, quels sont les pays qui feront partie de la CEE :**

– La RDA	17
– L'Autriche	13
– La Suède	13
– La Norvège	11
– La Hongrie	9
– La Finlande	9
– La Suisse	8
– La Tchécoslovaquie	7

Fiche technique

L'enquête a été effectuée auprès d'un échantillon de 3 020 personnes représentatives par sexe, filière d'étude, cycle dans la filière et académie de la population des étudiants après baccalauréat en France (hors Corse et DOM-TOM). Cet échantillon a été établi par la méthode des quotas d'après les statistiques de la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale. Les interviews ont eu lieu du 13 au 21 décembre 1989 et les 4 et 5 janvier 1990.

Réactions de sondés

Un groupe d'étudiants en lettres, animateurs du journal *Sorbonne nouvelle (s)*, réagit aux portraits-robots du sondage.

Au fond d'un bistrot de la place de la Sorbonne, ils potassent sagement les résultats du sondage. Un vrai TD sauvage pour Anne, Benoît, Thomas, Gilles, Catherine, Emmanuel et les autres, étudiants de premier ou de troisième cycle en histoire ou en lettres et journalistes en herbe, puisque, entre deux heures de cours et trois dissertations, ils réalisent, chaque mois, *Sorbonne nouvelle (s)* petit canard de fac né en décembre 1986 et qui a vaillamment poursuivi sa route depuis.

Ce portrait-robot des étudiants des années 1990 les agace manifestement. Ils ne trouvent pas, ou ne veulent pas retrouver leur propre image dans le miroir que leur tendent chiffres et pourcentages : *« Ce sondage fait apparaître une génération assez banale et conformiste, qui recrache des stéréotypes. Difficile de se reconnaître dans ce paysage neutre et triste. »*

L'avenir, par exemple, ne se résume pas, à leurs yeux, au métier, à l'entreprise ou à l'argent. Pas davantage à un équilibre plus ou moins réussi entre vie professionnelle et univers familial. Vision d'adultes un peu rassis, plaident-ils : *« Dans votre questionnaire, on ne parle jamais du voyage, de l'aventure. Il n'y a pas la part du rêve et l'on nous enferme dans un réalisme qui n'est pas tout, même s'il faut avoir les pieds sur terre. »*

Restent malgré tout quelques points d'accord. La mauvaise adaptation des études aux débouchés ? *« Oui, c'est bien ça le plus grave,* estime Benoît, *on n'en parle pas assez, alors que pour les étudiants de maîtrise de lettres la perspective d'entrer aux PTT n'est pas très grisante. »* L'assimilation du militantisme à un vulgaire moyen de servir une ambition personnelle ?

« Cela résulte simplement de l'observation de notre milieu naturel. Il suffit de voir où ont atterri les leaders du mouvement de décembre 1986 », lâche sans pitié Emmanuel. Le poids de la solitude ? *« Les gens se croisent à la fac. Il n'y a pas d'endroit pour se rencontrer »*, note Amaury, avant d'ajouter : *« On aime bien s'organiser, voir les amis quand on veut, mais sans les laisser mordre sur notre territoire privé . »*

Quant au sentiment ou non d'être « adulte », il suscite, à l'image du sondage, des réactions contrastées. Pour Thomas, le fait que 60 % d'étudiants se sentent adultes prouve bien qu'a disparu la *« connotation péjorative »* de cette notion. *« Il n'y a plus de révolte contre l'institution familiale. Ce n'est plus possible, tellement les familles sont éclatées et pas vraiment en position de donner des leçons aux jeunes... »* Anne au contraire s'étonne qu'autant d'étudiants se prennent déjà au sérieux. *« Je me sentirai adulte le jour où j'aurai mon avenir derrière moi... Sur mon lit de mort »*, conclut-elle en guise de provocation.

GÉRARD COURTOIS

(1) La rédaction des questions avait été établie sur la base d'une première enquête qualitative auprès d'une quarantaine d'étudiants de toutes disciplines.

Les jeunes Européens se rendent visite

Depuis son lancement, en janvier, le programme de la CEE « Jeunesse pour l'Europe » rencontre un vif succès auprès des 15-25 ans.

« DEPUIS *le lancement du programme « Jeunesse pour l'Europe », nous recevons plus de cent appels téléphoniques par semaine et davantage de lettres chaque mois* », confie Marc Genève, chargé de mission pour sa mise en œuvre. Collaborateur de Bernard Lallement, directeur de l'Agence française de ce programme communautaire (1) et de l'Institut national de la jeunesse, il précise que ce succès n'est pas dû à un effort systématique de promotion. Durant le premier semestre de 1989, la tâche principale de l'Agence a été d'informer et d'orienter les individus ou les groupes, qui recherchaient des conseils, un financement ou des partenaires.

Le but de ce programme triennal (1989-1991), adopté par le conseil des ministres des Douze le 16 juin 1988, sous l'impulsion de Jacques Delors, est de favoriser l'adhésion personnelle des jeunes à l'union des peuples de la Communauté. Il s'agit de leur faire prendre conscience de la dimension européenne et de les aider à découvrir des mentalités et des modes de vie différents.

En raison de la structure fédérale de l'Allemagne, l'Agence allemande du programme Jeunesse pour l'Europe a été un peu plus longue à se mettre en place. Mais les demandes de subventions sont maintenant nombreuses. Les jeunes Espagnols et les jeunes Portugais se sont aussi lancés à fond dans le programme.

Sur un budget de 15 millions d'écus pour trois ans, pour l'ensemble des Douze, l'agence française et l'agence allemande ont reçu chacune 1,5 million d'écus, soit 10,5 millions de francs — une somme bien inférieure à la contribution gouvernementale de chacun des deux pays au budget de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (67 millions de francs en 1989).

Les échanges bilatéraux sont normalement du ressort des différents Etats de la CEE. C'est pourquoi, sans les exclure, Jeunesse pour l'Europe donne la préférence aux échanges trilatéraux et multilatéraux. Mais, lorsque peu de choses se font entre deux pays, le programme soutient aussi les activités bilatérales, qui servent de base pour la suite : c'est le cas de projets franco-portugais et franco-grecs.

Le trilatéral constitue la formule la plus fréquente, mais, quand le noyau dur de la rencontre est franco-allemand, le France, la République fédérale et l'OFAJ sont d'accord pour que l'Office franco-allemand la prenne en charge.

Turcs et Maghrébins

A ce jour, 1865 Français ont rencontré 2083 jeunes des autres pays de la Communauté, dans l'Hexagone ou dans leur propre pays. Ces échanges ont été cofinancés par l'Agence française du programme et ses homologues existant dans la CEE. Les jeunes Français ont eu d'abord des rencontres avec les Espagnols (30) et les Anglais (23), puis avec les Irlandais (17) et les Grecs (10). Les sommes affectées par l'Agence française à l'ensemble de ces projets s'élèvent à 2292000 F, soit la majorité de son budget en 1989.

Le programme Jeunesse pour l'Europe est ouvert à tous les citoyens de quinze à vingt-cinq ans, résidant dans les pays de la Communauté européenne. Des Allemands vivant en France, des Français établis outre-Rhin, mais aussi des Portugais, des Maghrébins et des Turcs installés de part et d'autre du Rhin peuvent y participer. Déjà, une association de jeunes Maghrébins a proposé un projet de rencontre avec des Allemands et des Néerlandais.

Allant d'une semaine à quinze jours, les échanges réunissent entre dix et soixante participants. Si 80 % des fonds de l'Agence française servent à favoriser la mobilité des jeunes, une partie des 20 % restant est consacrée à des visites de courte durée, permettant à des animateurs socio-éducatifs de prendre connaissance de la situation des jeunes dans d'autres pays de la CEE. Grâce à ce programme, vingt-quatre membres du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne de Franche-Comté confient *« avoir touché du doigt en quelques jours la richesse de la culture castillane et la nécessité de préserver l'identité de chaque région »*. D'autres ont souhaité la création d'un programme européen d'enseignement technique, destiné aux jeunes ne parvenant pas au niveau du baccalauréat. Ils rejoignent ainsi l'un des objectifs essentiels de Jeunesse pour l'Europe : accueillir des participants de milieux sociaux défavorisés et des handicapés.

Les jeunes de l'Europe de l'Est peuvent être associés à des échanges : à la fin juin, le Parlement européen a affecté une somme supplémentaire de 1 million d'écus au programme, qui permettra aux jeunes de la CEE d'inviter ceux des pays de l'Est ayant des relations diplomatiques avec la Communauté (Pologne, Hongrie, RDA, Bulgarie, Tchécoslovaquie et URSS).

LAURENT LEBLOND

(1) Agence nationale Jeunesse pour l'Europe, Institut national de la jeunesse, rue Paul-Leplat, 78160 Marly-le-Roi. Tél. : 39-58-02-57.

COURRIER

Ne touchons pas au brevet des métiers d'art

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article que vous avez consacré aux filières de formation conduisant aux métiers d'art. Celui-ci met parfaitement en évidence deux points qui sont, en effet, extrêmement importants : le premier est la capacité de ces filières de donner une nouvelle chance à de jeunes rejetés par le cursus scolaire « normal », le second est le caractère insuffisant de l'information dispensée aux jeunes et à leurs familles concernant ces filières et les métiers sur lesquels elles débouchent.

Je regrette, toutefois, que les conclusions de cet article semblent faire état d'une sorte de consensus général en faveur des baccalauréats professionnels.

Certes, ces professions ne souhaitent pas privilégier les « diplômes de fin d'études secondaires des métiers d'art » propres à chaque établissement et dont la valeur respective est extrêmement difficile à apprécier.

En revanche, elles considèrent le brevet des métiers d'art comme le seul diplôme adapté à leurs spécificités et à leurs besoins.

Les BMA ont fait l'objet de longues et précises négociations entre les professions concernées et l'éducation nationale. L'aboutissement de ces discussions est un système original, qui respecte la nécessaire unité des disciplines sur le plan national, d'une part, et les besoins réels des professions sur lesquelles ces filières débouchent, d'autre part.

Les BMA qui ont commencé à fonctionner donnent parfaitement satisfaction. Ce sont des diplômes d'un excellent niveau, qui attestent des capacités variées de la part de leurs titulaires. Ils doivent permettre un renouveau et un nouvel essor de ces professions qui ont de tout temps assuré le prestige de notre pays.

MAURICE GRUSON
Président de la 13e commission professionnelle consultative

LIVRES

Des données bien ordonnées

LA taxonomie est une discipline ancienne qui consiste à faire des classifications de données naturelles, animaux, végétaux, langues, navires, etc. Elle analyse souvent de grandes masses complexes d'informations en les rapprochant et en les comparant. Au départ, on dispose de grands tableaux de données statistiques qui correspondent aux informations brutes issues d'expériences, des questionnaires, de dénombrements, etc.

L'informatique a beaucoup apporté à cette discipline ancienne sous la forme de l'analyse des données et de la classification automatique. En effet, elle a rendu possibles des calculs répétitifs sur de grandes masses de données, fastidieux à faire à la main. Jean-Paul Benzecri a été un précurseur du domaine, et le créateur des *Cahiers de l'analyse des données-CAD* (1). De nombreux progiciels d'analyse des données sont actuellement disponibles sur de gros ordinateurs, mais aussi sur des micro-ordinateurs. Dans l'analyse des données, *l'analyse factorielle* occupe une place primordiale. Cette place tient à une représentation géométrique des données, qui transforme des proximités statistiques en proximités spatiales : sur les graphiques d'analyse factorielle, on voit avec les yeux (et grâce à l'analyse assez mystérieuse que notre cerveau fait d'une image), des regroupements, des oppositions, des tendances. Il est impossible de les discerner directement sur un grand tableau de nombres, dont les lignes correspondent aux différents individus et dont les colonnes sont les variables (taille, nombre de pattes, nombre de pétales...).

En fait, il y a plusieurs méthodes d'analyse factorielle :

L'analyse en composantes principales (ACP) traite les tableaux que l'on vient d'évoquer, dont les variables sont numériques ; elle permet de reconnaître les individus qui se ressemblent, ceux qui s'opposent, de dégager des variables synthétiques significatives ;

L'analyse factorielle des correspondances (AFC) s'applique aux tableaux de fréquences (lignes et colonnes correspondent à des variables, et les cases du tableau contiennent les nombres d'individus qui possèdent les deux caractéristiques variables) ;

L'analyse en composantes multiples (ACM) permet d'analyser des tableaux de variables qualitatives non numériques : couleurs, formes, réponses à un questionnaire à choix multiples dans une enquête statistique.

On trouvera une présentation synthétique et illustrée de ces méthodes d'analyse factorielle dans l'ouvrage de B. Escofier et J. Pagès (2). Des exemples de dépouillement d'enquête statistique, de typologie de vins, de bilan formation-emploi, illustrent les notions introduites.

La classification automatique dérive de l'analyse des données. Elle consiste à classer des individus en genres, classes, familles, catégories, ensembles, sous-ensembles, selon leurs analogies ou leurs dissemblances. Le livre de G. Celleux *et al.* (3) illustre les méthodes de classification automatique à partir du logiciel SICLA (Système interactif de classification automatique) de l'Institut national de recherche en informatique et automatique (INRIA).

Débordant largement de son champ traditionnel (économie, linguistique, écologie), l'analyse des données est maintenant appliquée dans tous les domaines où l'on accumule d'importants fichiers de données (marketing, assurance, banque, politique électorale). Il n'est plus d'analyse politique de votes, de segmentation sociologique de marché, qui ne lui fasse maintenant appel.

VLADIMIR MERCOUROFF

(1) CAD. – *Les Cahiers de l'analyse des données*. Dunod.

(2) Brigitte Escofier, Jérôme Pagès, *Analyses factorielles simples et multiples, objectifs, méthodes et interprétation*. Dunod, 242 p.

(3) Gilles Celleux, Edwin Diday, Gérard Govært, Yves Lechevallier, Henri Ralambondrainy, *Classification automatique des données. Environnement statistique et informatique*. Collection « Dunod Informatique ». Dunod, 286 p.

Les stages de la semaine

GESTION

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : 6 000 F/mois. VSNE en Italie. Mission : contrôle de gestion en Italie, stage transformé en VSNE au terme de la convention. 11 587.

Lieu : Claye-Souilly. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, IUT, BTS. Mission : gestion de la qualité. 11 581.

Lieu : Claye-Souilly. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 gestion ou BTS, BE-CPI. Mission : bureau des études. 11 578.

Lieu : Villejuif. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 4 000 F à 4 500 F/brut. Profil : bac + 3, langage utilisé : DBASE III et Nantucket. Mission : développer des applications dans le domaine gestion, formation, gestion des propects. 11 599.

Lieu : St-Ouen-l'Aumône. Date : immédiat. Durée : à définir. Ind. : à déterminer. Profil : bac gestion G 2. Mission : gestion comptable : fournisseurs, rapprochement avec embauche éventuelle. 12 578.

Lieu : Noisiel. Date : février. Durée : 1 mois. Ind. : 4 000 F. Profil : bac + 4. Mission : aide à la mise en place d'une nouvelle procédure de traitement des dossiers. Rédaction de nouveaux documents. 13 559.

Lieu : Courbevoie. Date : avril-juin. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F/brut. Profil : bac + 3. Mission : contrôle de gestion. Diverses missions. Une approche Audit. 11 598.

MARKETING

Lieu : Paris. Date : 26 février. Durée : 4 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 2, BTS gestion. Mission : suivi d'une opération commerciale de stimulation dans le domaine financier. 14 663.

Lieu : Reuil-Malmaison. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : prestations infos. Marketing téléphonique. 14 653.

Lieu : Saint-Mandé. Date : immédiat. Durée : de 1 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac+3. Mission : marketing direct à partir d'un fichier existant et développer un portefeuille clientèle. 14 645.

Lieu : St-Etienne, Grenoble. Date : février. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac+4. Mission : procéder à l'élaboration diffusion traitement enquête sur 3 départements. 14 662.

Lieu : Le Plessis-Robinson. Date : février. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois+repas. Profil : bac+4. Mission : étude marketing téléphonique. Etudes de traitements statistiques. 14 661.

COMMERCE-VENTE

Lieu : Paris et RP. Date : immédiat. Durée : 1 mois et plus. Ind. : % sur les ventes. Profil : tous niveaux sont acceptés. Goût de la vente. Mission : vente de produits culturels. 15 598.

Lieu : Bourg-la-Reine. Date : février. Durée : indifférent. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. Mission : études de marchés des techniques existantes en matériel TP + bâtiment. Assistance commerciale et clientèle. 15 628.

Lieu : RP et Nanterre. Date : immédiat. Durée : 1 an. Ind. : 7 000 F/mois. Profil : bac. Mission : commerciaux. Service informatique. 15 627.

INFORMATIQUE

Lieu : Aulnay-sous-Bois. Date : immédiat. Durée : 5 à 6 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac +3. Mission : analyser et migrer des applications existantes sur un langage de 4e génération environnement, TSO. 17 677.

Lieu : région parisienne. Date : immédiat. Durée : 2 mois + embauche. Ind. : 6 000 F à 7 000 F/mois. Profil : bac+5 ingénieur. Mission : moniteur télétraitement. Gros système. CICS. 17 689.

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 5 000 F/mois avec embauche éventuelle. Profil : bac + 3. Mission : formation assurée par l'entreprise sur VAX Digital. Développement de logiciels de gestion. 17 666.

Lieu : Cergy-Pontoise. Date : à partir de février. Durée : 2 mois. Ind. : 4 000 F/mois selon résultats. Profil : bac + 4. Mission : études d'opportunité de mise en œuvre de nouvelles applications en technologie. 17 607.

COMMUNICATION

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 15 jours. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : jeune femme pour démonstration sur salon. 18 642.

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 3. Mission : établir un fichier des grandes réunions des grandes entreprises françaises et adjonction de productions éventuellement associées. 18 632.

Lieu : Paris. Date : mars. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : études d'images, audit interne, démarche. 18 651.

Lieu : Boulogne. Date : Immédiat. Durée : illimitée. Ind. : 5 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : assistant marketing, passionné de communication. 18 650.

PHYSIQUE

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 ou 4 anglais indispensable + allemand souhaité. Mission : enquête sur l'utilisation des combustibles solides dans les petites installations pour évaluer leur teneur en souffre auprès des 12 pays de la CEE. 22 534.

ARCHITECTURE

Lieu : Paris Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : architecture d'intérieur. 22 532.

ELECTRONIQUE

Lieu : Claye-Souilly. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : labo essais. Ingénieur mécanicien. 20 602.

Lieu : Claye-Souilly. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : études avancées sur électronique. 20 601.

Lieu : Rambouillet. Date : immédiat. Durée : 3 à 5 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. Mission : établissement d'un modèle par l'équipe pour calculer l'évaluation de température à l'intérieur d'un autoradio en fonction de divers paramètres. 20 629.

AUTRE

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : vestiaire pendant manifestations journées ou soirées en job. 25 669.

Lieu : Paris. Date : février. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : secrétariat artistique pour musiciens. Musique contemporaine. Jazz. 25 668.

Lieu : Neuilly. Date : février. Durée : 5 mois. Ind. : 38 F/heure + 10 % congés payés. Profil : bac. Mission : coursier. Quelques heures par semaines. 25 667.

Lieu : Paris. Date : février. Durée : 1 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : étude d'un fichier de 800 actions de formation. Analyse de synthèse des résultats. 25 666.

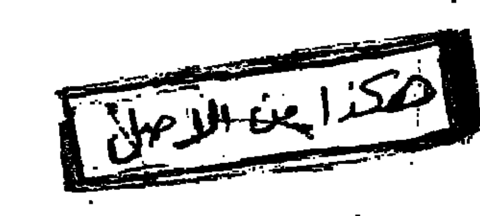
Lieu : Chalon/Saône. Date : immédiat. Durée : 3 à 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. Mission : programme d'aide à la conception d'optiques. 25 665.

Lieu : Saint-Maur. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : faire du dessin sur calque. 25 663.

Lieu : Paris, Atlantique, Normandie. Date : avril. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : accueil client contrôle produit. 25 664.

Lieu : Paris. Date : indifférent. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : tous niveaux. Mission : mise en place d'un réseau de revendeurs. Etudes de marché sur l'Europe. Travail d'équipe. 25 553.

Et de nombreux autres stages sur minitel 3615 JOBSTAGE ou au 47-35-43-43



هكذا من الأصل

CULTURE

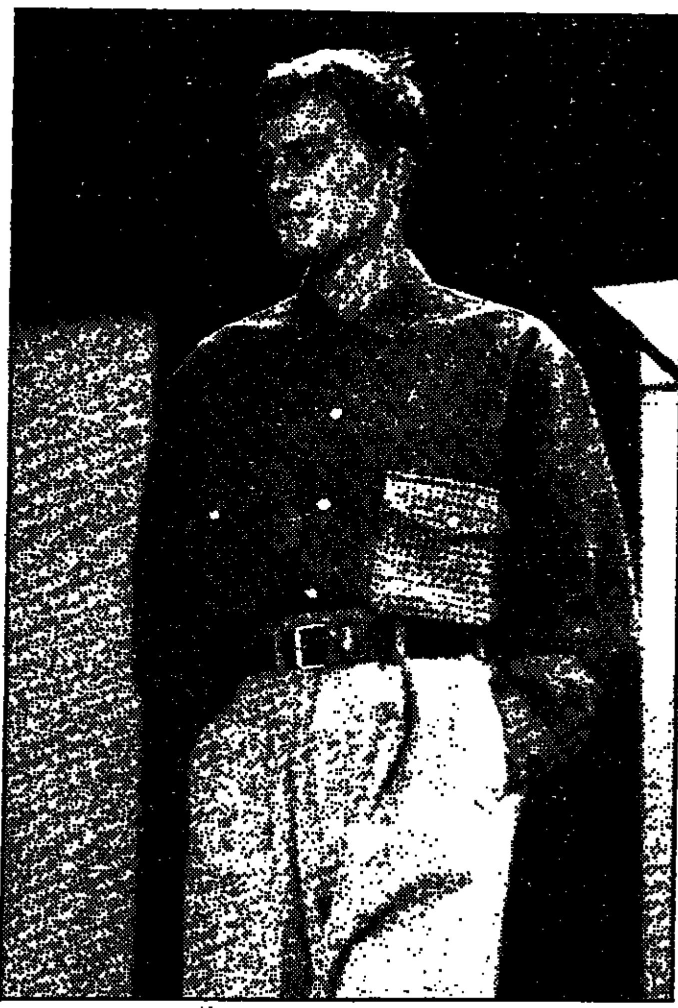
MODE

Bourlingueurs des villes

A l'occasion du Salon international de l'habillement masculin qui s'est tenu à la porte de Versailles du 3 au 6 février, trente et un couturiers et créateurs ont présenté leurs collections de l'hiver 1990-1991

Arrivé à Londres il y a dix-huit mois et lancé par Jean-Paul Gaultier la saison dernière, le sweat-shirt à capuche déferle sur Paris. Sa présence sous une veste ou un blouson confirme la tendance : la tempête souffle également sur la mode. Le public des défilés masculins donne la mesure des dégâts : rien n'est plus démodé que de s'habiller avec des marques, et ceux qui hier portaient avec une certaine raideur costume noir « japonisant » et chemise blanche boutonnée jusqu'en haut affectent aujourd'hui la « négligence » (coupe-vent de rappeur, casquette dévissée, Adidas pas lacées).

Pantalon « camouflage » entortillé dans un paréo teint à la main en Inde, Claude Sabbah vit entre la Côte d'Azur, Detroit et New-Delhi. Directeur artistique d'une reine de la house music, il se dit « world », c'est le personnage le plus photographié des défilés. *« Les gens de la mode ont imposé une dynastie sans hommes ! »* La mode, bien sûr, s'empresse de récupérer le courant. L'homme idéal, tel qu'il est apparu pendant jours, ce n'est ni le yuppie (que personne n'ose plus montrer), ni le cow-boy urbain roulant en 4 x 4 à Neuilly, mais plutôt le bourlingueur des villes, trimbalant les références de l'époque empruntées aux rues de l'Est ou au cinéma des copains, les Eric Rochant, Spike Lee, Jim Jarmusch.



FRANÇOIS RIHINARDT

Une veste « multipanneaux » de Yohji Yamamoto.

Chaque jour ressemble à un dimanche matin. Il y a ceux qui courent, parfaitement à l'aise, en blouson et pantalon de gabardine resserré aux chevilles (Issey Miyaké). D'un rien luxueux, le styliste japonais fait un smocking. Il y a ceux qui flânent : Rei Kawakubo (Comme des garçons) propose des pantalons de molleton façon jogging (mais quel gris !) avec des vestes aux pastels étudiés, des chemises zippées : le tee-shirt blanc imite le « tricot de corps » de papa, les détails « créateur » (énormes revers, cols en cuir verni noir, bandes de velours sur les poignets) se fondent dans une nonchalance virile...

Tom Novembre défilait, en même temps que John Cage. Il y avait treize autres artistes, mais personne, faute de les reconnaître, ne les applaudissait, car ils ressemblaient à tout le monde, mais oui, quel chic, « à tout le monde ». Yohji Yamamoto s'amuse encore plus : un sens de l'asymétrie (japonais ?) et du confort (américain ?), un zeste d'excentricité, le voilà qui coupe des vestes à multi-panneaux irréguliers (pied-de-poule, flanelle, tweed), insolemment classiques.

S'il continue de s'habiller en noir, Yohji Yamamoto prouve qu'il n'a plus le trac : parmi ses projets, un concert de guitare qu'il donnera le 25 avril au Yubin Chokin Hall de Tokyo devant deux mille personnes, un disque, et même de l'« audio patchwork », puisqu'il est sur le point de signer un contrat avec une firme japonaise pour dessiner des chaînes stéréo...

Autre événement de la saison : Romeo Gigli, qui recevait dans son nouvel hôtel particulier-boutique du Marais, afin de montrer une anti-collection parfumée de souvenirs « ethniques » : chemises, cravates à imprimés « ikat », gilets coupés dans des tapis marocains, et « couleurs du monde », palette d'épices déclinées sur des vêtements à la simplicité déroutante. Les garçons servaient le couscous, le vin rouge colorait les cruches en verre.

Quand les signes extérieurs de la mode disparaissent, ils sont forcément remplacés par d'autres : voir le néo-misérabilisme de Dirk Bikkembergs, avec un défilé dans la cour des départs (gare du Nord).

En guise de podium, des bureaux en métal gris, placés en zigzag sous des lumières blafardes. Durant la première partie, on ne vit que des petits impers façon Blizzard des années 60 et des complets élimés : on avait noté pour rien, en fait, tout venait des Puces de Clignancourt. A part cela, les vêtements produits par l'Italien Gibo (le fabricant de Gaultier, de Sybilla etc.) révèlent, effets de lacets par-là, mélanges de matières par-ci, de grandes ressources techniques. Comme dit Romeo Gigli : *« En mode, les femmes, ce sont des rêves, les hommes ce sont des vestes, des chemises, des pantalons. »* Dans le « Nouvel espace » du Salon consacré aux jeunes créateurs (93 exposants de 10 pays), les solutions les plus modernes aux froids qui s'annoncent ont été données par les Belges Walter Van Beirendonck et surtout Dries Van Noten, un Anversois de trente et un an déjà courtisé par les acheteurs (60 points de vente dans le monde). Ses vêtements s'offrent comme de véritables maisons en tissu, des abris où il fait bon se lover.

Cette nouvelle aisance n'épargne pas les classiques, de Balmain à Hermès. Les touchers « nouveaux riches » perdent la cote au profit des matières plus rustiques (velours côtelé, laine « bouillie », shetlands lavés, drap...). L'homme Lanvin dîne, donne des rendez-vous de chasse en Sologne, veste souple trois boutons en cachemire « pied-de-coq maïs » et pantalon de flanelle chinée « caramel ». Sur l'air de *I'm in heaven*, les exécutifs de Bernard Sanz (Saint Laurent-Rive gauche) adoptent des chemises en coton Liberty ou en soie vive. La parka joue la peau de bête (imprimé panthère).

Malgré un budget annuel « habillement » toujours inférieur à celui des femmes (1 850 francs contre 2 750 francs, selon le Centre textile de conjoncture économique), les hommes expriment timidement leurs envies de fantaisie et de « coordonnés » : si les costumes stagnent (3 millions vendus en 1989), les vestes et les blazers progressent de 14,7 % avec 4,1 millions de pièces.

LAURENCE BENAIM

Joli voyou

Linge qui pend sur une corde, orgue de barbarie, mais les caleçons et tricots de corps portent chacun une lettre. Ensemble, ils écrivent « Gaultier ». Loin du néoréalisme, du réalisme poétique, loin de n'importe quel réalisme, le spectacle commence, tout en artifice, c'est le défilé de la collection homme, sous le signe des Pieds Nickelés.

Roulant des mécaniques, mâchouillant un cure-dents (le chewing-gum n'existait pas), barbe de trois jours, une dent passée au noir, déambulent des costauds moulés dans des jacquards étriqués, épaules larges, impeccables pantalons-tube qui dessinent la jambe et laissent deviner les mouvements des muscles en marche. C'est beau.

Fantaisie : pâles rouquins en collants, brandebourgs en grillage sur un torse nu, galons géants pour officiers d'opérette, gilets à fleurs, blousons de paillettes, et des ensembles fluides, noir éclaboussé de blanc comme si des écoliers en blouse s'étaient mis à maçonner et que le plâtre avait giclé. Et puis il y a des costumes sable, bleu glacier, classiques dans le sens de perfection. Mais ce qui prévaut, c'est le look sexy-gapette, une séduction à la Gabin qui est dans l'air — on le voit bien aux souvenirs remués par la rétrospective de notre célèbre prolo. On peut y aller en sortant de chez Gaultier, on n'est pas dépaysé.

Il ne s'agit pas tant des vêtements que d'une certaine façon de sourire, de chalouper. Tout un charme qui adhère intimement à la naïveté hyper-sophistiquée de Gaultier. Il ne colle plus du kitsch sur Yvette Horner, il se laisse aller à l'envoûtement de l'accordéon, il a bien raison.

Ces vêtements pour traînailler au coin du zinc ont, chez beaucoup, remplacé l'uniforme golden boy et ses bretelles. Mais Thierry Mügler — il a donné son défilé dans une salle du Palais de Tokyo, repeinte dans le même bleu pâle que ses invitations — demeure fidèle à son chic un peu froid. Il lance quelques couples, les femmes marchent au même rythme sportif que les hommes, une fille très jeune à la nuque fine joue à fond l'ambiguïté hermaphrodite.

Thierry Mügler, lui aussi, habille des costauds aux cuisses musclées. Et sous leur veste à petits boutons, ils portent des bodys de cuir sans manche. Les éclairages les dessinent nets, sans ombre, ils ressemblent à Max Headroom, le présentateur télé en images de synthèse. De même, le passage final d'Elvira en décolleté impressionnant, haute perruque plus que noire, robe démente encore plus noire, mise en valeur par l'escorte de quatre athlètes en stricts costumes fluo. Vive l'humour.

COLETTE GODARD

□ **Nouveau directeur à la Maison de la culture du Havre.** — Le conseil d'administration de la Maison de la culture du Havre, réuni le 5 février, a élu le nouveau directeur, M. Alain Milianti. Il succède ainsi à MM. Jean-Claude Larquier et Raul Ruiz. M. Alain Milianti a travaillé pendant onze ans avec Gildas Bourdet au centre dramatique du Nord. Il pense axer la politique de la maison sur le théâtre et la danse. Il devra sans doute opérer des licenciements, ce que le président de la Maison de la culture a finalement accepté.

COMMUNICATION

Développement du partenariat et baisse des tarifs

Un coup d'accélérateur pour la télévision par câble

Accélérer l'expansion des réseaux câblés en augmentant l'offre de programmes, en faisant baisser les prix d'abonnement, et en soudant mieux les intérêts de France Télécom et des opérateurs : telles sont les grandes lignes de la communication, que devaient faire au conseil des ministres du 7 février Mme Catherine Tasca, ministre délégué à la communication et M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace.

Malgré une récente amélioration des rythmes d'abonnement aux quelque 90 réseaux déjà ouverts, la situation du câble en France reste en effet difficile : seuls 250 000 foyers ont choisi de s'abonner, sur les 2 millions qui seraient, techniquement, en mesure de le faire. Les pouvoirs publics souhaitent donc négocier avec les acteurs économiques concernés des mesures incitatives.

Premier axe : mieux souder les partenaires du câble. La dichotomie instaurée par le plan câble entre un opérateur technique (France Télécom) et des exploitants est en effet reconnue comme un frein au développement. France Télécom va donc proposer de rentrer dans le capital des sociétés d'exploitation, à une hauteur variant selon les cas de 5 % à 35 %.

Des négociations sont en cours, soit localement (à Marseille ou à Rennes, par exemple, avec Communication Développement du groupe Caisse des dépôts), soit dans un cadre plus général (avec Lyonnaise Communication, filiale spécialisée de la Lyonnaise des eaux). En mettant ainsi tout le monde dans la même barque, ces accords capitalistiques devraient assouplir les procédures techniques. Ainsi, les opérateurs commerciaux pourraient effectuer eux-mêmes les branchements d'abonnés.

Deuxième axe : faire baisser les tarifs et développer l'offre. L'objectif est d'aboutir à des tarifs d'abonnement inférieurs à 100 francs mensuels, voire beaucoup moins, dans les logements collectifs. France Télécom est donc prête à négocier une baisse de la redevance mensuelle que lui versent les opérateurs, à condition que ceux-ci diminuent leurs tarifs et s'engagent à augmenter le nombre de chaînes sur leurs réseaux.

Troisième axe : favoriser la pénétration dans l'habitat collectif, grâce à un « service antenne » de six à neuf chaînes, offert pour 20 à 50 francs par mois, et le plus souvent possible intégré dans les charges locatives des organismes HLM. Ce « service antenne » bénéficiera d'un dégrèvement du fonds de soutien aux programmes, de mesures fiscales et même de subventions auprès des organismes de gestion des grands ensembles. Une fois ce premier niveau de raccordement atteint, il devient en effet plus facile de proposer en option individuelle des chaînes supplémentaires.

Quatrième axe : promouvoir les nouvelles normes de télévision D2 MAC-Eurocrypt (*le Monde* du 3 février) pour les services payants.

En choisissant l'incitation, la négociation et le partenariat, plutôt que la réglementation ou la loi, le gouvernement cherche à créer les conditions d'un développement cohérent. En Allemagne fédérale, où la Bundespost (l'équivalent de France Télécom) réalise seule le câblage, plus de six millions de foyers sont abonnés, alors que les deux pays ont démarré en même temps leurs programmes. Il est vrai qu'en RFA l'offre de chaînes nouvelles a été canalisée vers le câble, à l'inverse de la France. Une différence qui explique sans doute les réticences de l'administration française à l'octroi de nouvelles fréquences hertziennes (*le Monde* du 7 février).

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Un éclectisme au service de trois millions d'abonnés

Les deux mille films de Canal Plus

Pour garder ses abonnés face à la concurrence des autres chaînes, Canal Plus a misé sur la diversité de ses choix de films. Une stratégie de programmation appuyée sur un marketing permanent.

Moins de six ans après son lancement, Canal Plus atteint son objectif de 3 millions d'abonnés (si l'on ajoute aux foyers les prises collectives des hôtels). L'analyse de cette croissance spectaculaire se résume en quelques mots : chaque jour la chaîne payante attire de nouveaux clients (528 000 l'an dernier) tandis que la proportion des téléspectateurs mécontents résiliant leur abonnement ne dépasse pas 7 %. Un taux de désabonnement qu'envieraient bien des publications et qui reste largement inférieur à ceux des réseaux payants américains.

Canal Plus obéit scrupuleusement à la règle d'or de la télévision payante : offrir chaque mois à chaque abonné des raisons suffisantes pour continuer à verser 150 francs malgré la concurrence de cinq chaînes gratuites. Satisfaire ainsi les attentes d'un public *a priori* rassasié suppose une certain virtuosité de la programmation.

Lors de son lancement, en 1984, Canal Plus disposait d'un atout maître : la diffusion de 360 films récents par an. Mais depuis, l'offre de cinéma sur toutes les chaînes a pratiquement doublé. Pour contre-attaquer, la chaîne payante joue la diversité : elle programme aussi bien *la Lectrice*, de Michel Deville, *Sauve qui peut la vie* de Jean-Luc Godard que *Le Père Noël est une ordure* ou *Emmanuelle*.

Cet éclectisme est pratiquement obligatoire en ce qui concerne les films français puisque Canal Plus doit, pour respecter son cahier des charges, acheter la quasi-totalité de la production nationale. Mais il régit aussi la programmation des films étrangers, domaine où la liberté de choix est beaucoup plus grande. On retrouve à l'antenne aussi bien *Rambo* et *Karaté Kid* que *le Sacrifice* d'Andrei Tarkovski ou *Fitzcarraldo* de Werner Herzog.

« Pas de genres mineurs »

« Il n'y a pas de genres mineurs, aime à répéter Albert Mathieu, grand maître de la programmation de la chaîne. *Les amateurs de kung-fu sont aussi respectables que les fans d'Ingmar Bergman. Nos abonnés savent que tous les cinémas sont représentés sur Canal Plus, alors que la programmation des autres chaînes tend à se spécialiser sur les films policiers ou d'aventures. »*

Le palmarès est éloquent. Sur les deux mille films déjà diffusés par la chaîne payante, une bonne trentaine n'ont jamais trouvé grâce aux yeux des responsables des cinq autres télévisions. Et non des moindres puisqu'on trouve dans la liste des œuvres de Woody Allen, John Huston, Marco Ferreri, Akira Kurosawa, Stephen Frears ou Léo Carax. Certes, *Manon des sources* fait toujours plus d'audience que *Ma nuit chez Maud* mais les responsables de Canal Plus attachent autant d'importance à la satisfaction des abonnés qu'à l'audience. Or, à cette échelle de satisfaction (graduée de 1 à 6), le film d'Eric Rohmer (6) bat celui de Claude Berri (5,6).

« Si la grille de Canal Plus répond aux attentes de tous les publics, affirme Albert Mathieu, *elle permet parfois, grâce à la multi-diffusion, de décloisonner les goûts des téléspectateurs. Programmé un dimanche soir,* le Ventre de l'architecte *n'attire sans doute que les admirateurs de Peter Greenaway. Rediffusé le lundi à 13 h 30, ce film trouve un autre public et fait un score supérieur. »* Ce type de rencontre ne doit pas seulement au hasard. Chaque film — mais surtout les plus « difficiles » — fait l'objet d'un vrai « marketing ». Le service des études de la chaîne teste la notoriété du titre auprès d'un échantillon d'abonnés.

En fonction des résultats, Canal Plus organise, plusieurs semaines à l'avance, la promotion du film dans le magazine envoyé à tous les abonnés et par des bandes-annonces. *« Si on n'essaie pas de vendre le film pour ce qu'il n'est pas,* assure Albert Mathieu, *le téléspectateur, sensibilisé par notre effort de promotion, aura le plaisir de faire une découverte. Un plaisir dont il saura gré à Canal Plus.*

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le vingtième anniversaire du CPJ

M. Rocard veut encourager le pluralisme de la presse

« Le pluralisme, aussi indispensable à l'information que le pluralisme des partis à la démocratie, est aussi la condition de la liberté des journalistes en tant qu'individus », a déclaré M. Michel Rocard, premier ministre, en ouvrant, le 6 février, le colloque Liberté et responsabilité des journalistes, organisé par le Centre de perfectionnement des journalistes (CPJ) pour le vingtième anniversaire de cet organisme de formation (*le Monde* du 7 février).

En rappelant le rôle joué récemment par les médias à l'Est et en Afrique du Sud, M. Rocard a souligné que *« la liberté de la presse s'apprécie à travers son indépendance vis-à-vis du pouvoir en place »*.

« La télévision, a-t-il ajouté, *n'aura pas échappé à cette règle ; aujourd'hui, la pratique instituée d'en confier la surveillance à un organe indépendant n'autorise plus que des procès d'intention, au demeurant de moins en moins fréquents. »*

En évoquant le marché concurrentiel dans lequel évolue la presse *« qui n'est pas un produit comme les autres »*, le premier ministre a indiqué qu'il appartenait *« à l'Etat d'instaurer des règles du jeu pour créer un environnement mieux adapté aux contraintes spécifiques de la presse et améliorer l'égalité des chances entre les journaux »*.

Mettant l'accent sur l'Europe de 1993 et *« l'articulation entre l'harmonisation européenne et les systèmes d'aide nationaux »* à la presse, M. Rocard a insisté sur la nécessité d'*« encourager le pluralisme en aidant la presse d'information générale et politique »*, en facilitant la modernisation des journaux et en *« favorisant la démarche d'exportation et de diffusion culturelle »*.

Le métier de journaliste, a dit le premier ministre, *« ne doit jamais se confondre avec le métier des autres professionnels de la communication »*. Aux journalistes donc, *« de préserver leur identité professionnelle »* face au *« poids des annonceurs »* ainsi qu'à *« la frontière parfois floue entre le commercial et le rédactionnel »*. Enfin, en matière de protection du droit des personnes (atteinte à la vie privée, diffamation, etc.), il a plaidé pour *« une vigilance éthique constante »* de la part de la profession, et souligné l'importance de la formation.

Mlle Marianne Bérard-Quelin présidente de la Société générale de presse (SGP)

Le conseil d'administration de la Société générale de presse (SGP), qui publie notamment *l'Index*, le *Bulletin quotidien*, la *Correspondance de la presse*, etc., a nommé mardi 6 février Mlle Marianne Bérard-Quelin à la présidence du groupe. Elle succède ainsi à son père, M. Georges Bérard-Quelin, fondateur de la SGP, décédé le 24 janvier (*le Monde* du 26 janvier).

[Née en 1960 à Neuilly-sur-Seine, Mlle Marianne Bérard-Quelin est licenciée en droit et ancienne élève de l'université de Virginie (Etats-Unis). Journaliste à la SGP en 1981, membre de son conseil d'administration depuis 1987, elle est devenue secrétaire générale du groupe en 1986, puis directrice générale adjointe en 1989. Elle est aussi responsable de plusieurs syndicats professionnels.]

SPORTS

TENNIS : le champion belge Bernard Boileau condamné pour usage de stupéfiants

La déchéance d'une star

L'ex-enfant terrible du tennis belge est en prison. Classé quarantième joueur mondial en 1985, huit fois champion de Belgique, Bernard Boileau, trente ans, a été incarcéré, jeudi 25 janvier, à la prison de Charleroi. Neuf jours plus tôt, il avait été condamné, par défaut, à trois ans de prison ferme pour usage de stupéfiants, agression et conduite dangereuse. Ayant fait opposition à ce jugement, il doit être rejugé le 12 février.

BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

C'est là l'épilogue brutal de ce qui avait commencé comme un conte de fées. Issu d'un milieu modeste, Bernard Boileau, très doué pour le tennis, s'était brutalement trouvé plongé, dès l'âge de dix-sept ans, dans l'univers de la gloire et de l'argent.

Jouant d'abord sous les couleurs du Standard de Liège, qui distribuait des cours gratuits, Bernard Boileau s'est, en quelques années, distingué au point que le club le plus prestigieux de Belgique, le Léopold Club de Bruxelles, lui a proposé un fabuleux contrat. Voiture de sport, appartement sur l'avenue Louise, repas gratuits à la Terrasse du Léo, lieu mythique du Tout-Bruxelles, contrats publicitaires à profusion. Le Léo, qui a marqué quarante ans de tennis belge, lui accorde tout. Tout... sauf l'essentiel : un encadrement de qualité.

Bernard Boileau se retrouve livré à lui-même, totalement déraciné par rapport à son milieu d'origine. Ses parents ne le voient plus que furtivement et, de toute façon, que dire à un fils qui gagne, en une semaine, trois à cinq fois plus que le salaire mensuel de son père ? Un décalage qui s'est d'autant plus agrandi que les responsables du club n'ont jamais caché leur mépris pour ces parents modestes.

Le club n'a pas prévu d'encadrement particulier en dehors des quelques heures d'entraînement journalier qui ne sont de surcroît même pas obligatoires. Et Bernard Boileau part seul à l'étranger disputer des tournois. « *Une fois*, raconte son père, *il était parti tout seul pour une tournée de quatre semaines aux Etats-Unis. Borg et Gerulaitis étaient là et les gars cognaient dur. Bernard est revenu au bout de deux semaines, écœuré et préférant rester roi en Belgique.* »

A dix-neuf ans, il découvre la drogue douce au cours d'un stage aux Etats-Unis chez l'entraîneur australien Harry Hopman. La marijuana devient alors sa compagne contre la solitude et la panique qui le saisit à chaque veille de match. Mais il ne sera pas inquiété, le monde du tennis préférant laisser passer ce nouveau dérapage.

Des bêtises

De toute façon, Bernard Boileau s'est souvent montré odieux. A l'égard de ses parents, qu'il obligeait à porter ses valises et qu'il rabrouait en permanence. De sa petite amie, qui allait, sur un de ses caprices, jusqu'à marcher trois mètres derrière lui. De son club, à qui il faisait faux bond en plein jeu quand il était mal luné. De la fédération, dont il se fichait, pouvant négocier ses engagements sans elle. Et même du public, qu'il insultait régulièrement.

Mais la star avait tous les droits car, comme dit son père, « *bon sang ce qu'il jouait bien !* ». Champion de Belgique à dix-neuf ans, en 1978, il le demeure pendant sept ans. Du jamais vu depuis les exploits de Wascher et Brichant dans les années 50 ! De là à imaginer que Bernard Boileau pouvait faire des bêtises et avoir besoin d'être repris en main ! Impossible. « *Bernard a toujours embobiné tout le monde* », reconnaît Pierre-Paul de Keghel, président de la fédération de tennis et ancien capitaine de Coupe Davis : « *A chaque fois qu'il sentait qu'il avait été trop loin, Bernard se montrait doux comme un agneau et recommençait trois semaines plus tard !* »

La venue, en 1982, de l'entraîneur tchécoslovaque Frantisek Pala modifie quelque peu la situation. Dès la saison suivante le jeune joueur bat, sans coup férir, Andréas Gomez et Tim Mayotte. Mais Frantisek Pala retourne dans son pays dès la fin 1983, rappelé par la fédération tchécoslovaque.

C'est à cette époque que Bernard Boileau sombre dans l'héroïne et la déchéance. En 1989, il reconnaîtra s'être « dopé » tous les jours de 1984 à 1988, d'abord par inhalation puis en se piquant. Il tient le coup jusqu'en 1986, puis disparaît de la scène du tennis. Certains, tel Jean-Pierre de Bodt, président du Primerose et ancien président de la fédération, tenteront de l'aider. En vain.

En février 1988 il est arrêté par la police, en possession d'une dose d'héroïne. Relâché, il veut disputer le championnat de Belgique : il sera battu dès le premier tour après s'être ridiculisé en public. En août, une dispute avec les parents de sa nouvelle amie tourne à l'agression. Cela lui vaut trois semaines de détention préventive et un an de mise à l'épreuve. Revenu vivre chez ses parents, il n'en replonge pas moins et finit par quitter le domicile familial en septembre. Le jour du procès, le 20 décembre, il fait faux bond au président de la 55e chambre correctionnelle. Alors que tout le monde le croit en Espagne ou en France, il se terre dans l'appartement de son amie, à côté de Charleroi, jusqu'à son arrestation.

Le milieu du tennis belge s'accorde aujourd'hui à faire de Bernard Boileau « un cas isolé ». Si certains reconnaissent avoir manqué de fermeté à son égard, les responsabilités semblent finalement bien diluées. « *Comment voulez-vous qu'une petite fédération comme celle de la Belgique prenne les choses en main quand la Fédération internationale ne bouge pas ?* », demande Pierre-Paul de Keghel.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

– Maria et Denis RICHARD
ainsi que
Florian
ont le bonheur d'annoncer la naissance de

Lionel,

le 4 février 1990.

17, rue du Colonel-Oudot,
75012 Paris.

Mariages

– **Véronique DRAI**
et
Georges MAMAN

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 20 décembre 1989, à Paris.

41, rue Monge,
75005 Paris.

Décès

– Son compagnon,
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Eduardo BERROETA REYES,
artiste peintre,

survenu le 2 février 1990.

La cérémonie d'incinération aura lieu au columbarium du Père-Lachaise, le vendredi 9 février, à 15 h 30.

– M. Georges Fournier,
son époux,
Les docteurs Sophie et Dominique Fournier,
Le docteur et Mme Georges Fournier,
Mlle Caroline Fournier,
ses enfants,
Marie et Charlotte Fournier,
ses petites-filles,
Mme veuve Marchetti,
sa mère,
Mme veuve Fournier,
sa belle-mère,
Et toute leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jacqueline FOURNIER.

Le service religieux a été célébré dans l'intimité familiale, le mardi 6 février 1990.

26, avenue de Saxe,
75007 Paris.

– Bernard et Thérèse Malgras,
Cédric et Stanislas,
Les familles Arbogast et Malgras,
Ses amis,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Marc MALGRAS

dans sa vingt-troisième année.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 9 février 1990, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, 23, place Etienne-Pernet, Paris-15e.

38, rue Letellier,
75015 Paris.

– La famille
Et les amis de

Olga OBRY-BRODSKY,

ont la tristesse de faire part de son décès, survenu à Paris, le 29 janvier 1990, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

L'incinération aura lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 9 février, à 10 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Mme André Moineau,
son épouse,
Françoise et François des Courières,
Nicole et Claude Féron,
Marie-Claude et Brian Thompson,
Gérard Moineau,
Didier et Marie-Paule Moineau,
Joëlle et Benjamin Bellami,
Catherine Alcouloumbré,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André MOINEAU,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 3 février 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à Boncourt (Eure).

Une messe sera célébrée le samedi 10 février, à 10 heures, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffetard, Paris-5e.

Rectificatif

– Dans l'avis de décès de

M. Edouard VELTEN

paru dans nos éditions datées 6 février 1990, il fallait lire :

8, avenue Velasquez,
75008 Paris.
au lieu de :
6, avenue Velasquez,
75008 Paris.

Anniversaires

– Il y a quatre ans, disparaissait

Liliane HAGÈGE,
professeur et pianiste.

Ceux qui l'ont connue et aimée gardent vivant son souvenir.

Communications diverses

– Népal. Conférence avec diapos, jeudi 8 février 1990, à 20 heures, au Club alpin, 7, rue La Boétie. Entrée gratuite.

MÉTÉO

Le gouvernement publie des recommandations à l'annonce d'une nouvelle tempête

Une nouvelle tempête a commencé à souffler mercredi 7 février sur le littoral breton, le Cotentin et le Pas-de-Calais. La météorologie nationale a indiqué que cette nouvelle perturbation devrait provoquer des rafales de vent pouvant atteindre 150 km/h, le long d'un axe Lorient-Caen. Le maximum des vents est attendu pour jeudi matin, avec des risques d'inondations dus à de fortes précipitations (entre 20 et 50 millimètres).

Le secrétariat d'Etat à l'environnement a publié une liste de recommandations à l'annonce de la nouvelle tempête. Il invite la population à fermer les issues des bâtiments, à éviter de sortir ou de téléphoner par temps d'orage, à se tenir loin des vitres ou des vérandas, à ne pas monter sur les toits, grues ou échafaudages, à éviter de prendre la route, sinon à conduire à petite vitesse, à éviter les chemins et routes du littoral. Les skieurs sont d'autre part mis en garde contre les risques d'avalance.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 7 février 1990 :

DES ARRÊTÉS

● Du 2 février 1990 modifiant l'arrêté du 27 février 1989 fixant le nombre de postes d'élèves professeurs mis aux concours d'entrée aux écoles normales supérieures pour 1989.

● Du 8 janvier 1990 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans quatorze départements.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION :
11, RUE JEAN-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

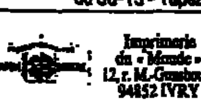
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
Mme Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, *gérant*.



Commission paritaire des journaux
et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037



Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME No 5192

HORIZONTALEMENT

I. Ce ne sont que de belles paroles. – II. Qui ne ressemble à rien. – III. Spécialiste qui fait des bottes. Pronom. – IV. Note. Chantaient dans les cours. – V. Préposition. Du soir au matin. – VI. Aujourd'hui, c'est surtout la petite qui est redoutée. – VII. Ne se laisse pas facilement plaquer. Avance dans l'eau. – VIII. Epreuve. Peut remplacer l'ordonnance. – IX. Apportas un soutien. – X. Provoquait des pulsions. Tempête poétique. – XI. Brusque résolution.

VERTICALEMENT

1. Peuvent être assimilées à des petites fraises. – 2. La Nouvelle-Guinée pour l'Indonésie. Une vraie terreur quand elle est grande. – 3. Son eau se boit goutte à goutte. Permet d'avancer plus vite. – 4. Reptile dont certains font tout un plat. Règles. – 5. Devient douillette quand elle est chaude. – 6. Qui n'a pas été « tiré ». Pays de poètes. – 7. Un peu de tabac. Objet susceptible de flotter. – 8. Destinataire d'une lettre. Qui n'a pas besoin de compter. – 9. Son esprit est de mauvais goût. On le verse souvent après le dessert.

Solution du problème no 5191

Horizontalement

I. Charlatan. – II. Levain. Sa. – III. Elite. Api. – IV. Pise. Suif. – V. Tu. Aïe ! – VI. Ombudsman. – VII. As. Té. – VIII. Agée. Miel. – IX. Nausée. Us. – X. En. Su. Pro. – XI. Stresse.

Verticalement

1. Cleptomanes. – 2. Hélium. Gant. – 3. Avis. Bleu. – 4. Râteau. Esse. – 5. Lie. Ida. Eus. – 6. An. Sésame. – 7. Au. Pé. – 8. Aspirateur. – 9. Naïf. Nelson.

GUY BROUTY

AUTOMOBILE

Une Fiat Tipo (16 soupapes) qui ne veut pas dire son nom

Curieusement, Fiat ne semble pas souhaiter que l'on insiste trop sur le caractère sportif de sa nouvelle Tipo à seize soupapes, arrivée depuis peu en France. Il est vrai que le terme « sportif » n'est guère à la mode par les temps qui courent chez les responsables de la sécurité routière s'agissant d'un véhicule « grand public ». Il est vrai aussi que le marché des GT (grand tourisme) et précisément des « sportives » connaît quelques tourments dans le segment des petites voitures et des moyennes cylindrées. Ceci peut expliquer cela.

Quoi qu'il en soit, cette sportive qui ne veut pas dire son nom a bien des qualités et – cela rassurera la marque italienne – on ne voit pas pourquoi les bons pères de famille ne l'utiliseraient pas pour véhiculer leur progéniture et sa mère. Tout autant, on ne voit pas pourquoi une femme n'en prendrait pas le volant (la direction est assistée en série). Car, dans l'affaire, Fiat a eu le bon goût de choisir la multiplication des soupapes plutôt que la surcompression pour donner du « pep » à son dernier-né.

Ce moteur à quatre soupapes par cylindre et injection gérée par électronique est bien agréable à mener tant en ville, où il joue de sa souplesse, que sur route où il profite d'un couple (effort de traction) bien placé (17 mkg à 4 600 tours/minute, avec 13 mkg dans les 2 500 tours). Il s'agit d'un quatre cylindres en ligne (1 750 cm3) monté transversalement et qui fournit quelque cent trente-huit chevaux en haut des tours (6 500). Cette puissance n'est évidemment pas ridicule mais elle n'est pas non plus exagérée pour un véhicule qui fait tout de même onze cents kilogrammes à vide. Toutefois à se mettre au volant sans passager, on constate, en accélération trop tendue, de bruyants « cirages » au démarrage (64 % du poids sur le train avant).

Toutes ces considérations ne mettent pas en cause la tenue de route de la voiture que des suspensions à roues indépendantes et barres anti-roulis tant à l'avant qu'à l'arrière rendent sans reproche. Les disques sur les quatre roues (ABS sur option) assurent par ailleurs un freinage peu sensible à la surchauffe. Reste le confort.

C'est dans ce domaine particulièrement que la Tipo-16 ne semble pas répondre à sa vocation officielle qui la présente comme « une familiale à performances » : sièges enveloppants et raides à souhait, planche de bord à instrumentation analogique, phares antibrouillard, jantes « alu » et finalement comportement général, apparaissent, quoi qu'on en dise, comme les signes évidents d'une certaine... sportivité.

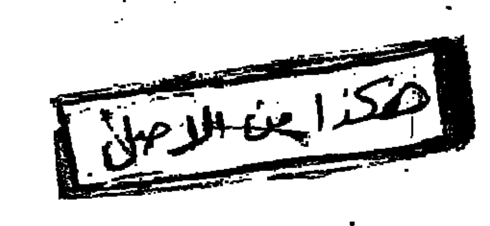
C. L.

▶ **Prix Tipo IE-16 V : 106 400 francs. Option ABS : 9 760 francs. Une version diesel turbo est livrable pour 94 600 francs.**

□ **RÉTROMOBILE : quinze ans déjà !** – Le salon de la voiture ancienne, fête ses quinze ans du 9 au 18 février, au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. Plus beau, plus grand, c'est un hall d'exposition de 20 000 m² qui recevra les cent mille visiteurs attendus cette année. Rétromobile place son édition 1990 sous le signe des anniversaires. Peugeot y présente un plateau historique pour célébrer le centenaire de la marque. Alfa Romeo n'est pas en reste, qui expose une monoplace Tipo C à l'occasion de ses quatre-vingts printemps. Mais pas de salon sans vedettes, et la star est sans conteste une splendide Bugatti Atalante de 1930. A ses côtés, une Citroën SM « présidentielle », toujours en activité, dont les premiers tours de roues remontent à 1972, sous la présidence de Georges Pompidou...

G. D.

▶ **Du 9 au 18 février, hall no 2-1, Parc des expositions, porte de Versailles à Paris ; Heures d'ouverture : samedi et dimanche : 10 h-20 h ; lundi, mercredi, jeudi : 12 h-20 h ; vendredi et mardi 12 h-23 h. Prix d'entrée : 50 francs. Moins de douze ans : demi-tarif.**

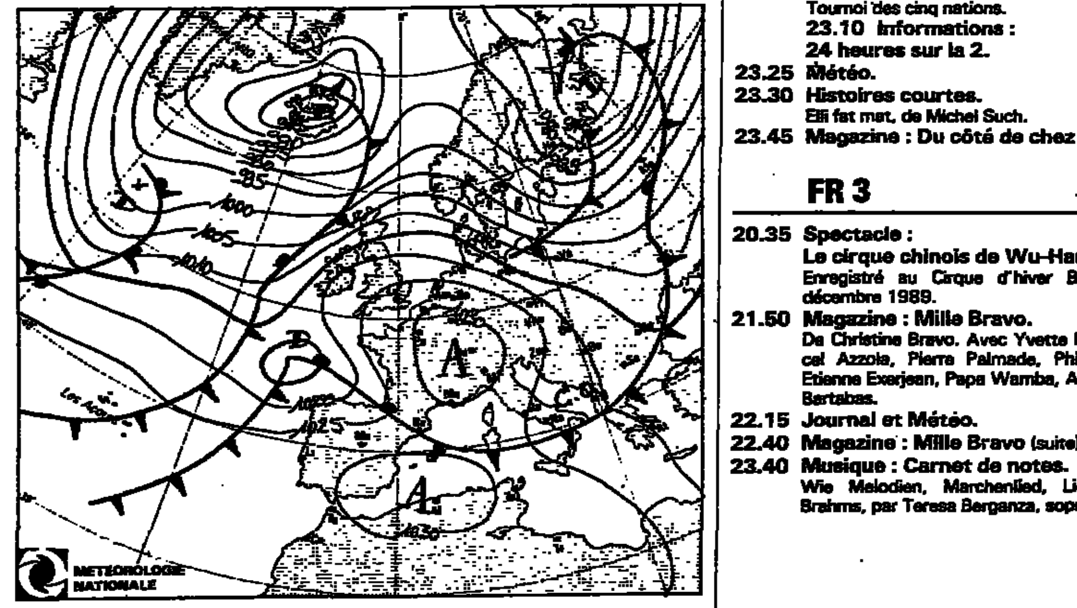


AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7 FÉVRIER 1990 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 9 FÉVRIER 1990 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 7 février à 0 heure et le jeudi 8 février à 24 heures :

Les vent violents, accompagnés de fortes pluies, qui touchent les régions du Nord-Ouest depuis la nuit de mardi à mercredi vont nettement s'atténuer à partir de jeudi matin. Le soleil reviendra en cours de journée.

Les autres régions connaîtront à leur tour un temps pluvieux et venteux jeudi, mais dans des proportions plus modérées.

Jeudi : nette atténuation du vent.

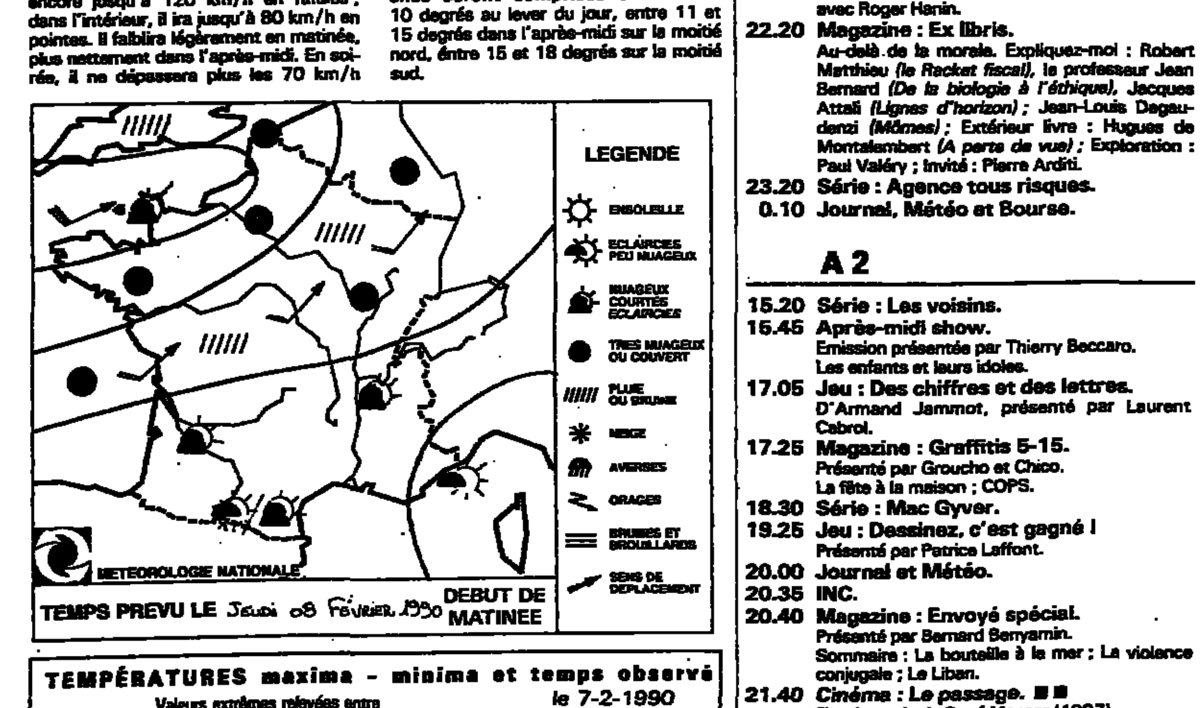
En début de journée, le vent de sud-ouest soufflera fort sur la moitié nord : près des côtes de la Manche, il soufflera encore jusqu'à 120 km/h en rafales ; dans l'intérieur, il ira jusqu'à 80 km/h en pointes. Il faiblira légèrement en matinée, plus nettement dans l'après-midi. En soirée, il ne dépassera plus les 70 km/h près des côtes et 40 km/h dans les terres.

Sur les régions au nord de la Loire, l'Ile-de-France et le Nord, le soleil fera des apparitions de plus en plus belles au fil des heures. Toutefois, les passages nuageux seront accompagnés d'averses locales jusqu'en début d'après-midi.

Sur le Sud-Est, la journée débutera sous le soleil. Le temps deviendra nuageux dans l'après-midi mais restera sec.

Sur les autres régions, les nuages seront abondants et porteurs de pluie. L'après-midi, le soleil reviendra du Poitou-Charentes à la Champagne-Ardenne.

Les températures seront très douces : elles seront comprises entre 6 et 10 degrés au lever du jour, entre 11 et 15 degrés dans l'après-midi sur la moitié nord, entre 15 et 18 degrés sur la moitié sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 7-2-1990

Valeurs extrêmes relevées entre le 6-2-1990 à 6 heures TU et le 7-2-1990 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	17	5	D
BIARRITZ	18	9	N
BORDEAUX	16	6	C
BOURGES	15	5	C
BREST	13	10	P
CAEN	14	9	P
CHERBOURG	12	9	P
CLERMONT-FER.	16	5	C
DIJON	15	6	B
GRENOBLE St-M-H	13	1	D
LILLE	12	8	C
LIMOGES	12	5	B
LYON	14	5	D
MARSEILLE-MAR.	16	11	C
NANCY	15	5	D
NANTES	13	9	P
NICE	15	7	N
PARIS-MONTS	15	8	C
PAU	16	4	N
PERPIGNAN	15	5	D
RENNES	13	9	P
ST-ETIENNE	14	4	C
STRASBOURG	10	3	-
TOURS	13	7	C
TOULOUSE	14	4	B
POINTE-A-PITRE	29	18	D
ÉTRANGER			
ALGER	22	7	D
AMSTERDAM	12	9	C
ATHÈNES	11	6	P
BANGKOK	35	24	N
BARCELONE	17	9	N
BELGRADE	12	4	D
BERLIN	10	2	D
BRUXELLES	13	9	C
LE CAIRE	12	8	D
COPENHAGUE	7	3	C
DAKAR	22	17	D
DELHI	24	16	C
DJERBA	18	10	D
GENÈVE	13	2	D
HONGKONG	18	15	C
ISTANBUL	5	3	N
JÉRUSALEM	11	5	D
LISBONNE	15	13	C
LONDRES	13	9	P
LOS ANGELES	18	7	N
LUXEMBOURG	13	6	C
MADRID	14	8	C
MARRAKECH	25	13	D
MEXICO	24	11	B
MILAN	7	0	B
MONTRÉAL	3	-9	N
MOSCOU	2	2	C
NAIROBI	29	15	C
NEW-YORK	11	0	C
OSLO	8	5	P
PALMA-DE-MAJ.	19	5	B
PÉKIN	4	-5	D
RIO-DE-JANEIRO	28	23	D
ROME	15	1	D
SINGAPOUR	26	26	A
STOCKHOLM	11	1	D
SYDNEY	25	21	A
TOKYO	8	5	P
TUNIS	20	8	N
VARSOVIE	10	-	D
VENISE	4	1	B
VIENNE	11	2	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ *Signalé dans « le Monde radio-télévision »* □ *Film à éviter* ■ *On peut voir* ■■ *Ne pas manquer* ■■■ *Chef-d'œuvre ou classique.*

Mercredi 7 février

TF 1

20.45 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Maria Pacôme, Michel Fugain. Variétés : Dick Rivers, Francis Cabrel, Gloria Estefan, Les Forbans, William Sheller.
22.35 Série noire : Neige à Capri. De Gian Luigi Calderone.
0.05 Journal, Météo et Bourse.
0.25 Feuilleton : Le bateau (5e épisode).
1.15 TF 1 nuit.
1.50 Feuilleton : C'est déjà demain.
2.10 Info revue.

A 2

20.40 Téléfilm : Jeanne d'Arc. De Pierre Badel.
22.15 ▶ Magazine : Fruits de la passion. De Gérard Holtz. Sommaire : Le danseur étoile Kader Belarbi ; Le cap Horn ; Yannick Noah ; Les coulisses du Tournoi des cinq nations. **23.10 Informations : 24 heures sur la 2.**
23.25 Météo.
23.30 Histoires courtes. Elli fat mat, de Michel Such.
23.45 Magazine : Du côté de chez Fred.

FR 3

20.35 Spectacle : Le cirque chinois de Wu-Han. Enregistré au Cirque d'hiver Bouglione en décembre 1989.
21.50 Magazine : Mille Bravo. De Christine Bravo. Avec Yvette Horner, Marcel Azzola, Pierre Palmade, Philippe Corre, Etienne Exerjean, Papa Wamba, Anna Prucnal, Bartabas.
22.15 Journal et Météo.
22.40 Magazine : Mille Bravo (suite).
23.40 Musique : Carnet de notes. Wie Melodien, Marchenlied, Liebestre, de Brahms, par Teresa Berganza, soprano.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Starman. ■ Film américain de John Carpenter (1984).
22.50 Flash d'informations.
22.55 Cinéma : Mad Max au-delà du dôme du tonnerre. □ Film australien de George Miller (1985).
0.40 Cinéma : La malédiction du cobra. ■ Film américain de Bob Claver (1979).
2.05 Magazine : Bizarrozoom. D'Amélie Chevalier et Loïc Jugue.

LA 5

20.40 Histoires vraies : Vengeance de femmes. Téléfilm de Jerrold Freedman.
22.20 Débat : Le viol.
23.30 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.
0.05 La cloche tibétaine (rediff.).
1.05 Les cinq dernières minutes (red.).
2.25 Chéri-Bibi (rediff.).
2.40 Le journal de la nuit.
2.50 La calanque (rediff.).
3.20 Les cinq dernières minutes.
4.25 Tendresse et passion (rediff.).
4.50 Série : Voisin, voisine.
5.50 Musique : Aria de rêve.

M 6

20.35 Téléfilm : Verdict. De Tony Richardson.
22.10 Série : Le Saint.
23.05 Documentaire : L'Elysée au-delà du perron. Présenté par Charles Villeneuve.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Variétés : Fréquenstar.
0.35 Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions. Quand la science mène l'enquête (Les animaux branchés) ; Adieu mes quinze ans ; Culture pub ; Quand la science mène l'enquête ; Culture pub ; Adieu mes quinze ans ; Médecins de nuit.

LA SEPT

20.00 Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité (5). D'André Langaney et Gérald Calderon.
21.00 Feuilleton : Fontamara (3e épisode). De Carlo Lizzani.
22.00 Court métrage : Lamento. De François Dupeyron.
22.30 Magazine : Ici bat la vie.
23.00 Documentaire : Naissance d'un bateau. De Frédéric Variot.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques. Les horloges.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Le groupe Can.

FRANCE MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 novembre 1989 lors du Festival du Vieux-Lyon) : Jesu meine Freude und Lust, de Buxtehude ; Concerto grosso en mi mineur op. 3 nº 3 de Geminiani ; Stabat Mater RV 621, Motet en ut mineur RV 638, de Vivaldi ; Concerto grosso en ré majeur op. 6 nº 1, de Corelli ; Salve Regina, de Scarlatti, par le King's Consort, dir. Robert King ; sol. : James Bowman (haute-contre) ; Robert King (orgue et clavecin).
22.20 Concert du GMR. Suite cavatine, de Favotti ; Les allées du sable, de Carre.
23.07 Jazz-club. En direct du Petit Opportun à Paris : Jimmy Rowles, piano, avec Eric von Essen, contrebasse.

Jeudi 8 février

TF 1

15.10 Série : Tribunal.
15.40 Quarté à Vincennes.
15.50 Variétés : La chance aux chansons.
16.15 Série : Vivement lundi.
16.25 Club Dorothée. Mes tendres années ; Mask ; Série : Cap danger ; Le clip ; Les jeux.
17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.50 Avis de recherche.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.40 ▶ Série : Navarro. Strip-show, de Gérard Marx, avec Roger Hanin.
22.20 Magazine : Ex libris. Au-delà de la morale. Expliquez-moi : Robert Matthieu *(le Racket fiscal)*, le professeur Jean Bernard *(De la biologie à l'éthique)*, Jacques Attali *(Lignes d'horizon)* ; Jean-Louis Degaudenzi *(Mômes)* ; Extérieur livre : Hugues de Montalembert *(A perte de vue)* ; Exploration : Paul Valéry ; Invité : Pierre Arditi.
23.20 Série : Agence tous risques.
0.10 Journal, Météo et Bourse.

A 2

15.20 Série : Les voisins.
15.45 Après-midi show. Emission présentée par Thierry Beccaro. Les enfants et leurs idoles.
17.05 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol.
17.25 Magazine : Graffitis 5-15. Présenté par Groucho et Chico. La fête à la maison ; COPS.
18.30 Série : Mac Gyver.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné ! Présenté par Patrice Laffont.
20.00 Journal et Météo.
20.35 INC.
20.40 Magazine : Envoyé spécial. Présenté par Bernard Benyamin. Sommaire : La bouteille à la mer ; La violence conjugale ; Le Liban.
21.40 Cinéma : Le passage. ■■ Film français de René Manzor (1987).
23.05 Informations : 24 heures sur la 2. Avec le magazine européen Puissance 12.
23.20 Météo.
23.25 Sport : Basket. Coupe d'Europe des clubs champions : Limoges-Tel-Aviv.

FR 3

15.03 Feuilleton : La tante de Frankenstein.
16.03 Magazine : Télé-Caroline. Mon héros préféré ; Cinéma, théâtre, livres ; Attraction ; Top Sixties ; Télé chic, télé choc ; Papy, mamy ; Viens faire un tour... billon ; Le jeu de la séduction ; Variétés ; Vidéo look.
17.30 Feuilleton : Guillaume Tell.
17.55 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.
18.03 Magazine : C'est pas juste. Présenté par Vincent Perrot.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Cinéma : Ben Hur. ■■ Film américain de William Wyler (1959).
22.25 Journal et Météo.
22.50 Cinéma : Ben Hur. ■■ (suite)
0.30 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

15.05 Pochettes-surprises. Imagina. Le voyage de M. Ordinman ; Manon des arbres ou sans tambour ni trompette ; Io.
15.30 Cinéma : Voleur de désirs. ■ Film américain de Douglas Day Stewart (1984).
17.05 Pochettes surprises.
17.20 Cabou cadin. Barney ; Polluards ; Superman ; Charlotte, Fléo et Benjamin.

En clair jusqu'à 20.30

18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top album. Présenté par Marc Toesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invitée : Anémone.
20.30 Cinéma : Chronique des années de braise. ■■ Film algérien de Mohammed Lakhdar-Hamina (1974).
23.15 Flash d'informations.
23.20 Téléfilm : Ed Murrow, journaliste au-dessus de tout soupçon. De Jack Gold.

LA 5

15.30 Série : Le renard.
16.45 Dessins animés. Les triplés ; Snorky ; Bosco ; Angie, détective en herbe ; Le petit lord.
18.30 Série : Arnold et Willy.
18.50 Journal images.
19.00 Magazine : Reporters. Les blessés de l'amour.
19.40 Drôles d'histoires.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : Ils sont fous ces sorciers. □ Film français de Georges Lautner (1978).
22.25 Série : Deux flics à Miami.
23.30 Magazine : Désir.
0.00 Journal de minuit.

M 6

17.25 Informations : M 6 info (et à 18.25).
17.30 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Cagney et Lacey.
19.25 Série : Roseanne.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : **Madame est servie.**
20.35 Cinéma : L'héritier. ■■ Film français de Philippe Labro (1972).
22.25 Série : Brigade de nuit.
23.20 Série : Médecins de nuit.
0.10 Six minutes d'informations.

LA SEPT

14.30 Méthode Victor : Anglais.
15.00 Série : Le décalogue (2 et 3). De Krzystof Kieslowski.
17.00 Documentaire : Les musiques noires en Afrique du Sud (1). De Claude Fléouter.
18.00 Documentaire : Franz Hals d'Anvers. De Jonne Severijn.
19.00 Documentaire : L'école de la Neuville. De Dominique Dubosc.
19.30 Magazine : Imagine.
20.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandrieux.
21.00 Magazine : Mégamix.
22.00 Documentaire : Ozawa. D'Albert et David Maysles.
23.00 Documentaire : Maids and Madams. De Mira Hamermesh.
23.45 Jazz soundies collection.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Garonne, de Mona Thomas.
21.30 Portrait de René Simon (rediff.).
22.40 Nuits magnétiques. Les horloges.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Le groupe Can.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Grand Auditorium). Musique en perspectives. La cloche fêlée, de Levinas ; Concerto pour alto et orchestre, de Schnittke ; Le prince de bois, de Bartok, par l'Orchestre national de France, dir. Arturo Tamayo ; sol. : Youri Bashmet (alto).
23.07 L'invité du soir.

Nouvelle grève dans l'audiovisuel public

Les journalistes de FR 3, Radio-France, RFI (Radio-France internationale) et RFO (outre-mer), ont repris, mercredi 7 février, leur mouvement de grève après un nouvel échec, la veille, des négociations salariales. Les syndicats estiment en effet que les employeurs ont *« été dans l'incapacité de faire des propositions sérieuses »* permettant l'alignement des salaires sur ceux pratiqués par la chaîne publique « de référence », Antenne 2.

Un communiqué commun des organisations syndicales indique que ces écarts sont tels aujourd'hui que leur *« résorption ne pourra se faire qu'avec une enveloppe budgétaire complémentaire venant de la tutelle »*. Les syndicats avaient donc convoqué l'ensemble des journalistes à une assemblée générale, mercredi à 15 heures, et demandé une audience aux ministères concernés, *« garants de l'application des accords signés »* après la grève de l'automne 1985.

Constatant le rejet de ses dernières propositions, l'association des employeurs de l'audiovisuel public présidée par M. Xavier Gouyou-Beauchamps, maintient le montant global de l'enveloppe qu'elle avait proposé (6,3 millions de francs) mais se dit ouverte *« quant aux méthodes »* pour la répartir.

NUMERO SPECIAL FEVRIER 1990

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

l'économie



UN FLÉAU MONDIAL

CE dossier spécial retrace l'histoire millénaire de la drogue. Il analyse le danger qu'elle représente actuellement pour l'humanité et montre que la France n'est pas épargnée. Il évoque ses conséquences médicales : le sida et la toxicomanie.

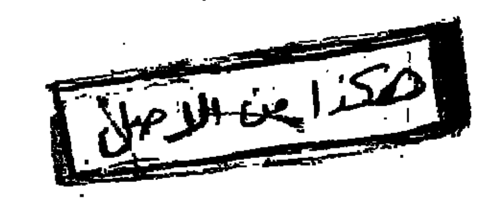
PRODUCTION DE LA DROGUE ET SOUS-DÉVELOPPEMENT

LE processus des cultures illicites dans les pays sous-développés est analysé en détail, avec les cartes des zones de production. *Le Monde dossiers et documents* fait le point sur les retombées de la narco-économie dans ces pays : multiplication des conflits locaux, destruction de l'environnement.

CIRCUIT DE LA DROGUE

Le Monde dossiers et documents explique le cheminement de la drogue, du producteur au consommateur ; comment le blanchiment de l'argent se fait à travers des intermédiaires et des places financières complaisants. Enfin, il évalue les moyens mis en œuvre pour une lutte efficace.

15 F - EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Le Monde

SECTION C

ARTS • SPECTACLES



KAREL CUDLIN

LA RÉVOLUTION TCHÉCOSLOVAQUE SUR LES PAS D'UN JAZZMAN EXILÉ

Les accords de Prague

On l'a su très vite. On l'a su dès le milieu des années 70. A Prague, en pleine répression, dans la dissidence, une organisation menait la danse... Son nom ? La Jazz Section (*« Jazzova Sekce »*). Ses activités ? L'organisation de festivals, de happenings, de concerts, la publication du *Jazz Bulletin*, l'édition de livres sous l'intitulé *Jazzpetit et autres agitations*...

Les fondateurs de la Jazz Section sont Karel Srp et Joska Skalnik. L'organisation, d'autant plus irritante pour le pouvoir qu'elle était « apolitique », ironique, volontaire, a bientôt rassemblé, bien au-delà du jazz.

La Jazz Section s'est ouverte à la peinture, au graphisme, au théâtre, au rock, aux écrivains, à l'inconnu... Elle a publié des livres d'architecture. Elle est devenue une force patiente, mystérieuse, évidente. Et bientôt traquée. Srp et Skalnik ont fini en prison. Mais leur procès a marqué un déclic dans le mouvement qui devait aboutir à novembre 1989.

Pepik, réfugié politique à Paris depuis 1983, nous a servi de guide alors qu'il effectuait son retour à Prague, dans une Tchécoslovaquie à la fois intangible et méconnaissable. Dans l'avion, il a appris que son ami Joska Skalnik venait d'être nommé conseiller de Vaclav Havel. Par lui, nous avons rencontré tous ses familiers, cette communauté faite d'intelligence et de drôlerie, ce monde qui n'en revient pas que les choses se soient inversées en deux mois. Ils manifestent tous pour Havel une sorte de considération profonde. Des questions graves montent bien sûr à l'horizon. Mais il est bon d'avoir rencontré ces entêtés de la liberté au moment de leur plus grande joie et de leur plus grande surprise. Et de découvrir l'heureuse dérive d'un mot. Le mot jazz *(lire pages 22 et 23.)*

FRANCIS MARMANDE



D.R.

Le Festival de Berlin présentera en première européenne *les Maîtres de l'ombre*, nouveau film de Roland Joffé (*Mission, la Déchirure*), interprété par des acteurs professionnels et des scientifiques qui lui ont aussi servi d'experts. Il s'intéresse à la psychologie des inventeurs de la bombe atomique rassemblés par Oppenheimer en 1942 dans le « Manhattan Project ». Son film est, aux Etats-Unis, au cœur d'une polémique dont l'Histoire paraît sortir gagnante.



ENGUERAND

Les trahisons, l'enchaînement de crimes qui conduit à la folie, la banalisation du crime et de la peur, normalité stalinienne qui rejoint le monde de *Macbeth*, selon Matthias Langhoff. Il met en scène la pièce de Shakespeare à Chaillot. Il aime Shakespeare, parce que rien n'y est impossible. Parce que c'est rude et sarcastique. Sans notion morale.



F. DELBECQUE

Formée à la guitare classique par Segovia, Giovanna Marini a découvert, voici quinze ans, la puissance militante du folk. Compositeur, elle a décidé de chanter les événements, de son pays et de sa vie, dans des cantates à mi-chemin des madrigaux anciens et des répertoires traditionnels. Trois chanteuses aux voix fortes l'entourent désormais dans un quatuor vocal étonnant. Giovanna et son folk moderne sont aux Théâtre de la Bastille, jusqu'au 4 mars.

QUAND LE JAZZ MÈNE

Une révolution douce

Comme Lendl ou Navratilova, mais dans un autre domaine, le jazz, Jan Hammer, Miroslav Vitous, George Mraz ou Mikhaïl Kocab se sont internationalement imposés. Le jazz en Tchécoslovaquie ? Pour ceux qui ne sont pas exilés, il aura joué un rôle particulièrement détonant. Un rôle aussi symbolique que rassembleur. Reportage. (Tous les intertitres sont empruntés aux albums d'Ornette Coleman.)

C'EST le retour de Pepik à Prague. Il est réfugié politique à Paris depuis huit ans. Dans le Tupolev, il apprend par le journal que Joska Skalnik, vice-président de la Jazz Section (Jazzova sekce), est nommé conseiller du président de la République Vaclav Havel. De la prison au château sans transition. Les choses vont vite.

Joska est son ami. Pepik s'est illustré dans un groupe de blues, La Soif (Zizen). Dans la Prague des années 60 ou 70, le titre est assez éloquent... John Lee Hooker, Memphis Slim, Big Bill Bronzy à l'horizon des rêves... Le jazz, le blues, la pop music leur ont servi d'abri. Jamais le mot jazz n'a tant servi à une révolution. Ecrivains, graphistes, peintres, sculpteurs, comédiens au pouvoir : qu'est-ce que c'est que cette fable ? On y vient.



HELMUT NEWTON/SYGMA

Rue des Alchimistes, la maison de Kafka.

CHANGEMENT DE SIÈCLE (Change of Century)

Dans les éclats des retrouvailles, Josef, le plus ironiste, le plus délicatement théâtral, lance : « *Pauvres pommes, toujours les mêmes imbéciles. Vous discuterez comme ça deux siècles après la mort. John est toujours le même crétin, Pepik a toujours son bon sourire, Joska toujours le même air rêveur, les femmes font toujours des chichis, Jarda ne croit rien, rien n'a changé, absolument rien, sauf que l'un d'entre vous est devenu président de la République. C'est tout.* »

Le lendemain, sous une fine pluie grise, nous allons au cimetière juif. Pas celui du centre, aux dalles bousculées ; l'autre, celui qu'ils n'ont pas touché. Depuis les camps nazis, plus assez de familles pour l'entretenir. Le lierre le gagne. Couverte de petits cailloux blancs comme autant de signes discrets, la tombe de Kafka.

En ville, ces trois dernières années, un troisième petit cimetière israélite a été labouré au bulldozer. En lieu et place, on a érigé une tour de communications et de surveillance à la laideur assez crue. De ses 214 mètres, elle veille sur la ville et la rend « imphotographiable ». Là, ils ont osé. Sur un mur, à la craie : « *Tous ensemble, redressez-vous !* »

VOICI NOTRE MUSIQUE (This is our Music)

La nuit descend sur l'atelier de Joska. Joska est graphiste : « *C'est pas tout, il faut que je dessine l'emblème du pays, les uniformes des gardes du château et ceux des flics... Si je m'attendais.* » Aux murs, partout, des nuages, de toutes les couleurs, de toutes les formes. L'obsession de Joska.

« *Frank Zappa vient d'arriver à Prague. Il veut tout voir, se mettre à la disposition de Havel. C'est Kocab, le pianiste, qui l'a convaincu de venir* (le Monde du 26 janvier 1990). *Kocab est maintenant député de Prague. Il remplace Strougal, le technocrate, l'ancien premier ministre. Les Polonais ont fait la révolution pour manger. La RDA, pour sortir. En URSS, les révoltes sont nationalistes. Les Roumains voulaient en finir avec la folie. Nous, nous vivions à peu près convenablement. Ni faim ni manque insupportable. Une immense tristesse avait gagné le pays. Nous avons fait une révolution culturelle. En douceur, en douce.*

» *L'un des déclics vient du procès de la Jazz Section, les 10 et 11 avril 1987. Là s'est renouvelée une fusion entre la Charte 77, les activités underground, des floppées d'associations d'artistes qui, toutes, se retrouvaient dans l'action de la Jazz Section. A partir de 1986, tout samizdat [journal clandestin] qui voyait le jour avait une parenté plus ou moins déclarée avec la section. Mais ce qui a été décisif, en avril 1987, au moment du procès, c'est le soutien : général à l'intérieur, bientôt international. Le mot jazz s'est mis à fleurir partout. Il désignait tout et le reste : toute activité indépendante et toute volonté de liberté. Quand nous avons vu le soutien de la France, les centaines de signatures, on s'est sentis moins seuls.* »

Dans la rue, un graffiti à la craie : « *Nous voulons la liberté, pas la violence.* » Et partout, une photo assez bâclée du président (il rit et tend les mains comme on fait dans le feu d'une conversation). Slogan : « *La vérité et l'amour l'emporteront sur le mensonge et la haine.* » C'est souhaitable.

LA FORME DU JAZZ A VENIR (The Shape of Jazz to Come)

Karel Srp, président de la Jazz Section au sourire éternel, et Pacl, barbe noire épaisse, metteur en scène, débarquent. Historique à trois voix en compagnie de Pepik.

La Section de jazz a vu le jour en 1969. A l'origine, une trentaine de rescapés du « printemps de Prague ». Plutôt alternatifs, sentant Dubcek trop prudent, et, en fin de compte, au bout de vingt ans, résolument apolitiques : « *Au début, nous voulions créer une structure autre, aussi étrangère aux grandes organisations de festivals (Charles Lloyd, Miles Davis, Keith Jarrett venaient souvent) qu'aux amateurs. On a raconté que la section s'est créée comme substitut aux mouvements de 68. Ce n'est pas tout à fait exact. Dans notre esprit, il y avait un manque. Et ce manque ne touchait pas qu'au jazz. Cela dit, à ma sortie de prison, un type m'a remis la collection des* Jazz Bulletin *– la revue de la section : reliée à l'ancienne, pleine peau, avec des instruments de musique réels sertis dans la couverture. Le jazz a bien joué son rôle symbolique.*

» *Ce qui nous a aidés à nous trouver, en fait, c'est « leur » volonté d'étouffer les cultures. Peu à peu, la section de jazz a tout fédéré, le théâtre, les arts plastiques, les écrivains, tout le monde. Le* Jazz Bulletin *s'est très vite mis à publier des dessins et des nouvelles, sans rapport avec le jazz. A côté de biographies ou d'études musicologiques, Jazzpetit (petit, comme le corps utilisé en typographie) a édité, entre cent autres,* les Exercices de style, *de Raymond Queneau,* le Cas Wagner, *de Nietzsche...*

» *Pour l'anniversaire de E.-F. Burian, écrivain et musicien de jazz, nous avons marqué le coup. Le ministère de la culture n'avait rien fait. Tous les organes officiels étaient atrophiés, aussi étouffants qu'étouffés. La section est devenue très populaire. Jusqu'à 7 000 adhérents. Plus tard, on a rencontré des lecteurs très inattendus, incroyables. A l'extérieur, les réfugiés nous prenaient parfois pour des esthètes. Inconséquents. En fait, tous les adhérents, dans le moindre petit bled, étaient fichés et, dans les cas d'urgence, c'étaient les premiers à trinquer. Nous, nous travaillions, c'est tout, sans faiblir. C'est à partir des bouquins, en 1982, que le pouvoir a commencé à nous trouver pénibles.*

» *D'un autre côté, ils n'avaient rien à nous reprocher. Nous étions légaux. Nous avancions à découvert. A force de ne pas parler de politique, nous avions l'air de pratiquer une langue secrète, et cette avalanche d'éditions, de publications, d'organisations de spectacles et de festivals, a fini par avoir quelque chose d'agaçant. Cette activité énorme les gênait. Comme m'a dit un jour un inspecteur, lors d'un interrogatoire :* « Mais enfin, c'est inadmissible, vous faites ce que vous voulez ! – Vous avez parfaitement raison. Mais est-ce que cela ne devrait pas être ainsi ? » *Pourquoi je ris ? Parce que c'est du passé...* »

Interruption : de la campagne, son père appelle Joska : « *Tu sais, j'ai une voisine, une vieille, qui aimerait bien avoir un autographe du président.* » Promis, noté. Dix minutes plus tard : « *Ah oui, je ne t'ai pas dit : il faudrait que ce soit dédicacé à : Sokolova (petitfaucon).* »

QUELQUE CHOSE D'AUTRE (Something Else)

La Section de jazz a fonctionné ainsi. Sans référence idéologique, sans autre signe que celui d'une indéfinissable identité culturelle. 80 % de jeunes, étudiants, ouvriers, et toute l'intelligentsia séparée du pouvoir.

A peine le rock est-il dénoncé dans *Rude Pravo* (l'organe du parti) comme une émanation des impérialistes occidentaux que la section réplique par une plaquette à propos de Dylan. Les meilleurs musiciens de jazz s'étaient exilés. La génération suivante s'est mise à brailler. « *D'abord en anglais, au grand dam des idéologues centraux. Ensuite en tchèque. Et quand ils ont entendu les textes, c'est tout juste s'ils ne nous ont pas suppliés de rechanter en anglais.* » C'est Misa Ambroz, le leader de Jasna Paka (Le Cric clair), qui rappelle ces tribulations linguistiques devant un verre de Pilsen. Le Cric clair doit sa légende au record d'insultes, Top 50 incontestable, enregistrées dans *Rude Pravo*.

Chez Bohous, autour de quelques pintes de bière aérienne, un cercle continue de se réunir tous les jeudis soirs. Comme autrefois. Autrefois, c'était il y a deux mois. Les réunions ont lieu le jeudi, par fidélité, et aussi les soirs de la semaine qui ne sont pas un jeudi. Aux murs, la photo du Bayern de Munich et, au-dessus de la porte, les couleurs du Sparta de Prague. Karel Haloun est graphiste. Lubos Schmitmajer dirige le club Na Chmelnici, centre multi-art qui a pas mal irrité pendant la période dure.

A Na Chmelnici, on n'a pas besoin de programme. On y va, sans se poser de questions. Conférences sur l'art contemporain, invitations d'artistes étrangers, cinéma amateur, concerts, théâtre expérimental, expos interdites, le club a réussi à mêler les publics, les intérêts, les cultures et les choix. Sans ordre ni hiérarchie. Le public du rock s'est lié à celui du théâtre d'avant-garde comme toujours quand il y va de survie mentale : « *Dans les altercations avec le pouvoir, le premier à avoir pris la défense de ces espèces de hippies, de chevelus qu'on voulait faire de nous, le premier à avoir une stature internationale, c'est Havel.*

» *La situation est vite devenue folle. D'une espèce très particulière de folie. Quand Jan Hammer (né en 1948 à Prague, il a joué avec Sarah Vaughan, Mahavishnu, Spectrum, Lockwood), a eu enfin la permission de revenir à Prague, en 1978, à la condition expresse de ne pas jouer du tout. Les chroniques de disques où figuraient Vitous et Mraz ne mentionnaient jamais leur nom. De même qu'on a effacé du jour au lendemain ceux de Navratilova et Lendl. Quand le mouvement punk a filtré, au début des années 80, les censeurs se sont emmêlé les pinceaux : ils ont interdit des groupes folkloriques de province parce que leurs noms sonnaient bizarrement...* »



CHRISTIAN DUCASSE

Giri Scirvin et Rudolf Dasek, jazzmen.



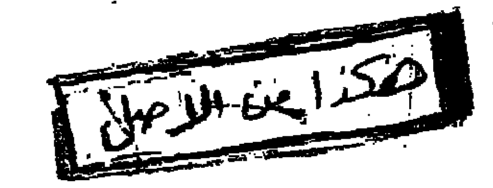
AGENCE VU/LOBO



Chanteur dissident.



« Laura y Jeiji Tigri », groupe de rock.



LA RONDE A PRAGUE

sur un tempo d'enfer



Fête de la démission collective au comité central du PC.



Bourse aux disques « occidentaux ».



Fête pour le présent plus joyeux.

Des peintres, un sculpteur, des poètes. Leur groupe s'est intitulé – dérision, rire noir – Le Tombeau. En sous-titre : Association pour un présent plus joyeux. Leurs actions spectaculaires ? Une espèce de spontanéisme imprenable. La fondation d'une Association pour la propagation de la littérature nulle, par exemple, ou le lâcher d'une gigantesque baleine de papier, juste pour le spectacle des flics harponnant ce monstre bouffi sur la Voltava. La tradition du happening – d'autant plus irritant qu'il est absurde – a la vie dure.

Cric clair, Musique Prague, Garage, E.T.C., les groupes, ont vite pullulé. Le jazz a tourné jazz rock, le rock s'est fait hard rock. Avec des indépendants, irrécupérables, martiens, comme l'accordéoniste Jimmy le Diable ou Magor (le Crétin). Tous deux jouent un rôle central dans la soirée où passe aussi Frank Zappa. Hôtel Krivan : le club est décoré du sol au plafond aux couleurs du drapeau national (bleu, blanc, rouge). Au buffet, une faune très mélangée, branchée, barbue, punk, élégante, cradingue, plutôt aimable. Dans le peu de temps qu'il a pu passer à l'air libre, Crétin fut à peu près aussi reposant pour le pouvoir que la Cicciolina au Parlement européen ou El Cojo (le Boiteux), cet invraisemblable punk unijambiste des manifestations de 1987, pour l'Espagne. A peine libéré, Crétin-Magor a repris ses provocations, mais vis-à-vis du Forum civique, cette fois, qui lui faisait fête. Surprise. Gêne. En l'honneur de Zappa, bousculade, mousseux et flashes. Magor se fâche. Le chanteur de Garage éructe quelques mots bien sentis, dans un style balançant entre Captain Beefheart et Jac Berrocal. Artistement disséminés dans la salle, quelques voyageurs à l'Est d'un type très nouveau : les colporteurs politiques – démocrate américain, émissaire du Parti radical très bien élevé, délégué portugais. Dans un coin du salon, un vice-ministre échange des bérets. Pepik connaît tout le monde. Tout le monde connaît Pepik. A vrai dire, tout le monde connaît tout le monde.

RÊVES ANCIENS ET NOUVEAUX
(Old and New Dreams)

Dans les derniers temps avant la révolution, en pleine dépression collective, la Jazz Section s'était fait une spécialité d'interpeller toutes les instances officielles, Parlement, journaux, gouvernement, inspection de la culture, garçons coiffeurs, surveillants d'externat, ministres plénipotentiaires.

La rédaction du *Jazz Bulletin* occupe un local dans le quartier de Kacerov. Le propriétaire, un vieux monsieur très digne sans lien réel avec toutes ces aventures, est convoqué, interrogé, menacé. Il en revient secoué. Dans la nuit, infarctus, il meurt. La section crée le prix Josef Kupka, en souvenir de lui. Dans le terrain vague qui entoure la maisonnette, elle crée aussi un « parc des Nations unies », célèbre la fin de la seconde guerre mondiale et fait planter des arbres par les artistes de passage, musiciens, peintres ou écrivains comme William Styron, John Updike et beaucoup d'autres :

« Par provocation ? Pour voir jusqu'où vous pouviez aller loin ? »

Joska, imperturbable :

« Mais pas le moins du monde ! Nous aimions la verdure. Nous aimions énormément la verdure. C'est une chose que les communistes n'ont jamais voulu admettre. C'était pourtant aussi bête que ça. Un matin, au bulldozer, ils ont arraché les arbres.

» Ils passaient beaucoup de temps à essayer de nous interdire. Quand la tension montait, on se disait : l'un ou l'autre va craquer, mais ce ne sera pas nous. Ils ne savaient pas comment nous avoir.

» C'est fin 1986 qu'ils ont cru trouver. Sans doute avaient-ils cogité pendant vingt-trois ans. Ils ont allégué un paragraphe, le 118 (activité contraire à la loi), et ont annoncé à la planète que nous avions des dettes, en pensant que c'était plausible. Je n'ai jamais vu un argument d'un amateurisme policier aussi flagrant. Toujours est-il que nous avons pris de deux à huit ans de prison, et sans la solidarité internationale, on y serait encore. C'est le moment où l'opinion extérieure a fait de la Jazz Section une organisation politique. Ce qui est vrai et faux. »

Karel Srp : *« En prison, on ne nous a pas fait de cadeaux. Isolement, faux bruits, espionnage, privation de courrier, lumière allumée nuit et jour, séparation, trois par cellule d'un mètre trente sur un mètre trente, travail absurde et infernal le jour, crasse, chaleur et délation ; la nuit, la télé à côté du trou des cabinets dans l'angle, bref le grand jeu. La viande allait aux chiens qui ont un grade. Tuer un chien, c'est comme descendre un gradé. J'ai en outre fait vingt jours de cachot pour avoir écrit une lettre de protestation à Husak. On a cru y être pour toujours. Autant dire que, maintenant, on est en lutte pour tous les prisonniers politiques du monde entier.*

» Le plus curieux, c'est le juge, à la fin du procès, je me souviens très distinctement, il nous a remerciés pour l'activité culturelle de la Jazz Section. Comme s'il sentait tourner le vent. Après quoi, tout le monde a entonné Give Peace a Chance, *de John Lennon : on n'a même pas entendu le verdict. »*

LES CIEUX DE L'AMERIQUE
(Skies of America)

A Mala-Strana, dans une rue de la vieille ville, s'est créée une tombe symbolique de John Lennon. C'est un mur couvert de graffitis discrets, de mots de chansons, de titres et de sigles. La police exerçait une surveillance constante. Dès que quelqu'un s'approchait, ils cognaient. Lennon est resté un symbole, un culte réservé. Un peu comme la tombe de Jim Morrison, au Père-Lachaise, mais en situation. Tout fut essayé : de repeindre le mur couleur tank, d'en éloigner les passants par des barrières, rien n'empêche les amoureux de Prague de s'y retrouver encore pour une petite inscription nunuche, pauvrette, essentielle.

LES OMBRES BRISÉES
(Broken Shadows)

« Je n'ai changé ni d'habits ni d'allure, dit Joska. *J'aimerais qu'on ne change pas trop maintenant. A la sortie de prison, certains m'évitaient. Maintenant, on se presse, on me demande.*

» Hier, nous avons parlé de l'« Hôtel », l'hôtel réservé à la nomenklatura. On voulait le conserver tel quel, avec tout le matos, l'équipement au grand complet : « Voulez-vous passer une semaine agréable, avec micros incorporés, circuit vidéo et tout le saint-frusquin. L'Est communiste comme si vous y étiez ? »

» De la section de jazz est sortie une nouvelle organisation, Art Forum. Les derniers temps ont été très durs. Toute cette tristesse sur la ville. Personne ne croyait plus en l'avenir. Surtout après les événements de janvier 1989. Le 14 juillet, Art Forum a été légalisé. Nous l'avons pris pour un signe : article premier, nous nous déclarons apolitiques ; deuxièmement, personne du comité fondateur n'a jamais appartenu au parti, voilà les postulats de base. Mais nous restions surveillés. Et, là-dessus, les étudiants sont entrés dans la danse. »

En 1848, après les troubles, les Tchèques ont organisé une énorme souscription publique pour édifier un théâtre national à Prague. L'effort fut immense, illimité. A peine fini, dans un délire de consumation accidentelle qu'on pourrait admirer, le théâtre a entièrement brûlé. Il fut reconstruit en trois ans à côté du Café Slavia (dont le pianiste a troqué son demi-queue pour un clavier électronique, avec boîte à rythmes et bassiste bâillant à ses côtés).

AMIS ET VOISINS
(Friends and Neighbours)

« Autour de l'Art Forum, issu de la Jazz Section, se sont regroupés les mouvements indépendants, Charte 77, Comité tchécoslovaque d'Helsinki, Cercle de l'intelligence indépendante, Renouveau, Initiative tchécoslovaque démocratique, Comité pour la défense des injustement poursuivis, Centre tchécoslovaque du Pen Club, les étudiants indépendants, quelques membres des partis socialiste, communiste ou populiste, l'Eglise, la Société pour un présent plus joyeux, etc. L'idée de Forum civique est venue de là. Havel avait toujours senti qu'il fallait faire des pas dans l'incertain.

» On a fait ces pas. On n'en revient pas. Les étudiants en grève, les théâtres changés en forums, on n'en revient pas... Les gens partaient expliquer dans les provinces. Il a été convenu que tout sigle serait fondu dans le Forum civique. Maintenant, tout le monde se recommande du Forum civique. Mais c'est aussi bien ainsi.

» Pourquoi cette contradiction entre cette effervescence, cette participation des artistes, des graphistes et l'affiche banale de Havel qu'on voit partout ? Mais, pendant la révolution, on n'a pas eu le temps de dessiner ! On ne jouait plus. On était pris vingt-quatre heures sur vingt-quatre. On vivait comme en famille. On a eu très vite la nostalgie de la vitesse. Les photos de Havel ont été faites à la va-vite, au milieu de la nuit. L'avantage de cette révolution, c'est sa vitesse. Avec des pros, on y serait encore. Nous ne sommes pas des pros. »

DEMAIN EST LA QUESTION
(Tomorrow is the Question)

On quitte la ville pied au plancher dans la Skoda de Dana. Banlieues. Gazomètres. Au passage, un amical souvenir à Josef Skvorecky exilé à Vancouver, qui avait composé en leur honneur un *Blues du gazomètre (Blues Libenskeho Plynojemu)* que fredonne Pepik sur la route de Raj, paradis de la Bohême, plein nord. Nous passons Melnik, célèbre pour son vin blanc, le *ludmila.*

Dans un décor de rochers, de lacs fumants et de sapins qu'on devine dans la poésie de Macha, Petr sculpte le métal, avec sa tête de faune primitif, dans sa forge *(« J'ai tellement dégénéré que maintenant, j'écoute la radio. »)*. Vendula pouponne, peint de délicates et terribles miniatures.

Petr et Vendula nous apprennent que le dalaï-lama considère Havel, qu'il va bientôt visiter, comme l'homme le plus décisif pour l'avenir du monde. Des moines tibétains sont déjà venus rencontrer les guérisseurs du paradis de la Bohême, très fameux dans leur genre. Par un manque de chance assez désappointant pour les moines, Paska, sur qui ils comptaient énormément, était ce jour-là *« rond comme une queue de pelle. » « Comme quoi,* poursuivent philosophiquement nos hôtes, *les chemins sont différents. »*

De retour en ville, Josef Cisarovsky, le père du forgeron, commente, le ludmila à la main, le Club de culture européen fondé l'été dernier : *« Nous partons de l'idée que tous ces totalitarismes ne sont pas liés à des conditions spécifiques. Ça peut arriver à tout le monde. Et quand les politiciens rêvent de la « maison commune européenne », les artistes doivent leur en montrer l'image dans le miroir.*

» Il faut maintenir cette révolution douce. La moindre des justices sera de donner leur juste place aux artistes humiliés pendant des années. On fera savoir que l'art peut ne jamais se compromettre. En automne, au moment du congrès du Club européen, on va dire toute la vérité sur le totalitarisme. « Art, culture et totalitarisme en Europe au XXe siècle ». On ne cachera rien. Vidéos, enregistrements. La vérité, rien que la vérité pure. »

Pepik déplore que l'inscription qui dominait la ville en place de la statue de Staline ait été enlevée : *« Hommage aux victimes et aux humiliés ! »*

Dans un bar de la place Wenceslas, Vaclav Jamek (récent Prix Médicis de l'essai pour son *Traité des courtes merveilles)* s'étonne que tout un chacun fasse semblant de se surprendre qu'un écrivain soit président de la République. Comme si, secrètement, la démocratie n'avait pas prévu ce cas de figure.

On évoque la grande polémique des années 60 entre Kundera (qui lui reprochait alors de projeter sa vision de l'absurde sur toutes choses) et Havel...

On dit que des propositions de prêts financiers se multiplient. On annonce un arrivage de cassettes. On craint que le ravitaillement en essence ne soit coupé. Les bruits circulent plus vite que les écoutes. Les techniciens et les économistes sont au boulot.

A la télévision, la soirée Zappa n'en finit plus. Elle semble à des années-lumière de ses propres projets de communication mondiale. Quelque part entre « Dimanche-Martin » et Sabatier. Pour finir, Kocab, le député, se met au piano (rhapsodie benête), cependant que Zappa improvise une sorte de poème *(« Qu'est-ce que j'ai fait ? Vous me demandez ce que j'ai fait ce soir-là ? Rien : quelques trucs stupides avec ma bouche... »)*. Envie de zapper.

FRANCIS MARMANDE

« LES MAITRES DE L'OMBRE » : L'AFFAIRE OPPENHEIMER

La bombe atomique au jeu

Filmer l'Histoire n'est pas une affaire simple. Roland Joffé le sait bien qui, après la guerre du Cambodge, avec *la Déchirure*, et l'asservissement des Indiens Guaranis, avec *Mission*, s'est attaqué, avec *les Maîtres de l'ombre*, à l'invention d'un moyen de destruction totale – la bombe nucléaire, – par Oppenheimer en 1942. Son film est l'objet, aux Etats-Unis, d'une polémique sans précédent. Le cinéaste, de longtemps engagé dans la lutte antinucléaire, (comme le héros des *Maîtres de l'ombre*, Paul Newman) répond ici à ses contradicteurs avant la présentation du film, le 14 février, au Festival de Berlin.

EN 1942, les Etats-Unis entreprennent secrètement de fabriquer les premières bombes atomiques. Le *« Manhattan Project »*, nom de code de l'opération, est confié au général Leslie R. Groves, l'homme qui fonda le Pentagone. Dans la course (supposée) entre les Alliés et l'Allemagne pour produire l'arme nucléaire, Groves (Paul Newman) réunit les scientifiques les plus brillants de la nation et les enferme en plein désert du Nouveau-Mexique, dans le laboratoire de Los Alamos.

Parmi eux, un jeune physicien de Chicago, Michael Merriman (John Cusak), un médecin militaire, Richard Schoenfield (John C. McGinley) et une infirmière (Laura Dern), dont Merriman, qui incarne la voix de la conscience, deviendra amoureux.

Malgré l'opposition des services secrets, Groves confie la direction du laboratoire à J. Robert Oppenheimer (Dwight Schultz), professeur à l'université de Berkeley, dont la maîtresse (Natasha Richardson) est une gauchiste notoire. Les rapports entre Groves et Oppenheimer, la dynamique de groupe qui conduit à la fabrication de la bombe, constituent le cœur du film de Roland Joffé, *Shadow Makers (les Maîtres de l'ombre)*.

Depuis *l'Assassinat du duc de Guise*, le cinéma s'est toujours intéressé à l'Histoire. Pour sa vertu de fable avec leçons à tirer, et surtout sa vertu de spectacle. Lorsque, avec *Cry Freedom* ou *Mississipi Burning*, les cinéastes ambitionnent d'aborder sérieusement leurs sujets, leurs adversaires les accusent alors de détourner la vérité au profit d'opinions politiques partisanes. Paul Newman et Roland Joffé ont, publiquement et à plusieurs reprises, protesté contre l'armement nucléaire.

« Les Américains ne supportent aucune approche critique de leur passé, affirme Roland Joffé. *Chaque étape de leur histoire doit exprimer quelque chose de magnifique. »* En partie grâce à la télévision, la réalité du Vietnam est apparue aux Américains dans sa violence, dans sa crudité, *« avant que la machine à mythes ait pu fonctionner »*. La seconde guerre mondiale, tout aussi brutale, est encore passée au filtre de la propagande officielle.

« Le film est tiré d'événements réels. Certains noms ont été modifiés, on a donné à certains événements une forme plus dramatique », dit le générique de fin. Roland Joffé, qui s'est entouré de scientifiques, raconte qu'il s'intéresse moins à la fabrication de la bombe qu'à ses inventeurs. Si Henri Troyat ou Tolstoï peuvent prendre des libertés pour atteindre à ce que Joffé appelle *« une vérité intérieure »*, au nom de quoi, interroge-t-il, un cinéaste se verrait-il refuser le droit de participer à une réflexion sur l'Histoire ?



D.R.



KEYSTONE

Groves (Paul Newman) et Oppenheimer (Dwight Schultz) dans le film...

...les mêmes à Los Alamos en 1942.

Joffé répond lui-même à sa question : *« Le cinéma est un médium de masse. »* Pouvoir indéniable de l'image qui semble reproduire de près la réalité. Joffé et ses critiques s'accordent sur l'inculture (croissante ?) des Américains, dont les principales sources d'information dans le domaine historique sont le cinéma et la télévision. Raison de plus, répliquent les adversaires, pour que le cinéaste redouble de précautions. Sur le bon et le mauvais usage de la métaphore, sur la subversion des faits historiques au profit de la « vérité intérieure », la polémique dont *les Maîtres de l'ombre* est l'objet, porte sur plusieurs points.

Joffé joue avec la géographie

La première conversation entre Groves et Oppenheimer a eu lieu dans un train et non, comme le montre le film, dans le cockpit d'un avion dont les moteurs vrombissent, installé dans un hangar vide. Joffé balaie l'objection : cela relève du processus normal de dramatisation. Il s'agit de donner à cette entrevue un caractère de secret.

Joffé joue avec la chronologie

Le savant Michael Merriman (personnage fictif) est brutalement irradié au cours d'une expérience de laboratoire et meurt dans d'affreuses souffrances, tandis que la première bombe est lâchée.

Faux, attaquent certains historiens. Le savant Louis Slotin a bien été irradié à Los Alamos, « accidentellement », mais *un an* plus tard, le 21 mai 1946. Joffé répond : *« Notre accident-référence est celui survenu à Harry Dahglian, le 21 août 1945 »*, soit quinze jours après Hiroshima. La plupart des historiens et scientifiques estiment d'ailleurs cette licence dramatique tout à fait acceptable.

Les scientifiques, plus ou moins consentants, jouent le jeu du pouvoir militaire

Après la mort de Merriman, ses collègues sont sommés de se taire et de faire bonne figure pendant la ronde de cocktails célébrant le succès du « Manhattan Project ». Situation, pour beaucoup, inadmissible. Ici, Joffé se réclame de plusieurs sources concordantes, dont *Shadows of Hiroshima*, de Wilfred Burchert : *« La politique du ministère de la guerre (...) consistant à nier les effets de l'empoisonnement par radiations, les meilleurs amis de Dahglian ont été contraints, sur ordre militaire, de camoufler son état et de continuer à prétendre (...) dans les cocktails (...) que tout allait très bien. »* Ce qui paraît à Joffé *« extraordinairement symbolique, car la vraie histoire de la bombe est celle du secret. Il existe aux Etats-Unis un État dans l'Etat qui s'est développé à partir de la structure établie par le général Groves à Los Alamos »*.

Autorité mondiale en physique théorique, membre du California Institute of Technology, David Politzer (qui figure dans le film) partage en partie les préoccupations de Joffé. *« Le film soulève une question pour nous cruciale et déchirante*, lui dit-il, *sur la manière dont la science a été prise en otage par les militaires. »* Dans les universités, la recherche serait financée à 65 % par l'armée. Selon Joffé, les perspectives professionnelles d'un individu dépendent de la façon dont il se montre coopératif : *« Je pense qu'Oppenheimer a ouvert la voie. »* ➡

Réactions d'experts

RICHARD RHODES est historien. Il a reçu le Prix Pulitzer pour son livre *The Making of the Atomic Bomb*, et a conseillé Paul Newman sur la façon de jouer le rôle du général Groves. L'un des plus outrés (avant tournage) à l'idée de l'injection de plutonium à des cobayes humains, il s'est retiré de la polémique après communication des rapports du Congrès. Il qualifie de *« sauvage »* le portrait d'Oppenheimer tel qu'il est présenté dans le film de Joffé. *« Qu'il soit devenu un personnage faustien ayant vendu sa science en échange d'un pouvoir politique me paraît une baliverne. »*

Rhodes s'oppose au portrait que fait Joffé de la science en général. *« De manière sous-jacente, le film semble la tenir pour une série de chouettes petits secrets que possèdent les savants et dont ils peuvent décider ou pas d'en informer le commun des mortels. Ramener le problème pendant la guerre à la simple question : Construit-on la bombe ou non ? Laissons-nous cette chose terrifiante entre les mains de militaires ou non ? me paraît pour le moins naïf. »* Joffé n'a pas jugé bon de *« faire comprendre le double visage de la science qui livre des outils et des armes, des outils qui sont des armes et des armes qui sont des outils... Même si les armes nucléaires ont été une horreur qui nous hante depuis quarante-cinq ans, la peur du nucléaire et l'impasse qui a résulté de la course aux armements sont les raisons majeures du dégel entre l'Est et l'Ouest ces dernières années »*.

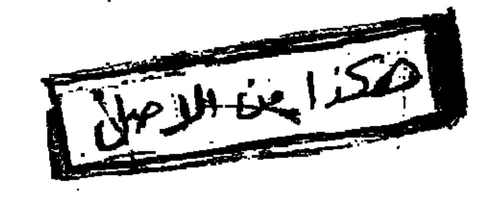
LE DOCTEUR ROBERT GALE a quarante-quatre ans. Responsable à l'échelle mondiale de la Réaction d'Urgence aux Incidents Nucléaires (l'ouvrage qu'il a consacré à Tchernobyl et à la Stratégie nucléaire américaine, *Dernier Avertissement*, fera l'objet d'un film dont le tournage se déroulera en Union soviétique à partir de mars prochain), il a été nommé « conseiller technique » sur le film de Roland Joffé. Sollicité pour en vérifier l'exactitude des aspects scientifiques, en particulier des symptômes médicaux, puis pour expliquer le nucléaire aux acteurs, il a fini par tenir le rôle de Louis Hempelmann, médecin qui a traité l'une des victimes des radiations.

Les injections de plutonium à des cobayes humains furent pour lui une révélation. *« Une des premières versions du scénario faisait référence à l'usage de citoyens américains en tant que cobayes pour étudier les effets des radiations. »* (il n'en reste plus que deux répliques.). *« Je me suis violemment élevé contre cette assertion, jusqu'à ce que Roland et son équipe de chercheurs m'apportent les minutes des audiences du Congrès, publiées dans le* Congressional Record *(équivalent du* Journal officiel*) qui indiquaient avec une clarté aveuglante que ces expériences avaient effectivement eu lieu. A mon étonnement, certaines avaient été dirigées par un de nos professeurs d'UCLA, dont un centre d'études porte le nom. »*

» Je ne suis pas un spécialiste du comportement d'Oppenheimer mais je ne pense pas que l'authenticité du portrait qu'en fait Roland Joffé soit d'une importance capitale. Comment la technologie devient plus grande que ceux qui y participent, voilà, pour moi, ce que raconte Joffé. Ont-ils fait la bombe ou est-ce la bombe qui les a faits ? Je vois tous les jours les mêmes forces à l'œuvre. La domination de la technologie sur ses inventeurs.

» Les Américains, les hommes en général, n'ont pas fait la paix avec toute cette période de leur histoire. Chaque jour apporte une nouvelle révélation dans un journal sur telle ou telle usine nucléaire qui lâche de la radioactivité, ou des documents viennent à jour indiquant que des soldats américains ont été exposés aux radiations. C'est une saga qui dure depuis quarante-cinq ans, et avec laquelle nous avons encore du mal à nous confronter. Par ironie, toutes nos estimations sur Tchernobyl sont fondées sur les données fournies par les survivants de la bombe atomique que nous suivons encore aujourd'hui. »

H. B.



FILMÉE PAR ROLAND JOFFÉ

de la vérité

Oppenheimer, un faible ?

« Certains physiciens l'adoraient, d'autres le détestaient, mais la plupart le tenaient en très haute estime », affirme David Politzer. Selon Joffé, le choix d'Oppenheimer pour diriger le « Manhattan Project » était dû précisément au fait que l'homme, si brillant fût-il, semblait le plus facile à manipuler. Ce en quoi Joffé rejoint l'opinion d'Isidore Rabi, Prix Nobel 1944, mort au début de 1988, l'un des meilleurs amis d'Oppenheimer.

« Oppenheimer a été détruit par ce qui se passait, mais ne pouvait plus reculer, dit Joffé. *Il l'aurait pu s'il avait eu le caractère de Sakharov, mais il n'était pas Sakharov, c'est ma thèse. Le personnage du film, et je crois que ce fut la réalité, réalise, dans un moment véritablement faustien, que Groves l'a choisi parce qu'il porte en lui les germes de la trahison. »*

Etait-il nécessaire de lâcher la bombe sur le Japon ?

Joffé soutient avoir opté pour la formulation la plus prudente : *« Nous ne disons pas qu'elle ne devait pas l'être. Simplement que la possibilité d'une démonstration de force en lieu inhabité n'a jamais été explorée à fond. »*

On reproche à Joffé d'avoir fait traiter le problème au cours d'une simple conversation de déjeuner. Mais Peter Goodchild, dans *Oppenheimer, Shatterer of Worlds*, et Peter Wyden, dans *Day One: Before Hiroshima and After*, indiquent qu'il en fut effectivement débattu en moins de dix minutes, au cours d'une pause-déjeuner par tables séparées. On évitait ainsi toute discussion globale. Selon Oppenheimer, un test en haute mer n'aurait pas été suffisamment fiable. S'il avait échoué, l'Amérique serait revenue à la case départ.

Joffé dit que cela tient du résumé abusif des manuels d'histoire. *« En fait, Groves avait une troisième bombe prête à être embarquée à Tinian, près de l'île de Guam, pour être lâchée sur le Japon. Nombre de scientifiques ne comprenaient pas ou se refusaient à comprendre qu'ils étaient requis non pour fabriquer une bombe ou deux, mais des centaines. Ils étaient utilisés pour fonder une industrie. »*

Lorsqu'on s'est rendu compte que les nazis n'entraient pas dans la course à la bombe, et que le Japon n'en possédait pas la technologie, *« la dynamique avait pris le pas sur la raison, emportant Oppenheimer au passage »*. La nécessité de bombarder un Japon qui, épuisé par le blocus, se serait de toute manière rendu six semaines plus tard constitue un autre débat. Pour beaucoup, la véritable cause qui a déclenché Hiroshima est la conférence de Potsdam, le 17 juillet 1945. Groves voulait absolument que Truman s'y rende avec un atout en poche. En six semaines, les Russes, qui avaient déjà envahi la Mandchourie, seraient trop avancés : *« Il fallait démontrer à Staline que l'Amérique possédait l'arme suprême et n'hésiterait pas à s'en servir. La bombe était utilisée comme élément de politique étrangère. »* (Le test à Almagordo est du 16 juillet 1945.)

Injections de polonium puis de plutonium à des cobayes humains

Une première version du scénario parlait d'injections de polonium, matériau radioactif plus « doux » que le plutonium. Apprenant par le professeur Gale qu'il n'aurait pas les dramatiques effets décrits, Joffé l'aurait, d'un trait de plume, remplacé par « plutonium ». *« Invention pure et simple »*, proteste-t-il avec véhémence. Il admet qu'il y a eu confusion pendant le tournage chez certains acteurs. Mais il affirme que, dans un premier temps, *« le produit injecté était du polonium. L'expérience date de 1943. Puis, on est passé au plutonium »*.

A l'appui de sa thèse, un rapport du sous-comité à la conservation de l'énergie établi en novembre 1986 et couvrant la période 1945-1975 : « Cobayes américains du nucléaire. Trente ans de radiations. Expériences sur des citoyens US. » Entre 1945 et 1947, du plutonium a été injecté à dix-huit patients non avertis et déjà hospitalisés, dans des hôpitaux militaires ou sous juridiction militaire. Critères du choix : patients suffisamment âgés, malades mentaux et/ou au bord de l'agonie, irrécupérables.

Joffé dit que, parlant sous couvert d'anonymat, un médecin lui a confirmé avoir injecté du plutonium, et ce, avant la fin de la guerre. La première étude remonte au 10 avril 1945. La défense, contactée, répond que l'armée ignorait ces expériences. Elles ont pourtant été autorisées par le colonel Stafford Warren, responsable médical au sein du « Manhattan Project », et dont le supérieur direct n'était autre que le général Groves. *« Je ne crois pas – et le film ne le dit pas – que les scientifiques étaient au courant. Ils disent : Nous ne connaissions pas les effets de la radioactivité. Ils avaient tout de même entendu parler de Marie Curie et de ce qui lui était arrivé. »*

Joffé avance que, peut-être, en entrant dans le monde secret et délibérément compartimenté de Groves, *« ils abdiquaient une partie de leurs responsabilités »*. *« C'est là pour moi*, dit-il, *l'amorce de leur corruption. Au sens non pas criminel, mais viral du terme. »*

Les films de Joffé traitent toujours de ces carrefours de l'Histoire où un sens aigu du profit et une position morale – ou une posture morale – conduisent à la destruction d'un style de vie, d'une culture. *La Déchirure* traitait de la guerre du Cambodge, *Mission* décrivait l'asservissement des Indiens Guaranis. Joffé dit que, dans son nouveau film, il est question de *« la fin de l'âge d'innocence »*.

HENRI BÉHAR

★ Lire page suivante la liste des films en compétition à Berlin.



Robert Oppenheimer

Savants acteurs

Comme dans ses précédents films, Roland Joffé a engagé des acteurs non professionnels (le docteur Haing Ngor a obtenu un oscar pour *la Déchirure*). La plupart des savants, dans *les Maîtres de l'ombre*, sont donc incarnés par des sommités scientifiques actuelles. Il s'agit de :

– Robert Gale, spécialiste du cancer, l'homme de Tchernobyl (il joue le rôle de Louis Hempelmann, médecin traitant les premiers irradiés) ;

– David Politzer, chercheur à UCLA, sommité mondiale en physique théorique (Robert Serber) ;

– Brian Wandell, professeur à Stanford, chercheur en psychophysique (Dennis Talmudge) ;

– Robert Cubicciotti, docteur en physique à Berkeley, recherche en transplantation cardiaque (Frank Oppenheimer) ;

– Walter Sullivan, chef de la rubrique Science au New York Times (Henry Stimson) ;

– David Brainerd (Samuel Allison) et Allen Poirson (Howard McDonald) achèvent leur doctorat en psychophysique.

– Marek Alboszta et Tom Mac Farlane (savants anonymes dans le film) entament leur doctorat en physique théorique.

Notons que l'âge moyen des physiciens de Los Alamos était de vingt-cinq ans ; beaucoup n'avaient pas encore obtenu leur doctorat.

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

Chacun sa chance

de Karel Reisz,
avec Nick Nolte,
Debra Winger,
Will Patton,
Judith Ivey,
Kathleen Wilhoite,
Frank Military.
Américain (1 h 40).

Meurtre dans une petite ville minière de la Nouvelle-Angleterre. La victime est un notable. Le présumé coupable est son neveu. Le détective est Nick Nolte. Il a été appelé par une jeune femme séduisante, mais déroutante. Il découvrira le véritable meurtrier, mais...

VO : Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; U.G.C. Odéon, 6e (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, dolby, 6e (45-74-94-94) ; U.G.C. Champs-Elysées, handicapés, dolby, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
VF : U.G.C. Montparnasse, handicapés, 6e (45-74-94-94) ; U.G.C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, handicapés, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

Chérie, j'ai rétréci les gosses

de Joe Johnston,
avec Rick Moranis,
Matt Frewer,
Marcia Strassman,
Kristine Sutherland,
Thomas Brown,
Jared Rushton.
Américain (1 h 34).

Un ingénieur-bricoleur maladroit travaillant sur une machine de son invention, se trompe et rétrécit ses enfants. En plus il les perd dans la poubelle. Aventures et gags. Le film est précédé d'un dessin animé où l'on retrouve Roger Rabbit, Jessica et Baby Herman.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40).
VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, dolby, 2e (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, handicapés, dolby, 13e (45-61-94-95) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, dolby, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, dolby, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

Let's get lost

de Bruce Weber,
avec Chet Baker,
Carol Baker,
Vera Baker,
Dick Bock,
William Claxton,
Flea.
Américain, noir et blanc (2 h).

Chet Baker, la glamoureuse beauté de sa jeunesse et l'étrangeté de son visage raviné. Et sa musique. Documents et enregistrements. Sa famille, ses femmes, ses amis parlent de lui. Parlent presque trop. On voudrait encore plus de sa voix et de sa musique.

VO : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

Ripoux contre ripoux

de Claude Zidi,
avec Philippe Noiret,
Guy Marchand,
Thierry Lhermitte,
Grace de Capitani,
Michel Aumont,
Jean-Pierre Castaldi.
Français (1 h 30).

Il fallait bien s'attendre à ce que le succès des *Ripoux* soit exploité. Voici de nouvelles aventures, où l'on voit que les flics rois de la magouille pris d'une frénésie d'honnêteté sont remplacés par des incorruptibles plus ripoux qu'ils ne l'ont jamais été.

Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; U.G.C. Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; U.G.C. Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; U.G.C. Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Zoo, l'appel de la nuit

de Cristina Comencini,
avec Asia Argento,
Marco Maria Parente,
Daniel Olbrychski,
Louis Ducreux,
Valentina Mascetti,
Victor Poletti.
Italien (1 h 33).

Dans le zoo de Rome rêve une fillette. Le décor favorise son imagination. Elle enquête sur un animal étrange qui, lui semble-t-il, hante son royaume. Il s'agit en fait d'un garçon vendu à des romanichels et qui s'est enfui. Ils deviennent amis et adoptent une éléphante. Féerie baroque.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; Latina, 4e (42-78-47-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Elle n'a jamais été aussi belle, aussi vivante, aussi secrète : Ava Gardner, la Comtesse aux pieds nus, danseuse de bouge, star hollywoodienne, épouse d'un comte beau, galant, mais impuissant. Et le film reste un chef-d'œuvre, sans cesse à redécouvrir.

D. R.

SÉLECTION PARIS

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans *le Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Adrénaline, le films

de Yann Piquer,
Jean-Marie Maddeddu,
Anita Assal,
John Hudson,
Barthélemy Bompard,
Alain Robak,
Philippe Dorison,
avec J.-M. Maddeddu,
Clémentine Célarié.
Français, noir et blanc et couleurs (1 h 20).

Le court métrage est, dit-on, la meilleure école de cinéma. Plus libre dans sa forme, sa durée, son budget, il développe l'esprit de débrouillardise. Il est idéal pour la fantaisie et le fantastique, comme le prouve ce patchwork réalisé par sept jeunes cinéastes. Et maintenant on voudrait la suite.

Reflet Logos II, handicapés, 5e (43-54-42-34) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Baby Blood

d'Alain Robak,
avec Emmanuelle Escourrou,
Jean-François Gallotte,
Christian Sinniger.
Français (1 h 29).

Le directeur du cirque a comme maîtresse une belle fille, une belle plante apparemment solide, mais insatisfaite. La voilà qui tombe enceinte et porte en elle une très étrange créature, bavarde, assoiffée de sang. Un cas de possession unique. Et un premier long métrage parfaitement réussi dans ce genre très difficile du *gore*. L'humour et l'horreur s'équilibrent, et la poésie recouvre le tout. C'est un délice.

George V, 8e (45-62-41-46) ; Brady, 10e (47-70-08-86).

Le Cercle des poètes disparus

de Peter Weir,
avec Robin Williams,
Robert Sean Leonard,
Ethan Hawke,
Josh Charles.
Américain (2 h 08).

Robin Williams ne peut pas être un professeur comme les autres. Il enseigne la littérature dans le collège le plus coincé des Etats-Unis. Il enseigne surtout que la poésie c'est la vie. L'histoire se passe à la veille des années 60, dans de merveilleux paysages, entre des jeunes hommes séduisants. Peter Weir a rassemblé tout ce qui plaît, et ça plaît.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapés, dolby, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50) ; U.G.C. Maillot, 17e (40-68-00-16) ; U.G.C. Maillot, 17e (40-68-00-16).
VF : Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, dolby, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, dolby, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, handicapés, dolby, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

Et la lumière fut

d'Otar Iosseliani,
avec Saly Badji,
Sigalon Sagna.
Franco-allemand-italien (1 h 40).

Dans un village africain, la vie quotidienne métamorphosée en conte féerique par la grâce d'un cinéaste-poète. Les gens, les images, l'eau, la brousse, les arbres menacés par l'industrie forestière, tout est fascinant.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81).

L'incinérateur de cadavres

de Juraj Herz,
avec Rudolf Hrusinsky,
Vlasta Chramostova,
Jana Stehnova,
Jiri Menzel.
Tchèque, noir et blanc (1 h 39).

Il était une fois un brave employé des pompes funèbres, chargé d'incinérer les morts. Il rêvait de la paix des cimetières pour les vieux, les malades, etc. La vie est si dure que c'est un bienfait de l'écourter. L'arrivée des nazis alimente ses rêves. La fable est dure, et le film magnifique.

VO : Accatone, 5e (46-33-86-86).

Milou en mai

de Louis Malle,
avec Michel Piccoli,
Miou-Miou,
Michel Duchaussoy,
Dominique Blanc,
Harriet Walter,
Bruno Carette.
Français (1 h 48).

Louis Malle connaît bien la bonne bourgeoisie française, à peine décadente, juste mesquine ce qu'il faut, finalement pleine de vitalité. Il la regarde avec lucidité, et une fausse gentillesse vraiment perfide. Finalement, ça le fait rire. Et il fait rire avec les aventures de cette famille du Gers réunie autour d'une morte qu'on ne peut pas enterrer, pour cause de grève générale. L'action se passe en mai 1968.

Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; U.G.C. Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; U.G.C. Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, handicapés, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, handicapés, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, handicapés, 15e (48-28-42-27) ; U.G.C. Maillot, handicapés, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, THX, 20e (46-36-10-96).

The Mahabharata

de Peter Brook,
avec Robert Langdon Lloyd,
Antonin Stahly-Vishwanadan,
Bruce Myers,
Vittorio Mezzogiorno,
Andrzej Seweryn,
Mamadou Dioume.
Français (2 h 51).

En Inde, *Mahabharata* signifie « histoire de l'homme ». Et c'est une légende très ancienne, qui se représente encore, en marionnettes ou en bandes dessinées. Qui tient de la Bible et de *la Chanson de Roland*. Peter Brook et Jean-Claude Carrière en ont tiré d'abord un spectacle qui a triomphé pendant trois ans dans le monde entier, en français et en anglais. Puis il l'a adapté pour le cinéma. Mais ce n'est pas du théâtre filmé. C'est une imagerie évocatrice et infiniment poétique. Un voyage ailleurs.

VO : Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (48-24-88-88).

Train of Dreams

de John N. Smith,
avec Jason Saint Amour,
Fred Ward,
Marcella Santa-Maria.
Canadien (1 h 30).

Tony est un adolescent ni beau ni laid, ni très gentil ni trop voyou. Il est seulement né là où il faut se battre. Enfant sans père, mal aimé par une mère épuisée, débordée, qui essaie en vain de le comprendre et de le tenir, trop admiré par son petit frère. Au bout de sa route, forcément il y a la prison. Mais aussi un brave type, professeur de littérature, qui lui donne l'envie de s'en sortir. Ce n'est pas tout de vouloir. C'est rude, c'est authentiquement émouvant.

VO : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

La Vengeance d'une femme

de Jacques Doillon,
avec Isabelle Huppert,
Béatrice Dalle,
Jean-Louis Murat.
Français (2 h 13).

Beatrice Dalle a été la maîtresse du mari d'Isabelle Huppert, qui va se venger. De façon tout à fait sinueuse, perfide, perverse, qui passe par la parole. Les mots sont des armes redoutables. Les sentiments ne sont jamais si tranchés qu'on le croit. Et les deux comédiennes sont magnifiques.

Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

REPRISES

La Comtesse aux pieds nus

de Joseph L. Mankiewicz,
avec Humphrey Bogart,
Ava Gardner,
Edmond O'Brien,
Marius Goring.
Américain, 1954 (2 h 08).

Voir photo légendée.

VO : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

Le Privé

de Robert Altman,
avec Elliott Gould,
Nina van Pallandt,
Sterling Hayden,
Mark Rydell,
Henry Gibson,
David Arkin.
Américain, 1973 (1 h 41).

Vu par Altman, le Philip Marlowe d'Elliot Gould n'a pas la séduction canaille d'Humphrey Bogart. Il est sinon vieux, du moins fatigué, vit seul avec son chat, se fait rouler par tout le monde. Finalement, dans un autre genre, il est tout aussi irrésistible que l'inoubliable Bogey.

VO : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

Témoin à charge

de Billy Wilder,
avec Tyrone Power,
Marlène Dietrich,
Charles Laughton.
Américain, 1958, noir et blanc (1 h 58).

Vengeance d'une femme trompée. Elle a sauvé son mari des assises, et le tue parce qu'il veut partir avec une autre. Mais elle est si belle et si fascinante qu'elle trouvera sans peine un avocat. Suspense et glamour.

VO : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89).

La sélection cinéma a été établie par Colette Godard.

Le 40e Festival de Berlin

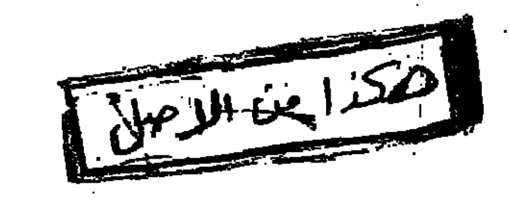
Du 9 au 20 février prochain aura lieu le 40e Festival international du film de Berlin. Pour la première fois, cet événement, depuis longtemps ouvert à la production des pays de l'Est, profitera de la destruction récente du « mur de la honte » pour organiser des projections dans la partie est-allemande. Ce sera l'occasion pour un public nouveau, et élargi, de découvrir l'essentiel de la production cinématographique de l'année écoulée, puisque plus de cent longs et courts métrages seront cette année présentés en compétition ou dans la section « panorama », venus de plus de vingt pays. Nous publions ici la liste des principaux rendez-vous de la compétition officielle :

— Films français : *la Vengeance d'une femme,* de Jacques Doillon, avec Isabelle Huppert et Béatrice Dalle (le 12) ; *Contes de printemps,* d'Eric Rohmer, avec Hughes Quester (20).

— Films américains : *Music Box,* de Costa-Gavras, avec Jessica Lange (10) ; *les Maîtres de l'ombre (Shadow Makers),* de Roland Joffé, avec Paul Newman (14) ; *Driving Miss Daisy,* de Bruce Beresford, avec Dan Ackroyd (16) ; *Born on the 4th of July,* d'Oliver Stone, avec Tom Cruise (17) ; *Crimes et délits (Crimes and Misdemeanors),* de Woody Allen, avec Mia Farrow, Anjelica Huston et Martin Landau (18).

— Autres pays : *Die Geschichte der Dienerin (The Handmaid's Tale),* de Volker Schlöndorff (RFA-E.-U.), avec Natasha Richardson, Faye Dunaway et Robert Duvall (10) ; *Atame!,* de Pedro Almodovar (Esp.), avec Victoria Abril (11) ; *Everybody Wins,* de Karel Reisz (G.-B.), avec Debra Winger et Nick Nolte (13) ; *Ben Ming Nian,* de Xie Fei (Chine populaire), avec Jiang Wen (14) ; *les Noces de papier,* de Michel Brault (Canada), avec Geneviève Bujold (15) ; *Il Segreto,* de Francesco Maselli (It.), avec Nastassia Kinski et Franco Citti (15) ; *Dias Melhores Virao,* de Carlos Diegues (Brésil) (17) ; *Astaniceskij Sindrom,* de Kira Muratova (URSS), avec Sergueï Popov et Olga Antonowa (19).

★ Renseignements : Budapester Strasse, 50, D 1000 Berlin 30. Tél. : 49-30-254-89-225. Projections au Zoo Palast, de 9 heures à 22 h 30. Places à 60 F environ.



THÉATRE

MATTHIAS LANGHOFF MET EN SCÈNE « MACBETH » A CHAILLOT

Le dictateur et sa lady

La saison dernière, Matthias Langhoff célébrait à sa manière le Bicentenaire avec *la Mission* de Heiner Müller, complétée par *Au Perroquet vert* de Schnitzler. Double spectacle qui a triomphé au Festival d'Avignon, avant de venir au Théâtre de la Ville, au TNP, etc. Aujourd'hui, l'Histoire lui vient en aide. Il répète à Chaillot *Macbeth*, histoire d'un couple fêté et puis maudit.

EN 1987, Matthias Langhoff montait un mémorable Roi Lear *magnifiquement sardonique, au TNP et à la maison de la culture de Bobigny. Actuellement, il prépare* Macbeth *à Chaillot, en coproduction avec le Théâtre Vidy de Lausanne, qu'il dirige. Le dossier de presse cite un entretien qu'il a accordé à la Radiotélévision suisse :*

« Je ne me sens pas exilé. Non, pour moi c'est spécial, je n'ai pas de patrie. En RDA, je suis arrivé dans une situation donnée, et ma relation n'était pas avec ce pays, mais avec ce groupe d'exilés *(auquel appartenait son père)* qui avaient eu l'idée de créer un pays autre, ce qui n'est pas arrivé. » *Le dossier de presse, cite également Daniel Sibony :* « La peur de Macbeth est celle d'un homme qui croit tenir son destin, là, dans sa main. Soudain, ça le terrorise ; comme sous l'effet de ce paradoxe : si on tient son destin, on le perd. Plus rien n'est destiné, que la mort. »

Serge Merlin a été Lear. Agnès Dewitte sera Lady Macbeth et Olivier Perrier son époux. Les choix de Matthias Langhoff sont dictés par l'envie de travailler sur des rôles précis, avec des comédiens précis.

« Mais, *dit-il*, le choix de *Macbeth* reste curieux. J'ai souvent parlé de l'intérêt que je porte à Shakespeare. A toutes ses pièces à l'exception de celle-ci, que je trouvais vraiment stupide, que j'ai vraiment détestée. Puis, curieusement, je me suis rendu compte que j'avais radicalement changé d'avis. Quand et comment je ne sais pas exactement. Pourquoi ? Peut-être parce que cette histoire est celle d'un couple.

» Au fond, ma première confrontation avec *Macbeth* s'est faite par l'intermédiaire d'*Ubu*. L'intrigue est la même. Pour les Français, *Ubu* se place dans la tradition d'un comique classique. Pour moi, c'est comme une mise en scène écrite, une dramaturgie, un regard porté sur *Macbeth*, qui est quand même un texte plus riche, plus complexe. Ce qu'on en raconte habituellement est vrai : il y est question de pouvoir et de politique. En revanche, les personnages ne sont pas des monstres. Tout ce qui se passe est plat. Banal, rien de plus.

» Shakespeare s'est inspiré d'une chronique écossaise, un best-seller de l'époque, où l'on voit meurtres et attentats s'enchaîner sans arrêt, pas un roi n'y échappe. Dans cette normalité très stalinienne, Macbeth vit un drame de l'ambition sans rien de particulier, sinon les difficultés auxquelles il se heurte. Il possède une sorte d'innocence, sa lady aussi.

» A la fin, il lui dit qu'ils étaient trop jeunes pour le crime, ça veut dire qu'ils n'avaient pas d'expérience. Ils sont des débutants qui se débrouillent affreusement mal. Techniquement, l'idée de tuer le roi chez soi est idiote. Le moment aussi est mal choisi. En tant que criminaliste, je ne peux pas comprendre une telle accumulation de fautes.

» On a d'ailleurs l'impression que tout le monde sait ce qui s'est passé. Le prévoyait, l'attendait. Le roi devait être tué, c'est Macbeth qui l'a fait. Les autres connaissent la vérité. Pouvoir accrocher ses peurs à quelqu'un rassure. Aujourd'hui, on applaudit aux changements dans les pays de l'Est. C'est formidable, on peut désigner des coupables : lui, lui, et encore lui. On compte les morts, et on s'étonne. Mais si on parle quantité, les morts dus à la drogue, aux désastres écologiques, sont encore plus nombreuses. Seulement là, on ne peut pas donner le nom du coupable.

» En ce moment, l'Histoire travaille pour le spectacle ! Au Burg Theater, à Vienne, ils pensent à un *Macbeth* inspiré par le couple Ceausescu, en passant par l'adaptation de Ionesco. J'ai choisi le texte de Jean-Michel Déprats. Je le préfère parce qu'il fait vraiment traduction. Déprats garde à chaque fois qu'il le peut les tournures bizarres, les moments étranges. Il transpose le rythme, la musicalité de l'anglais shakespearien. Ce n'est pas une autre pièce avec la même histoire. Je n'aurais rien contre, d'ailleurs. Mais pas là.

» *Macbeth* a inspiré un grand nombre d'adaptations, et a la réputation de porter malheur. En France, on ne doit pas dire « *corde* » sur un plateau. En Angleterre, sauf si on répète la pièce, c'est le mot « *Macbeth* » qu'on ne doit pas prononcer. Celui qui le fait, pour conjurer le sort, doit sortir, courir trois fois autour du théâtre, frapper à la porte, et il ne peut entrer que si tout le monde le lui permet. On vous raconte toutes les catastrophes qui se sont produites quand on monte *Macbeth*. C'est le cas de toute pièce qui a une longue vie sur scène. On verra bien ce qui va arriver.


MARC ENGUERAND

« Je ne me sens pas exilé. C'est spécial, je n'ai pas de patrie. »

» Les sorcières n'y sont pour rien. Elles ne sont pas dans la tête de Macbeth, elles existent, très fortes, présentes comme une autre vérité. Je les aime bien, elles sont bêtes, avec des jeux d'enfants, qui peuvent être, on le sait, très cruels. L'histoire se passe en Ecosse, les sorcières y sont banales, et aussi cet état entre deux mondes dû à l'alcool. Un état permanent et général dans *Macbeth*. Je connais, nous avons la même chose à l'Est. Boire deux bouteilles de vodka en regardant la télévision est courant. Peut-être pour se cacher le monde.

» On constate, on accepte sans se poser de questions. Eux, lady Macbeth et Macbeth, s'en posent. C'est difficile à comprendre, mais c'est ainsi. J'ai parlé une fois avec un ami grec réfugié en URSS pendant la guerre. Quelques-uns sont revenus, beaucoup sont morts dans des camps, en prison, on ne sait pas. J'ai demandé : « *Comment ça se passe pour toi maintenant. Vous étiez des amis ensemble, et ils ne sont plus là.* » Il m'a raconté quelque chose. Des exilés allemands passaient leurs vacances en Crimée. Ils ont roulé en train toute la nuit, dormant dans leur couchette. En partant, ils étaient cinquante ; en arrivant, ils n'étaient plus que trente, qui ont pris l'autobus jusqu'à l'hôtel sans demander ce qui était arrivé.

» Je ne comprends pas, je sais seulement que ça existe. On vit avec ça. Et on boit, on se ferme au monde, la peur joue son rôle. Contrairement à Brecht, que j'aime aussi énormément, Shakespeare ne donne pas de morale. Un metteur en scène anglais m'a parlé de son expérience dans la brousse africaine où il avait monté *Macbeth* avec des amateurs. Il a interrogé les spectateurs qui ont trouvé la pièce nulle. Ils ont dit : « *D'abord, si tu ne manges pas l'ennemi que tu as vaincu, ça ne sert à rien, car tu ne gagnes jamais sa force. Tout le monde sait ça. Un vrai écrivain ne laisserait pas de côté quelque chose d'aussi évident. Ensuite, quand tu vas voir les sorcières, tu n'en restes pas là, c'est idiot. Il faut en voir plusieurs.* » Comme les Américains, qui ne se contentent pas d'un seul médecin. Ils en consultent au moins trois. C'est plus sûr.

» Dans la transposition rituelle, manger l'ennemi ne pose aucun problème. Quand on met en scène *Macbeth*, on doit parvenir à ce que les comportements, même les plus redoutables, les plus étranges, répondent à ce naturel-là. »

COLETTE GODARD

★ Théâtre national de Chaillot. Du 15 février au 24 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30, matinée le dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 90 F à 130 F.

SPECTACLES NOUVEAUX

Adélaïde 90

de Robert Lamoureux, mise en scène de Francis Joffo, avec Danielle Darrieux, Robert Lamoureux, Claude Nicot, Marie Saint Laurent, Magali de Vendeuil, Laurent Mada et Laurence Cornelius.

Adelaïde est une comtesse admirable qui a eu maille à partir avec la Révolution française. Quelque deux siècles plus tard, sa descendante -Danielle Darrieux, tant mieux- doit quitter la demeure ancestrale pour des raisons d'argent. La nouvelle comédie de Robert Lamoureux s'installe à Paris pour une carrière qu'on lui souhaite longue.

Antoine - Simone-Berriau, 14, bd de Strasbourg, 10e. A partir du 7 février. Du mardi au vendredi à 20 h 45, le samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-08-76-58. Durée : 2 heures. De 80 F à 250 F.

Bonne Pioche

de Ged Marlon, mise en scène de Jean-Michel Ribes, avec Ged Marlon et Reinhardt Wagner (musicien).

Il doit être bien difficile de prendre la succession de Muriel Robin sur la scène du Splendid. Ged Marlon paraît convenablement armé pour retrouver un théâtre et son public qui l'ont toujours bien reçu.

Splendid Saint-Martin, 48, fg Saint-Martin, 10e. A partir du 8 février. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-08-21-93. De 80 F à 150 F.

Comme tu me veux

de Luigi Pirandello, mise en scène de Maurice Attias, avec Fanny Ardant, Manfred Andrae, Roland Amstutz, Marcel Cuvelier, Samuel Labarthe, Thérèse Quentin, Dominique Rousseau, Laurence Hamelin, Marie Cuvelier et Sandrine Kiberlain.

Arrivée à Paris d'un spectacle qui vient d'être créé avec succès au Théâtre des Célestins de Lyon. Entre réalité et imagination pure, une quête pirandellienne de la connaissance de soi qui s'organise, dans cette nouvelle production, autour de l'envoûtante et belle Fanny Ardant.

Madeleine, 19, rue de Surène, 8e. A partir du 13 février. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-65-07-09. De 65 F à 150 F.

Emergenza (Sortie de secours)

de Manlio Santanelli, mise en scène de Pierre Ascaride, avec Serge Maggiani et Daniel Berlioux.

Une drôle de « sortie de secours » imaginée par un auteur napolitain contemporain en vogue en Italie. Entre moquerie du boulevard et expérimentation plus pointue, la nouvelle mise en scène du directeur du Théâtre 71 de Malakoff accueilli par le courageux Théâtre des arts de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise.

Théâtre des Arts, Place des Arts., 95000 Cergy. A partir du 9 février. Les mardi, vendredi et samedi à 21 heures, le mercredi à 18 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 30-30-33-33. Durée : 1 h 50. 80 F. ➡

THÉATRE

SELECTION PARIS

[Les dates de parution des critiques sont indiquées entre parenthèses à la fin de chacun des commentaires.]

Avant la retraite

de Thomas Bernhard,
mise en scène
de Claudia Stavisky,
avec Denise Gence,
Victor Garrivier,
et Eléonore Hirt.

La permanence de l'idéologie fasciste dans l'Autriche d'aujourd'hui sous la plume de Thomas Bernhard. Dans une mise en scène qui tire l'œuvre vers le comique et le réalisme, Denise Gence fait, une nouvelle fois, merveille *(26-1-90)*.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 h 30. 100 F et 130 F.

L'Avare

de Molière,
mise en scène
de Jacques Mauclair,
avec Jean-Pol Brissart,
Nicole Dubois
et Michel Levet.

Ce spectacle réjouissant passe les saisons sans que son succès ne se démente. Molière du meilleur spectacle l'an passé, *l'Avare*, revisité par Jacques Mauclair et transporté à la fin du XIXe siècle, est un agréable moment passé chez Molière *(25-2-89)*.

Marais, 37, rue Volta, 3e. Du lundi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-74-14-84. Durée : 2 heures. 80 F et 100 F.

Le Baladin du monde occidental

de John Millington Synge,
mise en scène
de Jacques Nichet,
avec Claude Duparfait,
Aude Briant,
Maïté Nahyr
et Guillaume de Tonquédec.

Voir notre photo légendée.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 2 h 15. De 60 F à 120 F.

Le Chemin solitaire

d'Arthur Schnitzler,
mise en scène
de Luc Bondy,
avec André Dussollier,
Laurent Grévill,
Alison Hornus,
Jérôme Nicolin,
Bulle Ogier,
Didier Sandre,
Nada Strancar
et Didier Flamand.

Schnitzler aura longtemps de belles heures devant lui s'il trouve des serviteurs de la qualité de Luc Bondy, qui vient de recevoir pour ce *Chemin solitaire* le prix Dominique de la mise en scène. Il le doit à ses propres idées d'abord, mais aussi à l'interprétation remarquable de Didier Sandre et à celle de Bulle Ogier. Ils ont été rejoints au début de janvier par Nada Strancar, qui meurt à la fin du premier acte, malheureusement *(14-10-90)*.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-78-75-00. Durée : 2 h 45. De 120 F à 200 F.

Cyrano de Bergerac

d'Edmond Rostand,
mise en scène
de Robert Hossein,
avec Jean-Paul Belmondo,
Béatrice Agenin,
Pierre Vernier
et Michel Beaune.

Le duo de choc de cette deuxième vague théâtrale : Hossein-Bébel au service de l'un des chefs-d'œuvre de notre théâtre qu'ils rêvaient de servir depuis longtemps. Dans d'immenses décors de Simonini – très Châtelet de la belle époque – le fauve est lâché et certainement pour longtemps *(31-1-90)*.

Marigny, carré Marigny, 8e. Du mardi au samedi à 20 h 15. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-04-41. Durée : 3 heures. De 25 F à 350 F.

BRIGITTE ENGUERRAND

Aude Briant fait des débuts éclatants sur la scène du Théâtre de la Ville. Elle est l'une de ces personnages du bout du monde qu'a décrits Synge dans un sommet du théâtre mondial, *le Baladin du monde occidental*. Jacques Nichet s'en est emparé dans la belle traduction de Jean-Michel Déprats. Un très grand spectacle *(31-1-90)*.

Dans la nuit la liberté

d'après Frédéric Dard,
mise en scène
de Robert Hossein,
avec Maurice Barrier,
Jean-Pierre Bernard,
Mario David,
Paul Le Person
et Jean Negroni.

L'autre Hossein, qui achève une brillante carrière dans la salle pourtant improbable du Palais des sports. Hommage à la Résistance signé de Frédéric Dard *(14-10-89)*.

Palais des sports, porte de Versailles, 15e. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, les mercredi et samedi à 15 heures, le dimanche à 14 heures et 18 heures. Tél. : 48-28-40-90. Durée : 3 heures. De 105 F à 240 F.

Dans la solitude des champs de coton

de Bernard-Marie Koltès,
mise en scène
de Patrice Chéreau,
avec Patrice Chéreau
et Laurent Malet.

Ultime reprise aux Amandiers de ce spectacle superbe en forme d'adieu de Patrice Chéreau à son théâtre fétiche. L'œuvre la plus accomplie de Bernard-Marie Koltès, une histoire d'amour irréel et de meurtre à coups de mots échangés par un dealer, Chéreau lui-même, et son client, Laurent Malet *(28-1-90)*.

Théâtre des Amandiers, 7, av Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 25. De 90 F à 120 F.

L'Emission de télévision

de Michel Vinaver,
mise en scène
de Jacques Lassalle,
avec Alain Pralon,
Claire Vernet
et Catherine Ferran.

Comment la télévision a-t-elle pu à ce point s'insinuer dans la cervelle des hommes, pis encore, s'ériger en magistère suprême ? Michel Vinaver pose très intelligemment la question dans sa nouvelle pièce dont la vision laisse perplexe, principalement en raison d'une interprétation discutable *(30-1-90)*.

Théâtre National de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 3 heures. De 57 F à 180 F.

Les Escaliers du Sacré-Cœur

de Copi,
mise en scène
d'Alfredo Arias,
avec Facundo Bo,
Wally Chetout,
Bess Dhem,
Larry Hager,
Cloé Jouval,
Nathalie Kiener,
Marilù Marini,
Alain Salomon,
Stéphanie Schwartzbrod
et Zobeïda.

Alfredo Arias a mis en scène et interprète lui-même l'un des personnages de cette pièce drôle et méchante de Copi qui, entre une vespasienne et la basilique du Sacré-Cœur, décrit une poignée de personnages poignants luttant, en vers, contre leur destin tragique *(13-1-90)*.

Théâtre d'Aubervilliers, Groupe TSE, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-34-67-67. Durée : 2 heures. De 90 F à 120 F.

Dernière représentation le 11 février.

Et moi... et moi !

de Maria Pacôme,
mise en scène
de Jean-Luc Moreau,
avec Maria Pacôme,
Marie-France Mignal,
François Pacôme,
Emmanuelle Bataille
et Eric Thamberger.

Pacôme est revenue, avec une pièce bien meilleure que la précédente et une grâce ainsi retrouvée. Une mère, sa fille, son petit-fils, qui essaient de se parler à tout prix. Sainte Maria, riez pour nous ! *(3-2-90)*.

Saint-Georges, 51, rue Saint-Georges, 9e. Du mardi au samedi à 20 h 45, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-81-05-43. Durée : 2 heures. De 100 F à 200 F.

Le Gardien

de Harold Pinter,
mise en scène
de Georges Wilson,
avec Jacques Dufilho,
Pierre-Marie Escourrou
et Jean-Pierre Kalfon.

Le sociétaire du Théâtre de l'Œuvre, Jacques Dufilho, dans ses œuvres. Les mots manquent pour rendre compte des prouesses de cet acteur immense. Dufilhesquissime ! *(20-10-89)*.

Œuvre, 55, rue de Clichy, 9e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-47-36. Durée : 2 h 30. De 30 F à 220 F.

Les Incertitudes du désir

d'après Crébillon fils,
mise en scène
de Gilles Gleizes,
avec Denise Chalem,
Emmanuelle Grangé
et Benoît Vallès.

La tentation de l'amour en une heure d'un montage réussi de trois romans de Crébillon fils, l'un des plus affûtés parmi les écrivains licencieux du XVIIIe siècle. Charmant *(26-1-90)*.

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9e. Le mardi à 18 h 30, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. Durée : 1 heure. De 65 F à 90 F.

Kiki l'Indien

de Joël Jouanneau,
mise en scène
de Michel Raskine,
avec Judith Guittier,
Marief Guittier,
Christian Ruché,
Delphin Ruché,
Romain Duverne
et Yohann Plotegher en alternance.

Créé l'automne dernier à Sartrouville, ce très beau et très original spectacle signé d'un compagnon de route de Roger Planchon et de Gildas Bourdet, le comédien-metteur en scène Michel Raskine, a trouvé refuge aux Bouffes-du-Nord après l'incendie du Théâtre 71 de Malakoff. Dans l'une des plus belles salles de Paris, la deuxième pièce de Joël Jouanneau, auteur contemporain dont la poésie lyrique et sombre n'a pas fini d'émouvoir et de séduire. D'autant qu'une nouvelle fois, elle est servie par Marief Guittier, l'une de nos meilleures actrices, rejointe par un camarade de la Salamandre, Christian Ruché, en pleine forme, et par sa propre fille, Judith, qui fait à dix-neuf ans des débuts formidables *(11-11-89)*.

Bouffes-du-Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 42-39-34-50. Durée : 1 h 40. De 50 F à 85 F.

Lorenzaccio

d'Alfred de Musset,
mise en scène
de Georges Lavaudant,
avec Michel Etcheverry,
ou Jean-Luc Boutté,
Nicolas Silberg,
Richard Fontana,
Guy Michel,
Martine Chevallier,
Catherine Samie,
Louis Arbessier,
Nathalie Nerval
et Thierry Hancisse.

Richard Fontana, en pleine forme, est un condotierre plus redoutable que ridicule, une force de la nature. Il est fasciné par Lorenzo, Redjep Mitrovitsa, oiseau noir à la beauté funèbre. Entre eux, une attraction fatale dont Cibo, Jean-Luc Boutté, tirera profit. Le chef-d'œuvre de Musset dans la belle mise en scène de Georges Lavaudant *(28-10-89)*.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1er. Les 9 et 12 février, 20 h 30 ; le 11, 14 heures (et les 14, 21, 23 et 28 février). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 h 15. De 40 F à 180 F.

Les Palmes de M. Schutz

de Jean-Noël Fenwick,
mise en scène
de Gérard Caillaud,
avec Sonia Vollereaux,
Stéphane Hillel
et Gérard Caillaud.

La découverte du radium par Pierre et Marie Curie sous la plume d'un jeune auteur contemporain qui l'a reprise là où l'avait laissée Labiche. Jolie mise en scène, belle interprétation, l'un des succès de l'année, tout à fait mérité *(26-9-89)*.

Mathurins, 36, rue des Mathurins, 8e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-65-90-00. Durée : 2 heures. De 80 F à 200 F.

La Peste

d'Albert Camus,
mise en scène
adaptation de Francis Huster,
avec Francis Huster.

L'histoire comme de tous d'une ville saisie par le mal dans la bouche de Francis Huster, sobre comme jamais, et charmant comme toujours *(20-10-89)*.

Porte Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin, 10e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 1 h 40. De 90 F à 200 F.

Les Sonnets

de William Shakespeare,
mise en scène
de Jean Jourdheuil,
avec Joëlle Léandre,
Jorge Silva Melo,
André Wilms
et Kimon Dimitriadis.

Voici un spectacle réalisé avec un soin infini par un tandem d'exception sur les scènes françaises, Jourdheuil et Peyret. Ils se sont attaqués à l'œuvre la plus méconnue, la plus personnelle, la plus secrète de Shakespeare, en compagnie de deux excellents comédiens. Irrésistible *(29-4-89)*.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 1 h 15. 85 F et 110 F.

Le Souper

de Jean-Claude Brisville,
mise en scène
de Jean-Pierre Miquel,
avec Claude Rich,
Claude Brasseur,
Serge Krakowski
et Laurent Rey.

De tout Paris et de sa banlieue, et même d'au-delà, on se précipite pour ne pas être le dernier à ne pas avoir vu le leader toutes catégories des créations théâtrales 89-90 : Fouché-Brasseur au bras de Talleyrand-Rich, une sorte de *smashing hit*, comme l'on dit à Broadway *(4-10-89)*.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14e. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 40. De 90 F à 230 F.

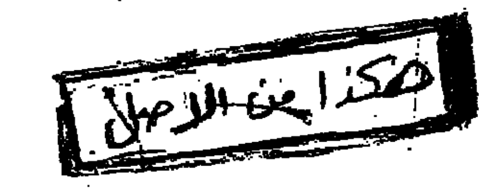
La Veuve (ou le Traître trahi)

de Pierre Corneille,
mise en scène
de Christian Rist,
avec Jacques Bonnaffé,
Yann Collette,
Jean-François Sivadier,
Patricia Dinev,
Andréa Retz-Rouyet,
Cécile Bruno,
Chantal Neuwirth,
Georges Gaillard,
Gaël Baron
et Basile Bernard.

Cinq ans avant *le Cid*, Corneille écrit sa troisième pièce, une comédie, jamais jouée. Christian Rist s'en empare aujourd'hui après l'avoir abordée dans son laboratoire de recherche sur le théâtre d'avant-hier, Studio classique. Ce spectacle est donc le fruit d'un patient travail qui éclate dans les beaux décors de Rudy Sabounghi autour de Jacques Bonnaffé, dont le jeu a surpris, Yann Collette et Patricia Dinev. Dans leur sillage, une femme que l'on avait remarquée il y a peu dans une petite salle du quartier des Halles, Andréa Retz-Rouyet, pour des débuts à quarante ans qui trouvent ici une juste récompense *(30-1-90)*.

Athénée-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9e. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. Durée : 2 h 45. De 65 F à 90 F.

La sélection théâtre a été établie par Olivier Schmitt.



GIOVANNA MARINI AU THÉATRE DE LA BASTILLE

Chanteuse de bonnes aventures

A pleins poumons, comme au combat, Giovanna Marini raconte sa vie, c'est-à-dire l'Histoire, dans des cantates d'un archaïsme vivifiant. Trois jeunes femmes ajoutent sur scène leur force à la sienne. Cette forme de lutte, strictement musicale, commence par l'enseignement.

« C'*EST la montagne des poubelles ; Pasolini adorait cet endroit.* » En contrebas de la dite montagne – utilisée comme poubelle par les ménagères romaines – s'ouvre un bâtiment bas, difficile à repérer dans l'obscurité. *Scuola Populare di Musica di Testaccio ?* Ni le nom ni l'adresse complète ne déclenche le moindre éclair dans le regard bas du chauffeur de taxi. Le plan du quartier longuement consulté, il prend un air las et parvient tout juste à ne pas se perdre.

Les abords pourraient être ceux d'une maison de rendez-vous. L'intérieur résonne de rugissements de trombones, comme toutes les écoles de musique du monde. Celle-ci est unique pourtant puisqu'elle résulte, comme on disait autrefois en langage militant, « *d'une véritable volonté populaire relayée par un groupe de musiciens et de responsables culturels, dans le contexte romain de l'immobilisme politique du milieu des années 70* ».

L'école de Testaccio, née comme on voit à la force du poignet il y a quinze ans (les bâtiments furent alors squattés), est devenue plus simplement un conservatoire de quartier autofinancé, autogéré et surpeuplé. La fanfare, formée d'adultes et d'adolescents (le mélange des générations est l'un des principes maison), travaille comme toutes ses semblables *Porgy and Bess* et un *Paris canaille* swingué. Pas de hiérarchie, dans les enseignements, entre l'art du madrigal et celui du big bang : c'est bien le moins dans une école qui pense bien. Il est cependant assez stupéfiant de pousser une porte et de surprendre, dans sa classe, la fondatrice-présidente enseignant à sa façon (très spéciale) la pratique vocale. Fille de compositeurs de musique « *sérieuse* », élève pour la guitare classique de Segovia, ethnomusicologue et compositeur elle-même – quelque chose comme la Bela Bartok italienne, – depuis quinze ans connue internationalement, depuis quinze ans prof de base et madone bienfaitrice de cette école, Giovanna Marini n'a pendant tout ce temps baissé ni les bras ni la voix.



FRANÇOIS DELEBECQUE

« Pour quémander son pain, on ouvre grand la bouche. »

LA BELLE VOIX RAVINÉE DES CONCIERGES ITALIENNES

Ce qu'elle enseigne ? Chanter de toutes ses forces, dans toutes les acceptions du terme. Elle, dit : « *Faire usage de sa voix* ». Technique de libération et technique de combat. Car on ne chante pas du bout des lèvres, d'un timbre gracieux, dans les tessitures mesurées de l'opéra, quand il s'agit de demander du pain, supplier Dieu ou braver le destin. On gonfle les poumons, on ouvre grand la bouche, on ne ménage ni ses cordes vocales ni son souffle. Cela donne ces voix poussées, très aiguës, très légèrement discordantes, presque hurlantes, très belles, que l'on peut encore entendre dans certaines régions du sud italien ou sicilien lors des pèlerinages, des joutes de village, des récoltes, des enterrements, voire lors de pratiques rituelles beaucoup moins officielles qui, dans la Péninsule, n'ont paraît-il jamais cessé. « *J'ai vu récemment,* raconte Giovanna Marini, *des gens déposer des serpents sur l'effigie d'un saint. Les pèlerinages, les pardons, réunissent à nouveau des foules ; j'ai vu sous les tuniques, au cours de scènes de flagellation, des chaussures à talon luxueuses. L'Italie industrialisée reste par certains côtés un tiers-monde et est, plus que jamais, à la recherche de son identité. Il n'y a pas que les pauvres qui s'inquiètent désormais de leur âme.* »

Catholique par tradition familiale, longtemps très proche du PCI *(« maintenant, il y a deux partis, c'est devenu trop compliqué »)*, Giovanna Marini jouait du luth dans un ensemble de musique ancienne, les Solisti di Roma, lorsqu'elle découvrit « *le folk* », comme elle dit joliment à l'ancienne. *Protest songs*, chroniques sociales : une manière traditionnelle de raconter en musique « *ces petits faits qui, l'un après l'autre, font l'Histoire* ».

Et pour mieux réanimer cette culture populaire, elle décide de la transporter « *dans les grands théâtres de la bourgeoisie payante* ». Elle forme un quatuor vocal (quatuor composé aujourd'hui de sa fille Sylvia, de la mezzo Lucilla Galeazzi et de Patricia Nasini, soprano aux aigus plus aigus que ceux d'Ima Sumac). En 1975, les voici invitées au Festival de Spolète « *chasse gardée de la démocratie chétienne* ». *Bella Ciao*, le chant des partisans, met le feu à la salle. « *Je n'ai pas payé deux mille lires pour entendre chanter comme ma concierge* », hurle une spectatrice. Le diagnostic était presque exact : c'est en chantant de la voix splendidement ravinée des concierges italiennes que Giovanna Marini a fait toute sa carrière de *cantastorie :* de conteuse d'histoires vraies. Histoires parlées et chantées qu'elle transporta pendant de longues années de village en village avec ses « filles ». Aèdes modernes : le quatuor vocal dormait dans un camion.

Occupations de terres bidons, rassemblements d'intellectuels manœuvrés par les syndicats ; occupations, réelles cette fois, d'églises villageoises par des militantes féministes ; tremblement de terre de Gibellina... de tout cela, comme d'ailleurs du scandale de Spolète, Giovanna a fait des cantates profanes à quatre voix qu'elle mêle, dans ses spectacles, à des miserere, à des gloria traditionnels (grégorien polyphonique comme on le chante encore en Sicile) au récit psalmodié de la Passion du Christ avec chœurs et soli alternés qu'elle a entendu, enregistré et noté lors d'une virée dans les Abruzzes. « *Les paysannes,* raconte-t-elle, *n'ont pas le droit de chanter cette Passion à l'intérieur de l'église : les paroles, qui ne sont pas celles du culte, ne sont pas jugées orthodoxes par le clergé. Les femmes entrent et sortent de l'église à reculons, pour ne pas rompre avec leur passé, pour rester en communication avec lui.* »

Giovanna Marini chante aussi des madrigaux du dix-huitième siècle, du Monteverdi. C'est sa façon à elle de marcher à reculons.

ANNE REY.

★ Cantate profane à quatre voix, paroles et musiques de Giovanna Marini, Théâtre de la Bastille, jusqu'au 4 mars, 21 h, les dimanches à 17 h., relâche lundi. Tél. : 43-57-42-14.



D.R.

Des voix rocailleuses, presque hurlantes comme on en entend dans le sud de l'Italie.

SÉLECTION PARIS

Mercredi 7

Varèse
Intégrales
Amériques

Dalbavie
Diadèmes

Bartok
Quatre Pièces pour orchestre
Ensemble InterContemporain, Orchestre de Paris, Pierre Boulez (direction).

Marc-André Dalbavie est né en 1961 et a réalisé en 1986, à l'IRCAM, ces *Diadèmes*, initialement créés par l'Itinéraire à l'époque. L'œuvre, qui fait donc appel à une régie-son importante, mobilise un altiste solo et un petit groupe d'instrumentistes. Elle voyagera jusqu'à Moscou et Leningrad au sein de la tournée en URSS de notre groupe de recherches vedette et de l'InterContemporain, fixée entre le 19 et le 26 février. Tous à l'Est, décidément...

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 8). Tél. : 45-63-88-73. De 48 F à 190 F.

Copland
Sonate pour piano

Gottschalk
Souvenir de Porto Rico
Le Bananier

Griffes
Sonates pour piano
Noël Lee (piano).

On parle toujours de l'énormité et de la diversité du répertoire de ce pianiste américain né en Chine voici 66 ans. Deux récitals inscrits dans les Midis musicaux du Châtelet en donneraient s'il le fallait la preuve définitive, pour la seule musique américaine (Ives, Carter, Copland, Lee lui-même). Qui est Griffes ? C'est la question à cent francs.

Châtelet. Théâtre musical de Paris. 12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 35 F.

Mozart
Quatuors à cordes KV 464 et 421

Beethoven
Quatuors à cordes op. 135 et 132
Quatuor Takacs.

Second concert (le premier était annoncé dans notre précédent supplément Arts-spectacles) d'un jeune quatuor hongrois diplômé en 1975 de l'Académie Liszt, doublement lauréat du concours d'Evian en 1977 et dont un disque Haydn, récemment publié par Decca, est la plus prometteuse des cartes de visite. *(Voir notre photo légendée page suivante.)*

Théâtre de la Ville. 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 55 F à 60 F.

Mozart
Variations pour piano sur un thème de Duport

Beethoven
Sonate pour piano op. 53

Debussy
Pour le piano

Chopin
Nocturnes op. 48 nº 1 et op. 62 nº 1
Troisième Scherzo
Akiko Ebi (piano).

Premier récital important d'une pianiste japonaise en France depuis longtemps, qu'on a pas mal entendue sur France-Musique, et dont d'excellents esprits disent le plus grand bien.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 90 F à 160 F.

Jeudi 8

Levinas
La Cloche fêlée

Schnittke
Concerto pour alto et orchestre

Bartok
Le Prince de bois
Yuri Bashmet (alto), Orchestre national de France, Arturo Tamayo (direction).

Schnittke comptait il y a quinze ans, avec Goubaidoulina, parmi les compositeurs soviétiques dont les partitions étaient interdites à l'exportation. L'altiste qui le joue aujourd'hui a beaucoup fait pour, bravant cette interdiction, faire reconnaître l'originalité de cette musique marquée d'une très particulière tristesse. Profitons de ce concert du National (l'un de ceux qu'il ne faut vraiment pas rater) pour signaler que Sofia Goubaidoulina sera à Bruxelles pour les quatre concerts qui lui sont consacrés, les 14 et 16 (et peut-être une journée cinéma le 15), sur l'initiative du Centre culturel de la communauté française.

Maison de Radio-France. 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 120 F.

Fux
Dafne in lauro
Clemencic Consort, Ensemble la Cappella, René Clemencic (direction, clavecin).

Lire, page suivante, notre commentaire du 13/02.

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 50 F à 300 F.

Beethoven
Quintette pour piano, hautbois, clarinette, cor et basson op. 16

Mozart
Quintette pour piano, hautbois, clarinette, cor et basson KV 452

Ligeti
Six Bagatelles pour quintette à vents
Philippe Cassard (piano). Quintette à vents Claude Debussy.

Philippe Cassard, que l'on a vu récemment sur FR 3 dans le cycle Renouveau du piano français organisé par *le Monde de la Musique* et Alain Duault, est un pianiste en pleine mutation, en plein progrès, d'autant qu'il était doué d'emblée d'une facilité prodigieuse. Un pianiste qui *aime* être au piano, il n'y en a pas tant sur le marché très encombré de la profession. Un pianiste-chambriste à l'occasion, ici à l'heure du déjeuner.

Auditorium du Louvre. 12 h 30. Tél. : 40-20-52-29. 40 F.

Vendredi 9

Mahler
Lieder
Dietrich Fischer-Dieskau (baryton). Hartmut Höll (piano).

Par le pape du lied, un récital que nous ne pouvions omettre dans cette sélection. Mais il affiche complet depuis longtemps. Au marché noir, sait-on jamais...

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. Complet.

MacDowell
Trois Marines

Ives
Deux Etudes pour piano

Lee
Chroniques

Carter
Sonate pour piano
Noël Lee (piano).

Lire ci-dessus.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 35 F.

Lundi 12

Wagner
Les Maîtres chanteurs de Nuremberg
José van Dam (baryton-basse). Matthias Hölle, Hartmut Welker (basses), Eike Wilm Schulte (baryton).

➡

MUSIQUES

→

Norbert Orth,
Manfred Fink (ténors),
Lucia Popp (soprano),
Hanna Schaer (mezzo-soprano),
Orchestre philharmonique de Radio-France,
Chœur de Radio-France,
Marek Janowski (direction),
Claude Régy (mise en scène).

Deuxième opéra allemand mis en scène au Châtelet. Après le National dans *Fidelio*, le Philharmonique dans *les Maîtres chanteurs*. Rappelons-nous que Marek Janowski lui a fait travailler, naguère encore, l'ensemble de la *Tétralogie*, et gardons meilleur espoir sur la haute tenue instrumentale de la soirée. Lucia Popp était paraît-il au meilleur de sa forme lors des répétitions. Quant à Van Dam, voix de plus en plus admirable, a-t-il fait un seul caprice, commis une seule irrégularité en trente ans de carrière ascendante ?

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 18 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 60 F à 395 F.

Milano

Trois Fantaisies pour luth

Dowland

Œuvres pour luth

Johnson

Œuvres pour luth

Giuliani

La Rossiniana op. 119

Takemitsu

All in twilight
Quatre Pièces pour guitare

Bach

Prélude fugue et allégro pour guitare BWV 998

Julian Bream (luth, guitare).

Non, la salle Pleyel n'est pas l'écrin adapté aux délicates sonorités du luth et de la musique élisabéthaine. Ni à Bach et à la guitare. Mais Bream est un peu l'Alfred Deller du luth et de la guitare. Même si on ne l'entend pas, il faut savoir qu'il est là.

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 13). Tél. : 45-63-88-73. De 100 F à 300 F.

Mardi 13

Janacek

Trois Danses de Moravie

Bloch

Poèmes de la mer

Brahms

Variations pour piano op. 18

Schumann

Davidsbündlertänze

Jean-Louis Haguenauer (piano).

L'une des très rares apparitions parisiennes d'un pianiste sorti de l'ombre quand il a enregistré deux des premières symphonies de Beethoven, transcrites pour le clavier par Liszt. Soit une performance (Harmonia Mundi).

Musée d'Orsay, 12 h 30. Accès libre avec le billet d'entrée au musée.

Keiser

Croesus

Clemencic Consort, Ensemble la Cappella, René Clemencic (direction, clavecin).

Retour de René Clemencic, l'un des pionniers de la musique ancienne sur instruments d'époque, au clavecin et au pupitre de son ensemble rebaptisé La Cappella. Keiser est hambourgeois, Fux viennois : une sorte de Clemencic avant l'heure, théoricien et pédagogue

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 50 F à 300 F.

RÉGIONS

Caen

Berio

Magnificat
Sequenzas

Stravinsky

Messe, pour chœur mixte et double quintette à vents

Ensemble à vents de l'Orchestre de Caen, Maîtrise de Caen, Robert Weddle (chef de chœur), Jean-Marc Laureau (direction).

Que vaut l'acoustique de cette église normande ? Quand il n'est pas gâché par une réverbération aberrante, le son des cuivres associés aux voix est l'un des plus beau qui soit. En tout cas, un bien beau programme.

Le 11. Eglise Notre-Dame-de-la-Gloriette, 17 h 30. Tél. : 31-86-12-79. 50 F.

Clermont-Ferrand

Mozart

Symphonie n° 27 K 199
Symphonie concertante pour hautbois, clarinette, basson, cor et orchestre K 297
Concerto pour flûte et orchestre n° 1 K 313 Dejean »

Haydn

Symphonie n° 49 « la Passion »

Quintette Moraguès, Orchestre d'Auvergne, Jean-Jacques Kantorow (direction).

Si Clermont-Ferrand n'était si... central, on conseillerait aux Parisiens de se déplacer pour vérifier qu'ils n'ont pas, dans la capitale, un orchestre à cordes d'aussi bonne qualité que celui qu'a formé pour l'Auvergne l'un des grands violonistes français reconverti dans la direction. L'Orchestre de Kantorow a tout : le phrasé, la justesse, le son, la précision. Les frères Moraguès ne s'y sont d'ailleurs pas trompés et ils n'ont pas hésité, eux, à faire le voyage.

Le 13. Maison des congès et de la culture, 20 h 30. Tél. : 73-92-39-11. De 70 F à 90 F.



DECCA

Fondé il y a quinze ans, à l'initiative du violoncelliste Andras *Mihaly*, le Quatuor Takacs a bénéficié des conseils des grands quatuors hongrois historiques (Tatraï, Bartok, Elder) *et du* violoniste Zoltan Szekely, ami de Bartok et créateur de son *Deuxième Concerto pour violon*. En Hongrie, le quatuor à cordes est une histoire de famille.

Nancy

Lambert

Leçons de ténèbres, pour solistes et basse continue

Nathalie Stutzmann (contralto), Charles Brett (contre-ténor), Mauricio Buraglia (théorbe), Philippe Foulon (viole de gambe), Ivète Piveteau (clavecin, orgue et direction).

Michel Lambert, dont la fille épousa Lully, est surtout connu pour la tripotée d'airs et de dialogues sérieux qu'il composa sur les textes de poètes précieux. Maître de musique de la Chambre du roi à Versailles après 1661, Lambert est aussi, nous apprennent les dictionnaires, le premier Français à avoir composé des Leçons de ténèbres pour voix seule et basse continue. Œuvre dans laquelle se succèdent ici une contralto et un contre-ténor.

Le 13. Hôtel de Ville, 20 h 30. Tél. : 83-30-16-55. De 60 F à 85 F.

Nice

Bernstein

West Side Story

Carol Loughead, Abby Walker (sopranos), Vince D'Elia, Greg Witzany (ténors), Uta Kadelburg/ Hari Kobiella (mise en scène), Jane Setteducato (chorégraphie), Broadway Musical Company New York, Jeffry Dunn (direction).

Le film de Robert Wise, la chorégraphie de Jérôme Robbins ne doivent pas faire oublier que *West Side Story* est, comme un opéra, susceptible d'interprétations successives très différentes les unes des autres. *A priori*, la garantie de celle-ci est dans sa provenance : Broadway.

Les 10 et 13, 20 heures ; le 11, 14 h 30. Opéra. Tél. : 93-85-67-31. De 100 F à 240 F. Jusqu'au 17 février à 20 h, dim. 18 à 14 h 30.

Toulouse

Mozart

Cosi fan tutte

Sheri Greenawald, Liliane Watson (sopranos), Cecilia Bartoli (mezzo-soprano), Ludwig Baumann (baryton), Richard Croft (ténor), François Loup (basse), Jacques Doucet (mise en scène), Orchestre national du Capitole de Toulouse, Friedemann Layer (direction).

Friedmann Layer dirige un peu partout dans le monde le grand répertoire romantique et préromantique ; chef très rigoureux, il pourrait galvaniser l'Orchestre du Capitole (qui n'en a pas vraiment besoin : sur ce point Plasson veille au grain toute l'année) et une distribution marquée par la présence de Cecilia Bartoli, la Rosine du *Barbier de Seville*, enregistré par feu Giuseppe Patané (Decca).

Les 9 et 13, 20 h 30 ; le 11, 14 h 30. Théâtre du Capitole. Tél. : 61-22-80-22. De 55 F à 180 F. Le 16 février à 20 h 30.

JAZZ

Mingus Dynastie

Le groupe se justifie. Ce n'est pas une commémoration. Personne n'entretient la flamme de Mingus. Elle n'était que de lui. Elle est sa colère. Mais Mingus compositeur, Mingus avançant des propositions, Mingus inventeur de combinaisons, la dynamique de Mingus, cela peut se reprendre. Au vol.

Le 13. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Denis Fournier

A l'écoute de son disque (*Belleville*. Harmonia Mundi, EPC 882), au vu de ses rencontres (de Robert Wyatt à Archie Shepp), on peut se dire que l'on tient un nouveau batteur. Denis Fournier est un musicien qui n'est obsédé ni par la qualité-mode, ni par le vide postmoderne, ni par la technique réduite aux acquêts. C'est rare. Quand, en plus, désordres et erreurs compris, un musicien fait de la musique, c'est presque exceptionnel.

Le 14. New Morning, 21 h. 30. Tél. : 45-23-51-41.

ROCK

Alex Chilton

Alex Chilton fut d'abord le chanteur des Box Tops (*The Letter*, repris par Joe Cocker) il y a une vingtaine d'années. Puis il a fait l'objet d'un culte entretenu par quelques albums solos inégaux et la menace permanent d'un grand retour toujours remis au lendemain. Aujourd'hui on peut attendre un show décent de la part d'une grande voix, et, pour les fidèles, espérer un miracle.

Le 7. New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Papa Wemba

Champion du monde en catégorie poids coq, Papa Wemba, trait d'union entre tous les sapeurs (surtout ceux de Paris et Kinshasa), revient donner trois cours de rumba-rock. Si quelqu'un peut « ambiancer » le Théâtre de la Ville jusqu'à le transformer en dancing, c'est lui.

Le 10, 18 heures ; les 11 et 12, 20 h 45. Théâtre de la Ville. Tél. : 42-74-22-77. De 55 F à 60 F.

Won Ton Ton

C'est le nom du héros d'une parodie de Rintintin réalisée à Hollywood il y a une vingtaine d'années. Par un cheminement mystérieux il a assez plu à un groupe de musiciens belges pour qu'ils dissimulent leur romantisme sage et élégant derrière cette appellation grotesque. Bea Van Der Maat, la voix de Won Ton Ton, tirerait des larmes aux deux Dupond.

Le 11. Bataclan, 19 h 30. Tél. : 47-00-30-12. Location Fnac. 90 F.

Poitiers

Sttellla

Duo comique belge, Sttellla afflige les impatients qui ne supportent pas les jeux de mots ineptes et réjouit ceux et celles qui gardent la nostalgie des réfectoires les jours de bataille de purée. A 20 francs, c'est une affaire.

Le 9 février à 21 h 30, au Confort moderne, 185, fbg du Pont-Neuf, Poitiers. 20 F.

Lille

Malavoi

Musique avec de vrais morceaux d'Antilles. Des cordes, comme du temps où les planteurs dansaient le menuet, mises au service des tambours venus d'Afrique. Ce retournement de situation, en plus de la satisfaction morale qu'il peut procurer, est surtout le point de départ d'un cheminement musical dont le charme ne masque jamais la profondeur.

Le 9 février à 20 h 30, à l'Aéronef, 16, rue Colson, Lille. 90 F.

DANSE

Mercredi 7 février

Ballet Christina Hoyos

Suenos de Flamencos.

Cela signifie Rêveries de flamenco. Rêvons avec la belle Christina, ex-partenaire d'Antonio Gadès, et que l'on a pu voir à l'écran avec lui dans *Noces de sang*, *Carmen* et *l'Amour sorcier*. Elle l'a quitté pour fonder sa propre compagnie en 1988 et rencontre partout le succès.

Opéra de Paris. Palais Garnier, 19 h 30 (+ les 8 et 9). Tél. : 47-42-53-71. De 20 F à 200 F.

Compagnie Angelin Preljocaj

A nos héros.

La guerre et les grands sentiments vus par la lorgnette de la dérision. La pièce qui propulsa Angelin Preljocaj sur orbite, dans le ciel de la jeune danse.

Centre Georges-Pompidou (du 7 au 10, 20 h 30 ; le 11, 16 heures). Tél. : 42-74-42-19. De 55 F à 75 F.

Jeudi 8

Mathilde Monnier/ Joëlle Léandre Christian Trouillas/ Kasper Toeplitz Michèle Rust/ Serge Adam

Une rencontre en direct du geste et du son. Trois rencontres plutôt : celles de Mathilde Monnier avec la contrebassiste Joëlle Léandre, de Christian Trouillas avec le guitariste Kasper Toeplitz et de Michèle Rust avec le trompettiste Serge Adam.

Théâtre de la Bastille, 19 heures (+ les 9, 10 et 13). Tél. : 43-57-42-14. De 70 F à 90 F.

Vendredi 9

Compagnies Christine Bastin Rialto la Tartaruca Urvan Letroiga Paul les Oiseaux l'Eventail le Galet gris

Temps Danse.

Quatorze chorégraphes en deux soirées. Inutile de vous les énumérer, vous ne les connaissez probablement pas. Mais les curieux iront découvrir les Gallotta et les Bagouet de demain.

Châtillon. Théâtre, 21 heures (+ le 10). Tél. : 46-57-22-11. De 70 F à 100 F.

Samedi 10

Ecole du ballet de l'Opéra de Paris

Démonstrations.

Inaugurée en 1977, l'opération « portes ouvertes » sur le travail quotidien des « rats » remporte un tel succès que Claude Bessy, directrice de l'Ecole de danse, récidive chaque année et multiplie les spectacles. Division par division, des tout petits aux aînés, les cours de classique, mais aussi de mime, de folklore, de contemporain, de caractère et d'« adage ». Attendrissant et instructif.

Opéra de Paris. Palais Garnier, 14 heures et 19 heures (+ le 11). Tél. : 47-42-53-71. De 10 F à 40 F.

Dimanche 11

Compagnie l'Esquisse

Un imprudent bonheur.

Joëlle Bouvier et Régis Obadia nous ont offert récemment, au Théâtre de la Ville, un si beau *Welcome In Paradise* que l'on courra voir leur nouveau duo, *Un imprudent bonheur*.

Sceaux. Les Gémeaux, 17 heures. Tél. : 46-61-36-67. 80 F.

Mardi 13

Ballet de Hambourg

Peer Gynt.

C'est une des plus étonnantes pièces d'Ibsen. Ce fut une des plus belles mises en scène de Patrice Chéreau. C'est aujourd'hui un ballet, signé par John Neumeier, invité avec sa troupe au Palais Garnier. La musique a été composée tout exprès par le compositeur soviétique Alfred Schnittke, les décors et les costumes sont de Jürgen Rose.

Opéra de Paris. Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 20 F à 300 F.

Avignon

Les Hivernales

Le thème des Hivernales 1990 est « Danseur-acteur-chanteur ». Autrement dit, on réunit des compagnies (dix, dont Doussaint, Dubouloz, Nadine Hernu, Wim Vandekeybus, Jean Gaudin) qui associent la danse au théâtre et au chant, ou à la musique.

Opéra, Théâtre des Halles, salle Benoît-XII, etc. Jusqu'au 14 février, à 20 h 30, ou 21 heures. Tél. : 90-86-35-14. 65 F.

La sélection « Musiques » a été établie par : Anne Rey. « Jazz » : Francis Marmande. « Rock » : Thomas Sotinel. « Danse » : Sylvie de Nussac.

ENTRETIEN AVEC LE CONSERVATEUR DU MUSÉE D'ART MODERNE DE NEW-YORK

Le credo photo de Peter Galassi

Peter Galassi, trente-huit ans, est conservateur pour la photographie au MOMA, le Musée d'art moderne de New-York. Il y est entré en 1981, à la demande de John Starkowski, et depuis y a réalisé trois expositions : « Before photography », qui a inspiré « L'invention d'un art », récemment présentée au Centre Pompidou, « Les œuvres de jeunesse d'Henri Cartier-Bresson », et la première rétrospective Nicholas Nixon, qu'accueille l'Espace photographique de Paris.

« LE Musée d'art moderne a été créé en 1929, *dit Peter Galassi.* C'était le premier au monde. Il était logé dans un petit hôtel particulier. Alfred Barr, le directeur, pensait qu'il ne fallait pas montrer uniquement la peinture, le dessin, la sculpture. Mais aussi les arts industriels comme le cinéma et la photo. En 1935, Beaumont Newhall le rejoint comme bibliothécaire. Barr lui a demandé s'il voulait faire quelque chose sur la photo. Newhall a répondu : « Il y a cent ans qu'elle existe. Il faut retracer son histoire. » En 1937, il a donc écrit la première histoire de la photographie. Edward Steichen lui a succédé en 1947. Il a dirigé le département jusqu'en 1962. Puis John Szarkowski lui a succédé à son tour.

» Szarkowski a fait de la photo un objet de musée. Il a eu l'idée des rétrospectives de grands maîtres du vingtième siècle : Kertesz, Dorothea Lange, Bill Brandt, Walker Evans, et d'autres. Beaumont avait bien exposé Strand, Weston et Cartier-Bresson. Mais à part cela, rien de tel n'avait été fait.

» Le musée a grandi. A partir de 1964, la photographie a disposé d'un local fixe, au deuxième étage du MOMA. On y expose en permanence un aperçu des collections. C'est une sorte de raccourci de l'histoire. Les images changent, la galerie reste.

» Nous sommes huit permanents. En peinture, ils sont peut-être vingt-cinq. Et vingt en cinéma. La photo est un des plus petits départements, avec l'architecture. Chaque exposition importante est sponsorisée. Nous devons trouver nous-mêmes l'argent. On vit comme un musée privé. Notre partenaire principal depuis quatorze ans est Springs Industry, une firme textile. C'est elle qui a financé les quatre volumes sur Atget. Nous publions un livre par an, avec un tirage moyen de 7 500 exemplaires.

» Nous n'avons pas de budget d'achat. Les acquisitions sont financées par les amis du musée. Elles dépendent d'une commission. En 1980, une photo valait 100 dollars. Cela a beaucoup augmenté. Notre collection est constituée pour moitié de donations. Mais nous achetons aussi, et surtout les œuvres contemporaines. Notre fonds comporte environ vingt-cinq mille pièces. A côté des classiques américains (Weston, Adams ou Arbus), il y a les grands noms européens : Atget, Brassaï, Cartier-Bresson, Sander. Nous possédons aussi de superbes Man Ray et Moholy-Nagy.

» Notre prochaine grande exposition est « Photography Until Now » (La photographie jusqu'à nos jours). Elle compte deux cent quatre-vingts tirages et se tiendra dans les salles où fut présentée « *Braque et Picasso* ». C'est pour cela qu'on n'a pu la montrer en 1989. Il s'agit d'une évocation historique des relations entre la technique et l'image. Bien des choses ont changé quand on a pu imprimer la photo dans la presse et la mettre en rapport avec du texte.

» C'est la dernière exposition de John Szarkowski. Il est là depuis vingt-huit ans. Mais il n'a dit à personne qu'il s'en irait. Il a soixante-quatre ans. Et il reste bien des choses à réaliser. Comme ce projet d'une exposition sur la photographie européenne contemporaine. C'est une des plus vivantes aujourd'hui. Cela ne veut pas dire que la photo soit meilleure en Europe que chez nous. Nous avons quantité de bons créateurs. Mais plus de chefs d'école. C'est pareil en peinture et en littérature.

» John Szarkowski est une des grandes personnalités du MOMA. Il a enrichi notre compréhension de l'histoire de la photographie. Avant lui, on disait : la photo est soit un document, soit une œuvre d'art. Szarkowski a supprimé cette distinction. Il a parlé de la photographie comme d'un art spécifique. Et il l'a liée à l'aventure de l'art moderne. Il est trop tôt pour parler de sa succession.

» Quand je suis entré comme stagiaire au MOMA en 1974, on parlait déjà du départ de John Szarkowski. »

Propos recueillis par
PATRICK ROEGIERS

★ « Photography Until Now », Musée d'art moderne de New-York (11 West 53 Street), du 18 février au 29 mai.



D.R.

Nicholas Nixon : Carson Beach, South Boston, 1978.

Nicholas Nixon, l'objectif

En 1977, Nicholas Nixon commence par photographier la ville de Boston en surplomb. Mené par un souci descriptif, il utilise un volumineux appareil à plaques 20 × 25, nécessitant un long temps de pose mais d'une précision remarquable.

Mélange de rigueur et de sophistication technique, cette neutralité distante caractérise son style dans les diverses séries qu'il entreprend. Aux sites urbains, aux scènes de rue anodines succèdent les portraits en groupe de gens qui fixent parfois l'appareil, mais n'échangent jamais un regard. D'un œil lui aussi anonyme, Nixon délimite ses sujets dans un espace intime, intermédiaire entre le social et le privé.

L'épouse de Nixon et ses sœurs donnent lieu à la série des « Sœurs Brown ». Entamée par hasard, en 1975, au cours d'une réunion familiale, cette suite de portraits physiques et psychologiques de quatre femmes se poursuit toujours, à raison d'une photo par an.

En même temps, Nixon entame en 1983 un reportage sur les vieillards d'un hospice de Boston. Il suit aussi, sur le mode conventionnel et sentimental de l'album de famille, l'évolution de ses enfants, Sam et Clementine. Enfin, son parcours se clôt par des documents impitoyables sur les malades du sida, réalisés eux aussi à la chambre, qu'il manie désormais avec l'agilité du Leica.

Préférant la précision à la subjectivité, le travail de Nixon se situe dans la lignée objective de Strand et de Walker Evans. Il renoue aussi avec la tradition humaniste de Steichen. Les tirages sont raffinés, fort élaborés. Pourtant, l'artiste reste moral et conservateur face au dynamisme de la photographie américaine des années 60.

P. R.

★ Nicholas Nixon, « Pictures of people » (rétrospective de 100 photographies, organisée par le Musée d'art moderne de New-York, à l'Espace photographique de Paris) ; Nouveau Forum des Halles, place Carrée, jusqu'au 4 mars. Catalogue, introduction par Peter Galassi, 123 p., 160 F.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans *le Monde* du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Afrique, formes sonores

De bois, d'ivoire, de métal, les instruments de musique africains, clochettes, tambours, sifflets, trompes et harpes, sont présentés en tant que sculptures figurant l'homme ou l'animal. Environ 170 pièces ont été prêtées par des musées et des collections privées pour réaliser cette exposition originale, qui nous vient des Etats-Unis.

Musée national des Arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil, Paris, 12e. Tél : 43-43-14-54. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 30 samedi, dimanche de 10 h à 18 h. Du 7 février 1990 au 2 avril 1990. 23 F, 13 F (dim.).

Le Corps en morceaux

Voir notre photo légendée page suivante.

Musée d'Orsay, entrée quai Anatole-France, pl. Henri-de-Montherlant, Paris, 7e. Tél : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 h à 18 h, jeudi de 10 h à 21 h 45, dimanche de 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Visite de groupes rens. au 45.49.45.46. Du 8 février 1990 au 3 juin 1990. 25 F (dimanche : 16 F.). Billet jumelé exposition musée : 40 F.

SÉLECTION

Affiches du cinéma français : des années 30 aux années 50

De *0 de conduite* au *Journal d'un curé de campagne*, de *la Grande Illusion* à *la Femme et le Pantin*, c'est d'abord tout un pan du cinéma français qui défile et des images de films qui resurgissent à travers cette exposition d'affiches. Comme quoi sans être forcément belles (il y en a quelques-unes qui le sont), elles ont aujourd'hui trouvé une nouvelle fonction, non plus d'attirer le public dans les salles obscures, mais de le faire se souvenir.

Bibliothèque Marmottan, 19, rue Salomon-Reinach, Boulogne-Billancourt, 92100. Tél : 46-05-22-64. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 8 avril 1990.

Célébrités à l'affiche

Affiches, cartes postales, tableaux-réclames, étiquettes... où l'on voit des personnages célèbres, de Jeanne d'Arc à Joséphine Baker, de Napoléon à Gary Cooper, mis au service, bon gré mal gré, de la publicité. Franchement drôle parfois.

Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figuier, Paris, 4e. Tél : 42-78-14-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 h 30 à 20 h. Jusqu'au 24 mars 1990. 15 F.

Tableaux et dessins du Haags Gemeentemuseum

Rudi Fuchs, le directeur du Gemeentemuseum de La Haye, a choisi de présenter le musée hollandais en respectant l'esprit et l'histoire de sa collection. ⇒



ARTS

David (1748-1825)

Il reste une semaine pour visiter, à Paris et à Versailles, le grand hommage au peintre de la Révolution et de l'Empire.

Château de Versailles, Salle du sacre - appartement de Mme de Maintenon, Versailles, 78000. Tél : 30-84-74-00. Tous les jours sauf lundi de 9 h 45 à 17 h 30. Jusqu'au 12 février 1990. 23 F.

Musée du Louvre, galerie et salle Mollien, entrée par la pyramide, direction Denon, Paris, 1er. Tél : 40-20-53-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 45. Nocturnes le mercredi et un lundi sur deux ainsi que le 12 février. Conf. les lundi, jeudi, samedi 15 h 30, mercredi 19 h 45. Jusqu'au 12 février 1990. 35 F (prix d'entrée du musée).

Fred Deux, œuvres (1949-1990)

Dessins, gravures, textes, livres depuis quarante ans. C'est la première rétrospective de cet artiste écrivain (d'abord connu sous le nom de Jean Douassot), qui, dans la foulée du surréalisme, explore avec une minutie inouïe des mondes intérieurs.

Ecole nationale supérieure des beaux-arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte, Paris, 6e. Tél : 42-60-34-57. Tous les jours sauf mardi de 13 h à 19 h. Jusqu'au 11 mars 1990. 18 F.

Kupka ou l'invention d'une abstraction

Une grande rétrospective. Complète grâce aux prêts de la Galerie nationale de Prague, elle permet de découvrir d'étranges œuvres symbolistes, et de mesurer toute la complexité de la démarche du peintre, l'un des grands pionniers de l'abstraction. C'est d'ailleurs sur le passage de Kupka à une peinture de la non-représentation que l'accent est mis.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 16e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi à 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

L'art conceptuel, une perspective

L'exposition tente pour la première fois de donner une vue d'ensemble des démarches conceptuelles de la fin des années 60 et du début des années 70. En présentant des travaux d'artistes effectivement qualifiés de « conceptuels », tels Robert Barry, Joseph Kosuth, Lawrence Wiener, On Kawara, mais pas seulement : Broodthears, Buren, Haacke sont aussi au programme.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 16e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées grat. les jeudi à 15 h. Jusqu'au 18 février 1990. 15 F.

Le paysage en Europe du XVIe au XVIIe siècle

De Campagnola à Rubens, de Breughel à Hackert, en passant par Claude Gellée et Poussin. 162 dessins des collections du Louvre mettent en lumière l'évolution de la représentation du paysage, d'une conception de l'espace occupé par l'homme, au sentiment de la nature.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard - côté jardin des Tuileries, Paris, 1er. Tél : 40-20-53-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 15. Visites conférences les jeudis et samedis à 15 h du 15 février au 14 avril. Jusqu'au 23 avril 1990. 25 F (prix d'entrée du musée).

Le peintre, le roi, le héros

Un dossier Mignard, peintre méconnu en dépit des charges officielles qu'il occupa pendant le règne de Louis XIV. Dont on ne retient généralement qu'un substantif péjoratif – « mignardise » – qui n'a même pas été forgé sur son nom.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard – côté jardin des Tuileries, Paris, 1er. Tél : 40-20-53-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 15. Visites conférences les lundis à 15 h du 19 février au 18 avril, les mercredis à 15 h. Jusqu'au 23 avril 1990. 25 F (prix d'entrée du musée).

Nicholas Nixon

Depuis 1977, il photographie à la chambre sur pied, des groupes de gens anonymes, sa propre femme et ses sœurs, ses enfants, les vieillards d'un hospice de Boston et les malades du sida. Les tirages sont parfaits, mais le naturalisme émotionnel de l'approche paraît un rien conservateur, en regard du dynamisme de la photo américaine des années 60. *(Lire notre article page précédente).*

Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carrée - 4 à 8, Grande Galerie, Paris, 1er. Tél : 40-26-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 h à 18 h, samedi, dimanche jusqu'à 19 h. Jusqu'au 4 mars 1990. 7 F.

Saint-Sernin de Toulouse

Agrémentée de quelques pièces maîtresses de la sculpture toulousaine du Moyen Age, une exposition consacrée à l'église Saint-Sernin et à l'histoire de ses restaurations, notamment par Viollet-le-Duc. Des restaurations à restaurer ? Là est la question qui se pose aujourd'hui, car les parties hautes de l'édifice remaniées au XIXe siècle sont gravement altérées.

Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris, 4e. Tél : 42-74-22-22. Tous les jours de 10 h à 18 h. Visites commentées, rens. au 48.87.24.14. Jusqu'au 16 avril 1990. 22 F.

Sophie Taeuber

Le centenaire de la naissance de Sophie Taeuber est le prétexte de cette exposition rétrospective juste et bien faite. Qui rend hommage au talent et à l'originalité des recherches de cette artiste d'avant-garde, amie de dada puis du constructivisme, dont l'œuvre tient bon, sans qu'il soit besoin de la situer, comme on le fait trop souvent, dans la mouvance de celle de Jean Arp, l'époux.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 18 mars 1990. 15 F.

D.R.

Du fragment d'antique à l'esthétique du fragment, du corps livré en morceaux involontaires (qu'il faut tenter de regrouper ?) à son inachèvement délibéré — comme ici, ce torse de femme coupé dans son élan de Wilhelm Lembruck (1918) : un sujet fascinant que traite le Musée d'Orsay.

GALERIES

Cardenas

Les bois, ébène, chêne brûlé ou peint, d'un sculpteur cubain, parent de Lam et des surréalistes. Qui prend ses sources dans les arts primitifs africains, amérindiens et océaniens, pour séduire son matériau, et lui faire dire le sacré de la vie et le secret de la sensualité, de bien des manières.

JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot, Paris, 6e. Tél : 43-26-12-05. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 3 mars 1990.

Les Levine

Les Levine, Irlandais de New-York, utilise depuis longtemps les espaces et les moyens de la publicité pour mener de nouvelles expériences artistiques, qui n'offrent rien à consommer. Il est en somme le précurseur de la jeune génération d'artistes que l'on nomme les « simulationnistes », faute de mieux pour cerner un courant qui prend de l'importance, tout en faisant grincer bien des dents.

Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne, Paris, 8e. Tél : 47-23-32-35. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 mars 1990.

Matta

Des dessins, depuis 1936 : toute une histoire, toute une aventure, celle du plongeon vertigineux de l'artiste-navigateur nommé Matta dans ce qu'il appelle *« l'espace de l'espèce »*, et sa traversée en solitaire des corps, des plans, des transparences et des opacités de notre labyrinthe social.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris, 4e. Tél : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Jusqu'au 3 mars 1990.

Anton Prinner

Les sculptures d'abord très droites, très marquées par le constructivisme, d'une étrange artiste venue de Budapest à Paris en 1927, qui exposa chez Pierre Lœb, chez Jeanne Bucher, à la galerie Drouin et aussi chez Yvon Lambert. Mais qui est morte, en 1983, sans qu'on la connaisse très bien. C'est sa première rétrospective.

Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette, Paris, 11e. Tél : 47-00-10-94. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 3 mars 1990.

Frank Stella

En une vingtaine d'œuvres des années 80, un rappel de la création-profusion d'un peintre américain de tout premier plan, qui un jour s'est lassé du minimalisme, et depuis ne cesse de mettre en relief un foisonnement de formes vivement peintes et découpées dans des feuilles de métal, en pensant parfois aux aînés du début du siècle, comme Matisse ou Léger.

Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-au-Lard, Paris, 4e. Tél : 48-04-34-40. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 10 mars 1990.

REGIONS

Amiens

Sextine

Un regard sur la sculpture à Barcelone, aujourd'hui. Six artistes y sont présentés : Pere Noguera, Gabriel, Joan Rom, Aureli Ruiz, Angels Viladomiu, Juan Urrios, tous proposés par le directeur du Musée d'art contemporain de la métropole catalane.

Maison de la culture, place Léon-Gontier, 80000. Tél. : 22-91-83-36. Jusqu'au 18 mars.

Bordeaux

Qu'est-ce qui est contemporain ?

Une exposition en forme de points d'interrogation, et en trois temps. On en est au second, avec, pour creuser la question, les propositions contradictoires d'Armleder, Barcelo, Basquiat, Cucchi, Halley, Kiefer, Lavier et Sherrie Levine.

Musée d'art contemporain, Entrepôt Lainé, rue Foy, 33000. Tél. : 56-44-16-35. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 mars.

Grenoble

Annette Messager

Collectionneuse d'images, truqueuse de photographies, Annette Messager n'a cessé, depuis le début des années 70, de raconter et de se raconter des histoires, de parler d'elle et des autres (femmes), de ses pulsions, de ses amours et ses haines, de plus en plus souvent sous forme de mises en scène rituelles. C'est la première rétrospective de son œuvre.

Musée, place de Verdun, 38000. Tél. : 76-54-09-82. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 12 février.

Labège-Innopole

Les peintres et les livres

Picasso, Braque, Reverdy ; Sonia Delaunay, Tzara ; Giacometti, Du Bouchet ; Alechinsky, Butor... ou le livre lieu d'échanges entre les peintres et les poètes, l'image et l'écrit, le trait et la typographie, le blanc, le vide et le plein : un beau sujet, inattendu dans un centre d'art contemporain.

Centre d'art régional Midi-Pyrénées, 31328. Tél. : 61-39-29-29. De 12 h 30 à 20 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 4 mars.

Laval

Malaval

Les tableaux de paillettes jetées à la volée, « poussières d'étoiles » furieusement brossées, et les pastels d'un artiste tragique qui décida de se tuer en 1980. Itinérante, l'exposition qui lui rend hommage doit encore circuler dans de nombreuses villes, jusqu'en janvier 1991.

Chapelle Saint-Julien, Quai Paul-Boudet, 53000. Tél. : 43-56-85-94. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi. Jusqu'au 2 mars.

Lorient

Karen Knorr

Un inventaire critique des us, rites et codes de la société britannique contemporaine. Artiste moins conceptuelle que Victor Burgin, Karen Knorr témoigne de la vitalité de la photographie anglaise, dont le renouveau est assuré, entre autres, par Hannah Collins et Craigie Horsfield.

Galerie Le Lieu, 11 bis, place Anatole-Le-Braz. Tél. : 97-21-18-02. Galerie de l'Ecole des beaux-arts, 9, rue Jules-Legrand. Tél. : 97-21-01-30. Service historique de la Marine, rue de la Cale-Ory. Tél. : 97-84-77-99. Jusqu'au 19 février.

Rennes

James Guitet

« De la matière à la trace », le parcours depuis une trentaine d'années d'un artiste qui participa au courant de l'abstraction lyrique, aima gérer des plages de matières colorées, avant de tendre vers une peinture allégée, d'empreintes, de cicatrices, de vibration.

Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél. : 99-28-58-94. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 2 mars.

Saint-Etienne

De la Révolution à la perestroïka

Pleins feux sur la peinture et la sculpture des avant-gardes soviétiques, celles du début du siècle et celles d'aujourd'hui, pour la première fois rapprochées. Les œuvres, environ cent cinquante, viennent des collections des Musées Ludwig d'Aix-la-Chapelle et de Cologne, qui sont particulièrement riches en ce domaine.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. De 10 heures à 19 heures. Nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 26 février.

Thiers

Miguel Egana

Dans le genre détournement un peu fou d'objets du quotidien : caddies, boîtes à outils ou panneaux signalétiques, le jeune sculpteur Miguel Egana est plutôt bien. D'ordinaire il travaille et expose à Paris, mais cette fois il est à Thiers, au pays de la coutellerie, parce qu'il lui arrive souvent de tordre du fer, condition *sine qua non* pour exposer au Centre d'art du Creux de l'Enfer.

Centre d'art contemporain Le Creux de l'Enfer, vallée des Usines, 63300. Tél. : 73-80-26-56. De 15 heures à 20 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 1er avril.

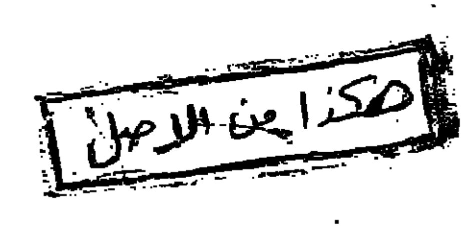
Tourcoing

André Corneille Lens

L'un des rares représentants de l'art flamand au XVIIIe siècle. Peintre d'histoire et de mythologies, il fut sauvé de la raideur par d'élégants coloris. Auteur de traités (du bon goût et de la beauté en peinture), il réforma, puis dirigea l'Académie d'Anvers, puis, à la fin de sa vie, décora à Bruxelles des églises et des bâtiments publics.

Musée des beaux-arts, 2, rue Paul-Doumer, 59200. Tél. : 20-25-38-92. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30, le dimanche de 15 à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 2 avril.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breerette, Sélection photo : Patrick Roegiers



Les directives du premier ministre au secteur public

Vigilance

M. Michel Rocard vient de se livrer à un exercice bien traditionnel : l'envoi aux ministres et secrétaires d'Etat ayant sous leur tutelle des entreprises publiques d'une circulaire précisant les orientations générales de la politique salariale du gouvernement. A l'heure où on parle de plus en plus d'autonomie et de décentralisation, ce rappel de la tutelle de l'Etat pourra paraître inopportun, voire maladroit. Et il est vrai que le premier ministre s'était interrogé sur la poursuite de cette tradition que M. Chirac avait interrompue pour 1988 (tout en transmettant des consignes orales)...

Mais ce n'est pas au moment où M. Rocard se refuse à se laisser bercer par la douce musique d'une croissance qui autoriserait tous les relâchements et parle au contraire de *« vigilance particulière »* et d'indispensable maîtrise des évolutions salariales qu'il va laisser tomber sa baguette de chef d'orchestre. Ce faisant, M. Rocard n'innove pas. Il se place dans sa propre continuité. Il reste fidèle à la ligne définie dans sa précédente circulaire (du 29 novembre 1988) qui, elle, constituait une inflexion — elle soulignait que la concertation avec les partenaires sociaux devait porter sur les mesures générales, les aménagements catégoriels et les augmentations individuelles. Les promotions individuelles et l'ancienneté (le fameux GVT) n'étaient plus pris en compte dans l'enveloppe négociée avec les syndicats...

Comme dans la circulaire pour 1989, le premier ministre parle de dialogue social et de maîtrise des évolutions. Mais il invite à une application plus stricte — plus rigoureuse — de sa propre politique salariale. On retrouve l'idée de *« prime à l'accord »* mais il n'est pas question, cette fois, pour les entreprises dont la situation s'est améliorée, de *« progression plus importante que les années précédentes »*. Au contraire, M. Rocard borne strictement les évolutions attendues : les salaires devront augmenter, pour les mesures générales, de 2,5 % au maximum en niveau.

Quant à la progression en masse de la rémunération des salariés présents, elle devra être *« cohérent avec l'objectif d'une inflation maîtrisée à 2,5 % l'an »*, l'enveloppe contenant mesures générales et augmentation individuelles et catégorielles. Ce qui laisse entendre que les entreprises publiques seront en 1990 moins « généreuses »... qu'en 1989.

M. N

M. Rocard : « La maîtrise des évolutions salariales demeure indispensable »

M. Michel Rocard a adressé, le 30 janvier, aux ministres et secrétaires d'Etat ayant sous leur tutelle des entreprises publiques une directive salariale pour 1990, qui vient d'être publiée.

Le premier ministre rappelle d'abord l'importance des négociations salariales : *« Vous connaissez mon attachement à la qualité du dialogue social au sein des entreprises publiques ; les discussions salariales en constituent un des moments privilégiés. »*

« La situation économique générale, indique M. Rocard, *s'avère, en 1989, meilleure que celle prévue lors de la conclusion des accords salariaux qui viennent à échéance, avec, en particulier, une prévision de croissance de 3,5 % en 1989 contre 2,5 % initialement. En revanche, les perspectives de croissance pour 1990 sont plus modérées (3 %). C'est pourquoi, je vous demande de bien vouloir rappeler aux dirigeants des entreprises placées sous votre tutelle que la maîtrise des évolutions salariales demeure indispensable pour conforter les évolutions positives actuelles en matière de décélération de l'inflation et de redressement de notre compétitivité, conditions indispensables de la poursuite d'une croissance durable et créatrice d'emploi. »*

M. Rocard juge donc *« indispensable de confirmer l'abandon de toute pratique d'indexation, c'est-à-dire de tout lien automatique entre l'évolution des salaires et l'évolution constatée des prix. L'importance des efforts budgétaires consentis en faveur de nombreuses entreprises publiques et la fragilité de leur compte d'exploitation nous imposent en outre une vigilance particulière »*.

« Pour 1989, précise M. Rocard, *dès lors que la situation particulière de l'entreprise publique l'autorisera, un partage équitable de l'amélioration enregistrée est envisageable pour clore l'année, faisant la part de ce qui revient à l'investissement, à la lutte contre le chômage et au pouvoir d'achat. Cette amélioration a pu ou pourra se traduire par le versement d'un complément de rémunération au titre de 1989. »* Mais seule une fraction de ce complément *« pourra faire l'objet d'une mesure en niveau lors du bilan prévu par la clause de rendez-vous »*.

« Pour 1990, continue M. Rocard, *l'évolution des prix prévue dans la loi de finances 1990, soit 2,5 %, constituera la limite supérieure des mesures générales en niveau qui pourront être déterminées dans les accords. La concertation entre les partenaires sociaux aura pour objet de définir les mesures générales, les aménagements catégoriels et les enveloppes d'augmentations individuelles qui permettront une progression en masse de la rémunération moyenne des salariés présents cohérente avec l'objectif d'une inflation maîtrisée à 2,5 % l'an et avec le souci d'une juste association des salariés aux fruits de la croissance. Cette progression prendra également en compte l'existence ou l'absence d'accord salarial. »* Un réexamen mais sans indexation pourra être prévu par les clauses de fin de parcours.

INSOLITE

Secret sur les passions

Le groupe « Les mutuelles du Mans-Vie » a été condamné, le 6 février, par le tribunal de grande instance du Mans, à verser 15 000 francs de dommages et intérêts, à un de ses cadres, sur lequel il a exercé des « pressions ».

Les mutuelles du Mans, afin de démontrer les liens unissent ce cadre avec l'une de ses collaboratrices, avait fait état d'un contrat qu'il avait souscrit et dont elle était l'un des bénéficiaires. Le jugement du tribunal condamne le groupe pour *« violation du secret professionnel »*, *« atteinte à la vie privée »* et non-respect de *« la loi informatique et liberté »*.

Hausse du rendement des emprunts d'Etat à Francfort et à Paris

La querelle sur l'unité monétaire allemande provoque une tempête sur les marchés financiers

Le profond désaccord entre la Banque fédérale d'Allemagne et le chancelier Kohl, qui veut forcer l'allure sur l'union monétaire entre la RFA et la RDA (un seul mark), a déclenché une véritable bourrasque sur les marchés financiers, déprimant brutalement celui des obligations.

La crainte de l'inflation que pourrait provoquer le déversement de liquidités dans un système économique est-allemand en état de pénurie et celle d'appels accrus du budget ouest-allemand pour aider la RDA ont poussé à la hausse les rendements des emprunts fédéraux à Francfort. Celui de l'emprunt à dix ans, le « Bund », est passé de 7,75 % vendredi dernier à plus de 8 % mercredi 7 février, dans un climat de vive inquiétude.

Immédiatement, à Paris, le rendement des emprunts d'Etat a suivi le même chemin : ce même mercredi 7 février, l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans (8 1/8 % 1999) rapportait 9,94 %, contre 9,67 % à la fin de la semaine dernière, en route vers les 10 %.

Très logiquement, le MATIF, qui reflète les anticipations des opérateurs, s'est écroulé, le cours de l'échéance mars tombant aux environs de 100, au plus bas depuis deux ans, contre 101,66 à la veille du week-end dernier, dans un climat de noir pessimisme. Du coup, le placement des emprunts lancés en masse cette semaine, par la BFCE et la Caisse nationale des autoroutes notamment, s'effectue plus difficilement, les investisseurs attendant des taux plus rémunérateurs.

Pour ne rien arranger, la première adjudication trimestrielle effectuée, mardi 6 février, par le Trésor américain, portant sur des bons à 3 ans, s'est traduite par une forte hausse des rendements portés de 7,77 % il y a trois mois à 8,43 %, au plus haut depuis mai 1989.

La participation des investissements japonais a diminué, comme on le craignait, se situant au bas de la fourchette habituelle de 20 % à 50 %. Une telle hausse des rendements est de mauvais augure pour les adjudications des bons à 10 ans, qui se tenaient mardi 6 février, et surtout pour celles des bons à 30 ans, qui auront lieu jeudi. Déjà, le rendement du 30 ans s'élevait à 8,60 % contre 8,45 % la semaine dernière.

L'augmentation des taux d'intérêt à long terme dans le monde est très défavorablement interprétée : elle reflète les anticipations pessimistes des marchés financiers sur l'inflation à venir.

FRANÇOIS RENARD

Le deuxième rapport de l'OLAP

A Paris, les loyers ont augmenté de 7,8 % en 1988

Les loyers ont augmenté dans le parc privé, en 1988, de 7,8 % à Paris et de 8,4 % en proche banlieue, selon la deuxième étude que publie l'OLAP (Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne). Les résultats de cette étude confirment les grandes tendances révélées par la première (*le Monde* du 8 mars 1989) sur l'évolution des loyers privés en 1987 : la moitié de la hausse vient des nouvelles locations, car un Parisien sur cinq a changé d'appartement.

L'OLAP devrait publier un troisième dossier (sur l'évolution des loyers en 1989) vers le mois de juin.

En 1988, les loyers ont évolué moins vite à Paris qu'en 1987 (+ 7,8 % contre 8,2 % en 1987) et plus vite en proche banlieue (+ 8,4 % contre 6,8 % l'année précédente). Le Parisien paie en moyenne 58 francs par mètre carré, et le banlieusard 49 francs. Le champ de l'enquête de l'OLAP couvre quatre cent trente mille logements à Paris *intra muros* et trois cent quarante mille logements en proche banlieue.

De toute façon, la hausse est rapide, et plus de la moitié de cette progression est due aux nouvelles locations (location d'un appartement devenu vacant à un nouveau locataire). Ces relocations sont nombreuses puisqu'elles affectent un logement sur cinq ; à cette occasion, la hausse est en moyenne de 24 % à Paris et de 29 % en banlieue. Mais elle atteint 68 % lorsque le précédent locataire était là depuis plus de dix ans. En moyenne, le locataire installé en 1988 a payé 73 francs chaque mètre carré de son appartement, et le banlieusard 59 francs seulement. Mais le nouveau locataire accepte un loyer d'autant plus élevé qu'il s'agit de logements petits (89 francs le mètre carré pour un studio à Paris) ou très grands (78 francs le mètre carré pour cinq pièces et plus), ou d'appartements situés dans les bons quartiers (88 francs le mètre carré dans le seizième arrondissement et à Neuilly, soixante-cinq francs le mètre carré à l'est). *« Globalement, plus de 10 % des locataires parisiens arrivés en 1988 payaient au 1er janvier 1989 un loyer supérieur à 100 francs par mètre carré et par mois. Moins de 5 % des locataires de la proche banlieue se trouvaient dans le même cas »*, écrivent les experts de l'OLAP.

Autre composante de la hausse des loyers, les renouvellements de baux, qui contribuent pour 1,7 point à la hausse globale (1,4 point en banlieue) avec une hausse moyenne de 11,3 % (11,7 % en banlieue). Il s'agit là des baux renouvelés par recours à l'article 21 (proposition d'un nouveau loyer par le propriétaire, négociation, recours éventuel à la commission départementale de conciliation, accord pendant ou après avis de la commission, saisine possible du tribunal, accord après saisine, fixation du loyer par le tribunal).

Le recours par les propriétaires à cet article 21 a été *« d'autant plus fréquent que les logements étaient grands et les locataires anciens »*, selon l'OLAP. Ce recours très légaliste est surtout le fait des professionnels. Le nombre de logements touchés par ce type de hausse est limité : 65 000 cas à Paris, moins de 40 000 en proche banlieue. La hausse après négociation est de 57 francs par mètre carré au lieu de 61 francs par mètre carré proposés.

LOYERS DES NOUVELLES LOCATIONS A PARIS AU 1er JANVIER 1989 (EN F/M2)

zone 1 plus de 85
zone 2 de 75 à 84
zone 3 de 65 à 74
zone 4 de 55 à 64

XVIIe XVIIIe XIXe VIIIe IXe Xe XVIe VIIe IIe IIIe IVe XXe VIe Ve XIIe

La moitié des logements ont bien sûr connu la hausse normale et annuelle due à l'indice du coût de la construction (2,3 %). Et puis il y a des hausses dites empiriques, négociées en dehors de tout calendrier (en moyenne de 9 %) et qui ont touché 8 à 9 % du parc. Et puis autant qui n'ont pas eu de hausse du tout, même pas celle attachée à l'indice du coût de la construction. *« Ces évolutions insolites,* disent les auteurs de l'étude, *sont principalement le fait de personnes physiques gérant elle-mêmes leur logement et qui n'ont parfois qu'une connaissance très floue du dispositif légal de révision des loyers. »*

Avant les nouvelles lois

Pour tenter de saisir la réalité complexe du logement locatif à Paris, il convient de garder à l'esprit les nombreux contrastes qui le caractérisent. La taille du logement compte beaucoup, le studio valant plus cher au mètre carré que le grand appartement, mais plus encore la date d'installation du locataire (celui qui a emménagé en 1988 paie 70 % de plus que s'il est là depuis plus de dix ans). Et cela recoupe la remarque précédente, car la rotation des locataires est beaucoup plus rapide dans les tout petits appartements que dans les grands... Mais la localisation compte aussi beaucoup.

L'OLAP a découpé la capitale en quatre zones de prix homogènes *(voir carte ci-jointe)* qui indiquent les quartiers chers et les quartiers plus abordables, l'ouest étant évidemment plus recherché que l'est, et la rive gauche que la rive droite. La proche banlieue suit cette tendance, Neuilly, Levallois-Perret et Boulogne-Billancourt se situant en zone 1, Suresnes, Issy-les-Moulineaux, Vanves, Saint-Mandé, Vincennes en zone 2, Clichy en zone 3, Gentilly, Montreuil, Les Lilas en zone 4, Saint-Ouen, Aubervilliers, Pantin en zone 5.

Cette deuxième enquête ne porte que sur l'année 1988. La troisième, qui devrait paraître avant l'été, portera sur l'année 1989, qui a connu plusieurs changements législatifs et réglementaires (loi du 14 janvier 1989 sur les références que doit fournir le propriétaire, loi du 6 juillet 1989, dite loi Mermaz-Malandin ou encore loi Besson, réformant la loi Méhaignerie du 23 décembre 1986, décret du 30 août 1989 limitant la hausse lors du renouvellement de bail à celle de l'ICC). Autant de changements dont on pourra commencer à mesurer l'impact. Autant de raisons pour propriétaires et locataires d'être troublés dans l'application de textes compliqués et encore insuffisamment maîtrisés...

JOSÉE DOYÈRE

Condamnant « une position dominante »

Le commissaire européen à la concurrence est hostile à la fusion Air France-UTA

M. Leon Brittan, commissaire européen chargé des affaires de concurrence, n'a visiblement pas l'intention de traiter en douceur le dossier sur le rachat d'UTA par Air France. La célérité avec laquelle Bruxelles entend conduire l'instruction peut surprendre.

BRUXELLES
Communautés européennes
de notre correspondant

Moins d'un mois après l'acquisition d'UTA, Air France est accusé d'être *« en position dominante »* sur le marché français sans avoir jamais eu l'occasion de s'expliquer avec les services de M. Brittan, la première rencontre entre le commissaire et M. Attali étant prévue le 19 février.

Des échanges de courrier entre Bruxelles et Air France ont eu lieu, mais la règle non écrite dans la CEE veut que l'administration européenne prenne langue avec la compagnie intéressée avant d'établir un acte formel. Ainsi, en 1988, la Commission avait autorisé la fusion de British Airways et British Caledonian, après que Peter Sutherland, commissaire à la concurrence à l'époque, eut souhaité et obtenu la modification de certains termes de l'accord.

Dans le cas d'Air France, cette négociation n'a pas commencé que déjà M. Brittan demande à la Commission d'arrêter sa position. Dans une affaire aussi sensible, où la part de susceptibilité n'est pas négligeable, ce n'est pas la meilleure méthode pour aboutir à un arrangement à l'amiable. D'autant que Lufthansa, Alitalia et British Airways sont aussi en position dominante sur leur marché domestique depuis longtemps.

M. Brittan a-t-il été agacé par la position réservée des dirigeants d'Air France à l'égard de l'ouverture du ciel européen, ou par leur attitude à l'égard d'UTA, qui, quand cette compagnie était la propriété des Chargeurs, avait déposé une plainte en bonne et due forme auprès de Bruxelles parce que le gouvernement lui refusait de nouvelles dessertes ? Toujours est-il que le commissaire ne fait pas dans la dentelle en estimant dans son projet que le rachat d'UTA et le contrôle d'Air Inter sont contraires aux règles de concurrence en vigueur dans la Communauté.

Tout n'est pas dit pour autant. M. Karel Van Miert, commissaire aux transports, a son mot à dire. Les dix-sept commissaires seront ensuite invités à se prononcer sur la position que leur recommande M. Brittan. Reste que ce dernier est le maître d'œuvre tout autant que dans l'affaire Renault dont le dénouement est prévu pour le 15 février prochain.

MARCEL SCOTTO

ÉCONOMIE

SOCIAL

M. Jean-Pierre Soisson lance un nouveau plan emploi

En présentant le 6 février devant la presse la campagne de promotion pour le plan emploi, qui fera l'objet de nombreux spots publicitaires, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a engagé une forte partie. En un an, a-t-il promis, il devra atteindre ses objectifs de 100 000 contrats emploi-solidarité, appelés à remplacer les TUC, et de 300 000 contrats de « retour à l'emploi », dans les entreprises, destinés à lutter contre le chômage de longue durée.

Dans le premier cas, il lui faudra convaincre les collectivités locales et les dirigeants d'association de recruter des chômeurs avec un contrat de travail rémunéré à mi-temps sur la base du SMIC, dont ces employeurs supporteraient 500 F mensuels. Certains, n'ayant pas ou peu de ressources, ne pourront pas s'en acquitter, notamment les fameuses amicales des préfectures, dénoncées par la Cour des comptes. Pour les aider, le ministre dispose cependant d'un fonds de solidarité, doté de 250 millions de francs.

Dans le deuxième cas, M. Jean-Pierre Soisson dispose, comme il l'a rappelé d'« *une locomotive* », avec l'exonération totale et définitive des charges sociales pour l'embauche d'un chômeur de plus de cinquante ans, inscrit à l'ANPE depuis un an. Cette disposition servira de produit d'appel pour convaincre les chefs d'entreprise d'utiliser les autres contrats, également exonérés de charges sociales pendant neuf ou dix-huit mois, accompagnés d'une aide forfaitaire de 10 000 F et d'une autre pour la formation.

Pour réussir son pari, le ministre du travail se rendra dans les vingt-deux régions françaises, du 8 février au 15 avril, pour populariser le thème de l'opération publicitaire : « Le chômage de longue durée ne doit plus durer. »

A. Le.

Après l'accord intervenu le 30 janvier

La reprise du travail est presque totale à la BNP

Malgré une reprise générale du travail en province, plusieurs agences et centres administratifs parisiens de la BNP (43 000 salariés) étaient toujours en grève mardi 6 février. Le même jour, cinq cents agents environ ont manifesté à l'appel de la CGT devant le siège de la banque à Paris.

Selon la direction de la BNP, quelque huit cents grévistes continuent leur action en dépit de l'accord signé le 30 janvier par les syndicats CFDT, FO, CFTC et SNB-CGC, mais aucune perturbation n'est à signaler en province. En région parisienne, quelques petites agences n'ont pu ouvrir (le pourcentage de grévistes dans les services commerciaux est, selon la direction, d'environ 5 % à 6 %). Dans les centres administratifs de Barbès, certains agents entament leur neuvième semaine d'arrêt de travail, et la proportion de grévistes est de 12 % à 15 % selon la BNP.

La CGT, soutenue par un comité de grève, continue de revendiquer une augmentation de 1 500 F par mois et un salaire d'embauche à 6 500 F. Elle assure que la mobilisation pourrait reprendre dans les prochains jours.

Le 30 janvier, les syndicats CFDT, CFTC, FO et SNB-CGC avaient appelé à cesser la grève après avoir obtenu une amélioration de quelque 900 F de la prime d'intéressement. Cette disposition s'ajoutait aux mesures déjà accordées au début du conflit : attribution de dix points (127,80 F par mois) aux quarante-trois mille salariés, prime de productivité égale à 10 % d'une mensualité avec un plancher de 1 000 F et diverses mesures en faveur des bas salaires. Enfin le rythme annuel des diminutions d'effectifs passera de mille à sept cent cinquante.

La réforme de la fonction publique

La FEN et la FGAF signeront l'accord sur la grille

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) et la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF) ont annoncé mardi 6 février qu'elles signeront vendredi le protocole d'accord sur la réforme de la grille unique de la fonction publique. M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, a précisé que huit syndicats nationaux sur quarante-neuf se sont opposés à cette signature et a souligné que le texte négocié la semaine dernière avec le gouvernement offre aux fonctionnaires « *des perspectives de carrière élargies* ». Il souhaite toutefois d'autres négociations pour « *l'enseignement supérieur et la recherche* ».

Optimiste, M. Simbron estime que les trois autres composantes (CFDT, CFTC et CFE-CGC) du « *groupe des cinq* » parapheront cet accord. En revanche, FO juge sévèrement le résultat des négociations et donnera son avis définitif lorsque le gouvernement formulera ses dernières propositions salariales pour les années 1988-1989. Quant à la CGT, elle a déjà dit non.

□ **Une protestation de la CGT après les propos de M. Rocard.** — Intervenant sur Europe 1, le 6 février, M. Michel Rocard a qualifié la CGT de « *groupuscule d'agitation* ». Dans un communiqué, le bureau confédéral de la CGT a aussitôt protesté en dénonçant les termes utilisés par le premier ministre « *que nombre des plus réactionnaires de ses prédécesseurs ne s'étaient pas permis* ». « *Il faut aussi qu'il ait une curieuse idée du syndicalisme français dans son ensemble* ».

INDUSTRIE

Confrontée à une forte demande des entreprises

L'ANVAR veut multiplier les initiatives pour le transfert des technologies

Pour l'année 1990, l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) compte développer ses aides aux entreprises de taille moyenne et multiplier ses initiatives dans le domaine du transfert de technologies. Son budget, établi à 1,33 milliard de francs, est d'une grande stabilité.

Pour l'année de ses vingt et un ans, l'ANVAR entend plus que jamais s'émanciper. Cet organisme, qui fut créé pour valoriser auprès des industriels les recherches réalisées par les laboratoires du CNRS, devrait, en 1990, continuer sa mutation dans le domaine de l'« ingénierie de l'innovation ». La nomination d'un directeur de la politique commerciale, M. Daniel Moers, ancien délégué régional de l'Agence en Ile-de-France, annoncée par M. Henri Guillaume, le PDG de l'ANVAR, à l'occasion de la présentation à la presse, mardi 6 février, du bilan de l'Agence pour l'année écoulée, symbolise cette volonté de diversification.

Au départ simple « guichet de financement », l'Agence a désormais pour objectif de devenir un prestataire de services pour tous les acteurs de l'innovation : qu'il s'agisse des laboratoires de recherche, des entreprises, petites ou grandes, susceptibles de tirer profit des travaux des premiers, ou encore des intermédiaires comme les sociétés de conseil ou les sociétés de recherche sous contrat.

Ses aides financières à l'innovation ne seront plus réservées aux entreprises de petite taille.

L'ANVAR intensifiera son action en faveur des sociétés de taille moyenne et de certaines filiales des grands groupes. Ces derniers, cependant, ne pourront obtenir l'aide de l'ANVAR que s'ils coopèrent avec des PMI ou des organismes de recherche pour des projets d'essaimage, de création d'entreprises de technologie ou pour des participations à des programmes Eurêka. L'Agence continuera à soutenir la création d'entreprises innovantes.

Les coopérations européennes

Dans le domaine du transfert de technologies, l'ANVAR pourrait développer ses actions de courtage consistant à mettre en relation ceux qui offrent des technologies (qu'il s'agisse de laboratoires ou d'entreprises) avec des utilisateurs potentiels. Une définition plus précise de ses missions devrait être présentée au début du second trimestre. Elle envisage de créer une structure spécifique avec des partenaires publics et privés pour effectuer des opérations de courtage sur le plan national et international.

Enfin, toutes les actions visant à accroître les coopérations européennes seront, bien sûr, favorisées. M. Guillaume, qui, rappelons-le, est aussi le secrétaire général de d'Eurêka, ne peut manquer d'y veiller. Conformément aux annonces faites par le gouvernement le 15 janvier, l'ANVAR aidera les entreprises à trouver des partenaires étrangers et sera l'interlocuteur unique des PMI de moins de 500 personnes qui souhaitent participer au programme Eurêka.

Si l'ANVAR multiplie ses actions, son budget n'augmente pas au même rythme. Il s'élève à 1,33 milliard de francs pour l'année 1990 ; une somme supérieure de 6,5 % à celle qui avait été prévue au budget de 1989, mais qui correspond à ce que l'ANVAR a réellement dépensé durant l'année écoulée. Un petit ballon d'oxygène, de 90 millions de francs environ, pourrait venir des remboursements attendus pour 1990 ; leur montant total (380 millions de francs) aurait été sous-évalué par prudence, dans le budget 1990.

M. Guillaume ne semble pas s'inquiéter outre mesure de ce décalage pour l'exercice en cours. En revanche, il ne cache pas que, sans augmentation significative en 1991, il lui sera difficile de répondre positivement au nombre important de demandes d'aides présentées depuis quelques mois par des entreprises de taille moyenne, et qu'il est justement en train de solliciter.

ANNIE KAHN

Malgré une reprise des ventes

Gaz de France a enregistré un déficit en 1989

« *1989 a été une année favorable où un certain nombre d'objectifs, notamment commerciaux, ont été réalisés ; mais leur traduction financière n'est pas à la hauteur de nos espoirs* », a déclaré, mardi 6 février, M. Pierre Gadonneix, directeur général de Gaz de France en présentant les premières estimations des résultats pour l'année écoulée.

Après quatre années bénéficiaires, GDF a enregistré en 1989 un léger déficit d'environ 50 millions de francs, cela en dépit d'une hausse de 3,4 % de son chiffre d'affaires (39,3 milliards de francs), d'une diminution de son endettement (18,2 milliards de francs) et de ses frais financiers (3,1 milliards).

Soulignant la reprise des ventes (+ 3,6 % en volume), notamment dans les logements neufs, secteur où le gaz avait régressé pendant dix ans du fait de la concurrence du « tout électrique », ainsi que dans l'industrie, la direction de GDF a regretté de n'avoir pu répercuter dans ses tarifs domestiques la hausse de ses coûts d'approvisionnement.

En 1988 et en 1989, ces coûts ont en effet progressé d'environ 20 % en raison du renchérissement des cours des produits pétroliers sur lesquels ils sont indexés. Mais les tarifs domestiques du gaz vendu en France n'ont quasiment pas bougé (la hausse de 2,5 % appliquée en août avait été précédée en janvier d'une baisse de 2 %). « *Actuellement, les prix du gaz naturel sont très en retard par rapport au prix du fioul, avec un décalage d'environ 10 %* », a précisé M. Gadonneix.

M. Francis Gutman, président de Gaz de France, a regretté la politique tarifaire suivie depuis dix ans. Celle-ci, a-t-il dit, « *a conduit GDF à avoir des charges financières trop élevées de 40 % à 50 % par rapport à ses homologues européens* », ce qui a eu « *des effets inflationnistes cumulatifs* ». M. Gutman a souhaité, pour l'avenir, des « *tarifs correspondant à la vérité* ».

M. Gutman a souligné le désir de Gaz de France de développer ses activités internationales, notamment dans l'ingénierie (par sa filiale Sofregaz) afin de « *ne pas être simplement acheteurs* » et de nouer avec les pays exportateurs de gaz naturel des relations de partenariat. Il a confirmé que Sofregaz avait remporté un contrat avec la Sonatrach algérienne pour la rénovation des installations de liquéfaction de gaz naturel de Skikda. Ce contrat, qui représente un volume d'affaire global de 1 milliard de francs, sera exécuté de 1990 à 1994 et devrait porter la capacité de traitement de l'usine de 8,5 milliards à 10 milliards de mètres cubes.

Avec l'URSS, son second fournisseur, GDF a aussi signé un protocole d'intention en vue de créer des sociétés mixtes dans les domaines du transport, de la distribution, de l'ingénierie et de la fabrication de matériel (radiateurs à gaz).

□ **Douze hélicoptères Dauphin pour la Grande-Bretagne.** — L'Aérospatiale vient de faire savoir qu'elle avait vendu douze hélicoptères AS-365-N-2 Dauphin à la société britannique Bond Helicopters.

Ces nouveaux hélicoptères, qui seront livrés entre août 1990 et juin 1991, serviront à la desserte des plates-formes pétrolières de la mer du Nord. — *(APF.)*

La compagnie Astorg reprend le couturier Courrèges

La maison Courrèges revient dans le giron français. La Compagnie d'investissement Astorg a annoncé le mardi 6 février qu'elle rachetait 50,02 % de Courrèges au japonais Itokin pour un montant qui n'a pas été rendu public. Cette opération menée en commun avec l'IDI (Institut de développement industriel) et M. Jacques Petit devrait à terme aboutir à une prise de participation de 74 % du capital.

Le couturier qui avait lancé sa maison de couture en 1966 avec la minijupe et les petites bottes blanches profite ainsi de l'engouement actuel des financiers français pour les entreprises de luxe. Car entre André Courrèges et le japonais Itokin, qui était entré dans Courrèges SA en 1983, les relations étaient plus que tendues. Depuis 1987, leur mésentente fait même l'objet d'actions judiciaires. La société, qui réalise un peu plus de 80 millions de chiffre d'affaires, devrait désormais être dirigée par M. Jacques Petit, qui a déjà participé au redressement de la maison Kenzo.

F. Ch.

ETRANGER

RFA

Le chômage s'est accru en janvier

Le chômage s'est accru, pour le troisième mois consécutif en RFA, en janvier, pour s'établir à 2,191 millions de sans-emploi, soit 7,7 % de la population active, a annoncé, le 6 février, l'Office fédéral du travail. Sur un an, le nombre de chômeurs a diminué de 6 % puisque, fin janvier 1989 2,334 millions de personnes étaient inscrites au chômage.

Fin 1989, la RFA comptait 27,84 millions d'actifs, soit 385 000 de plus qu'un an auparavant.

Le chômage des réfugiés en provenance des pays de l'Est (à l'exception de la RDA) a progressé en janvier à 137 500 personnes, soit 4 % de plus que fin décembre. Le nombre de chômeurs en provenance de RDA s'est élevé à 132 100, soit 2 % de plus que fin décembre.

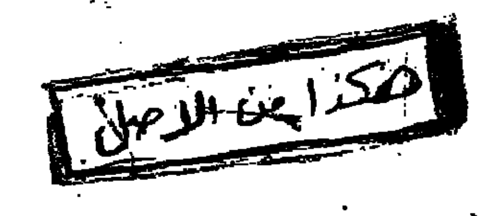
ARGENTINE

Reprise du paiement du service de la dette

Selon le ministre argentin des affaires étrangères, M. Domingo Cavallo, en visite à Paris le mardi 6 février, l'Argentine devrait reprendre le paiement du service de sa dette, interrompu depuis février 1988. M. Cavallo a annoncé que son pays verserait cette année 1,5 milliard de dollars (9 milliards de francs), dont 1,1 milliard aux banques commerciales et 400 millions aux créanciers publics regroupés dans le Club de Paris.

Par ailleurs, M. Cavallo a fait part de son espoir de parvenir à la signature d'un accord-cadre au printemps prochain entre l'Argentine et la CEE. — *(AFP.)*

□ **POLOGNE : premiers prêts de la Banque mondiale.** — Au lendemain de l'octroi d'un prêt de 723 millions de dollars (4,12 milliards de francs) du FMI à la Pologne, la Banque mondiale a approuvé le mardi 6 février ses premiers crédits à l'Etat d'Europe de l'Est. Les prêts totalisent 360 millions de dollars (2 milliards de francs) et sont consacrés au développement des exportations de produits industriels et alimentaires. Le président de la Banque, M. Barber Conable, a annoncé mardi que l'organisme de Washington envisageait d'accorder 2,5 milliards de dollars à la Pologne au cours des trois prochaines années. — *(AFP.)*



ILE-DE-FRANCE

Favoriser les industries nouvelles et maintenir l'agriculture

Le plateau de Saclay sera aménagé sans être défiguré

Le syndicat intercommunal du plateau de Saclay, qui réunit quinze communes de l'Essonne et des Yvelines, adoptera définitivement le 16 février ses propositions de développement. Mais il n'est pas sûr – l'Etat conservant ses prérogatives – qu'elles soient entérinées dans le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France.

Le Centre d'études nucléaires, Polytechnique, l'École supérieure d'électricité, les laboratoires du CNRS, c'est le plateau de Saclay. Les grands étangs où font étape les oiseaux migrateurs, les champs expérimentaux de l'INRA, les 3 000 hectares de terres agricoles parmi les plus riches de l'Ile-de-France, c'est encore le plateau de Saclay. Placé à cheval sur les départements de l'Essonne et des Yvelines, au sud-ouest de la capitale, le plateau de Saclay pourrait, demain, se développer tout en conservant cette vocation particulière de concentration de matière grise à la campagne. C'est ce que veulent une majorité de ses élus ; une voie médiane entre l'option zéro irréaliste et une urbanisation incohérente qui détruirait la qualité du site.

L'État a offert aux communes la possibilité de déterminer les grandes lignes de leur avenir à travers l'établissement d'un schéma directeur local. Groupés dans un syndicat intercommunal, le SIPS, quinze villes et villages, (dix de l'Essonne, cinq des Yvelines), y travaillent depuis dix-huit mois. Les travaux touchent à leur fin. Le syndicat devra bientôt se prononcer définitivement sur un projet cohérent qui réserve sa part au développement des activités économiques, de l'urbanisation et des établissements scientifiques, tout en préservant l'atout majeur du plateau, son cadre naturel.

Une majorité qualifiée devrait se dégager pour son adoption. Toussus-le-Noble se dissocie par avance de ses conclusions. Son conseil municipal, unanime, a déjà annoncé son retrait du SIPS et de son périmètre d'application. Il considère, selon Patrick Charles, le premier magistrat communal (divers droite), que *« les choix du syndicat ne correspondent pas aux préoccupations des communes, notamment en matière de préservation de l'environnement »*. Les autres conseils seront appelés à se prononcer. La « copie » définitive devra être rendue aux services de l'Etat à la mi-mars.

Les tentations de la B-12

Que vaudront ces décisions au regard de l'aménagement global de la région parisienne ? L'ambiguïté prévaut. Le SIPS trace ses orientations sans savoir si elles seront conformes au schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (SDAU-RIF) actuellement en révision. Robert Trimbach, maire (RPR) de Gif-sur-Yvette et président du SIPS, ne se leurre pas : les pouvoirs publics conservent tous les droits. La situation géographique, le contexte, poussent vers d'autres solutions. La ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, toute proche, se sent à l'étroit, les promoteurs immobiliers, commerciaux ou industriels font de la surenchère ; à Matignon, on cherche activement des zones pour créer des réserves foncières. Le plateau sera traversé d'est en ouest par l'autoroute B-12, ce qui autorise toutes les tentations.

La seule garantie est politique. *« L'Etat nous a proposé de jouer le jeu de la décentralisation. Il ne peut pas faire le contraire de ce qu'il a offert, sinon à se renier et perdre son crédit »*, argumente Robert Trimbach, qui presse ses partenaires d'aboutir à un accord.

Le syndicat intercommunal a étudié quatre grands thèmes : agriculture, technopoles, voirie-transports, et enfin solidarité financière sur les bases des richesses futures, élément indispensable pour stopper la compétition entre collectivités.

Le projet de schéma *(voir carte)* concentre l'essentiel de l'urbanisation dans la frange sud du plateau, ce qui permet de maintenir des unités agricoles viables. Un système complémentaire de préemption bloquera la spéculation et réservera ces terres aux seuls agriculteurs. Sur les 5 000 hectares du plateau, 2 000 resteront pour l'agriculture, 290 seront consacrés aux technopoles (80 dans une première phase de sept ans), 165 à l'habitat, avec la construction de deux mille neuf cents logements comme le souhaite l'Etat, autant pour les grandes écoles, le centre universitaire, une fondation scientifique.

Un « institut des sciences et techniques du vivant »

Soixante-cinq hectares sont encore destinés à l'accueil, éventuel, du regroupement des grandes écoles d'agriculture en un « institut des sciences et techniques du vivant » (pour lequel le ministère demande 100 hectares) (1) et 160 autres pour les voiries (la moitié), un bassin de retenue et une trame verte.

Un district urbain et un syndicat mixte verront le jour. La taxe professionnelle sur les activités nouvelles sera répartie suivant un processus complexe. *« Ceux qui auront beaucoup de charges recevront plus, mais les communes qui ont abandonné leurs ambitions de développement auront aussi une part du gâteau car elles sont les gardiennes de l'environnement »*, résume Robert Trimbach.

Le tracé, encore à définir, de la B-12, pourrait remettre en cause l'équilibre trouvé. Les élus du site se sont opposés à la réalisation de ce maillon payant de la Francilienne. Ils n'y voient pas d'utilité pour la desserte du plateau et craignent de voir s'urbaniser anarchiquement les abords de ses échangeurs. Le syndicat a fait ses propositions. Elles divergent radicalement de ce qui a été prévu, notamment par Cofiroute, le futur concessionnaire. Le tracé qui sera finalement retenu par l'Etat éclairera sur les intentions de ce dernier de s'aligner ou non sur le schéma directeur local du plateau de Saclay.

PATRICK DÉSAVIE

(1) Signe de la rivalité entre les départements, le président du conseil général des Yvelines, M. Paul-Louis Tenaillon (UDF), s'oppose au départ de Versailles de l'École nationale supérieure d'horticulture et de l'École nationale supérieure du paysage. Les autres écoles prévues dans ce regroupement seraient l'École vétérinaire de Maisons-Alfort, l'Institut national agronomique de Paris-Grignon et l'École nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires de Massy.

Schéma directeur

Les atouts de l'Essonne

Soixante-dix neuf pages pour un livre blanc : c'est la première contribution du département de l'Essonne à la réflexion du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (SDAU-RIF).

Le conseil général que préside Xavier Dugoin (RPR) revendique une place aux côtés de l'Etat et de la région à la table où se décidera son sort pour au moins deux décennies.

Une première étape est franchie avec ce livre blanc. C'est d'abord un inventaire. Il nous brosse le portrait d'un département qui, après une croissance certes rapide (le nombre d'habitants est passé de 500 000 à 1 million en vingt-cinq ans), cumule les déséquilibres : emploi-habitat (200 000 personnes émigrent quotidiennement hors des frontières départementales pour travailler) ; démographique (entre le nord surpeuplé et le sud rural, mais jouissant d'un environnement sauvegardé). Un constat plus positif sur la force économique du département, même si, là encore, le sud fait figure de parent pauvre.

Peu de propositions pour accompagner ce bilan. Elles viendront dans une deuxième phase. Les atouts de l'Essonne ? Massy, qui, avec sa gare interconnections des TGV, ambitionne d'être un pôle de niveau européen ; le plateau de Saclay, qui veut concentrer encore plus de matière grise, tout en préservant sa vocation agricole ; la ville nouvelle d'Evry, qui doit pouvoir continuer à jouer son rôle fédérateur dans la partie centrale du département.

Le conseil général y ajoute un quatrième atout, pour rappeler, en quelque sorte, son rôle d'arbitre : les pôles intermédiaires du sud, tels Dourdan, Etampes, Milly-la-Forêt ou La Ferté-Alais. Le département prêche pour que l'emporte la nécessaire coopération intercommunale. Mais ceux qui ont les as en main ont déjà commencé à faire cavalier seul.

P. D.

CORRESPONDANCE

A propos des carrières de gypse dans le Val-d'Oise

M. Francis Delattre, maire de Franconville et député du Val-d'Oise, nous écrit à propos de notre article sur les carrières de gypse dans ce département (le Monde *du 18 janvier).*

« Cet article laisse entendre que les communes concernées sont satisfaites de l'exploitation de ces carrières, ce qui est inexact pusqu'elles subissent, depuis plus de vingt ans, des décrets ministériels de poursuite d'exploitation, sans que leur avis ne soit jamais pris en considération. C'est devant ce seul fait que les communes ont adopté un compromis avec les carrières Lambert pour éviter la disparition du bois d'Hédoit, sur Argenteuil, en proposant un redéploiement de l'exploitation vers le nord.

» Aussi la commune de Franconville n'est-elle pas concernée pour 100 hectares de son territoire, mais seulement pour 6 hectares, et vous conviendrez que cette information inexacte est pour le moins malheureuse.

» Par ailleurs, nous n'avons jamais troqué une attitude de conciliation contre l'autorisation d'implanter une zone d'activités, puisque celle-ci a été acceptée administrativement il y a maintenant plus de deux ans.

» Je précise que cette implantation n'altère en aucune façon les bois puisqu'elle repose elle-même sur des anciennes carrières de sablons et de décharges publiques. »

[Il est fait mention, dans notre article concernant les carrières de gypse du Val-d'Oise, d'une ZAC sur la commune de Franconville. Il s'agit de la ZAC des Montfrais et non d'un nouveau projet. Cette ZAC fait partie d'un protocole qui prévoit, comme le précise l'article, l'acquisition par l'Agence des espaces verts de près de 100 hectares sur Franconville pour constituer le futur parc de loisirs de la butte de Cormeilles. Ce parc recouvrira également le site des carrières de gypse après leur comblement par Lambert Industries.

Quant au projet d'extension de la carrière vers le nord – dont 6 hectares sur Franconville, – s'il fait l'objet aujourd'hui d'un compromis, c'est, comme le souligne M. Francis Delattre, un « pis-aller. *Nous applaudirons à deux mains si le commissaire enquêteur refuse son extension.* » – J.M.]

800 habitants mais 5 000 emplois

L'île de la Jatte nouveau haut lieu de la « branchitude »

C'était une île de ferrailleurs, de bastringue et de plats du jour, de garde-meubles et de vieux « brocs », de moules et de frites. Le soir, quelques tout jeunes soixante-huitards venaient faire la fête au « dépôt-vente ». Quelques-uns, sans le sou, installèrent là un grand bureau et s'y firent architectes, d'autres, en grandissant, devinrent des fils de pub. Ils prirent l'île de la Jatte, et jamais ne la rendirent.

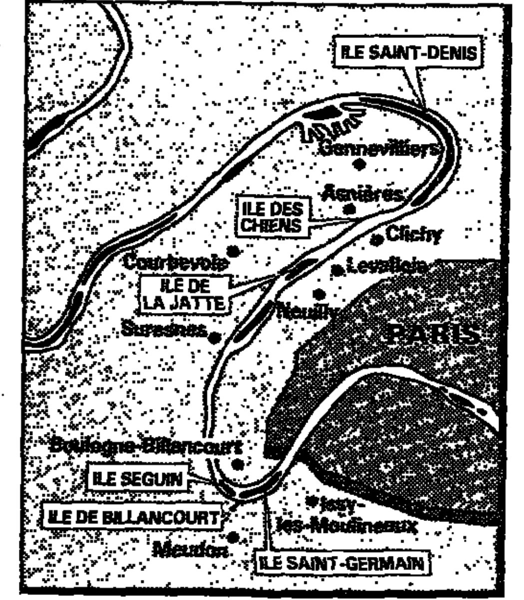
Aujourd'hui, l'île de la Jatte est l'île des yuppies et des multinationales : 4 000 à 5 000 emplois pour une population que le dernier recensement estimait à 800 habitants. Sur l'île, on trouve Yves Saint Laurent et Paco Rabanne, Rhône-Poulenc et du caviar, et puis douze agences de pub. Fiat, Mars, Gervais-Danone s'affichent grâce aux talents des Mao et autres Saatchi et Saatchi de l'île.

Une association de défense

Sur l'île de la Jatte, on trouve aussi, à la place des guinguettes à 30 F d'autrefois, quelques hauts et chers lieux de la « branchitude ». Le Café de la Jatte, pas très vieux encore, fait chaque jour dans l'ancien manège classé et graffité, sous un squelette de diplodocus, quelque 600 à 700 couverts, au moins l'été. *« L'hiver, j'ai une clientèle sympa »*, confie le propriétaire d'un bistrot plus simple — La Guinguette, anciennement L'Hameçon coincé. *« Mais l'été, et en particulier pendant Roland-Garros, c'est infernal ! »*

Le soir, le dimanche, les Parisiens et les Neuilléens viennent se promener sur la Jatte, qui est encore une île charmante, avec ses berges sans perrés ni palplanches, son petit temple de l'Amour qui salue les jardins de l'île de Puteaux, ses hangars et ses petites maisons de banlieue. Mme Siegrist, la propriétaire de la Ferme de la Jatte, se souvient de ses aller-retour à la nage jusqu'à la rue Ficatier, à Courbevoie, *« quand l'eau n'était finalement pas beaucoup plus sale »*. L'été, pour un peu, elle y retournerait.

La mairie de Neuilly vient d'ordonner une enquête publique pour permettre l'aménagement d'une future ZAC « Neuilly la Grande Jatte », sur la partie aval, entre le boulevard Bineau et la rue de Villiers, qui marque la limite, sur l'île, entre Neuilly et Levallois (1). Plutôt que les restaurants et les bureaux qui ont fleuri dans les années 70,



les urbanistes entendent *« privilégier l'habitat résidentiel de faible intensité et de faible hauteur »*, ce qui réjouit l'Association de défense et de renouveau de l'île, soucieuse de conserver à son petit territoire (1,5 km sur 160 m) un caractère familial.

Aux autres, derniers artisans et marginaux, on vante les mérites de la future promenade le long du grand bras, on souligne la vétusté des actuels préfabriqués. Sur le petit bras, des percées et des passerelles publiques permettront un passage jusqu'à l'eau, où se dérouleront, espère le concepteur, toutes sortes d'activités nautiques. Sur ce bras-là, on entend encore, à l'aube, les martins-pêcheurs et les tortues d'eau. Les petites maisons qui le surplomberont devraient à tout coup attirer les stars. Dans l'île, la rumeur parle déjà de Johnny et de César...

ARIANE CHEMIN

(1) C'est la SEM 92, société d'économie mixte majoritairement détenue par le conseil général des Hauts-de-Seine et présidée par Charles Pasqua, qui (comme pour les terrains boulonnais de Renault) a été choisie par la mairie de Neuilly pour aménager la zone.

A Charenton

Des sculptures de Buren pour commémorer la marche des fédérés en 1992

De grandes bornes, œuvre de Daniel Buren (le créateur des célèbres colonnes du Palais-Royal) ont été mises en place à Charenton, Saulieu, Mâcon, Vienne, Valence, Avignon et Marseille. Elles rappellent la marche des 500 fédérés partis de Marseille dans la nuit du 2 juillet 1792 pour défendre Paris, qu'ils atteignirent le 3 juillet. Tout au long des *« deux cents et quelques lieues »* qu'ils franchirent pour monter à la capitale, ils chantèrent ce qui allait devenir près d'un siècle plus tard notre chant national. Cette petite armée constitua l'avant-garde de ceux qui pénétrèrent le 6 août au château des Tuileries, où vingt d'entre eux trouvèrent la mort. Le reste de la troupe quitta Paris le 14 septembre pour retrouver Marseille le 20 octobre.

Les bornes, en forme de cônes inversés, sont constituées de mâts de 15 mètres de hauteur portant 500 pavillons – flammes de 30 centimètres de base pour 50 centimètres de long, qui symbolisent les 500 fédérés. A Charenton, étape finale de la marche des Marseillais (c'est là qu'eut lieu leur jonction avec les sectionnaires parisiens) vingt mâts disposés en cercle portent les couleurs des principales villes traversées. Ils sont implantés sur une place créée à l'occasion de la rénovation du quartier Valmy, qui portera le nom de place des Marseillais.

Leur inauguration définitive aura lieu en juillet 1992, soit deux cents ans exactement après l'arrivée des fédérés.

Les socialistes de l'Oise veulent la carte orange

Les élus socialistes de l'Oise se mobilisent en faveur de l'extension de la carte orange aux résidents de ce département. Trois conseillers généraux – deux députés, MM. Jean-Pierre Braine, maire de Saint-Just-en-Chaussée, et Michel Françaix, conseiller municipal de Chambly, et M. André Vantonne, maire de Clermont – ont pris, le 29 janvier, le train de Paris pour distribuer aux voyageurs des « fausses » cartes orange, les invitant à se mobiliser pour la « vraie ».

La semaine précédente, cette question était venue pour la énième fois sur le tapis de l'assemblée départementale : *« Aucun argument sérieux, ni financier, ni économique, ni même moral ne peut être opposé à l'extension de la carte orange en faveur des 15 000 personnes qui prennent quotidiennement le train pour travailler à Paris »*, ont avancé les socialistes. *« Il est inéquitable d'aider 15 000 personnes se rendant dans la capitale sans aider les 150 000 personnes qui se déplacent dans l'Oise »*, a répondu le président du conseil général, M. Jean-François Mancel (député RPR), en renvoyant la motion socialiste au conseil régional de Picardie, qui la retourne régulièrement au conseil général de l'Oise.

(Corresp.)



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC HANDELSBLAD LE SOIR Le Monde Süddeutsche Zeitung CORRIERE DELLA SERA EL PAIS De Standaard THE INDEPENDENT



OFFICE EUROPEEN DES BREVETS

Nous sommes une organisation européenne autofinancée qui connaît un développement rapide. Notre personnel est composé de 3500 ressortissants des 14 Etats-Membres, dont la FRANCE. Plus de la moitié de nos agents sont chargés des travaux de recherche et d'examen des demandes de brevets.

En raison de cette expansion, nous recrutons encore

300 INGENIEURS OU DIPLOMES UNIVERSITAIRES

- Si vous avez terminé, ou êtes sur le point de terminer, des études d'ingénieur mécanicien, électricien, électronicien ou chimiste ou d'obtenir un diplôme universitaire (DEA ou doctorat)
- si vous désirez travailler dans une ambiance internationale, à l'avant-garde de la technologie
- si vous possédez une excellente connaissance d'une des langues officielles (anglais, français, allemand), et pouvez comprendre les deux autres, et si vous êtes ressortissant d'un des Etats-Membres*

*Autriche
Belgique
Danemark
Espagne
France
Grèce
Italie
Liechtenstein
Luxembourg
Pays-Bas
R.F.A.
Royaume-Uni
Suède et
Suisse

alors

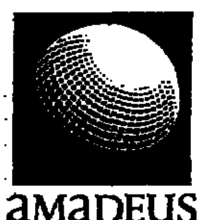
l'Office Européen des brevets vous offre une carrière intéressante d'Examinateur en brevets européens à Munich, La Haye ou Berlin, et des conditions financières avantageuses.
La rémunération annuelle nette varie de FF 204.336 à FF 379.220, en fonction de l'âge, de l'expérience et de la situation de famille. L'assurance-maladie, le régime de retraite et les autres avantages offerts par l'Office sont comparables à ceux d'autres organisations internationales.

Vous pouvez, soit prendre contact pour de plus amples renseignements et l'envoi de formulaires de candidature, soit adresser directement votre curriculum vitae à l'une des adresses suivantes:

La Haye	Munich	Berlin
Postbus 5818	Erhardtstrasse 27	Gitschiner Strasse 97-103
NL-2288 HV RIJSWIJK	D-8000 MÜNCHEN 2	D-1000 BERLIN 61
Fax: (070)3403016	Fax: (089)2399-4465	Fax: (030)2590-1840

Opportunities in AMADEUS Munich based

AMADEUS is a Global Travel Reservation System, founded by Air France, Iberia, Lufthansa and SAS.
This is an opportunity to work on a development which is one of the world's largest commercial data systems. AMADEUS utilizes IBM 3090 and UNISYS 2200 computers to provide an international travel information and reservation service.



AMADEUS includes three different companies:
- a software development company in Nice
- a marketing company in Madrid and
- a data processing company in Erding (near Munich)

CAREER START FOR GRADUATES (UNIVERSITY/COLLEGE)

Of the fields:
- Computer science, system-oriented computer science
- Mathematics
- Information communication technology

Within the framework of a trainee programme AMADEUS prepares you for your new duties. Through this you will get to know the requirements of the various specialist areas. In addition to theoretical courses of instruction, the training measures include practice-oriented on-the-job training.

Candidates should have completed a course of studies in the above mentioned areas. Due to the international structure of the company your daily working language will be English. This is why fluent English is a prerequisite. Knowledge of the German language will be an advantage.

The training programme is planned for the following areas:
- System programming
- Communications programming

Please send the pertinent documents in support of your application to the PA Consulting Group, 3 rue des Graviers, F-92521 Neuilly Cedex, Tel: (1) 47 47 11 04 under the reference number MM 598. We assure you that your documents will be treated with absolute discretion and confidentiality.







Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS

à MUNICH

recherche le

DIRECTEUR DE SON DÉPARTEMENT FINANCIER

Le directeur principal des Finances est responsable des services Gestion financière, budget et Caisse et comptabilité (budget pour 1990 environ 900 millions de DEM).

Fonctions principales consistent à planifier, à établir le budget et le bilan, à calculer les programmes et les coûts et à assurer et contrôler la bonne exécution du budget dans divers lieux d'implantation ; il est également chargé en matière financière de représenter l'Office à l'extérieur et devant des instances internationales et de conseiller la direction de l'Office pour toute question ayant trait à la politique financière de l'Organisation.

Sont exigés un diplôme sanctionnant des études complètes de niveau universitaire, une expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine concerné, ainsi que de vastes connaissances qui auront été mises en pratique — de préférence en entreprise — dans tous les domaines financiers et ce à un niveau comparable. Le candidat aura une excellente connaissance d'une des langues officielles (allemand, anglais, français) et sera apte à comprendre les deux autres.

Le traitement, qui n'est pas soumis à l'impôt national sur le revenu, reflète l'importance du poste.

Vous êtes priés d'adresser votre candidature le 23 février 1990 au plus tard à la direction principale du personnel,

Office européen des brevets
ErhardtstraBe 27, D-8000 Munich 2,
Tél. : (049) 89/2399-4316

Monsanto, un groupe multinational américain de premier plan (parmi les « Fortune 100 ») recherche, pour son service juridique européen à **Bruxelles**, un (m/f)

JURISTE D'ENTREPRISE

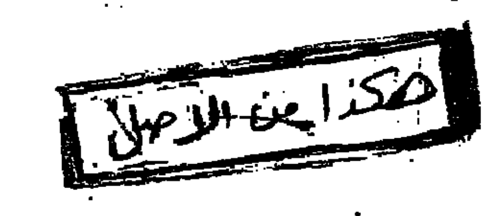
avec 5 à 6 ans d'expérience du droit des affaires, acquise au Barreau, dans un cabinet juridique ou comme juriste d'entreprise.

Ce juriste devra:
- ☐ posséder une bonne formation universitaire, avoir une base solide en droit commercial;
- ☐ parler et écrire couramment l'anglais et au moins une autre langue européenne, de manière à pouvoir rédiger des actes juridiques dans les deux langues;
- ☐ avoir une bonne connaissance du droit communautaire;
- ☐ être capable de travailler seul ou en équipe avec d'autres professionnels et de respecter des délais imposés par les impératifs des affaires;
- ☐ être prêt à voyager fréquemment en Europe;
- ☐ une connaissance du droit anglo-saxon serait un atout.

Ce poste offre d'excellentes perspectives d'avenir à un candidat dynamique.

Veuillez adresser votre curriculum vitae à Madame M. Frans, Personnel Supervisor, Monsanto Services International S.A., avenue de Tervuren 270-272, B-1150 Bruxelles, Belgique.

Monsanto



مكررا عن الاصل

Le Monde INTERNATIONAL

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

ACCOR

Le Groupe ACCOR (SOFITEL, NOVOTEL, MERCURE, IBIS, GÉNÉRALE DE RESTAURATION, LENOTRE, COURTE-PAILLE, TICKET RESTAURANT, CROISIERES PAQUET...)
poursuit son expansion et renforce son premier atout : le capital humain. Dans ce cadre, deux marques hôtelières créent auprès de leur Direction Générale respective le poste de

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Haut niveau. Culture internationale.

Votre mission :

Mettre en place la fonction
Etre l'interface entre la Direction et les opérationnels dans les domaines de la gestion des carrières, de la création du vivier des jeunes cadres, de la formation, du recrutement, de l'animation et de la communication, pour un effectif important et décentralisé.

Renforcer le projet d'entreprise en développant le potentiel humain grâce à votre force de proposition.

Votre profil :

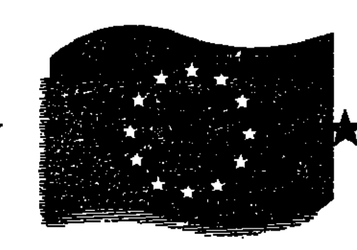
Vous avez plus de 30 ans, vous êtes européen.
De formation supérieure, vous avez une expérience réussie de la fonction, si possible dans le secteur des services. Basé à Evry, vos déplacements en france et en Europe recouvrent 50% de votre temps.

Vous êtes bilingue Français-Anglais et/ou Français-Allemand ; d'autres langues sont des atouts supplémentaires.

Si vous êtes convaincu que la qualité du service est la clef de voûte de la réussite de l'entreprise, prenez contact avec notre conseil : Groupe Panissod 109, rue de Turenne 75003 Paris
en adressant votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence DRH LM0702.



VSG



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
organise un concours général sur épreuves pour la constitution d'une réserve de

ADMINISTRATEURS (m/f) SPÉCIALISTES DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Carrière A7/A6

dans les domaines suivants:
- ☐ coopération industrielle et commerciale et analyse économique de programmes d'investissement;
- ☐ agriculture des zones tropicales et subtropicales (développement des infrastructures et recherche agricole);
- ☐ ingénierie civile (transports, hydraulique, bâtiments).

Les conditions à remplir sont les suivantes:
a) être ressortissant d'un des Etats membres de la CEE;
b) avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la Communauté Européenne et une connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues;
c) être né après le 22 mars 1954;
d) avoir accompli des études universitaires complètes dans le domaine choisi;
e) posséder une expérience professionnelle post-universitaire d'au moins deux ans dans l'un des domaines précités;
f) être disposé à s'engager à travailler dans les délégations de la Commission situées dans les pays en voie de développement.

La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

L'avis du concours détaillé et le formulaire de candidature obligatoire, encartés dans le Journal Officiel des Communautés Européennes nº C/18 du 25 janvier 1990, peuvent être demandés, de préférence par carte postale, auprès de:

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.
- ☐ Unité Recrutement, réf. COM/A/696, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES;
- ☐ Bureau de Représentation en France, réf. COM/A/696, rue des Belles-Feuilles 61, 75782 PARIS Cedex 16;
- ☐ Bureau à Marseille, réf. COM/A/696, C.M.C.I./Bureau 320, rue Henri Barbusse 2, 13241 MARSEILLE Cedex 01.

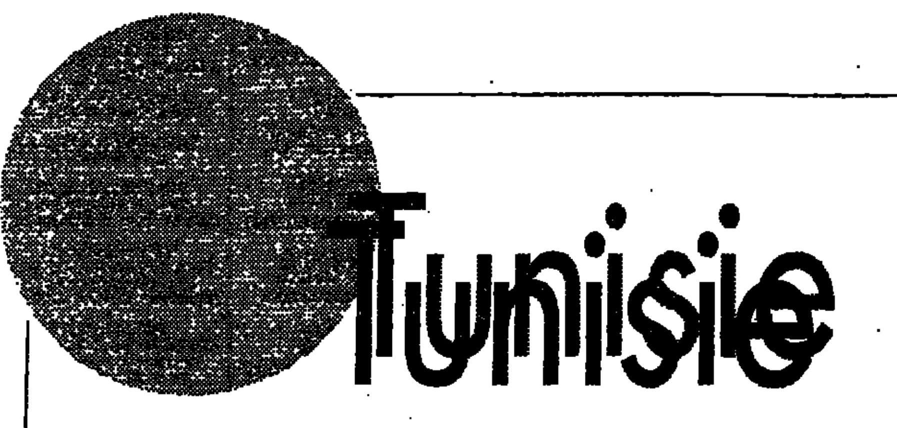
Date limite pour l'envoi des candidatures: 22 mars 1990.

LYCÉE FRANÇAIS Pondichéry recrute pour rentrée 1990 enseignants titulaires :
2 INSTITUTEURS (TRICES)
1 DOCUMENTALISTE
2 CERTIFIÉS LETTRES
1 CERTIFIÉ HG
1 CERTIFIÉ MATHS
1 PEGC MATHS PHYSIQUE
Rémunération au moins égale à salaire France. Réforme en cours.
Adresser candidature avec CV détaillé, photo et rapports inspection à : Proviseur Lycée français. PB 36. PONDICHÉRY 605001 INDE.

Société d'études et de conseil recherche un

EXPERT COMMERCIALISATION EN PRODUITS AGRICOLES

Poste basé en Afrique Centrale (durée un an renouvelable).
Formation école supérieure de commerce ou école supérieure d'agronomie (avec option commerce international). 30-35 ans avec minimum 5 ans d'expérience en Afrique. Connaissance de l'espagnol indispensable. Expérience café (ou cacao) souhaitée.
Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 6573 à MEDIA PA 50-54, rue de Silly. 92513 Boulogne-Billancourt cedex qui trans.



Associée à l'un des leaders mondiaux de l'électronique Grand Public, notre Société (350 personnes), implantée à Tunis, fabrique et commercialise des téléviseurs et des produits audiovisuels sous des marques de forte notoriété. Nous recherchons :

RESPONSABLE METHODES : vous optimisez l'organisation de la production.

RESPONSABLE APPROVISIONNEMENTS : vous garantissez l'approvisionnement en pièces et matières premières en fonction des besoins de la production.

RESPONSABLE ORDONNANCEMENT : vous assurez le planning de la production et la gestion des flux.

INGENIEUR DE PRODUCTION : Vous êtes responsable de la fabrication en terme de quantité, qualité, prix et délais.

INGENIEUR LABORATOIRE D'APPLICATION : vous préparez la mise en production industrielle des produits développés par nos laboratoires.

Pour tous ces postes, vous avez une formation supérieure d'ingénieur électronicien ou électromécanicien, une première expérience industrielle et pratiquez couramment l'Arabe Tunisien.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la réf. 6800 M et le poste choisi à : HCA - 1, Place du Palais Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HCAP

SUISSE
LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX
institution internationale située à Bâle
avec un effectif de 370 membres de 20 pays différents

recherche un

JEUNE GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLES OBLIGATAIRES EN DEVISES

(âgé de 28 ans environ)

qui sera intégré dans une équipe gérant des capitaux sur les principaux marchés mondiaux.

Diplômé d'une école, de gestion ou d'actuariat et bénéficiant d'une première expérience (entre un et trois ans) des marchés financiers, vous possédez de solides notions de mathématiques financières et une très grande maîtrise de l'anglais (des connaissances d'allemand seraient également bienvenues). Vous établirez en outre votre résidence en Suisse.

La BRI vous offre de bonnes conditions d'emploi dans un environnement international.

Si ce poste vous intéresse, veuillez adresser votre dossier de candidature, accompagné d'une photographie récente et de références, à la Section du personnel, Banque des règlements internationaux, CH-4002 Bâle, sous le numéro 90045.

LEXUS

Société écossaise spécialisée dans la compilation de livres de références bilingues et bureau de traduction cherche

UN TRADUCTEUR (H/F)

(de langue maternelle française)
Expérience professionnelle dans la traduction ou qualification en langues étrangères ou en linguistique souhaitée.

UN(E) SPÉCIALISTE EN SUÉDOIS

(de langue maternelle française)
Pour travailler sur un nouveau dictionnaire.

Ecrire à : Peter Terrell, Lexus Ltd
181 Pitt Street, Glasgow G2 4DR, Ecosse.

International investment services company seeks, for its business real estate section, well connected sales person, either as partner or employe basis. Details in english please to : GENERAL INVESTMENT SERVICES LTD, Branch 3000, Postfach 427, Hannover 1, West Germany.
Tél. : 011-49-511-313081 ; Fax : 011-49-511-318399.

UNIVERSITÉ DE HANOVRE FACHSPRACHENZENTRUM CENTRE DE LANGUES DE SPÉCIALITÉ (créé fin 1989)

rech. pour le 1er avril 1990

LECTEUR/LECTRICE (BAT IIa)
de français économique, administratif et juridique.

Durée de contrat : 2 ans. Prolongation possible jusqu'à une durée maximale de 5 ans.

Les candidats devront être titulaires : d'un diplôme supérieur de français, d'allemand ou de linguistique (appliquée) et avoir des compétences en économie, en gestion/administration ou en droit ; soit d'un diplôme supérieur de droit, d'administration, de gestion ou de sciences économiques et avoir des compétences en linguistique/didactique des langues. Langue maternelle : française. Une connaissance appropriée de la langue allemande. Contrat d'après les règlements pour lecteurs de la Basse-Saxe. Esprit de coopération pour le développement du Centre de langues de spécialité souhaité.

Adresser votre candidature (C.V. détaillé, photo et copies de diplômes) jusqu'au 28 février 1990 à :

Fachsprachenzentrum der Universitat Hannover. Welfengarten 1, D-3000 Hannover 1.

Le Monde CADRES

La Faculté de lettres de l'Université de Fribourg (Suisse) met au concours le poste de :

Professeur ordinaire pour la Chaire francophone de travail social

(approche macro-sociale de l'action sociale)

Les dossiers doivent être accompagnés d'un curriculum vitae, d'une liste des publications et des 5 publications jugées les plus importantes par les candidats (tes). Ils doivent être envoyés au Doyen de la Faculté des lettres, jusqu'au 31 mars 1990, Université de Fribourg, Miséricorde, CH-1700 Fribourg. Une description plus détaillée du poste peut être obtenue en écrivant à cette adresse.

PRINCIPIA

société d'ingénierie scientifique recherche pour ses établissements de

SOPHIA ANTIPOLIS (06)
LE PLESSIS-ROBINSON (92)
LA SEYNE-SUR-MER (83)
VERNON (27)
TOULOUSE(31)

INGÉNIEURS

MÉCANIQUE

Mécanique des structures
Acoustique
Mécanique des fluides hydrodynamique
ayant expérience de la modélisation informatique

INFORMATIQUE

Génie logiciel
Support + système VAX-VMS
Envoyer dossier à :
PRINCIPIA
BP 122
06561 VALBONNE CEDEX

LE THÉATRE DE SARTROUVILLE

RECHERCHE SON

ADMINISTRATEUR

Envoyer lettre de candidature et CV à :
Claude SEVENIER
Théâtre de Sartrouville
BP 93
78505 Sartrouville Cedex.

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES pour son Cabinet de Compiègne (Oise) cherche

COLLABORATEUR

DESS ou doctorat en droit privé possédant au moins 3 ans d'expérience en cabinet juridique.

Adresser CV et prétentions sous nº 8771
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy
75007 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

Dirigeant haut niveau anglais, bilingue français, ingénieur électronique MBA, dynamique. 14 ans d'expérience en management recherche opportunité d'établir et/ou diriger filiale en Angleterre pour compagnie européenne. Prière de s'adresser à : MOUNTVIEW MARKETING ASSOCIATES,
7 MOUNT VIEW, NORTHWOOD, MIDDLESIEX HA6. 3NZ, G.B.
Tél : 19 44 9274 20893.

Assistant universitaire (41 a.)

Mait. Info., gde exp. pédag., conn. tb Pascal, C, Assembleur S/S, MSDOS ch. formation/ enseign. temps partiel Paris
Tél. : 45-42-58-30

J. H. 21 ans, CAP pâtissier + 1 an expérience, lib. oblig. militaires
cherche emploi stable. Préf. Paris ou banlieue sud.
Tél. : 64-57-69-87 apr. 17 h.

Française célibataire. 31 ans. Expérience : administration, secrétariat. Connaissance : espagnol, allemand, anglais. Cherche empl. en Colombie. Etudierait toute proposition. Téléphone : 34-15-96-09.

-MAITRE D'HOTEL
F. 40 ans, 20 ans expérience restauration

recherche

Poste avec responsabilités dans collectivité ou autre

Paris - région Marne-la-Vallée
Ecrire sous le nº 8045
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy
75007 Paris.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX ANCIENS BAGUES ROMANTIQUES

SE CHOISISSENT CHEZ GILLET ACHAT OR. Actuellement 20 % de réduction. Gillet, 19, rue d'Arcole, 75004 Paris. 43-54-00-83.

Cours

COURS DE DESSIN-PEINTURE
Professeur diplômé, méthode personnalisée, séances individuelles, horaires souples. Atelier face Centre Pompidou.
Tél. : 48-87-35-29

Formations

Stages gratuits de COMMUNICATION D'ENTREPRISE, pour chômeurs longue durée sur 75 (bac + 1 men.).
ICMA 42-39-95-95.

Décoration

HELION GANTIER

HOMMES - FEMMES
Maison fondée en 1925
22, RUE TRONCHET
75008 PARIS

Garde d'enfants

Rech. urgent JF ou JH pour chercher école et garder domicile 14e Denfert, 2 enfts 6.5 et 2,5 ans, lundi, mardi, jeudi, vend., 16 h 30-19 h. Disp. jusqu'au 1/7/90 exigée.
Tél. : 43-27-21-68

Matériel de bureau

CASH-BUREAU
MOBILIER DE BUREAU ET DISCOUNT
PRIX IMBATTABLE : MATÉRIEL
LIVRÉS ET MONTÉS :
CATALOGUE 36 PAGES SUR DEMANDE
600 m² D'EXPOSITION
24, r. Davoust 93500 Pantin
Sortie Porte de la Villette
Tél. : 48-43-09-71
Dijon Tél. : 80-51-35-52
Marseille Tél. : 91-43-23-43

Vacances Tourisme Loisirs

DRISCOLL HOUSE-HOTEL
200 chambres simples
100 £ par semaine
Rens. : 172 New Kent Road
LONDON SE 1 4YT-GB
19-44-1-703-41-75.

JURA

Part. loue grand studio (6 pers.) tout conf. sur pistes de fond, zone nordique + 200 km balisés. Proche ski alpin station Metabief, 3 h par TGV, gare de Vallorbe (Suisse) à 6 km. Prix et rens. : (16) 81-49-00-72.

SKI DE FOND HAUT-JURA

3 h de Paris par TGV.

Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. maxi) dans ferme du XVIIe, confortablement rénovée, chambre avec s. de bains, w.-c., table d'hôtes, cuis. mijotée et légère pain maison cuit au feu de bois. Ambiance sympathique. de 2 200 F à 2 700 F par pers. et semaine tt compris, pension complète + vin, moniteur et matériel de ski. Tél. : (16) 81-38-12-51, ou écrire : Le Crêt-l'Agneau, 25650 MONTBENOIT.

ARIÈGE
09 120 VARILHES

part. loue villa neuve (2 couples) tout conf. Salon, 3 chbres, salles d'eau, cuis., garage, terrasse s/jardin mai/juin : 1 000 F semaine ; juillet/août : 1 500 F semaine. (Eau, gaz, électricité compris)
Piscine à 500 m et ts commerces Mme Marrot : tél. 42-00-70-79, après 19 heures.

Part. loue appt neuf, entièr. équipé 3 p. pr. 70 m², au calme, indép. au rez-de-jard., dans villa sur 1 500 m² de terrain amén. A l'entrée d'Ajaccio, à 1,5 km de la mer, proxi. ts com. Loue à la sem. quinz. mois. Toute l'année.
Tél. : 16-95-23-19-69.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1er arrdt

Mo TUILERIES
R. DE RIVOLI
Bel imm. 3e étage
CHARME - CHEMINÉE
PLURIMMO 45-48-25-01

2e arrdt

BOURSE except. dans hôtel partic., studio caractère, ref. nf, 1 P., entr., cuis. équip., sal. eau, w.-c., poutres appar. 539 000 F, créd. Tél. : 48-04-08-60

3e arrdt

MARAIS ARTS-ET-MÉTIERS GD STUDIO impeccable, cuisine, entrée, tout conft, Px 549 000 F, crédit possible. 48-04-84-48

BD BEAUMARCHAIS
Pptaire vend 3 P. cuis., bains, ch. centr. refait nf, 4e, asc. 45-04-24-30

4e arrdt

RUE BEAUBOURG. 3e ét., s/gde cour, studio rénové, 2 fenêtres. 560 000 F. François Faure, 45-48-22-70.

PRÈS NOTRE-DAME
3/4 P. DUPLEX
4e et 5e, asc. + terrasse, box, appt original
PLURIMMO 45-48-25-01

Près MÉTRO TEMPLE GRAND STUDIO cuis., tout confort, 3e étage. 479 000 F CRÉDIT. 43-70-04-64

5e arrdt

SAINT-MÉDARD
Bon imm. ancien.
3 PCES, 1 520 000 F
François Faure, 45-48-22-70.

VUE NOTRE-DAME
Rare, 2 pces, charme, park. poss. 2 100 000 F. François Faure, 45-48-22-70.

RUE MOUFFETARD
S/cour dégagée, soleil, 2 pces, ref. neuf. 960 000 F. François Faure, 45-48-22-70.

EXCEPTIONNEL-RARE
Neuf, jamais habité dans imm. XVIIIe entièrement réhabilité. Appt env. 113 m² haut plafond, poutres apparentes, caractère, réception environ 53 m² + 2 chbres, s. de bains, s. douches, 6 100 000 F.
Appt 96 m² env. style atelier, réception env. 53 m² + 1 chbre, possibilité mezzanine. Prix : 5 950 000 F.
Cabinet Kessler
78, av. des Champs-Élysées
46-22-03-80
43-59-68-04 poste 22.

JARDIN PLANTES
Bel imm. pierre de t., asc., 2 P., tt cft, ref. nf. Tél. : 43-45-37-00

SQUARE ST-MÉDARD
Pptaire vd ds imm. ravalé, asc., gd liv. dble + chbre, cuis. équipée, bains refait, nf commercial ou mixte. Tél. : 45-04-24-30

6e arrdt

R. DE LA GDE-CHAUMIÈRE 2 pces, cuis., bains. 1 000 000 F. François Faure, 45-48-22-70.

RUE MAZARINE
Beau duplex, tt cft, 2 chbres, 125 m², dble liv. 6 000 000 F. Gausserand, 45-51-24-70.

ST-SULPICE
Pied-à-terre, charme, 1 liv., 1 chbre, belles prestations. AFIM 45-48-15-15.

R. ST-J.-B.-DE-LA-SALLE
2 PCES
Charme. 1 200 000 F. François Faure, 45-48-22-70.

VAVIN-LUXEMBOURG 2 P. cuis., bains. TRÈS CLAIR, 5e ETAGE
ODÉON 2 P. DUPLEX
Caractère, charme
PLURIMMO 45-48-25-01

LIMITE 6e 4/5 P.
VUE s/rue et PARC
Bel imm. 4e, asc.
PLURIMMO 45-48-25-01

MONTPARNASSE. SUPERBE 2 P. séj. + chbre, cuis. équipée, s.d.b., w.-c., 6e, asc. imm. stand. récent. 1 380 000 F Tél. : 45-66-43-43

7e arrdt

RUE MONSIEUR
2 pces, refait neuf.
PRIX : 1 230 000 F.
François Faure, 45-48-22-70.

ST-FRANÇOIS-XAVIER
Imm. p. de taille, living, 50 m², 4 chbres, gd cft, 150 m² habitables. RARE. Le matin 46-42-50-50.

GRENELLE-BOSQUET
Petit studio, 2e ét., s/cour, claire, travx. 510 000 F. François Faure, 45-48-22-70.

CHAMP-DE-MARS
Dans bel imm. pierre de t., TRÈS GRAND 2 P. cuis., bains, nombr. rangements, cave, digicode. 2 250 000 F Tél. : 45-66-01-00

DUROC dans bel imm. crépi CHARMANT STUDIO refait nf., kitch., salle d'eau, w.-c., digicode. 680 000 F Tél. : 45-66-01-00

RUE DE SÈVRES. BEAU DUPLEX de CARACTÈRE. séj., chbre, cuis. équip., bains, w.-c., parf. état. 3e ét., asc. 1 400 000 F Tél. : 45-66-43-43

PRÈS CHAMP-DE-MARS 2 P. 27 m², clair, raffiné, 920 000 F. 42-50-04-28

VENTE PAR NOTAIRE
Bel imm. ancien, cour fleurie, charme, soleil, 2 P., balcon, vue dégagée, 5e ét. ss asc. 1 800 000 F.
Ce jour 12 h à 16 h
101, RUE SAINT-DOMINIQUE

9e arrdt

Mo BONNE-NOUVELLE
Près GDS BOULEVARDS, BEAU STUDIO, cuis. équipée, tt cft, refait nf. 515 000 F
CRÉDIT 43-70-04-64

10e arrdt

HOPITAL ST-LOUIS
Pierre de tail. GD 2 P. cuis., entrée, tt cft. 739 000 F. Tél. : 48-04-84-48

11e arrdt

NOTRE-DAME-D'ESPÉRANCE RUE DE LA ROQUETTE dans même imm., 2 pces, ref. neuf. 620 000 F, studio ref. neuf. 500 000 F. François Faure, 45-48-22-70.

MÉTRO SAINT-MAUR. Beau studio 30 m², refait neuf, cuis., sal. de bains, w.-c., 439 000 F, crédit total possib. 48-04-84-48

12e arrdt

DAUMESNIL EXCEPT. stand., pierre de t., 2 P., entr., cuis., bains, w.-c., cave, asc. Px 919 000 F, crédit. Tél. : 48-04-08-60

PL. NATION PRÈS
Gd 2 P., entrée, cuis. équipée, bains, w.-c. Tél. : 43-45-37-00

13e arrdt

Église Jeanne-d'Arc, rue Xaintrailles, imm. 1976, stand., séj. + 2 chbres, loggia, box, poss. excellent état. 1 800 000 F. François Faure, 45-48-22-70.

BUTTE-AUX-CAILLES. 3 pces de 75 m² env., cuis. équip., balc. 1 770 000 F.
3615 IMMOB
43-87-86-76.

14e arrdt

EXPERTISE GRATUITE
Étude Duvernet, 45-41-11-00.

MONTSOURIS
(prox.), récent, bon stand., 4 pces, 95 m², sur jardin, 3e ét., soleil, parking. PRIX INTÉRESSANT.
COGEDIM, 45-48-02-88.
C'EST AUSSI L'ANCIEN.

PARIS 14e
A 10' DE LA GARE MONTPARNASSE
PETIT IMMEUBLE
GRAND STANDING
APPARTEMENTS DE QUALITÉ
3 AU 5 PIÈCES + BALCONS
livraison mai 1991
Réalisation
ÉMILE PELLOUX CONSTRUCTEUR
renseignements et ventes
L'IMMOBILIER DU CHATEAU
Madame DESBRUERES
43-35-09-10
ou 45-54-57-34 à part. de 20 h.

RUE BOYER-BARRET. Imm. 1900, beau 2 pces, cuis., bains, ref. neuf, plein sud, verdure. 680 000 F. François Faure, 45-48-22-70.

ALÉSIA, A RÉNOVER. 3 pces de 68 m² env. 1 280 000 F, prof. libér. accept.
3615 IMMOB
43-87-86-76.

15e arrdt

VAUGIRARD, Mo Convention, (1970), gd studio (vrais cuis.), 1er ét., avec sa terrasse. 870 000 F. 45-77-96-85.

BEAUGRENELLE
BEAU 2 p. 1 390 000 F
PLEIN SUD, étage élevé, vue panoramique. Parfait état, cave, park. 48-04-35-35.

MONTPARNASSE SUPERBE 6 P. dble liv., 4 chbres, 2 bains, 2 w.-c., 4e ét., asc., vue dégagée. Immeuble ancien. 4 150 000 F Tél. : 45-66-43-43

CONVENTION dans imm. 1930 bon état. GRAND 2 P. 47 m² environ, cuis., bains, 5e, asc., interphone. 950 000 F Tél. : 45-66-01-00

16e arrdt

AV. D'EYLAU
Imm. p. de taille XIXe, 3e ét., luxueux, 280 m² habit. + services + parking + caves.
45-53-09-39.

EGLISE AUTEUIL
STUDIO + GRENIER aménageable, travaux PLURIMMO 45-48-25-01

TROCADÉRO
Pptaire vd dans imm. pierre de tail., stand., 7 P., ét. élevé, box poss. Tél. : 45-04-23-15

17e arrdt

GUY-MOQUET
2 pces, 6e ét., ss asc., état neuf, s. de bns, rue et cour, soleil, bel imm. 639 000 F. 46-03-86-51.

GUY-MOQUET. 6e, ss asc., 1 pce, tt cft, bel imm., env. 11 m². 230 000 F. 1 pce, env. 7 m², à rénov. 110 000 F. 46-03-86-51.

RUE ST-JEAN. Imm. stand., asc., interphone. STUDIO cuis. aménagée, w.-c., bains, ref. nf s/rue, balconnet. 515 000 F, crédit. Tél. : 43-70-04-64

MÉTRO BROCHANT RAVISSANT 2 P. refait nf, 1er ét., s/rue et cour. cuis. éq., douche, w.-c., interph. 599 000 F Tél. : 43-27-81-10

PTE MAILLOT
Stand., 60 m², impecc., caractère, dernier étage. 47-64-96-98.

18e arrdt

MARX DORMOY
Imm. récent, gd 2 P. 54 m², s/rue, tout confort, balcon, asc. 739 000 F. Créd. possib. 48-04-84-48

Mo LAMARCK
Gd 2 P. cuis., entr., tt cft, à rafraîchir. 659 000 F. Créd. poss. 48-04-84-48

LAMARCK-CAULAINCOURT
BEAU 3 P. 74 m²
4e ét., asc., s/rue et jard., balcons, cuis. équipée. 1 490 000 F. 48-04-35-35

RUE CHAMPIONNET
2 p. 48 m² 680 000 F
Clair, bon état, cheminée, moulures, rangements, cave, digicode. Bon immeuble, proche Mo Simplon. Crédit Tél : 48-04-35-35.

18e MAIRIE
2 p. tout cft 43 m² 710 000 à débattre. Bon imm. p. de taille. 60 m pl. J.-JOFFRIN. 48-04-35-35.

18e RÉSIDENCE DAMRÉMONT BEAU 2 P. tt cft, s. de bains, w.-c., chambre, séjour, cuisine, 6e ét., asc., clair, calme. 595 000 F. Tél. : 42-71-87-24

RUE LAMARCK EXCEPT. Pierre de t., 3 P., entr., cuis. équipée, bains, w.-c., cave, dble expo. rue et jard. 1 239 000 F, créd. Tél. : 48-04-08-60

RUE ORDENER. Près. GD STUDIO refait neuf, cuis. équipée, douche, w.-c., bel imm. 3e ét., prêt à habiter. Créd. 439 000 F. Tél. : 43-27-95-69

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT
Beau 3 pces, tout confort. 860 000 F. 42-02-67-66.

BUTTES-CHAUMONT Près Bel immeuble, studio, cuisine, entrée, tt cft. Px 365 000 F, créd. possib. 48-04-84-48

BUTTES-CHAUMONT AV. SIMON-BOLIVAR 4e ét., asc., beau 2 P. 47 m², séj., 1 chbre, dressing, cuis., bains, cave, gardien. 885 000 F Tél. : 48-04-35-35

ENTRE BUTTES ET CANAL
BEAU 2 p. 585 000 F
Clair, parfait état, cuis. équipée. Crédit 48-04-35-35.

2 p. 33 m² 375 000 F
Proche Mo Crimée, tout conf., clair. Bon imm. décoration à revoir crédit. 48-04-35-35.

CRIMÉE EXCEPTIONNEL 42 m², 2 P., entr., cuis., bains, w.-c., cave, expo plein Sud. Px 609 000 F, crédit. 48-04-08-60

VUE PANORAMIQUE
Duplex, stand., 4 pces + jard. d'hiver + terrasse, balc., triple exposition, garage. 2 500 000 F. Immo Marcadet 88, r. Marcadet, 75018 Paris. Tél. : 42-52-01-82.

PL. JOURDAIN (PRÈS)
Bon imm. ravalé, 3 pces, entrée, cuis., w.-c., bains. Tél. : 43-45-37-00.

Entre BUTTES et CANAL
2 P. 585 000 F
CLAIR, PARFAIT ETAT
CRÉDIT. 48-04-35-35

20e arrdt

PYRÉNÉES
3 P. TT CFT 63 m²
à rénover, très bel imm. pierre de t., profess. libér. poss. (ancien cabinet dentaire) 850 000 F à déb. Tél. : 48-04-35-35

MARX-DORMOY EXCEPT.
GD 2 P. 59 m²
Gd balc., 4e ét., bel imm. 880 000 F à déb. Tél. : 48-04-35-35

GAMBETTA
BEAU 2 p. 780 000 F
Entrée, séjour, 1 chbre, cuis. équipée, bains, rangements, cave. Bel immeuble, digicode. 48-04-35-35.

NATION
studio + balcon, 4e étage, asc., 30 m², imm. récent, interphone, gardien. 435 000. 48-04-35-35.

AV. GAMBETTA. Face Père-Lachaise. Bel imm. pierre de taille, 2 p., bien distribués. Tout conf., 3e étage, sans vis-à-vis. 695 000 F. 42-71-87-24.

PELLEPORT 2 P. TOUT CONFORT, s. de bains, w.-c., DOUBLE EXPO. Vue sur jardins. TRÈS CLAIR. 650 000 F. 42-71-87-24

ST-FARGEAU EXCEPT. Bel imm. r.-de-ch., 2 P., entr., cuis., sal. de bains, w.-c., cave. 499 000 F, créd. total. 48-04-08-60

PRÈS NATION, 2 PIÈCES coin cuis., w.-c., bains, 1er étage, immeuble à ravaler. Prix 338 000 F CRÉDIT. 43-70-04-64

Mo ST-FARGEAU. Imm. 1930, STUDIO refait nf, cuis. équipée, douche, w.-c., cave, gardien, ascenseur. 449 000 F. 43-27-81-10

77 Seine-et-Marne

Particulier vend dans résidence (dans parc 2 ha) bel appartement 6 pièces, 105 m², balcon 8 m. Vue dernier étage. Box fermé. Cellier. 2 salles de bains. 2 w.-c. Cuisine équipée chêne massif. Ecoles. Commerces. RER à 8 minutes.
TORCY-MARNE-LA-VALLÉE
Prix : 900 000 F
Tél. : de 11 h à 19 h au : 64-40-11-42.

91 - Essonne

YERRES (91)
A 5' gare, partic. vend appt F4, refait neuf. Cuis. équipée, séj. double, s. de bains aménagée, 2 chbres, cave, parking, possib. garage. Prix : 535 000 F. Tél. jour : 40-57-14-25, soir 69-48-87-16.

92 Hauts-de-Seine

Plateau de VANVES près 15e, beau 3/4 pièces, liv., 2 chbres, cuis. équipée, bains, loggia, park. Sous-sol, nombreux rangements. 1 670 000 F. 45-57-61-37.

BOULOGNE 92
Avenue J.-B. Clément part. vd près salle des Fêtes, vaste 3 P., 88 m², caractère, dans imm. standing. Prix 24 000 F le m² 39-46-06-63 de 10 h à 22 h

SURESNES
5' gare 1/2 P. 43 m², sans vis-à-vis, balc., park. 1 050 000 F. Tél. : 46-02-60-60

Mo P.-Vaillant-Couturier
Imm. rinduit, 2 pces, cft, balc., park. 380 000 F.
4 pces, cft, balc., park. 735 000 F.
Immo Marcadet
88, r. Marcadet, 75018 Paris. 42-52-01-82.

BOULOGNE
EXCEP. BEAU 3 P. s/Seine, cuisine, entr., tt cft, 1 239 000 F. Créd. poss. 48-04-84-48

93 Seine-Saint-Denis

Près porte Montmartre gd studio, cft, terrasse 16 m², vue panoramique. 460 000 F. Immo Marcadet 88, r. Marcadet, 75018 Paris. 42-52-01-82.

94 Val-de-Marne

VINCENNES. Avenue de Paris. Mo BERAULT, 2 P. Tout conf., dans bon imm., clair, calme. 720 000 F. Tél. : 42-71-87-24

JOINVILLE 5' RER FACE MARNE
Vue imprenable studio tt cft, 2e ét., bon imm. 350 000 F à déb. Tél. : 48-04-35-35

Province

CANNES. Plage du Midi, 2 p., 50 m² + 15 m² balc. dans villa. 1er étage, vue mer, à rénover. 559 000 F. Tél. : (1) 30-61-23-66.

appartements achats

AGENCES
FRANÇOIS FAURE
PARIS 7e et PARIS 6e
5, rue Littré
spécialistes rive gauche estimation, achat, vente. Tél. : Olivier GRUMEL 45-48-22-70.

Recherche 1 à 3 p. PARIS préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 9e, 12e, av. ou sans travaux. Paie comptant chez notaire 48-73-48-07 même soir.

J'ACHÈTE
Studio ou 2 P. Paris, rive droite, état indifférent. J.-P. CARRIÈRE. 42-71-12-00

RECHERCHE POUR PIED-A-TERRE STUDIO ou 2 PIÈCES. PAIEMENT COMPTANT. M. DESBOIS 42-71-87-24

EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS APPARTS à PARIS de 200 à 450 m². 40 000 à 90 000 F le m².

EMBASSY BROKER
rech. pour INVESTISSEURS ÉTRANGERS et INSTITUTIONNELS IMMEUBLES en totalité Paris-province commerciaux et habitations.
Tél. : (1) 45-62-16-40
ou Fax : 42-89-21-54.

PAIE COMPTANT CHEZ NOTAIRE APPARTEMENT À PARIS Avec ou sans confort. M. ROGER 48-04-08-60

URGENT ACH. COMPTANT APPARTEMENT ou PAVILLON même à rénover. M. VALLERAND Tél. : 43-70-18-00

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 8e
Recherche de toute urgence
BEAUX APPTS DE STANDING
petites et grandes surfaces
EVALUATION GRATUITE
sur demande
46-22-03-80
45-59-68-04, poste 22

RECH. URGENT 100 à 120 m² PARIS 9e, paiem. compt chez notaire. Tél. : 48-73-20-67

Recherchons
Appts, ttes surfaces, même à rénover. Paris ou porte.
IMMO MARCADET
88, r. Marcadet, 75018 Paris. Tél. : 42-52-01-82.

viagers

PART. VD BEAU 5 P. 1970, RAVALÉ, GARE NOGENT (94) AFF. SURE Tél. : 43-24-31-42 H.R.

locations meublées demandes

Province

A louer Haute-Savoie AUX CARROZ-D'ARACHES 250 km de pistes Skis tous niveaux Studio tout conf. pour 4 pers. Location à la semaine Tél. : 43-04-42-41.

locations non meublées offres

Paris

PARC MONCEAU, très bon stand., imm. p. de t., 6 pces de 146 m², env. 21 598 F, CC.
3615 LOCAT
43-87-86-76.

Mo LAUMIÈRE. 5 pces de 96 m² env., balc., cave, chff. centr. 8 188 F CC.
3615 LOCAT
43-87-86-76.

MONTE-CRISTO
Paris-20e, imm. neuf, gd standing, box, cave, terrasse, du studio de 28 m² au duplex de 120 m². Livrable le 01/02/90. Tout le détail sur Minitel.
3615 CODE KIOSK
ou 42-67-34-99.

MONTMARTRE
Paris-9e, 4 pces, 124 m², entièrement rénové, superbe vue, 11 000 F. Tout le détail sur Minitel.
3615 CODE KIOSK
ou 47-66-02-75.

Région parisienne

GROUPE SOFIAM
L'IMMOBILIER HAUTE COUTURE 42-25-09-92

ANTONY
12, av. de la Providence proche RER et centre-ville superbe immeuble neuf, clair, calme. Jardin intérieur PREMIÈRE LOCATION Du studio au 5 p. avec park. Bureau sur place :
46-66-26-51.

locations non meublées demandes

Paris

BARBARA FRELING
24, 16, 6, place Vendôme
40-20-96-00
recherche pour sa clientèle multinationale et internationale APPTS DE PRESTIGE vides ou meublés. URGENT. PARIS RÉSIDENTIEL

MASTER GROUP
47, rue Vaneau, 75007 Paris, rech. pour cadres multinationales et banques, appts vides ou meublés, du studio au 7 P. de stand. Tél. : 42-22-24-66

UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE
227, BD RASPAIL, 75006 PARIS
RECHERCHE POUR SA CLIENTÈLE APPT VIDE OU MEUBLÉ. LOYERS GARANTIS.
U.F.E. 42-79-03-18.

RESIDENCE CITY
URGENT. rech. pour importants groupes anglo-saxons s'implantant à PARIS. LUXUEUX APPTS de FONCTION et MAISONS OUEST. Quart. résident.
TEL. : (1) 45-27-12-19.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine 75008 Paris recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS HOTEL PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST Tél. : (1) 45-62-78-99.

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BANQUES, STÉS MULTIN. et DIPLOMATES GDS APPTS de stand. 5, 6, 7 P. Tél. : 42-80-20-42.

MASTER GROUP
47, rue Vaneau, 75007 Paris. rech. pour cadres multinationales et banques, apparts vides ou meublés, du studio au 7 pces. de stand.
42-22-24-66. 42-22-14-61.

LES AGENCES CENTURY 21 VOUS PROPOSENT

Provence
Lubéron, prox. Roussillon, mas provençal t.b. restauré, 220 m² cft, dép., ter. 2 500 m², cadre champêtre séduisant. Century 21, cab. lyonnais. (16) 78-27-86-86.

ST-RÉMY-LES-CHEVREUSE
800 m RER, maison, séj. 42 m², superb. cuis. 20 m², 3 gdes chbres, bains, gar., cellier, dépend., jard., sud. 800 m². 1 520 000. Century 21 ASR Immobilier 30-52-11-16.

VALLÉE CHEVREUSE
Propriété caractère, 250 m² hab., prestations de qualité, 4 chbres, 3 bains, terr. 7 000 m², 4 300 000 F. Century 21 ASR Immobilier 30-52-11-16.

Provence
Lubéron, prox. Bonnieux, mas ancien à restaurer, 300 m², terrain 53 000 m² en culture, vue panoramique, 1 600 000 F. Century 21, cab. lyonnais. (16) 78-27-86-86.

MEUDON, CENTRE-VILLE
Imm. gd stand., 5 pces, terr., 87 m², vue sur Paris, 2 boxes, 1 park. ext. 3 350 000 F. Century 21 Agence de la gare. 47-50-61-06.

Chevreuse centre proche Maison ent., séj., terrasse, jolie vue, cuis., 2 chbres, gde p. 60 m², ss-sol., 3 voit., jardin, 1 400 000 F. Century 21 ASR Immobilier 30-52-65-44.

A louer 5 km Meulan
prop. de 6 pces ppales, sur deux nivx, sous-sol, prest. inter. 3 000 m² de terr. 8 000 F/mois. Century 21, Etude Pascal. 34-74-50-76.

CHAVILLE
Magn. maison mans., 8 pces, 6 chbres, séj., 65 m², sur 1 333 m² jard., gar. ind. 4 600 000 F. Century 21, Agence de la gare. 47-50-61-06.

ST-RÉMY-LES-CHEVREUSE
2 km RER, en pleine nature, maison mod. 180 m² hab., 2 s.d.b., terr. 1 500 m², rare, 1 300 000 F. Century 21 ASR Immobilier 30-52-11-16.

SECTEUR MEULAN
Très belle constr. de 78, 7 pces ppales, séj. 42 m², cuis. équip. 28 m², s.-sol tot., sur 2 400 m² terrain, 1 840 000 F. Century 21, Etude Pascal. 34-74-50-76.

Century 21

Aiguebelette mais. caract. 12 P. 300 m², b. vue lac, 2 ha, accès lac, garage bateaux privé poss., cadre except. 1 800 MF Century 21, cabinet lyonnais Tél. : 78-27-86-86

Chaque Agence est juridiquement et financièrement indépendante

LE N° 1 DES AGENCES IMMOBILIERES DANS LE MONDE

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

Locations

Jean Turon
40 55 96 96

PTE POUCHET
IMMEUBLE INDÉP. 770 m²
Bureaux activités, stockage

PTE CLICHY
3 200 m² divisible par 500 m² imm. neuf, fonctionnel, park.

5' PT DE SÈVRES
Imm. neuf, divis. par 200 m²
Loyer 785 F m²/an
Faux plancher, parking

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de sociétés. Démarches et tous serv. Permen. téléphoniques.
43-55-17-50.

SIÈGE SOCIAL
Burx équipés ts services, démarches R.C.-R.M. SODEC SERVICES CH.-ÉLYSÉES 47-23-55-47. NATION 43-41-81-81.

8e EUROPE. 412 m² env. de burx, ref. nf, très bel imm. 2 600 F HT/m²/an.
3615 BURCOM
43-87-89-29.

13e Mo GLACIÈRE. S/3 nvx. 700 m² env. de bureaux, libre 01/07/90, 1 142 F HT/m²/an.
3615 BURCOM
43-87-89-29.

UFFI

ST-PH. DU ROULE
Hôtel part. 1 500 m² rénovés

MÉTRO LOUVRE
2 000 m² restructurés

10e HAUTEVILLE
2 500 m² imm. indépendant

BASTILLE
3 000 m² imm. indép. rénovés

14e ST-JACQUES
930 m² rénovés. Parkings

MONTPARNASSE
2 200 m² imm. indépendant
800 m² s/1 niveau

15e CONVENTION
430 m² fonctionnel. 1 500 F/m²

19e PTE VILLETTE
2 000 m² divisibles 300 m²

CLICHY
1 500 m² + 2 000 m² entrepôt à proximité

SURESNES
4 000 m² bureaux activités

RER ARCUEIL
2 200 m² refaits neufs

LES ULIS
2 500 m² divisibles 500 m²

BIÈVRES
650 m² burx activités neufs

45-22-12-00

A PARTIR DE 50 F HT/mois votre ADRESSE COMMERCIALE PARIS 1er, 8e, 9e, 12e, 15e, 17e Location de bureaux CREADOM 42-67-05-99

CIDES
DES ADRESSES DE PRESTIGE POUR VOTRE SIÈGE OU VOTRE ANTENNE A PARIS
VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
DANS NOS CENTRES D'AFFAIRES
★ AV. CHAMPS-ÉLYSÉES
★ AV. VICTOR-HUGO
★ R. DE PONTHIEU, 8e
★ ÉTOILE, IÉNA, 16e
★ PASSY-TROCADÉRO
Burx équipés, 1/2 j., secrét. téléph., services, télex, fax, Eurosignal.
DOMICILIATION : 190 à 390 F/m.
CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS
CIDES 47-23-82-10.

LOCATIONS
60 m² r. du 4-Septembre 2e
120 m² bd Batignolles 17e
150 m² fg St-Honoré 8e
150 m² r. de Louvois 2e
200 m² boulevard Nationale 92 LA GARENNE-COLOMBES
235 m² r. du 4-Septembre 2e
240 m² rue Beaubourg 3e
270 m² Défense B Nanterre
284 m² rue Orfila 20e
300 m² boulevard Nationale 92 LA GARENNE-COLOMBES
405 m² rue de Londres 8e
485 m² r. du 4-Septembre 2e

A PARTIR DE 150 m² TOUR PLEYEL 93 ST-DENIS PARIFERIC PTE VILLETTE (accueil, autocommutateur, restaurant d'entreprise, cloisonnement, parkings).

575 m² r. Croix-Nivert 15e
595 m² Défense B Nanterre
600 m² quai de Dion-Bouton 92 PUTEAUX
630 m² rue Lecourbe 15e
645 m² rue de Prony 17e
660 m² r. St-Jacques 5e
700 m² r. Boussingault 13e
738 m² av. d'Iena 16e
820 m² r. Paul-Moulliard 20e
840 m² r. Ste-Félicité 15e

1 088 m² Rueil-Malmaison
1 093 m² rue J.-M.-Naudin 92 BAGNEUX
1 148 m² r. Emile-Duclaux 92 SURESNES
1 200 m² quai de Dion-Bouton 92 PUTEAUX
1 340 m² Courbevoie
1 345 m² Défense B Nanterre

IDÉAL INFORMATIQUE LABORATOIRE

15e RUE LECOURBE sur impasse au calme 630 m² (R. + 3) climatisation

15e VAUGIRARD imm. indépendant (R. + 2) bon standing - cloisons amovibles, 840 m², parkings

13e LIMITE 14e BOUSSINGAULT 700 m² sur niveaux dont rez-de-ch. belle salle de 190 m²

FEAU Hampton
40-08-10-90

DOMICILIATION
Burx, télécopie, télex AGECO 42-94-95-28

CHATILLON-MONTROUGE
3 500 m² NEUFS
bureaux activités, park.

Jean Turon
40 55 96 96

villas

COSTA BLANCA
Villas neuves, haut prestige, avec piscine privée, modèles dip. 120 à 300 m² à vendre. Garantie après vente. Revente app., villa, terrain vue/mer, docum. Gestion loc. vacances. Consultez-nous : AGUA AZUL s. l. Pla 71, I4, 03740 JAVEA (Esp.). Tél. : 19-34-65-79-22-96.

propriétés

A vendre MAS PROVENÇAL sur 6 000 m² de terrain, à 11 km de St-Rémy-de-Provence Tél. : 90-94-05-03 H. repas

immeubles

ACHÈTE COMPTANT IMMEUBLES
OCCUPÉS OU VIDES.
M. BRUNET, 45-41-11-00.

maisons individuelles

LE PERREUX
Maison meulière époque 1910, séj., 2 chbres, cuis., bains, 850 000 F.

LE PERREUX
10' gare RER au calme, jolie villa, Etat parfait, séj. double, 2 chbres, cuis., bains, confort. Petit jardin. Prix : 975 000 F.
AGENCE REGNIER
LE PERREUX 43-24-17-83.

83-LES ISSAMBRES
1 km mer, quartier résidentiel, 1200 m² paysagé, maison provençale 1987 (150 m² habitables), cuis. aménagée, séj. 45 m², 4 chbres, 2 s. de bains, 1 cab. toilette, 2 w.-c., lingerie, cave, piscine 50 m² + gde plage, très bonne prestation. 3 000 000 F. Frais réduits. Tél. : hors bur. 42-60-66-13 le soir 30-82-64-71.

locaux industriels

Locations

NOGENT RER LOCAL REZ-DE-CH. 700 m² dont 200 m² bureaux, parkings + garages. Accès gros porteurs, 20 000 F.
40-20-97-20

locaux commerciaux

Ventes

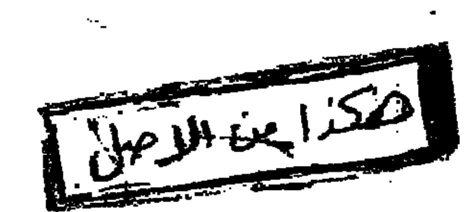
A vendre local commercial, plein centre de Nice, 525 m². 93-16-17-88, entre 14 h et 15 h et 18 h-19 h.

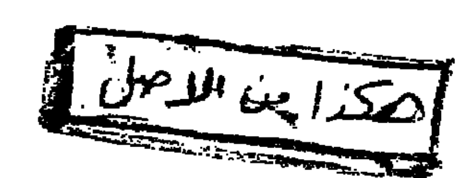
fonds de commerce

Ventes

Complexe hôtelier prox. aéroport Marseille-Marignane, 47 chbres, 2 salles restaurant, bar lic. III, face park. routier 200 places, fort potentiel, très bon emplac., affaire récente en plein dévelop., cession cause santé, possib. vente des murs. Exclusivité : nous consulter. Tél. : 91-78-67-67

AGENDA IMMOBILIER





LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

PARIS

2e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 pièces 95 m², 4e étage	8, rue d'Uzès CIGIMO - 48-24-50-00	8.390 + 1.050

4e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 pièces 110 m², 1er étage	18, rue Quincampoix SAGGEL - 47-42-44-44	9.900 + 1.795

9e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
5 pièces 211 m², 3e étage	3, rue Jules-Lefebvre SAGGEL - 47-42-44-44	20.045 + 2.750

10e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 pièces 62 m², 4e étage	45, rue de la Gr.-aux-Belles LOCARE - 40-61-66-10	3.974 + 790

11e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 pièces 78 m², 6e étage	45, av. Ph.-Auguste LOCARE - 40-61-66-10	4.374 + 945
4 pièces, parking 87 m², 1er étage	12-14, rue des Bluets AGF - 43-38-74-46	6.270 + 740
3 pièces, parking 71 m², 4e étage	12-14, rue des Bluets AGF - 43-38-74-46	5.300 + 590
2 pièces, parking 50 m², 6e étage	5, rue des Nanettes AGF - 43-38-74-46	4.300 + 430

12e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3/4 pièces 77 m², 5e étage	12, place de la Nation SAGGEL - 47-42-44-44	6.545 + 670

13e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 pièces, parking 82 m², 4e étage	16, rue des Frères-d'Astier-de-la-Vigerie SGI/CNP - 45-85-64-15	5.234 + 772

14e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 pièces, park. 46 m², 4e étage	90, av. du Maine SOLVEG - 40-67-06-99	4.972 + 644

15e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
Studio, park. 33 m², 6e ét., terrasse	21, rue Balard SAGGEL - 47-42-44-44	3.700 + 429
2 pièces, parking 54 m², 1er étage	11, rue Alexandre-Cabanel AGF - 47-83-63-12	5.000 + 770
4 pièces, parking 90 m², 3e ét., balcon	17-19, rue Beusset CIGIMO - 48-24-50-00	8.345 + 1.685
3 pièces 73 m², 5e ét., imm. neuf park. 600 F/mois	126, rue St-Charles SOFIAM - 46-66-26-51	8.300
4/5 pièces 91 m², 7e ét., imm. neuf park., 600 F/mois	126, rue St-Charles SOFIAM - 46-66-26-51	11.000

16e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
Studio, parking 32 m², 7e étage	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99	4.550 + 413
2 pièces 70 m², 5e ét.	19, rue Raynouard SAGGEL - 47-42-44-44	7.360 + 1.406
Studio 30 m², 5e étage,	7, rue Vital AGF - 42-44-00-44	3.100 + 440
3 pièces 153 m², r.-de-ch.	4, rue A.-Colledeboeuf AGF - 42-44-00-44	13.000 + 1.210

19e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 pièces, neuf 50 m², box	Angle rues Manin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	4.530 + 453
3 pièces, neuf 66 m², box balcon 6 m²	Angle rues Manin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	5.570 + 590

19e ARRONDISSEMENT (suite)

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 pièces, neuf 91 m², duplex, 30 m², terr., box, 10 m² balcon	Angle rues Manin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	8.050 + 816
4 pièces, neuf 91 m², 35 m² terr. 10 m² balcon, box	Angle rues Manin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	8.220 + 823
6 pièces, neuf 128 m², duplex 11 m² balcon 23 m² terr., box	Angle rues Manin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	10.510 + 1.150

77 - SEINE-ET-MARNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 pièces, parking 88 m², 1er étage	Melun 5, allée Nicolas-de-Staël SGI/CNP - 64-39-81-38	3.570 + 1.049
4 pièces, parking 94 m², 3e étage	Noisiel 7, square Alain SGI/CNP - 60-17-55-12	3.434 + 764

78 - YVELINES

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2/3 pièces, park. 78 m², 2e étage	Garches 23, rue des 4-Vents SAGGEL - 46-08-80-36	4.800 + 580
2 pièces, park. 46 m², 3e étage	Saint-Germain-en-Laye 42 *bis*, rue des Ursulines AGF - 39-73-09-34	3.850 + 390
3 pièces, park. 75 m², 1e étage	Saint-Germain-en-Laye 40 *quater* B, r. des Ursulines AGF - 39-73-09-34	5.220 + 670
4 pièces, park. 95 m², 3e étage	Saint-Germain-en-Laye 40, *ter*, rue des Ursulines AGF - 39-73-09-34	7.320 + 910
4/5 pièces 125 m², 2e ét., balcon, parking compris	Viroflay 2, rue J.-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	8.880 + 1.220

91 - ESSONNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
Maison 6 pièces 143 m², garage	Gif-sur-Yvette 5, allée de Chantereine SAGGEL - 46-08-80-36	6.000 + 900
4 pièces, parking 76 m², r.-de-ch.	Gif-sur-Yvette Rés. les Grandes-Coudraies 12, rue du Val-Vert GCI - 40-16-28-69	3.350 + 735
4 pièces, parking 76 m², 2e étage	Gif-sur-Yvette Rés. les Grandes-Coudraies 12, rue du Val-Vert GCI - 40-16-28-69	3.374 + 750
Maison 4 pièces 115 m², jardin, parking	Lonjumeau 5, rue des Noisetiers SGI/CNP - 60-11-77-40	5.284 + 341
4 pièces, parking 87 m², r.-de-jardin	Yerres 6, résidence du Lac LOC INTER - 47-45-19-97	3.200 + 1.143

92 - HAUTS-DE-SEINE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 pièces, parking 73 m², 1er étage	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	6.370 + 757
2/3 pièces, park. 51 m², 1er étage	Boulogne 229, bd Jean-Jaurès GCI - 40-16-28-71	4.400 + 574
2 pièces 49 m², 2e étage, park., 250 F/mois	Bourg-la-Reine 3, rue de Fontenay SOFIAM - 45-46-44-10	4.300 + 500
3 pièces 64 m², 2e étage park., 250 F/mois	Bourg-la-Reine 3, rue de Fontenay SOFIAM - 45-46-44-10	5.400 + 500

92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 pièces 77 m², 1er étage park., 250 F/-mois	Bourg-la-Reine 3, rue de Fontenay SOFIAM - 45-46-44-10	6.300 + 500
5 pièces 106 m², 5e étage	Courbevoie 14, place des Damiers SAGGEL - 47-78-15-85	4.900 + 1.851
3 pièces, parking 66 m², 4e étage	Neuilly-sur-Seine 9, rue de Rouvray LOC INTER - 47-45-19-97	7.236 + 599
3 pièces 68 m², 1er étage	Neuilly-sur-Seine 9, rue Théophile-Gautier SAGGEL - 47-42-44-44	5.780 + 518
3 pièces 87 m², 4e étage	Neuilly-sur-Seine 1, rue Théophile-Gautier SAGGEL - 47-42-44-44	6.960 + 483
Studio, parking 32 m², 5e étage	Neuilly-sur-Seine 20 *bis*, bd du Général-Leclerc CGI - 40-16-28-68	3.580 + 490
Studio, parking 44 m², 2e étage	Neuilly-sur-Seine 47-49, rue Perronnet AGF - 47-45-21-50	4.300 + 530
3 pièces 91 m², r.-de-ch.	Neuilly-sur-Seine 8, rue des Dames-Augustines AGF - 42-44-00-44	9.100 + 1.380
2 pièces, parking 58 m², 1er étage	Suresnes 20, rue S.-de-Rothschild AGF - 42-04-37-75	3.770 + 880
2 pièces, parking 55 m², r.-de-ch. terrasse	Suresnes 44, rue J.-J.-Rousseau CIGIMO - 48-24-50-00	3.550 + 350
4 pièces, parking 123 m², r.-de-ch.	Vanves 4, rue Rabelais SAGGEL - 47-42-44-44	7.000 + 1.660

94 - VAL-DE-MARNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 pièces, parking 69 m², 2e étage	Cachan 4, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL - 42-66-61-05	4.070 + 685
5 pièces, parking 110 m², 3e étage	Cachan 4, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL - 42-66-61-05	6.234 + 1.067
4 pièces, parking 87 m², 1er étage	Charenton 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	6.533 + 1.071
3 pièces, parking 62 m², 5e étage	Fontenay-sous-bois 120, av. du Maréchal-Joffre SAGGEL - 42-66-61-05	3.410 + 780
3 pièces, parking 70 m², 1er étage	Nogent-sur-Marne 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	6.200 + 850
4 pièces, 2 park. 87 m², 2e étage	Nogent-sur-Marne 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	7.800 + 1.065
3 pièces, parking 73 m², 5e étage	Nogent-sur-Marne 2 *bis*, rue Hoche SAGGEL - 42-66-61-05	3.923 + 602
4 pièces, parking 84 m², 1er étage	Nogent-sur-Marne 2 *bis*, rue Hoche SAGGEL - 42-66-61-05	4.380 + 680
2 pièces, parking 57 m², 2e étage	Saint-Maurice 8, rue des Sureaux SAGGEL - 42-66-61-05	4.019 + 473
3 pièces, parking 65 m², 8e ét., terrasse	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	6.142 + 820
4 pièces, parking 85 m², 6e étage	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	7.783 + 940

L'OLAP au service des usagers

Institué lors de la mise en application de la loi Méhaignerie, l'OLAP (Observatoire des loyers en région parisienne) a pour objectif de recenser les loyers locatifs de Paris et de sa proche banlieue. La loi du 6 juillet 1989 et son décret d'application du 28 août 1989 l'ont conforté dans son rôle d'informateur numéro un sur le marché. Rôle qui s'est avéré indispensable depuis quelques années.

En effet, la notion de *« référence aux loyers* habituellement constatés dans le quartier » pour justifier une augmentation de loyer devait s'appuyer sur une banque de données fiable et réelle. Car c'est sur la base de ces références de voisinage que peuvent être réclamées ou contestées des augmentations de loyers. Association de 1901, subventionnée par le ministère de l'équipement, l'OLAP regroupe des représentants des organisations de propriétaires, de locataires, des administrateurs de biens et des pouvoirs publics. La base des 45 000 références actuellement enregistrées est établie par l'OLAP à partir d'informations obtenues auprès de gérants, syndics, loueurs institutionnels, centres d'informations, comités de locataires, de propriétaires, etc. Les usagers qui viennent consulter la banque de données fournissent également des renseignements sur leurs loyers, les augmentations, les décisions de justice... L'OLAP cherche ainsi à élargir au maximum son éventail d'informateurs, afin de proposer un outil de référence le plus proche possible de la réalité.

Qui peut utiliser ses services ? Toute personne, propriétaire ou locataire, ayant un problème de loyer à résoudre, pourra obtenir à l'OLAP des références et des conseils : il suffit de téléphoner pour prendre rendez-vous. 50 000 personnes (de plus en plus de propriétaires) sont déjà venues consulter la base de l'OLAP, soit parce qu'elles devaient faire face à un renouvellement de bail en secteur libre ou à une sortie de loi de 1948 : avec raison, car les références fournies par l'observatoire sont de plus en plus utilisées par les juges pour rendre leur verdict. Attention cependant à bien utiliser ces informations : précisons d'abord que la base de données ne comprend ni les logements soumis à la loi de 1948, ni les HLM. D'autre part, il faut manier ces chiffres avec précaution : il ne s'agit pas d'effectuer une moyenne de loyers pour un quartier donné à partir des références de l'OLAP, les loyers échappant souvent à toute rationalité... Enfin, il ne faut pas oublier que cette base comprend des loyers enregistrés entre 1987 et 1989, ce qui nuit à l'homogénéité de la banque de données. L'observatoire cherche à la réactualiser, en effectuant des enquêtes-retours sur les logements entrés dans la base depuis plus de deux ans.

L'OLAP n'en reste pas moins un outil de travail indispensable. Il ne concerne que Paris et 77 villes de banlieue, mais que les villes de province se rassurent : le ministre délégué au logement, M. Besson, a annoncé la création de 5 ou 6 observatoires en province en 1990...

OLAP : sur rendez-vous, 21, rue Miollis, 75015 Paris. Tél. : (1) 40-61-82-44.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE





GROUPE GTF





LOCARE



sefimeg







MARCHÉS FINANCIERS

L'affaire des cloques sur coques

Le chantier naval Bénéteau obtient une première indemnité de 53 millions de francs

Un jugement du tribunal de commerce de La Roche-sur-Yon, en date du 5 février 1990, a condamné la Société chalonnaise de peroxydes organiques (SCPO) et son assureur, l'UAP, à payer au chantier naval de plaisance Bénéteau, numéro un mondial de la voile, une première indemnité de 53 millions de francs, en réparation d'une partie du préjudice matériel, commercial et financier subi par le chantier. Ce dernier avait vu apparaître, il y a cinq ans, des cloques sur les coques de ses bateaux, à la suite d'un phénomène d'osmose provoqué par un catalyseur que lui livrait la SCPO.

Ce phénomène, qui avait touché plus de 800 bateaux déjà vendus, entraîna une chute des ventes de certains modèles, à laquelle s'ajouta la facture des réparations à effectuer. Du coup, Bénéteau enregistra une perte de 18,5 millions de francs en 1987, partant d'un bénéfice de 16 millions de francs en 1985. La SCPO, mise en accusation par Bénéteau, fut jugée responsable par un premier jugement du tribunal de commerce, qui ordonna une expertise et le versement d'une provision de 18 millions de francs.

Cette expertise chiffra le préjudice commercial et financier, arrêté provisoirement au 31 août 1987, à un montant compris entre 62 millions et 82 millions de francs, ramené à 53 millions de francs par le tribunal, en attendant la fixation de l'indemnité pour le préjudice causé après le 31 août 1987 et, notamment, l'estimation du coût des réparations effectuées après cette date. Bénéteau, qui évaluait son préjudice à 131 millions de francs (191 millions de francs pour l'ensemble), va toucher une provision de 9 millions de francs, à valoir sur les réparations.

Ce jugement est important, dans la mesure où il indemnise un préjudice commercial et fera jurisprudence. Bénéteau et son dynamique président, Mme Annette Roux, s'estiment « *satisfaits* » de cette décision, dans une affaire qui leur coûte très cher et dont les traces s'effacent : en 1989, le résultat net est passé de 3 millions à 14 millions de francs et le chiffre d'affaires de 672 millions à 814 millions de francs.

F.R.

Le Luxembourg va réprimer les délits d'initiés

Le Luxembourg va bientôt se doter d'une législation répressive contre les délits d'initiés. Ce projet, qui devrait être entériné par le conseil des ministres dans les quinze prochains jours, comblera une lacune législative. Le 7 juillet dernier, le grand-duché avait déjà adopté une loi contre le blanchiment de l'argent de la drogue qui rend les banquiers pénalement responsables de la légalité des fonds traités. Le projet concernant les délits d'initiés a été mis en chantier à la suite de l'affaire Pechiney et sera calqué sur la directive communautaire adoptée en novembre 1989.

Selon cette directive, la CEE définit le délit d'initiés comme l'exploitation en toute connaissance de cause d'une « *information privilégiée* ». Des peines de prison allant jusqu'à cinq ans seront prévues au Luxembourg. Un commissariat aux Bourses sera également institué pour surveiller les marchés et le libre établissement bancaire sera réglementé.

Licenciements abusifs chez un intermédiaire financier

Le conseil des prud'hommes de Paris a rendu, le 2 février, un jugement favorable à trois anciens salariés du cabinet Financière Monnet, licenciés en milieu d'année dernière. Le départ de MM. Jean-Michel Grossetête, François Riffard et de Mme Danielle Pezet, ne dépend pas d'une faute grave, leur licenciement a donc été jugé abusif et il leur a été accordé en plus de leurs indemnités 1 franc de dommages et intérêts pour préjudice moral.

Ces trois cadres s'étaient opposés à certaines pratiques de leur dirigeant, M. Alain Monnet, dont la société aujourd'hui est en liquidation. Les activités de ce remisier en matière de gestion de fonds ont d'ailleurs fait l'objet d'une enquête de la Commission des opérations de Bourse (COB) qui a transmis récemment ce dossier au parquet (*le Monde* du 13 janvier).

□ **Mme Neiertz veut que les assureurs respectent la transparence.** – Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, a appelé, mardi 6 février, les assureurs à « *appliquer la législation de bonne foi et à élaborer entre eux des règles de transparence* » lors de sa visite au salon Assure-Expo. Mme Neiertz a regretté que l'Etat ait à intervenir pour de simples litiges et s'est élevée contre la vente forcée, en faisant allusion à des cas d'assurances-vie versées automatiquement par des assureurs (notamment l'UAP) sur des PEP si l'assuré ne le refusait pas explicitement par lettre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

Résultats de l'année 1989

Le bénéfice net de Schlumberger pour l'année 1989 est de 441 millions de dollars, soit 1,86 dollar par action ; ce bénéfice était de 476 millions de dollars en 1988, soit 1,80 dollar par action. Pour les deux années, ce bénéfice inclut un montant de 22 millions de dollars reçus en règlement d'un litige en Iran, soit 0,09 dollar par action en 1989, et 0,08 dollar par action en 1988. En 1989, le bénéfice net comprend un montant de 13 millions de dollars (soit 0,05 dollar par action) pour la vente de la division systèmes de défense ; en 1988, le bénéfice comprenait un montant de 35 millions de dollars (soit 0,13 dollar par action) pour la vente de la division électricité contrôle et transformateurs.

Le chiffre d'affaires en 1989 est de 4,69 milliards de dollars ; il était de 4,92 milliards de dollars l'année précédente. En tenant compte des activités acquises ou cédées, le chiffre d'affaires n'a pratiquement pas varié.

Euan Baird, président-directeur général, a déclaré : « La diminution de 63 millions de dollars des produits financiers est la conséquence du rachat, en 1988, de 34,5 millions d'actions, pour 1,2 milliard de dollars. L'augmentation du bénéfice net par action est due à la diminution du nombre d'actions en circulation, alors que le bénéfice net de 1989 est inférieur. Le bénéfice des services pétroliers a augmenté de 6 %, en dépit d'une mauvaise année pour l'industrie pétrolière en Amérique du Nord. Cette augmentation des bénéfices s'explique par l'introduction de nouvelles technologies propres à Schlumberger et par des prix plus soutenus pour les nouveaux services. Au cours de l'année, les prix du pétrole se sont stabilisés et l'activité pétrolière a repris, pour atteindre en fin d'année un niveau bien supérieur à celui de 1988. Etant donné la demande mondiale croissante et la baisse de production des pays non-OPEP, particulièrement aux Etats-Unis, nous pensons que cette tendance à la hausse se poursuivra. »

Le bénéfice net par action du quatrième trimestre de 1989 est de 0,50 dollar ; il était de 0,49 dollar en 1988 et incluait 0,09 dollar pour le règlement d'un litige en Iran.

NEW-YORK, 6 février ↓

Rechute

L'amélioration observée en début de semaine aura été de courte durée. Mardi, Wall Street a rechuté. Amorcé en début de séance, le mouvement s'est poursuivi jusqu'à la clôture. Finalement, l'indice Dow Jones des industrielles s'est établi à 2 606,30, avec une perte de 16,22 points.

Le bilan de la journée a reflété ce résultat. Sur 1 972 valeurs traitées, 895 ont baissé, 580 ont monté et 497 n'ont pas varié. Selon les professionnels, les investisseurs sont restés sur le qui-vive, les yeux fixés sur les opérations de refinancement du Trésor américain commencées ce jour avec une émission de bons à trois ans pour un montant de 10 milliards de dollars. La hausse des taux d'intérêt les inquiètent et les rassurent à la fois dans la mesure où elle est nécessaire pour réduire le différentiel entre les Etats-Unis et le Japon, et donc attirer les opérateurs nippons. Preuve de l'attentisme général : la faiblesse persistante de l'activité ambiante avec 134,07 millions de titres échangés, contre 130,9 millions la veille.

VALEURS	Cours du 5 fév.	Cours du 6 fév.
Alcoa	62 3/8	61 3/4
A.T.T.	40	38 1/2
Boeing	63	63 1/2
Chase Manhattan Bank	30 1/4	29 5/8
Du Pont de Nemours	37 3/8	37 3/8
Eastman Kodak	39 3/8	37 3/4
Exxon	48 1/8	47 1/4
Ford	43 1/2	42 7/8
General Electric	61 3/4	62 1/8
General Motors	41 7/8	41 1/2
Goodyear	37 7/8	36 7/8
I.B.M.	99 3/4	101
I.T.T.	53 3/4	52 7/8
Mobil Oil	58 7/8	58 1/8
Pfizer	69 1/4	68 3/8
Schlumberger	47	47
Texaco	57 7/8	58 1/8
UAL Corp. ex-Allegis	136	134 3/4
Union Carbide	23 1/8	22 3/8
U.S.X.	34	34 5/8
Westinghouse	72 7/8	72 3/8
Xerox Corp.	56 3/8	55 1/4

PARIS, 6 février ↓

La baisse revient

Après avoir, en définitive, bien résisté pour la première séance de la semaine, la Bourse de Paris a replongé mardi. Si la tendance à l'ouverture (– 0,08 %) pouvait encore laisser un doute sur le déroulement de la journée, il n'y en avait déjà plus guère vers 11 heures (– 0,58 %). En début d'après-midi, cependant, l'indice CAC-40 paraissait vouloir se stabiliser. Ce qui se produisit effectivement. En clôture, il s'établissait à 0,51 % en dessous de son niveau de la veille.

Manifestement, les investisseurs continuent à se méfier. A Moscou, rien n'est encore joué et M. Gorbatchev peut encore échouer dans sa tentative de faire abandonner le rôle dirigeant du Parti communiste à l'issue du plénum qui tient actuellement réunion.

D'autre part, dans les milieux financiers, les craintes sont encore vives de voir les Japonais (c'est presque un comble) renoncer à participer à l'opération de refinancement lancée par le Trésor américain. Pourtant, le même Trésor faisait savoir en fin de matinée que l'emprunt émis pour renflouer les caisses d'épargne américaines avait été un franc succès, quand il y a huit jours, tout le monde parlait de « fiasco ». « *Une chose est certaine,* nous confiait un spécialiste. *Si la Réserve fédérale américaine n'a rien fait pour faire baisser les taux d'intérêt, c'est bien pour attirer les capitaux nippons.* »

Les chances de la Fed de réussir son opération sont-elles en train de grandir ? En tout cas, l'or, qui avait culminé lundi soir à Londres à 423 dollars l'once, a fait volte-face.

Pour la deuxième journée consécutive, Eurodisneyland a été le centre d'intérêt du marché et a tenu la vedette au palmarès. A 14 heures, plus de 3,9 millions de titres avaient changé de mains. Toujours des achats américains, paraît-il.

LONDRES, 6 février ↓

Fort recul

Après l'ouverture en repli de Wall Street, les cours des valeurs ont accentué leurs pertes de début de séance, pour terminer en fort recul, mardi, au Stock Exchange. L'indice Footsie des cent principales valeurs a cédé 27,3 points, à 2 321,1. La veille, il avait déjà perdu 6,7 points. Le marché, tout en restant calme, était sensiblement plus actif avec 406,9 millions de titres échangés, contre 377,8 millions lundi.

Les investisseurs se sont montrés prudents en raison des adjudications cette semaine des bons du Trésor américain. La plupart des compartiments se sont dépréciés et particulièrement les titres de la construction, les mécaniques et les alimentaires, affectés par des prévisions de baisse des bénéfices sur les valeurs vedettes Blue Circle, Lucas et Unigate. Le secteur immobilier a continué de souffrir de l'annonce surprise, lundi, d'une augmentation de capital de 125 millions de livres (1,2 milliard de francs) par Rosehaugh. Une forte demande de la part d'investisseurs américains a fortement soutenu les actions d'Eurodisney déjà très fermes en raison d'achats européens la veille. Les fonds d'Etat ont terminé en progrès de plus d'un quart de point par endroits, stimulés par la fermeté du sterling. Les mines d'or ont clôturé inchangées par rapport à la veille.

TOKYO, 7 février ↓

Nouvelle chute

Le Kabuto-cho n'aura pas longtemps gardé ses meilleures couleurs. Mercredi, la baisse a repris, dès la première partie de la séance, pour même s'accélérer après. En clôture, l'indice Nikkei accusait une baisse de 364,96 points, pour s'établir à 37 301,87. Selon les professionnels, l'inquiétude est générale. Des rumeurs circulent sur un relèvement imminent du taux d'escompte et même sur la découverte d'un nouveau scandale boursier.

Pourtant certains analystes estiment que cette baisse est le prolongement d'une récente correction technique et ne devrait pas être un sujet d'inquiétude. Les ventes ont porté sur presque toutes les valeurs de la cote.

Mais l'activité est généralement restée faible, avec 450 millions de titres échangés, contre 530 millions la veille.

VALEURS	Cours du 6 fév.	Cours du 7 fév.
Akai	955	968
Bridgestone	1 890	1 860
Canon	1 810	1 790
Fuji Bank	3 480	3 480
Honda Motors	1 790	1 780
Matsushita Electric	2 270	2 240
Mitsubishi Heavy	1 100	1 090
Sony Corp.	8 300	8 170
Toyota Motors	2 490	2 450

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Kodak replonge mais reste confiant dans l'avenir.** – Moins de quatre ans après sa grande crise de croissance, Kodak replonge. Pour le quatrième trimestre de 1989, le numéro un mondial de la photographie enregistre, en effet, une perte de 60 millions de dollars (350 millions de francs), en raison, précise la direction de la firme, de l'effet de l'application d'un plan de restructuration destiné à comprimer les coûts de production. Résultat : malgré une hausse de 8 % de son chiffre d'affaires (18,40 milliards de dollars), Kodak enregistre, pour l'exercice 1989 en entier, une chute de 62 % de son bénéfice, qui retombe à 529 millions de dollars. La firme a inclu dans ces résultats un coût de restructuration de 525 millions de dollars. Dans un communiqué, la firme précise que les principales difficultés de 1989 sont surmontées et que l'entreprise se tourne vers l'avenir avec une situation assainie et de meilleures perspectives de vente et de rentabilité. C'est au début de 1986 que le géant de Rochester avait enregistré son premier déficit depuis 1930.

□ **Thomson-CSF Finance devient Altus Finance.** – Les assemblées générales de Thomson-CSF et du Crédit lyonnais, réunies mardi 6 février, ont approuvé la prise de contrôle à 50,01 % par la banque nationalisée, de Thomson-CSF Finance, la filiale d'ingénierie financière du groupe d'électronique. Thomson-CSF Finance prend le nom d'Altus Finance. M. Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais, succède à M. Alain Gomez à sa présidence, tandis que M. Jean-François Hénin est confirmé comme directeur général. Au cours de l'assemblée de Thomson-CSF, son président, M. Alain Gomez, a annoncé son intention de maintenir, en 1990, le dividende net versé par le groupe public à son niveau de 1989, soit 6,80 F hors avoir fiscal, malgré la baisse de 10 % du résultat net de Thomson-CSF en 1989 annoncée par son PDG. Le résultat du groupe public devrait se situer entre 2,6 milliards et 2,7 milliards de francs, dont 1,2 milliard dû à CSF Finance.

□ **Darty : chiffre d'affaires en hausse de 12,4 % en 1989.** – Le chiffre d'affaires de Darty en 1989 (premier exercice complet depuis la reprise par ses salariés en juin 1988) s'est élevé à 7,7 milliards de francs, en progression de 12,4 % sur l'année précédente. Le bénéfice net consolidé s'est établi à 464 millions de francs, abondé par des plus-values à long terme. Hors plus-values, le bénéfice est de 396,3 millions de francs, en progression de 20 %. Durant cet exercice, le groupe a investi 265,8 millions de francs, a ouvert huit magasins et a embauché près de cinq cents personnes, portant l'effectif salarié à six mille trois cent cinquante personnes.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault & Associés	....	480	Le gd livre du mois	....	438
Asystel	....	115 20	Loca Investissement	....	285 50
B.A.C.	....	215	Locamic	....	152 60
B. Demachy & Assoc.	....	575	[illegible] Communication	....	210
Banque Tarneaud	191	191	Métallurg. Minière	....	228
B.I.C.M.	....	885	Molex	200 10	206
Boiron	....	400	Navale-Delmas	....	1250
Boisset (Lyon)	....	255	Olivetti-Logabax	240	....
Câbles de Lyon	....	2590	Ore. Gest. Fin.	....	545
Calberson	....	780	Pinault	....	490
Cardif	....	780	Presbourg (C In & Fin)	....	94
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	1100	Présence Assurance	....	562
C.D.M.E.	....	1895	Publicat. Filipacchi	....	686
C. Equip. Elect.	....	350	Razel	....	917
C.E.G.E.P.	....	289 50	Rémy & Associés	....	377 20
Ciments d'Origny	....	700	Rhône-Alpes Ecu (Ly.)	....	320
C.N.I.M.	....	750	St-Honoré Matignon	....	240
Codetour	....	285	S.C.G.P.M.	....	742
Conforama	....	1190	Segin	....	342 90
Creeks	....	361	Sélection Inv. (Lyon)	....	110
Dafsa	....	170	S.E.P.	....	461 40
Dauphin	....	803	Serbo	....	538
Devanlay	....	1145	S.M.T. Goupil	....	334
Deville	....	472	Sodexho	....	133 50
Dolisos	....	210	Supra	....	271
Editions Belfond	....	170	Thermador Hold. (Lyon)	....	290
Elysées Investissements	....	15 60	TF 1	....	276
Finacor	....	219	Unilog	....	193 70
[illegible]	....	....	Union Financ. de Fr.	....	488
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	....	349	Viel et Cie	....	180
Gravograph	....	231 10	Yves Saint-Laurent	....	1085
Guintoli	....	950			
I.C.C.	....	280			
Idia	....	310			
Idianova	....	142			
[illegible]	....	300			
Int. Metal Service	....	1100			

Marché des options négociables le 6 février 1990

Nombre de contrats : 20 647.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Accor	880	–	–	23,50	–
Bouygues	600	–	–	26	–
CGE	520	71	74	3,50	9
Elf-Aquitaine	600	19	38	17	23
Eurotunnel SA-PLC	60	7,20	10,60	4,40	5,50
Euro-Disneyland SC	100	10	17	2,10	4,50
Lafarge-Coppée	350	10	26	16,50	–
Michelin	133	12,50	–	2,95	–
Midi	1 500	12	42	–	185
Paribas	680	32	–	24,50	31
Pernod-Ricard	1 400	45	70	50	80
Peugeot SA	720	29,50	67	27	39
Rhône-Poulenc CI	440	–	28	–	–
Saint-Gobain	520	–	–	6	10
Source Perrier	1 800	49	–	–	–
Société générale	480	75	–	3	7
Suez Financière	440	29,20	44	7,30	–
Thomson-CSF	140	6,20	11	8	12,50

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 6 février 1990

Nombre de contrats : 94 845.

COURS	ÉCHÉANCES Mars 90	Juin 90	Septembre 90
Dernier	100,82	101,16	101,66
Précédent	101,40	101,82	101,94

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 90	OPTIONS D'ACHAT Juin 90	OPTIONS DE VENTE Mars 90	OPTIONS DE VENTE Juin 90
102	0,11	0,94	1,30	1,59

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,65 F ↑

Le dollar s'inscrivait en légère hausse le mercredi 7 février, s'échangeant à 5,65 F, contre 5,6295 F la veille à la cotation officielle. Les marchés des changes n'ont pas réagi aussi violemment que ceux des obligations à la proposition du chancelier Kohl d'accélérer l'union monétaire entre les deux Allemagnes. Le deutschemark était très ferme à Paris, à 3,4015 F, contre 3,4012 F la veille au fixing.

FRANCFORT	6 fév.	7 fév.
Dollar (en DM)	1,6565	1,6555
TOKYO	6 fév.	7 fév.
Dollar (en yens)	144,50	145,10

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (7 fév.) ..... 10 1/2-10 5/8 %
New-York (6 fév.) ... 8 1/8-8 3/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	5 fév.	6 fév.
Valeurs françaises	96,2	
Valeurs étrangères	102,4	
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	528	526,07
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 926,14	1 916,33

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

Industrielles	2 622,52	2 606,31

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

Industrielles	1 861	1 835,6
Mines d'or	370,4	378,5
Fonds d'Etat	81,02	81,23

TOKYO

	6 fév.	7 fév.
Nikkei Dow Jones	37 666,83	37 301,87
Indice général	2 766,13	2 730,36

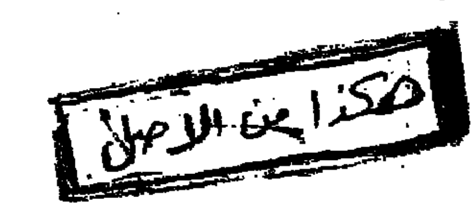
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

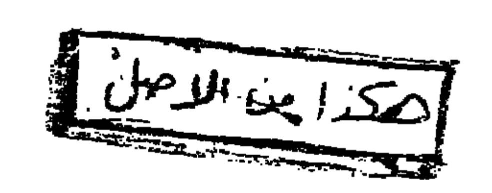
	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E-U	5,6350	5,6400	+ 108	+ 115	+ 225	+ 250	+ 725	+ 800
$ can.	4,7409	4,7491	– 79	– 51	– 141	– 105	– 259	– 163
Yen (100)	3,8849	3,8897	+ 115	+ 136	+ 236	+ 267	+ 735	+ 804
DM	3,4038	3,4083	+ 56	+ 78	+ 128	+ 155	+ 378	+ 446
Florin	3,0166	3,0209	+ 39	+ 52	+ 88	+ 110	+ 294	+ 347
FB (100)	16,2532	16,2818	– 16	+ 97	+ 16	+ 204	+ 260	+ 656
FS	3,8139	3,8198	+ 16	+ 39	+ 59	+ 92	+ 210	+ 294
L (1 000)	4,5720	4,5798	– 104	– 70	– 176	– 138	– 433	– 437
£	9,5725	9,6066	– 332	– 279	– 655	– 583	– 1768	– 1583

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	8 1/8	8 3/8	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 3/8	8 1/2
DM	7 7/8	8 1/8	8	8 1/2	8 1/8	8 1/4	8 1/2	8 5/8
Florin	8 3/8	8 5/8	8 5/8	8 3/4	8 11/16	8 13/16	8 13/16	8 15/16
F.B. (100)	10 1/4	10 5/8	10 5/16	10 5/8	10 5/16	10 5/8	10 7/16	10 3/4
F.S.	8 13/16	9 1/16	9 9/16	9 11/16	9 9/16	9 11/16	9 5/8	9 3/4
L (1 000)	13	14	12 3/4	13 1/8	12 3/4	13 1/8	12 3/4	13 1/8
£	14 7/8	15 1/8	15 1/16	15 3/16	15 1/16	15 3/16	15 1/16	15 3/16
F franç.	10 5/16	10 9/16	10 9/16	10 11/16	10 11/16	10 13/16	11	11 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 6 FEVRIER

Cours relevés à 17 h 37

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3835	C.N.E. 3% ★	3800	3834	3811	+ 0 29
1055	B.N.P. T.P.	1064	1051	1051	- 1 22
1220	C.C.F. T.P.	1229	1230	1220	- 0 73
1065	Créd. Lyon. T.P.	1044	1044	1044	....
1795	Renault T.P.	1760	1730	1722	- 1 60
2080	Rhone-Poul. TP	2065	2056	2040	- 1 21
1270	St-Gobain T.P.	1265	1248	1240	- 1 98
1289	Thomson T.P.	1256	1251	1234	- 1 67
860	Accor	879	884	877	- 0 23
640	Air Liquide	858	850	855	- 0 46
2350	Als. Superm.	2350	2300	2330	- 0 85
575	A.L.S.P.I. ★	580	581	564	- 2 76
2770	Arjom. Prioux ★	2760	2735	2750	- 0 36
615	Aussedat-Rey ★	616	616	615	- 0 16
980	Aux. Entrepr. ★	1002	1000	988	- 1 40
620	Av. Dassault ★	595	599	585	- 1 68
....	Axa Midi Assur.	334 50	332	325 80	- 2 66
380	BAFIP ★	385	380	380	- 1 30
340	Bail-Equipem. ★	330	330	330	....
970	Bail Investiss. ★	981	981	988	+ 0 71
395	B.N.P. C.I. ★	384 10	381	409	+ 6 48
905	Bolloré Tech.	907	910	907	....
600	Cie Bancaire ★	579	570	573	- 1 04
790	Bazar H.-V. ★	785	785	792	+ 0 89
745	Béghin-Say ★	790	790	794	+ 0 51
1450	Berger (Mé)	1365	1380	1380	+ 1 10
735	Bic ★	730	717	715	- 2 05
950	B.I.P. ★	1042	1012	1050	+ 0 77
590	B.I.S. ★	606	608	602	- 0 66
3110	Bongrain S.A. ★	3026	3050	3050	+ 0 79
1060	Bon-Marché ★	1075	1072	1055	- 1 86
600	Bouygues ★	587	588	575	- 2 04
162	B.P. France ★	200	200	199 90	- 0 05
730	B.S.N. ★	732	732	734	+ 0 27
835	Canal Plus ★	830	835	830	....
480	Cap Gem. S. ★	470	470	469	- 0 21
3420	Carrefour ★	3370	3360	3349	- 0 62
200	Casino ★	173	174 90	174 90	+ 1 10
132	Casino A.D.P. ★	127 80	128 50	129 80	+ 1 56
1010	Castorama D.L.	1050	1040	1040	- 0 95
150	C.C.M.C.	152	150 10	150 10	- 1 25
725	C.E.G.I.D.	689	690	690	+ 0 15
235	Centrest	254 90	254 90	254	- 0 35
555	C.E.P. Comm.	562	552	560	- 0 36
430	Cerus CER	415 90	410	407 70	- 1 97
570	Cetelem ★	540	543	535	- 0 93
695	C.F.A.O. ★	709	709	702	- 0 99
515	C.G.E.	566	570	583	+ 3
1670	C.G.I. Informat.	1632	1645	1645	+ 0 80
1380	C.G.I.P. ★	1414	1416	1380	- 2 40
630	C.G.P.	636	639	635	- 0 16
1320	Chargeurs S.A ★	1262	1289	1255	- 0 55
815	Cics	827	830	830	+ 0 36
1470	Ciments franç. ★	1415	1423	1414	- 0 07
740	Club Méditerr. ★	717	717	709	- 1 12
200	C.M.B. Packag.	215	214 10	214	- 0 47
166	Codetel ★	173	175	168 10	- 2 83
410	Cofimeg ★	415	416	415	....
500	CPR (Par.-R.) ★	491 50	494 10	498	+ 1 32
870	Colas ★	800	806	790	- 1 25
240	Cpt. Entrepr. ★	257	257	260	+ 1 17
1150	Compt. Mod. ★	1124	1096	1055	- 6 14
390	Concept S.A.	399	399 50	393	- 1 50
1270	Créd. Foncier ★	1268	1276	1300	+ 2 52

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
535	C. F. Internat. ★	520	520	511	- 1 73
210	C.C.F. ★	225	225	226 90	+ 0 84
680	Cr. Lyon. (CI) ★	679	686	705	+ 3 83
1320	Crédit Nat. ★	1415	1425	1396	- 1 34
345	C.S.E.E. ★	344	344 50	340	- 1 16
4050	Damart S.A. ★	4058	4118	4021	- 0 91
2070	De Dietrich ★	2034	2020	1980	- 2 65
220	Dév. P.d.C. (Li)	220	216	220	....
335	Dév. R. Sud-Est	329	323	323	- 1 82
620	D.M.C.	615	625	612	- 0 49
340	Drouot Assur ★	389	399	403	+ 3 60
5190	Docks France ★	4861	4860	4858	- 0 06
830	Dumez ★	815	825	818	+ 0 37
2130	Eaux (Gén.) ★	2145	2148	2126	- 0 89
480	Ecco ★	480 50	484	485	+ 0 94
975	Electrofinanc. ★	970	980	980	+ 1 03
460	El. S. Dassault ★	438	438	438	....
530	Elf-Aquitaine	594	597	599	+ 0 84
415	— (certific.) ★	440	448 10	452	+ 2 73
1370	Epeda B.-F.	1305	1308	1310	+ 0 38
2730	Essilor ★	2889	2888	2830	- 2 04
1330	Essil. Int. (DP) ★	1290	1300	1300	+ 0 78
685	Esso S.A.F. ★	717	730	732	+ 2 09
2420	Eurafrance ★	2400	2405	2399	- 0 04
1850	Eurocom ★	1850	1861	1866	+ 0 86
91	Eurodisneyland	104 50	114 50	107	+ 2 39
4700	Euromarché ★	4710	4710	4645	- 1 38
1160	Europe n° 1 ★	1279	1280	1370	+ 7 11
80	Eurotunnel ★	64	63 90	61 90	- 3 28
1980	Exor ★	1920	1920	1894	- 1 35
1880	Facom ★	1894	1921	1918	+ 1 27
1110	Fichet-Bauche ★	1234	1234	1228	- 0 49
205	Finextel ★	208	206 20	206	- 0 96
440	Fives-Lille ★	438	439	428	- 2 28
2440	Fromager. Bel ★	2451	2460	2350	- 4 12
1820	Gal. Lafayette ★	1816	1815	1820	+ 0 22
545	Gascogne ★	528	520	520	- 1 52
1650	Gaz et Eaux ★	1620	1617	1601	- 1 17
1090	Géophysique ★	1245	1250	1290	+ 3 61
675	Gerland ★	645	649	650	+ 0 78
720	Groupe Cité ★	710	720	713	+ 0 42
1610	Gr. Victoire	1540	1539	1569	+ 1 88
1130	— (certif.)	1016	1016	1016	....
1320	GTM-Entrep. ★	1330	1315	1325	- 0 38
1160	Guyenne-Gas. ★	1182	1182	1172	- 0 85
380	Hachette ★	405	404	394 20	- 2 67
1390	Havas ★	1444	1449	1437	- 0 48
615	Hénin (La) ★	620	624	611	- 1 45
1170	Hutchinson ★	1250	1269	1242	- 0 64
290	Imétal ★	303	304	303	....
....	Immobil. Phénix	71 20	71 40	69 10	- 2 95
150	Ingénico ★	150 40	150	150 80	+ 0 27
5690	Inst. Mérieux ★	5750	5690	5600	- 2 61
515	Interbail ★	524	521	521	- 0 57
1750	Intertechnique ★	1695	1631	1635	- 3 54
1170	J. Lefebvre ★	1082	1094	1095	+ 1 20
1260	Labinal ★	1260	1265	1255	- 0 40

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2420	Lab. Bellon ★	2455	2495	2500	+ 1 83
370	Lafarge-Coppée	340	340	335 50	- 1 32
1350	Lebon ★	1323	1359	1323	....
3470	Legrand ★	3450	3498	3365	- 2 46
1910	Legrand (DP) ★	1926	1930	1925	- 0 05
....	Leroy-Somer ★	2032	2040	2050	+ 0 89
790	Locabail Im. ★	784	776	785	+ 0 13
510	Locafrance ★	513	510	525	+ 2 34
835	Locindus ★	854	855	860	+ 0 70
435	Luchaire ★	459	460	464 90	+ 1 29
4860	L.V.M.H. ★	4920	4910	4895	- 0 51
535	Lyonn. Eaux ★	546	543	549	+ 0 55
320	Majorette (Ly) ★	328 80	323	320 10	- 2 65
450	Mar. Wendel ★	442	441	431	- 2 49
380	Matra ★	362	358	352	- 2 76
4820	Merlin-Gerin ★	4979	4975	4955	- 0 48
220	Metaleurop ★	209 40	207 90	199	- 4 97
240	Métrologie Int. ★	242 40	243 90	243 30	+ 0 37
169	Michelin	144 90	142 50	142 20	- 1 86
1360	Midi (Cie)	1346	1337	1316	- 2 23
175	Midl. Bk SA ★	173	172 90	175	+ 1 16
480	Min Salsig (Mé)	500	509	509	+ 1 80
190	M.M.B.M. ★	196	197 50	195 20	- 0 41
130	Moulinex ★	138	138	133 50	- 3 26
1870	Navig. Mixte ★	1912	1910	1889	- 1 20
185	Nord-Est ★	182 40	181	180	- 1 32
435	Nordon (Ny)	420	420	421	+ 0 24
740	Nouvelles Gal. ★	750	750	750	....
775	Occid. (Gén.) ★	810	809	805	- 0 62
1800	Omn.F.Paris ★	1699	1694	1710	+ 0 65
405	Olipar ★	400	400	400	....
4580	Oréal (L') ★	4858	4825	4815	- 0 89
665	Paribas	693	690	679	- 2 02
1640	Pechelbronn ★	1650	1640	1670	+ 1 21
285	Pechiney CIP ★	275	275 50	274	- 0 36
186	Pechiney Int.	168	168	165	- 1 79
560	Penhoët ★	579	580	585	+ 1 04
1400	Pernod-Ricard ★	1375	1375	1340	- 2 55
720	Peugeot S.A.	735	730	709	- 3 54
455	Plastic Omn. ★	435	435	435	....
540	Poliet ★	530	535	522	- 1 51
1160	Prétabail Sic. ★	1200	1210	1200	....
865	Primagaz ★	885	874	886	+ 0 12
690	Printemps ★	668	662	665	- 0 45
4410	Promodès ★	4230	4228	4210	- 0 47
600	Radiotechn. ★	625	620	626	+ 0 16
180	Raff. D. Total ★	213 40	213	212 50	- 0 42
3420	Redoute (La) ★	3250	3250	3215	- 1 08
436	R.-Poulenc CIP ★	428	427 50	425 80	- 0 51
360	Rober financ.	359	353	353	- 1 40
150	Rochette (La)	122 30	123 10	120	- 1 88
2230	Roussel-Uclaf ★	2230	2249	2300	+ 3 14
4700	R. Impér. (Ly)	4750	4750	4774	+ 0 51
180	Sade	184	184 80	184 80	+ 0 43
1470	Sagem ★	1505	1496	1522	+ 1 13
585	Saint-Gobain	580	580	575	- 0 86
1590	St-Louis ★	1587	1590	1587	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2710	Salomon	2985	2985	3000	+ 0 50
560	Salvepar	555	550	550	- 0 90
1050	Sanofi ★	1107	1108	1073	- 3 07
1580	S.A.T. ★	1545	1545	1530	- 0 97
330	Saul-Chât. (6) ★	335 80	335	330	- 1 73
1420	Saupiquet (Ns)	1500	1500	1500	....
880	Schneider ★	910	910	904	- 0 66
42	S.C.O.A. ★	44 50	44 85	43 55	- 2 13
1120	S.C.R.E.G. ★	1140	1130	1100	- 3 51
1050	Seb ★	1055	1060	1068	+ 1 23
530	Sefimeg ★	511	515	529	+ 3 52
590	Sextant A.	590	593	589	- 0 17
1530	S.F.I.M. ★	1451	1454	1450	- 0 07
265	S.G.E. ★	253	254	252	- 0 40
820	Silic ★	840	831	844	+ 0 48
580	Simco	601	603	613	+ 2
990	Sk. Rossignol ★	1083	1089	1070	- 1 20
870	Sligos ★	922	933	930	+ 0 87
490	Société Génér.	550	550	550	....
144	Sodexco	141 10	141 10	141 10	....
167	Sodero (Ns)	167 30	169 90	169 90	+ 1 55
715	Sodexho ★	717	717	715	- 0 28
102	Sogenal (Ny)	99 50	99 10	100	+ 0 50
460	Sogerap ★	525	530	529	+ 0 76
2400	Somm-Allib. ★	2330	2320	2322	- 0 34
1730	Source Perrier ★	1731	1730	1706	- 1 44
740	Sovac ★	679	685	680	+ 0 15
700	Spie-Batignol. ★	710	718	719	+ 1 27
1160	Strafor ★	1288	1215	1250	- 2 95
445	Suez	459 80	458	455	- 1 04
470	Synthelabo ★	460 50	462	458 50	- 0 43
136	Thomson-C.S.F.	133	133 50	135 70	+ 2 03
545	Total (CFP) ★	555	555	566	+ 1 98
100	— (certific.) ★	105	104 30	104 80	- 0 19
415	Truffaut (Fin.)	411	414	411	....
436	U.F.B.-Locab. ★	437	437	420	- 3 89
1100	U.I.C. ★	1110	1115	1117	+ 0 63
675	U.I.F. ★	650	670	685	+ 5 30
970	U.I.S. ★	1015	982	1030	+ 1 48
225	U.C.B. ★	232 50	234	234	+ 0 65
890	Unibail ★	920	901	915	- 0 54
750	Valéo ★	750	760	728	- 2 93
430	Vallourec ★	428	426	425 90	- 0 49
385	Via Banque ★	381	385 50	381	....
1380	Zodiac	1410	1417	1400	- 0 71
1050	Elf-Gabon ★	1210	1205	1201	- 0 74
132	Amax Inc.	132 10	134 50	133 10	+ 0 76
180	Amer. Express	173 70	171	171	- 1 55
240	Amer. Teleph.	224	224 40	224 40	+ 0 18
220	Anglo Amer. C.	258	257 50	257 80	- 0 08
630	Amgold	721	727	726	+ 0 69
280	Banco Santander	284	285	285	+ 0 35
990	BASF (Akt)	1078	1077	1070	- 0 74
1020	Bayer	1122	1117	1115	- 0 62
109	Buffelsfont.	119	122	120	+ 0 84
183	Chase Manh.	177 50	173 50	173 50	- 2 25
111	Echo Bay Mines	113 80	116	116 20	+ 2 11

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
105	De Beers	113 20	114 20	115 30	+ 1 86
2770	Deutsche Bank	2915	2942	2940	+ 0 86
1420	Dresdner Bank	1524	1506	1512	- 0 79
93	Driefontein Ctd	101 90	101 90	101 40	- 0 49
695	Du Pont-Nem.	213	210	210 10	- 1 36
230	Eastman Kodak	228	221	221	- 3 07
32	East Rand	37 50	37 95	38 05	+ 1 47
265	Electrolux	265	261	263	- 0 75
830	Ericsson	900	895	900	....
270	Exxon Corp.	273	269 50	269 50	- 1 28
255	Ford Motors	248	247	247	- 0 40
90	Freegold	103	102	102 80	- 0 19
20	Gencor limit.	24 50	24 30	24	- 2 04
370	Gén. Electr.	351 10	349	349	- 0 60
545	Gén. Belgique	558	544	555	- 0 54
240	Gen. Motors	238	235 50	235 50	- 1 05
59	Gd Metropolitain	59 50	58 70	58 70	- 1 34
64	Harmony	80	79 10	79 10	- 1 13
260	Hewlett-Packard	253 20	256 50	256 50	+ 1 30
62	Hitachi	61 50	60 30	60 30	- 1 95
960	Hoechst Akt.	1062	1039	1031	- 2 92
126	Homestake	125 50	129 90	125 10	- 0 32
104	Imp. Chemical	104	105	105 50	+ 1 44
560	IBM	562	569	566	+ 0 71
315	ITT	306 90	303 50	303 50	- 1 11
173	Ito-Yokado	172 90	173 10	173 10	+ 0 12
182	Mac Donald's	191	189	189	- 1 05
91	Matsushita	89 70	88 10	88 10	- 1 78
20	Maxwell	21	20 60	20 60	- 1 90
415	Merck	414 50	407	407	- 1 81
455	Minnesota M.	445	446	446	+ 0 22
335	Mobil Corp.	343	335	335	- 2 33
205	Morgan J.P.	202 50	196	196 10	- 3 16
34550	Nestlé	33900	33900	33900	....
1030	Nixdorf	930	921	921	- 0 97
147	Norsk Hydro	188 40	186 60	186	- 1 43
215	Ofsil	227 50	227	228	+ 0 22
1960	Petrofina	1905	1904	1905	....
220	Philip Morris	219	218 80	218 80	- 0 09
132	Philips	134 40	132	132 10	- 1 71
117	Placer Dome	114 10	113 80	113 10	- 0 88
385	Quilmès	355	370	366	+ 3 10
580	Randfontein	615	619	624 c	+ 1 57
420	Royal Dutch	441	438 10	438 10	- 0 66
49	Rio Tinto Zinc	48 90	48 80	48 50	- 0 82
24	Saat. & Saatchi	23 85	23 55	23 40	- 1 89
75	St Helena Co	90	85 30	86 50	- 3 89
275	Schlumberger	269	266 50	266	- 1 12
42	Shell transp.	45 90	45 50	45 50	- 0 87
2470	Siemens A.G.	2680	2685	2699	+ 0 71
345	Sony	321 10	321 80	321 80	+ 0 22
132	Sumitomo	133 20	133 20	133 20	....
45	Telefonica	46 40	45 70	45 80	- 1 29
255	T.D.K.	237	237 50	237 50	+ 0 21
46	Toshiba Corp.	46 80	46 36	46 40	- 0 85
455	Unilever	457	449 50	445	- 2 63
300	Unit. Techn.	284 50	285	288	+ 1 23
720	Vaal Reefs	788	788	796	+ 1 15
380	Volvo	389	380 10	380 10	- 2 29
310	West Deep	329	329	328	- 0 30
320	Xerox Corp.	315 50	310	310	- 1 74
141	Yamanouchi	136 10	136	136	- 0 07
2 45	Zambia Corp.	2 68	2 68	2 65	- 1 49

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Obligations		
Emp. 8,80 % 77	119 46	6 244
9,80 % 78/93	....	5 612
10,80 % 79/94	99 90	4 586
13,25 % 80/90	100 85	9 003
16,20 % 82/90	....	..
16 % juin 82	101 48	10 808
14,60 % fév. 83	103 95	14
13,40 % déc. 83	109 85	1 725
12,20 % oct. 84	103 80	4 044
11 % fév. 85	105 30	10 548
10,26 % mars 86	100 30	9 304
OAT 10 % 2000	101 29	6 986
OAT 9,90 % 1997	100 95	1 492
OAT 9,80 % 1996	99 40	0 188
Ch. France 3 %	144 20	..
CNB Bques janv. 82	99 10	0 871
CNB Paribas	99 50	0 871
CNB Suez	99 35	0 871
CNI janv. 82	99 10	0 871
PTT 11,20% 85	101 90	2 016
CFF 10,30% 86	97 90	0 432
CNE 11,50% 85	101 50	7 032
CNT 9% 85	92	6 768
CRH 10,90% déc. 85	101 80	1 021
C.N.C.A. T.P.	....	109
Coruo 4%	2205	..
C.G.E. 6% janv. 89-99	....	57 600
Drouot Ass. Obl. conv.	....	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions		
Agache (Stè Fin.)	....	1544
A.G.F. (St Cent.)	....	1164
Alsthom	....	....
Applic. Hydraul.	....	1188 d
Arbel	....	989
Astorg	....	....
Avenir Publicité	....	1827
Bain C. Monaco	....	597
Banque Hypoth. Eur.	....	....
Béghin-Say (C.I.)	....	540
Blanzy-Ouest	....	3621 d
B.N.P. Intercontin.	....	300
Bénédictine	....	....
B.T.P. (Compagnie)	....	105 10
Calif	....	800
Cambodge	....	710
C.A.M.E.	....	199
Carbone-Lorraine	....	955
Cass-Poclain	....	29 10
C.E.G.Frig.	....	422 40
Centen. Blanzy	....	630
Cerabati	....	145
Champex (Ny)	152	154

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.C. (Financ. de)	....	219
C.I. Maritime	....	815
Cerus (B)	2249	2340
Claude	....	788 d
Cofradel (Ly)	....	....
Cogifi	....	385
Comiphos	....	761
Cie Industrielle	....	8600
Comp. Lyon-Alem.	....	582
Concorde (La)	....	1236
C.M.P.	....	28 60 d
Créd. Gén. Ind.	....	527 d
Cr. Universel (Cie)	....	725
Créditel	....	138 90
Darblay S.A.	....	768
Degremont	....	725
Delalande S.A.	....	2060
Delmas Vieljeux	....	4560
Didot-Bottin	....	1120
Eaux Bass. Vichy	....	1505
Eaux Vittel	....	4250
E.C.I.A.	....	1550
Electro-Banque	....	358
Elf-Antargaz	....	1357
E.L.M. Leblanc	....	637
Escill-Bretagne	....	390
Entrepôts Paris	....	1694 d
Europe Soudre Indust.	....	....
Eternit	....	2055
Finalens	....	219 90
FIPP	....	235
Fnac	....	1840
Foncière (Cie)	....	779
Fonc. Lyonnaise	....	848
Foncina	....	535
Forinter	....	....
Fougerolle	....	880
France I.A.R.D.	....	1212
France (La)	....	3285
From. Paul Renard	....	2050
GAN	....	2132
G.F.I.I.	....	320
Gaumont	....	1035
Genefim	....	358
Gévelot	....	551
Gr. Fin. Constr.	....	430 20
Gds Moulins Paris	....	1500
G. Transp. Ind.	....	803
Imm. Plaine-Monceau	....	....
Imminvest	....	....
Immobail	....	432
Immobanque	....	848
Immob. Marseille	....	8990
Immofice	....	530
Invest. (Sté Cent.)	....	3040
Jaeger	....	229 90
Lambert Frères	....	521
Lille-Bonnières	....	1670
Loca-Expansion	....	284
Locafinancière	....	400
Locatel	....	384 80
Louis Vuitton	....	1298
Louvre (Sté)	....	4070
Lucia	....	1940
Machines Bull	....	82

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Magasins Uniprix	....	196
Magnant S.A.	....	169 30 d
Maritimes Part.	....	368
Métal Déployé	....	607
Mors	....	192 50
Navig. (Nat. de)	....	248
Nozal	....	295
Optorg	....	388 20
Oréal (L') C.I.	2240	2240
Origny-Desvroise	....	1401
Palais Nouveauté	....	1140
Paluel Marmont	....	645
Parfinance	....	248
Paribas-CIP	370	345 o
Paris France	....	250
Paris-Orléans	....	275
Partenfin	....	466
Patern. Risq. Div.	....	....
Pathé-Cinéma	....	....
Piper-Heidsieck	....	2150
P.L.M.	....	620
Porcher	....	715
Promodès	1798	1866
Publicis	....	980
Rochefortaise S.A.	....	1282
Rosario (Fin.)	....	565
Rougier et Fils	....	410
Rozières (usine de)	....	840
Sacer	....	700
SAFAA	....	480 10
Safic-Alcan	....	675
SAFT	....	2470
Sage	....	228 20
Salins du Midi	....	589
Satam	....	133 90
Savoisienne (M)	348	350
SCAC	....	750
Semelle Maubeuge	....	490
S.E.P. (M)	187 70	187 70
Sefi	....	494
Simnor (Li)	....	....
Sinvim	....	418
Siph (Plant. Hévéas)	....	465 50
Sofal financière	....	776
Soficol	....	1095
Soffo	....	608
Soficomi	....	720
S.O.F.I.P. (M)	477	477
Sofragi	....	1541
Sopagri	....	165
Sophie-Bail	....	462
Soudure Autog.	....	895
Souabail	....	648
Suez (Fin. de)-CIP	....	232
Stemi	....	748
Taittinger	....	4900
Télémécanique Elect.	....	....
Testut-Aequitas	....	725
Tour Eiffel	....	332 80 d
Ufiner S.M.D.	....	800
Ugine A. Chat. Gueug.	....	340
U.A.P.	....	613
U.T.A.	....	4083
Vicat	....	3000
Vinipix	....	2389

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Vitos	....	202
Waterman S.A.	....	912
Brass. du Maroc	....	....
Étrangères		
A.E.G.	1150	....
Akzo	365	350
Alcan Alum.	116 60	117 10
Algemene Bank	120	120
American Brands	381	374
Arbed	823	800
Asturienne Mines	186	185 20
Bco Pop Espanol	440	449
Banque Ottomane	1830	1850
B. Régl. Internat.	40000	41000
Br. Lambert	700	695
Canadian-Pacific	120	120 20
Chrysler corporation	93 80	92 20
CIR	21 50	....
Commerzbank	1120	1105
Dart. and Kraft	....	....
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	357	348
Gén. Belgique	....	....
Gevaert	1260	....
Glaxo	73	75 90
Goodyear	210	215
Grace and Co	171	167
GTE corporation	344 40	....
Honeywell Inc.	475	480
Johannesburg	1650	1690
Kubota	47	46
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	38	38
Mineral-Ressourc.	97 80	98 30
Noranda	104 90	106
Olivetti	21	20 30
Pakhoed Holding	470	....
Pfizer Inc.	392 50	389 50
Procter Gamble	361 10	370
Ricoh Cy Ltd	49	....
Rolinco	301 50	300 80
Robeco	305 50	309 90
Rodamco	237	238
Saipem	10 40	10 40
Sema Group	35	34 50
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	145	139
Steel Cy of Can.	108 60	....
Tenneco	330	336
Thorn EMI	74 50	73 50
Toray indust. inc	38 10	38
Vieille Montagne	....	....
Wagons-Lits	1475	1477
West Rand	25 50	27
Wolsman Corporation	144	140
Hors-cote		
American Petrofina	....	....
Banque Hydro-Energie	315	....
Boiloni	950	....
Calciphos	175	170 10
Chambourcy (M.)	978	....
Cachary	380	....
Cogenbor	160	160
C. Occid. Forestière	180	....
Copamex	356	352
Europ. Accumul.	70 50	70 50
Gachot	120 90	115
Guy Degrenne	500	....
Haribo-Ricqlès-Zan	210	....
Hoogovens	237	....
Merlin Immobilier	240	....
Nicolas	920	....
Particip. Percier	357	386
Rorento N.V.	176	176
St-Gobain-Emballage	1980	....
Sems-Matra	322 10	310
S.E.P.R.	1949	....
S.P.R.	534	....
Sté Lecteurs du Monde	486	459
Ufimex	380	....
Union Brasseries	95 70	....
Wonder	1470	1953 o

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/2	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 697	5 629	5 450	5 900
ECU	6 927	6 931	....	....
Allemagne (100 DM)	339 650	340 120	329 500	350
Belgique (100 F)	16 252	16 261	15 750	16 800
Pays Bas (100 fl.)	301 130	301 410	291 500	310 500
Danemark (100 krd)	87 940	88 060	86	92
Norvège (100 k)	88 030	87 790	85	92
Grande-Bretagne (£ 1)	9 640	9 592	9 200	10
Grèce (100 drachmes)	3 615	3 609	3 400	4 200
Italie (1 000 lires)	4 576	4 577	4 350	4 850
Suisse (100 fr.)	383 360	381 780	370 500	394 500
Suède (100 krs)	92 950	....	....	....
Autriche (100 sch)	48 238	48 287	46 750	49 850
Espagne (100 pes.)	5 268	5 247	5	5 550
Portugal (100 esc.)	3 858	3 862	3 660	4 350
Canada ($ can 1)	4 788	4 739	4 630	5 090
Japon (100 yens)	3 915	3 900	3 780	4

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/2
Or fin (kilo en barre)	77100	76600
Or fin (en lingot)	77000	76600
Pièce française (20 fr)	446	443
Pièce française (10 fr)	406	.....
Pièce suisse (20 fr)	496	486
Pièce latine (20 fr)	445	442
Souverain	562	559
Pièce de 20 dollars	2625	2625
Pièce de 10 dollars	1420	1420
Pièce de 5 dollars	925	.....
Pièce de 50 pesos	2880	2890
Pièce de 10 florins	463	461
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	....	.....

SICAV (sélection) 6/2

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1137 92	1110 17
Actifon	239 43	233 02
Actions France	603 75	581 93
Actions sélectionnées	687 76	672 54
Aedificandi	674 81	650 42
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1224 53	1194 66
A.G.F. 5000	713 89	696 48
A.G.F. ECU	1074 84	1064 20
A.G.F. Foncier	127 18	124 08
A.G.F. Interfonds	438 37	427 68
A.G.F. Invest	128 29	125 16
A.G.F. OBLIG.	1120 17	1114 60
A.G.F. Sécurité	11151 37	11151 37
Agfimo	715 82	698 36
Altefi	207 61	200 11
A.L.T.O.	177 58	171 14
Amei-Gan	6522 88	6227 09
Amplitude	664 49	645 14
Arbitrages court terme	5792 90	5781 33
Associc	1058 38	1058 38
Atout Futur	374 98	362 86
Aurecic	1514 78	1470 66
Avenir C.I.C.	104 98	101 92
Avenir Alizés	1549 51	1519 13
Axa Europe	124 76	119 10
Axa Investissements	130 64	124 72
Axa N.P.I.	109	104 05
Axa Valeurs PER	136 78	130 58
Bred Associations	2598 79	2591 02
Capitacic	1046 22	1030 76
Capital Plus	1679 94	1679 94
Cardan-Pierre	34 52	33 68
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comis	1054 87	1039 28
Comptavalor	5678 61	5670 10
Comptastraie	112 45	109 17
Convertimmo	424 91	408 57
Cradinter	531 93	516 44
Crédit Mutuel Capital	1046 07	1025 56
Diese	1172 03	1133 49
Drouot-France	885 90	845 73
Drouot-Investiss.	1080 80	1041 34
Drouot-Sécurité	253 18	241 70
Drouot-Sélection	147	140 33
Ecucic	1073 24	1057 38
Ecureuil Capitalisation	2065 92	2045 47
Ecureuil Investissement	414 77	402 69
Ecureuil Monépremière	53923 63	53923 63
Ecureuil Monétaire	31768 54	31768 54
Ecureuil Trimestriel	1980 18	1980 57
Elicash	2241909	2241909
Energie	275 84	263 33 ♦
Epancic	2900 82	2900 82
Eparcourt Sicav	4342 47	4331 64
Epargne Associations	25681 31	25642 85
Epargne-Capital	8610 47	8625 22
Epargne Court-Terme	548 83	548 83
Epargne Croissance	1670 39	1625 67
Epargne-Industr.	96 32	93 74
Epargne Inter	607 85	591 58
Epargne J	56571 41	56571 41
Epargne Long-Terme	191 29	185 17
Epargne Monde	1379 38	1342 46
Epargne Première	11831 88	11743 80
Epargne-Oblig.	195 07	190 82
Epargne-Ouest	1080 70	1051 78
Epargne-Unie	1383 05	1333 06
Epargne-Valeur	460 16	447 84
Epsilon	1160 28	1148 79
Eurocic Leaders	1134 01	1100 98
Eurodyn	1174 76	1136 13
Euro-Gan	7758 43	7406 62
Foncicav (div. par 10)	11550 35	11550 35
Foncival	265 89	258 49
France Avenir	117 03	117 03
France-Gan	10146 12	9698 03
France-Garantie	270 28	269 74

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France-Index Sicav	114 93	112 18
France-Investiss.	445 46	434 61
France-Obligations	458 24	453 70
Francic	503 18	488 52
Francic Pierre	120 23	116 73
Francic Régions	1343 79	1304 65
Fructi-Associations	28 97	28 97
Fructi-Epargne	29 66	28 94
Fructicapi	34 12	33 62
Fructicourt	114830 06	114830 06
Fructidor	236 35	232 86
Fructifrance	951 94	928 72
Fructimmo	31 97	31 19
Fructivar	4440 80	4429 73
Fructi ECU	571 32	562 88
Fructi-Première	10777 87	10618 69
Futurobig	1158 27	1120 18
Gestilion	59262 31	59114 52
Gestion Associations	161 11	157 58
Gest. France Sécurité	10099 32	10099 32
Horizon	1258 90	1222 23
Interepar	106504 37	103402 30
Interoblig.	11789 43	11336 99
Interselect France	548 25	532 28
Japacic	194 02	188 37
Jeune épargne	241 29	237 72
Laffitte-Amérique	223 95	213 79
Laffitte Europe	304 98	291 15
Laffitte-Expansion	291 57	278 35
Laffitte-France	366 33	349 72
Laffitte-Immobilier	273 17	260 78
Laffitte-Japon	453 38	432 83
Laffitte-Oblig.	138 79	132 50
Laffitte—Rend.	188 34	179 80
Laffitte-Tokyo	393 50	375 66
Latitude	5483 69	5485 48
Lazard Court terme	10265 73	10265 73
Lazard Long terme	5550 22	5388 56
Lion-Associations	10757 76	10757 76
Lion-Institutionnels	23543 85	23486 14
Lionplus	777 60	769 90
Lion Trésor	2164 25	2142 82
Livret Bourse Investis.	558 76	540 54
Livret portefeuille	738 96	717 44
Médiaramée	200 73	191 63
Mensuel CIC	10099 29	9989 30
Mondiale Investissem.	454 29	433 68
Monacic	5628 67	5628 67
Monedon	54443 48	54443 48
Moné.J.	58962 75	58962 75
Mutualité Dépôts	10904 88	10883 11
Natexis Unie Sél.	145 48	139 84
Natio.-Epargne	14260 27	14119 08
Natio.-Epargne Trésor	6377 17	6364 44
Natio.-Court terme	228421	228421
Natio.-Inter.	1167 08	1135 84
Natio-Monétaire	20669 34	20669 34
Natio.-Obligations	501 05	487 64
Natio.-Patrimoine	1483 91	1453 93
Natio.-Placements	66990 85	66990 85
Natio.-Revenus	1017 05	1006 98
Natio.-Sécurité	11482	11482
Natio.-Valeurs	869 56	845 29
Nippon-Gan	7001 13	6683 66
Nord-Sud Développ.	1241 22	1238 74 ♦
Normatif	12243 36	12003 29
Obli Association	122 56	122 34
Oblicic Mondial	2277 42	2243 76
Oblicic Régions	1033 84	1018 56
Oblig. toutes catég.	146 99	144 82
Oblilion	1079 39	1068 69
Oblisécurité	10404 10	10404 10
Oraction	1275 33	1233 39
Orvalor	6459 67	6234 86
Paribas Epargne	16748 42	16712 98
Paribas Opportunités	126 24	121 09
Paribas Patrimoine	563 01	540 06
Paribas Revenu	88 96	88 08

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Patrimoine Retraite	180 11	176 58
Parvalor	695 66	675 40
Phenix Placements	268 54	260 72
Pierre Investiss.	772 91	754 06
Placement A	1234 87	1210 66
Placement crt-terme	72743 15	72597 95
Placement J	5838 04	5826 39
Placement Premier	54008 75	53900 95
Plénitude	116 58	113 46
Poste Gestion	52853 86	52853 65
Première Obligations	10891 06	10880 06
Prévoyance Ecureuil	113 64	110 60
Priv'Association	23821 71	23821 71
Quartz	125 80	122 70
Rentacic	159 19	156 84
Revenus Trimestriels	5297 85	5245 40
Revenu Vert	1116 79	1100 29
St-Honoré Bio-aliment.	917 24	875 65
St-Honoré Global	279 58	266 90
St-Honoré Matignon R.	242 30	231 31
St-Honoré Pacifique	621 81	593 61
St-Honoré P.M.E.	542 48	517 86
St-Honoré Real	12170 61	12122 12
St-Honoré Services	526 73	506 47
St-Honoré Technol.	814 71	777 77
Sécuricic	1427 91	1426 48
Sécuri Taux	11342 72	11342 72
Scandén (Cardan BP)	705 89	695 56
Sicav-Associations	1509 82	1506 56
S.F.I. fr. et étr.	721 70	700 68
Sicav 5000	442 48	430 64
Silvafrance	696 90	678 25
Silvam	455 64	443 35
Silvarente	213 90	211 78
Silvinter	440 57	428 78
S.N.I.	1283 97	1246 57
Sogepargne	332 25	320 24
Sogevar	1134 45	1083 01
Sogintar	1410 44	1346 48
Soleil Investissement	579 34	553 07
Stratégie Actions	1242 57	1194 78
Stratégie Rendement	1173 90	1136 96
Technocic	1158 63	1125 85
Techno-Gan	6311 97	6025 75
Thesora	526 77	521 56
Transcontinents	88 84	87 10
Trésor Plus	1042 58	1032 26
Trésor Réel	11628 32	11628 32
Trésoracc	104149 13	104149 13
Tillon	5094 50	5044 06
U.A.P. Investiss.	495 63	477 72
U.A.P. moyen terme	110 94	106 93
Uni-Associations	111 71	111 71
Unifrance	611 39	589 29
Unifoncier	1481 40	1427 98
Uni-Garantie	1265 89	1231 24
Uni-Régions	1632 05	1573 06
Univerte	2328 16	2251 61
Univar	195 65	195 65
Univers-Actions	1308 27	1285 25
Univers-Obligations	1631 73	1578 08
Valorem	587 75	573 41
Valorg	1700 92	1689 22
Valrel	43291 24	43269 61
Vauban	23507 12	23483 61

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ♦ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

La tournée de M. Baker en Europe

Les Américains acceptent l'idée d'un sommet des trente-cinq pays membres de la CSCE

Après avoir rencontré M. Roland Dumas, mardi 6 février, lors d'une escale en Irlande, le secrétaire d'Etat américain a rendu visite aux nouveaux dirigeants tchécoslovaques. Il devait quitter Prague mercredi pour Moscou où il s'entretiendra notamment avec M. Edouard Chevardnadze.

M. James Baker n'était pas venu à Prague avec un plan d'aide financière que les dirigeants tchécoslovaques, au demeurant, n'attendaient pas de lui. Ils ont surtout besoin de possibilités d'échanges commerciaux avec les économies libres et d'investissements occidentaux. Le secrétaire d'Etat a annoncé l'octroi prochain à la Tchécoslovaquie de la clause de la nation la plus favorisée, qui régit les échanges commerciaux entre la plupart des Etats du monde. Par ailleurs, les Etats-Unis soutiendront la candidature de la Tchécoslovaquie au Fonds monétaire international, et rendront le pays éligible aux garanties d'investissements américains accordées par l'Overseas Private Investment Corporation.

Dans le discours qu'il a prononcé mardi à l'université Charles de Prague, le secrétaire d'Etat américain s'est surtout attaché à décrire les relations nouvelles qui doivent s'instaurer en Europe centrale, ce qui était une façon d'indiquer ce qu'il attend du processus de la CSCE (la Conférence sur la sécurité et la coopération économique en Europe à laquelle participent tous les pays européens, sauf l'Albanie, ainsi que les Etats-Unis et le Canada), dans les trois domaines de son ressort : la coopération économique, la sécurité et le droit. Quelques heures plus tôt, lors de son escale en Irlande, il avait donné à M. Roland Dumas l'accord des Etats-Unis pour que se tienne, en octobre ou novembre, un sommet des 35 pays membres de la CSCE. *(Nos dernières éditions du 7 février.)*

« Nous devons développer des mesures qui empêcheraient une domination militaire de toute nation européenne sur toute autre », a déclaré M. Baker. Il a suggéré l'étude de nouvelles propositions *« pour promouvoir une plus grande transparence militaire entre Etats voisins, spécialement le long des frontières »*, et la publication des budgets militaires de tous les participants à la CSCE.

Rendant hommage au passage à la nouvelle direction soviétique, qui convient que *« la légitimité et non la force, est le seul moyen d'assurer la stabilité en Europe »*, il a suggéré que l'organisation d'élections libres devienne une obligation contraignante pour tous les pays membres de la CSCE et que ces 35 pays envoient des observateurs aux élections qui doivent se tenir cette année en RDA, Hongrie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en Bulgarie.

Dans le domaine économique, il s'est dit encouragé par *« les débuts de coopération et de nouvelles associations possibles entre les nouvelles démocraties »* comme ceux qui sont actuellement amorcés entre Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie. Il a, d'autre part, affirmé que les Etats-Unis soutiendront la candidature de Prague comme siège de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD).

Ajustement des positions franco-américaines

M. Baker avait déjà parlé de cette question lors des entretiens de Shannon avec M. Roland Dumas. On a d'autre part appris, mardi, à Bruxelles, que la France entendait présenter sa candidature à la présidence de cette banque européenne.

M. Baker devrait évoquer à Moscou avec ses interlocuteurs soviétiques la proposition de la France d'accueillir à la fin de l'année le sommet de la CSCE, dont le principe est désormais acquis. Il n'a émis devant M. Roland Dumas qu'une seule condition à la tenue de ce sommet : qu'un premier accord de désarmement conventionnel soit acquis à Vienne.

Le chef de la diplomatie américaine a aussi donné son aval à la proposition française d'associer, en tant qu'observateurs à la conférence d'Ottawa sur le projet « ciel ouvert », les pays neutres et non alignés membres de la CSCE. La France s'était en effet vivement opposée à ce que ce projet – qui vise à assouplir dans le sens de la confiance et de la transparence les règles de survol par l'aviation des territoires des pays concernés – soit conçu comme une négociation *« de bloc à bloc »*. M. Dumas a rappelé les positions françaises dans le discours qu'il a prononcé mardi matin devant l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), tout en se félicitant des assurances qu'il venait d'obtenir de M. James Baker.

Il a été longuement question également dans les entretiens franco-américains de la question allemande et de la nécessité d'imaginer entre alliés des scénarios dans la perspective de la réunification. A ce sujet, M. Havel s'est, de son côté, prononcé contre la neutralité d'une future Allemagne unifiée. Le ministre polonais, M. Skubiszewski, a fait de même à Bonn où il était reçu mardi par M. Genscher. – (AFP, Reuter)

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Catch !

C'était guignol, hier, à la télé. Bravo, Dechavanne : très réussi, très câblé, ce « Ciel mon mardi » sur l'extrême droite ! On savait que ça allait cogner. J'ai un copain au journal, c'est un beur. Il a un copain dans le Sentier, c'est un juif, qui l'avait prévenu : Reste devant la télé, tu vas voir ça va dépouiller sévère. On a pas été déçu. Enfin si, quand même un peu. Pas assez longue, pas assez musclée, la séquence du pugilat ! Personne n'a saigné. Pas même du nez.

Comment ça a été amené ? Très simplement, par le bla bla habituel du révisionniste de service : les chambres à gaz c'est des menteries, suivi d'une réplique à son partenaire de la LICRA, je dis son partenaire parce qu'il devait certainement connaître la distribution du sketch avant de venir l'interpréter, rue Cognacq-Jay, un truc du genre : Est-ce que vous accepteriez d'observer une minute de silence pour les deux millions d'Allemands morts dans les camps après la dernière guerre ?

C'est le signal de la bagarre. Un jeune sioniste coiffé de la kipa va mettre sur la gueule du pote à Faurisson. Les caméras se détournent du plateau et se tournent vers la salle. Les invités, ils étaient là pour ça, se tabassent bien gentiment, sans se faire de mal, encouragés par les assistants à coups de : Allez !.. Allez !... Oubliez pas, on est en direct ! Et au bout de quatre à cinq minutes de désordre, mon Dieu, assez bien ordonné, l'arbitre siffle la fin de la mêlée. On a viré le sass et le feuj, le facho et le juif, faut vraiment tout vous expliquer, bande de débranchés. Le spectacle est terminé.

Ah non ! Venez pas m'engueuler sous prétexte que je parle à la légère de choses sérieuses ! C'est pas moi qui ai commencé, c'est mon petit camarade de TF 1. Et puisque j'en suis à fayoter, lui, il a tout piqué dans ce qu'on appelle aux Etats-Unis la télé-poubelle. Faux débat, vrais combats.

Et provoc bien provocante : Ksss, ksss, ksss, qu'est-ce que t'attends pour me rentrer dedans, espèce de dégonflé ! Ça marche très fort. Il y en a qui adorent. Moi, j'ai un peu peur qu'à force de cracher dessus on finisse par éteindre la passion de tous ceux, j'en suis, qui s'acharnent à entretenir la petite flamme du souvenir. Ils sont très puissants, très efficaces, les extincteurs sur nos plateaux de télé. Gare aux écrans de fumée !

L'ESSENTIEL

Le numéro du « Monde » daté 7 février 1990 a été tiré à 375 677 exemplaires.

Désarmement

L'OTAN va proposer de plus fortes réductions de l'aviation de combat

L'OTAN, voulant débloquer les négociations de Vienne sur le désarmement conventionnel (CFE), doit proposer jeudi 8 février au pacte de Varsovie de réduire plus fortement que prévu leurs aviations de combat, selon des sources diplomatiques occidentales. Cette proposition devrait être soumise dès mercredi à Moscou par le secrétaire d'Etat américain James Baker à son collègue soviétique Edouard Chevardnadze.

Lundi, les alliés ont également entériné l'offre faite mercredi dernier par le président George Bush de plafonner respectivement à 195 000 le nombre de militaires américains et soviétiques en Europe centrale.

Sur l'aviation, les alliés vont proposer de réduire de 5 700 à 4 700 le plafond global des avions dits « de combat » (chasseurs, avions d'attaque au sol, et aviation d'entraînement ayant une aptitude à remplir des missions d'appui tactique ou de défense aérienne) que les deux alliances auraient le droit de déployer de l'Atlantique à l'Oural.

L'URSS, propose l'OTAN, aurait en outre le droit de conserver de 500 à 700 des milliers d'avions d'interception qu'elle qualifie de « défensifs », et ce à condition qu'elle accepte que l'OTAN en garde également un certain nombre. L'URSS jusqu'à présent ne voulait pas entendre parler d'une diminution de ces appareils.

Si les Etats-Unis et l'OTAN font preuve de souplesse sur les avions de « défense aérienne », ils restent fermes sur l'inclusion dans les négociations de l'aviation aéronavale basée à terre, malgré l'opposition des Soviétiques. – (AFP)

SOUDAN

Les deux membres de MSF enlevés sont aux mains des rebelles

Les deux membres de Médecins sans frontières (MSF) enlevés le week-end dernier à Malakal, au sud du Soudan (*le Monde* du 7 février), ont été capturés par l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) lors d'une offensive surprise des rebelles. Quatre membres de MSF se trouvaient à Malakal au moment de cette attaque dans la nuit du 2 au 3 février, deux ont pu être évacués par le CICR.

D'autre part, l'Union des avocats arabes, dont le siège est au Caire, annonce que le géologue soudanais Youssef Mohamed el Amine, membre du comité central du Parti communiste arrêté le 14 janvier lors de l'opération de recensement de la population, qui était en fait destinée à découvrir les caches de l'opposition, a été sauvagement torturé. Souffrant de graves troubles cardiaques, il pourrait avoir succombé aux sévices qu'il a subis, sa présence n'étant signalée dans aucune des prisons soudanaises.

A nos lecteurs

A la suite d'un arrêt de travail des employés des services commerciaux du *Monde*, la distribution du quotidien a été perturbée le mardi 6 février (numéro daté mercredi 7), notamment à Paris. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

EN BREF

□ **TCHÉCOSLOVAQUIE : suicide de l'ancien président du Parlement slovaque.** – Viliam Salgovic, ancien président du Conseil national slovaque (Parlement), un ultra-conservateur communiste, s'est donné la mort dans la soirée de lundi, a annoncé mardi 6 février l'agence officielle CTK. Viliam Salgovic avait été vice-ministre tchécoslovaque de l'intérieur lors du « printemps de Prague » et au moment de l'invasion des armées du pacte de Varsovie en août 1968. Il fut ensuite vice-président de la commission de contrôle du Parti communiste tchécoslovaque pendant la période d'épuration en 1970-1975, membre du comité central du PCT à partir de 1976 et président du Conseil national slovaque (parlement régional) de 1975 à décembre dernier. – *(AFP.)*

□ **Protestations contre l'interdiction de journalistes en Afrique du Sud.** – Un *« appel pour le droit d'informer »* a été lancé, lundi 5 février, par des journalistes après le refus du gouvernement sud-africain de délivrer des visas à trois reporters de *l'Humanité* et de *l'Humanité-dimanche*. « *Nous protestons contre cet interdit professionnel et exigeons que cette mesure discriminatoire soit immédiatement rapportée, alors que plus de dix mille cinq cents confrères de la presse internationale sont actuellement sur place pour y accomplir leur mission d'information* ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 7 février

Poursuite de la baisse

Le mouvement de baisse observé mardi (– 0,51 %) s'est amplifié mercredi matin. L'indice CAC-40, après avoir perdu 0,58 %, se dépréciait de 1,14 %.

La République d'Estonie aura sa propre monnaie

La République soviétique d'Estonie sortira au mois de décembre prochain sa propre monnaie, la couronne estonienne, divisée en 100 cents, qui remplacera le rouble et le kopek soviétique, a déclaré mardi 5 février, à l'agence finlandaise FNB, le directeur de la Banque d'Estonie à Tallinn M. Rein Otsason.

Selon la FNB, les observateurs se demandent comment l'esti kroon, la nouvelle monnaie estonienne, pourra devenir une devise convertible sur les marchés financiers internationaux, car la Banque d'Estonie ne possède aucune réserve d'or qui pourrait la garantir.

L'esti kroon aura la valeur d'un rouble soviétique au début de cette réforme financière qui servira avant tout à aider l'Estonie dans son indépendance économique, a déclaré M. Otsason. *(AFP.)*

